

---

LES

# FIANCÉS DE RADEGONDE

---

DEUXIÈME PARTIE (1).

---

## VII.

En rentrant chez lui, le grainetier était loin de partager les idées sombres de son hôte : tout lui souriait au contraire. Il se sentait allégé, il avait passé le Rubicon ; le succès lui semblait certain. Comme Perrette, il goûtait à l'avance les profits de sa combinaison : — Baronne, et jolie petite baronne, je m'en flatte. Je vivrai à l'écart les premiers temps, et peu à peu, ma fille aidant, on ne pourra se passer de moi ; j'ai dans ma caisse de quoi faire oublier ma farine. De beau-père de baron à baron soi-même, il n'y a que la distance de Poitiers à Rome : on y va, dit-on, par un chemin d'*argent* ; tout ira bien !

Radegonde, dans le bureau, était assise devant ses livres ; en

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

l'apercevant, il eut envie de s'écrier : « Dans mes bras, baronne ! » mais il sut se contenir.

— Quel charmant homme que notre voisin, dis, mon enfant ; il n'y a que la vraie noblesse pour avoir cette distinction et cette simplicité ; et quelles manières ! Comme il sait causer de tout sans embarras ! Nous sommes plus riches que lui ; je n'ai pas compté, mais je le crois : il n'a seulement pas l'air de s'en apercevoir. Oh ! la vieille aristocratie ! Moi, je suis républicain, c'est vrai ; un homme qui n'a pas d'ancêtres doit toujours être républicain ; nos quartiers de noblesse, à nous, remontent à 89, avec les grands principes ; mais, au fond, je réserve toutes mes sympathies à la noblesse. Il faut être libéral pour parvenir, et quand la fortune est faite, on doit être aristocrate ; c'est la récompense : aussi, ma fille... Voyons, tu ne devines rien ?

— Non ! rien ; que pourrais-je deviner ?

— Eh bien ! j'ai laissé entendre au baron, qui en grille, que la demande de ta main pour son fils serait bien accueillie.

— Comment ! sa demande ; quelle demande ? Je comprends de moins en moins.

— Voyons, petite, tu ne serais pas contente d'épouser un beau gentilhomme et d'être baronne ?

— Baronne, moi ! Ah ! mon père, vous avez la plaisanterie cruelle ; moi, baronne, et à quel titre ? et comment faites-vous entrer votre fille dans des combinaisons, j'ose dire commerciales, sans vous être enquis de ses goûts, de ses instincts, de ses répugnances et peut-être aussi de son cœur ? Vous me faites servir comme un appât ou un appoint à la satisfaction de votre orgueil. Comment ne comprenez-vous pas, alors même que votre rêve s'accomplirait, que le seul but de votre partenaire, son seul mobile, est votre argent ? Votre fille passerait par-dessus le marché. C'est permis en politique, ces unions-là : les pauvres princesses sont fatalement sacrifiées aux intérêts de leur peuple ; mais les femmes de ma condition ont cet avantage de se marier selon leur goût, et de choisir l'homme qui doit partager leur vie et les faire heureuses sans préoccupation de fortune ni de castes. Je suis bourgeoise, mon père, bourgeoise riche par vous, j'entends être bourgeoise heureuse par l'homme que je choisirai. Je suis désolée de mettre votre roman en pièces dès la première page, mais je crains les aventures, et, pour les éviter, j'entends suivre le chemin de tout le monde... Je veux entrer de plain-pied dans la famille et n'être point obligée de courber l'échine pour passer sous un blason. J'entends être l'égale de l'homme que j'épouserai ; je supporterais mal qu'on parlât des miens avec des périphrases, et qu'on me traitât comme un sac d'écus mis de côté quand il est vide. Je n'estime pas plus les



nobles qui, à l'heure du danger, se soustraient aux inconvéniens de leur caste, que les bourgeois qui s'en approprient les avantages, sans les avoir payés par de nobles dévouemens et d'anciens sacrifices.

Le grainetier était abattu par l'éloquence de sa fille; il se demandait s'il devait être plus fier de son esprit qu'attristé du renversement de ses projets.

— Tu vas, tu vas comme si ce que je te propose était à la veille de s'accomplir! Je te parle de ça comme d'une chose en l'air; j'ai plus d'expérience que toi, je t'en montre les avantages. Ce mariage serait un bonheur pour nous tous. J'ai entrevu le jeune homme l'autre jour; c'est un superbe officier : de ce côté-là, j'en réponds, tu n'aurais qu'à t'applaudir. De plus, comme affaires, toutes les convenances y sont : nos terres sont emmanchées les unes dans les autres, on pourrait faire une seule maison, et nous y aurions tout bénéfice.

Je ne te demande pas de répondre aujourd'hui; je te fais simplement part pour l'avenir d'un projet dont l'accomplissement me rendrait heureux. Maintenant réfléchis.

Radegonde ne s'était donc point trompée quand elle avait dit à Sosthène : « Je sens monter l'orage ; » maintenant elle avait hâte de le voir pour lui faire le récit des événemens de la journée.

Les libations du matin ne tardèrent pas à endormir son père; la jeune fille profita de sa sieste pour passer devant le *Drap d'or*. Cette brusque proposition l'avait exaltée; elle ne voulait pas attendre l'entrevue du soir. Elle fit un signe, et le jeune homme la suivit.

— J'avais deviné juste; le baron est venu ce matin, dit-elle.

— Je l'ai vu.

— Mon père lui a offert ma main pour M. son fils; il me l'a confessé tout à l'heure. J'ai profité de l'aveu pour exposer sans réserve mes intentions et mes goûts; il sera moins surpris quand je lui avouerai que je vous aime. Ne craignez rien, mon ami, le feu est aux poudres; attendez. Si, d'ici quelques jours, l'occasion se présente, nous parlerons.

Sosthène était évidemment troublé par l'incident qui venait tout à coup obscurcir l'azur de son ciel, mais au fond il était flatté d'être le rival heureux d'un gentilhomme. Le refus de Radegonde le touchait; il y voyait une grande preuve d'amour, mais il aurait admis facilement qu'elle fût éblouie par la proposition. Il n'eût osé lui en vouloir de préférer un noble à un commerçant; il en aurait sans doute beaucoup souffert; mais, le cas échéant, il n'eût point hésité lui-même à reprendre sa parole. Ce sentiment perçait dans sa réponse : il était plutôt souriant. Celle qui l'aimait et pour ainsi

dire l'avait choisi, lui pauvre enfant trouvé, était digne d'une couronne ; refuser lui paraissait au-dessus des forces humaines.

— Je suis bien reconnaissant, bien heureux, mais c'est trop. Un autre, je ne dis pas, mais un baron, songez-y, vous ne pouvez pas reculer, c'est trop beau, c'est trop beau. Je souffrirai, mais vous n'entendrez plus parler de votre ami. Vous êtes trop jolie et trop riche, voyez-vous, Radegonde, pour un homme comme moi. Adieu, il n'y faut plus penser.

— Alors, si vous deveniez riche et noble, vous m'oublieriez, vous ?.. Eh bien ! souffrez que celle qui vous aime fasse ce que vous seriez vous-même à sa place. J'ai peur ; adieu, tenez-vous prêt.

Les deux amoureux se séparèrent en se serrant les mains à se broyer les os.

### VIII.

La lettre que méditait le baron n'était pas précisément facile à écrire, il tenait à se réserver une porte de sortie et à ménager un terrain de conciliation ; il redoutait que l'orgueil offensé de Gaudru lui dictât des partis extrêmes. Après de nombreux brouillons et des conférences sans fin avec la baronne, il écrivit :

« Mon cher voisin, laissez-moi vous remercier d'abord de la pensée que vous avez eue ; plus je me pénétre des avantages qu'elle renferme, plus je me sens désolé de n'y pouvoir souscrire. Quand vous m'avez fait l'amitié de me laisser pressentir vos intentions, je vous ai dit qu'il fallait avant tout consulter nos enfans. Je viens de recevoir la réponse de mon fils ; elle est telle que je ne pouvais la prévoir : mon dragon amoureux s'est fiancé à mon insu. Vous êtes trop galant homme, mon cher voisin, pour ne pas vous incliner, avec moins de regret que moi, soyez-en sûr, devant cette résolution imprévue.

« Cet incident n'entravera en rien, je l'espère, les bons rapports de voisinage auxquels j'attache tant de prix, et comme toujours je signe : votre voisin et ami.

« AMAND DE LA CHALERIE.

« P.-S. — Le rendez-vous de mercredi prochain vous convient toujours, je pense ? Si, à cette occasion, vous nous faisiez l'honneur de prendre notre déjeuner, vous mettriez le comble à vos grâces. M<sup>me</sup> de La Chalerie me charge de ses amitiés pour M<sup>me</sup> Gaudru et sa charmante fille. »

— Mon raccommodage est cousu de fil blanc, je le sens bien, dit le baron en sonnait pour faire porter sa lettre au village; le bonhomme ne se trompera pas une minute sur le piège enfariné que nous lui tendons; mais qu'y faire? Attendons toujours sa réponse.

Elle fut telle qu'on devait la prévoir, et arriva plus rapidement qu'on ne s'y attendait au château. Gaudru, dans son impatience, l'avait fait porter par son commis. Peut-être aussi n'était-il pas fâché d'en connaître aussitôt le résultat. Il avait bien recommandé au jeune homme de faire lire la lettre devant lui, sous prétexte d'attendre la réponse et de lui rapporter fidèlement les impressions que la figure de l'impertinent gentilhomme ne manquerait pas de trahir.

« Monsieur le baron et cher voisin,

« Ce que vous m'apprenez par la vôtre me confond et me contrarie. La présente est pour vous dire mon grand ennui; je m'étais inspiré cette idée dans ma tête dont ma femme la partageait entièrement, ainsi que ma jeune fille. C'était beaucoup d'honneur pour nous d'entrer dans une famille bien placée; mais quand le cœur n'y est pas, comme on dit, vaut mieux se taire: aussi, monsieur le baron, je vous prie d'agréer mes excuses et mes regrets et ceux de mes dames. N'en croyez pas moins aux sentimens d'amitié et de respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être votre très humble serviteur.

« FRANÇOIS GAUDRU.

« P.-S. — M<sup>me</sup> Gaudru me charge de vous dire que, bien que j'aie fait tout et plus pour la décider à céder la pièce du champ des Demoiselles, elle tient tant à ce qui lui vient de ses *ancêtres* qu'elle ne peut consentir à s'en défaire en votre faveur. Les idées de famille, que voulez-vous, monsieur le baron, ça fait faire bien des inconvénients; aussi, à mon grand regret, je ne pourrai me trouver mercredi à votre rendez-vous. Ces dames me chargent, ainsi que moi, de faire agréer nos respectueux hommages à M<sup>me</sup> la baronne. »

Si le commis chargé de transmettre la surprise et la déconvenue de M. de La Chalerie s'était acquitté fidèlement de sa mission, il n'aurait rien rapporté à son maître. Le gentilhomme éclaira même sa figure d'un bon sourire et ne montra aucun mécontentement; il savait se contenir.

— Dites à votre maître, monsieur, que c'est entendu; je n'ai point de réponse à vous remettre.

Il offrit au jeune homme de se rafraîchir; celui-ci déclina l'offre et se dirigea à pied vers la station voisine. La baronne arrivait; son mari lui tendit la lettre. Après l'avoir lue attentivement :

— Ceci équivaut au rappel des ambassadeurs, dit-elle; il faut se hâter d'armer nos gens et répandre des torpilles sur nos frontières.

— Je vous admire de pouvoir encore plaisanter. Cette petite guerre, soyez-en sûre, nous réserve plus d'une surprise; enfin, pour combattre le mécréant, je vais coiffer le heaume et ceindre la grande épée de mes pères.

Ce n'était point un homme léger que M. Gaudru. Il méditait longtemps avant de rien conclure; comme cet écolier qui fait sonner ses gros sous et parcourt les boutiques avant de fixer son choix, il envisageait avec soin les différentes manières de manger son argent, tout en donnant satisfaction à son amour-propre au meilleur compte possible.

Le grainetier, dans sa prudence, avait conçu deux plans de campagne : le premier, le plus séduisant, — car on désire surtout ce dont on est le plus séparé, — était une alliance avec une grande maison du pays; sa fille titrée, c'était presque lui-même. Il sentait l'avantage qu'il avait à entrer, lui riche et bien armé, dans les bataillons de l'aristocratie de province, si souvent dans la détresse. Il savait les nombreux sacrifices des gentilshommes pour conserver leurs terres, leurs maigres apanages, les efforts désespérés, les privations cruelles, souvent arrosées de larmes. Depuis longtemps, ses relations d'affaires lui avaient permis de saisir les détails de ces désastres intimes. Il comptait arriver, mettre son or dans la balance et la faire pencher en sa faveur. Dût-il devenir plus catholique que le pape, plus royaliste que le roi, il voulait faire souche de gentilshommes : une génération passée, son argent suffirait à laver tout l'opprobre. Qui saurait que ses petits-enfants avaient eu pour grand-père un grainetier du nom de Gaudru ? Il n'y aurait un jour que des barons de La Chalerie.

Si ce projet venait à manquer, il en avait formé un autre. En ceci il s'était montré sage.

Au milieu des excès politiques de son entourage, lui seul n'avait jamais manifesté ouvertement d'opinion, nul n'aurait pu dire ce qu'il pensait et à quel parti politique il était attaché; ce procédé lui permettait de choisir à son heure, et d'éviter ainsi l'épithète habituelle de renégat. Un commerçant a besoin de tout le monde; il ne doit pas avoir d'opinion, posait-il comme axiome.

Cette prudence dans le passé lui permettait aujourd'hui de se jeter dans l'un ou l'autre camp avec un semblant de conviction ancienne.

Après sa tentative pour se faire royaliste et l'humiliation dont on l'avait payé, il entra résolument dans le parti républicain. Il était assuré de la discrétion du baron; celui-ci n'avait aucun intérêt à divulguer sa demande; il avait, dans tous les cas, la ressource de nier et de punir l'indiscrétion par des taquineries de voisinage.

— Monsieur le baron, disait-il tout haut, en arpentant à grands pas son bureau de la rue du Parvis, vous venez de faire une sottise, et j'ai dans mon idée qu'il vous en cuira. — Dans son injuste orgueil, il ne pouvait admettre qu'ayant pris lui-même l'initiative, son adversaire n'avait fait que se défendre. Il était dans son droit le plus strict en refusant une offre qu'il n'avait pas sollicitée; mais Gaudru oubliait volontairement ses torts: sa haine était d'autant plus violente qu'à l'humiliation du refus il fallait ajouter la honte de se l'être attirée.

Pour peu qu'il voulût s'en donner la peine, le grainetier aurait certainement trouvé dans la noblesse du pays une famille non moins titrée que celle des La Chalerie et des Benou, et qui eût accepté avec joie de redorer son blason par un mariage aussi avantageux; mais après avoir cherché, pesé et beaucoup réfléchi, il jugea plus sage d'abandonner ses prétentions nobiliaires. La leçon récente le rendait circonspect. Il était réellement en colère: le paysan de nouveau se montrait; il reprenait sa blouse et sa langue familière; il se sentait plus à l'aise dans l'une et dans l'autre pour combattre son nouvel ennemi. Il passa de longues heures à méditer son plan; il voulait connaître le défaut de la cuirasse pour frapper à coup sûr, tout en se maintenant à l'abri, car notre homme n'était rien moins qu'un brave.

Son commerce, nous l'avons dit, le mettait en rapport avec beaucoup de propriétaires de la contrée; il connaissait ainsi la plupart des fortunes en terres du département. Il avait maintes fois fait des avances aux gentilshommes gênés par de mauvaises récoltes ou des réparations urgentes et imprévues; il avait eu souvent de grandes difficultés pour se faire rembourser.

Les dessous de certaines existences n'avaient pas de secrets pour lui. Il savait combien de plaies profondes cachent le château, le luxe apparent, les équipages, les réceptions, les trains de chevaux et de voitures, les trous bouchés avec des hypothèques et les intérêts toujours croissants.

En province, rien ne s'ignore: les voisins sont souvent des ennemis qui s'arment prudemment de tout ce qui peut servir en cas

de lutte; ils y ajoutent toujours la calomnie. Gaudru ne connaissait pas précisément la fortune des La Chalerie; il avait rarement fait des affaires avec la maison, Contensin l'en avait empêché; de son côté, le baron avait toujours observé une grande discrétion dans ses rapports avec une maison aussi manifestement hostile. Toutefois, en réfléchissant, le grainetier fut convaincu que cette enseigne de prospérité cachait, comme chez la plupart de ses confrères, quelque plaie d'argent qu'il avait intérêt à connaître.

Il se rendit un jour chez son notaire, sous le prétexte d'un placement de capitaux. Il allait se retirer des affaires, lui dit-il; il ne voulait pas laisser trop d'argent dans le commerce, pour n'avoir pas tous ses œufs dans le même panier. Il songeait à placer sur hypothèques. En province, ces sortes d'affaires séduisent toujours les notaires; ils y trouvent des profits directs et relatifs incalculables.

Le vieux Changobert accueillit son client avec cette préférence doucereuse réservée d'ordinaire à ceux qu'il savait riches. Il avait plusieurs bonnes affaires à offrir au grainetier; il lui en montra les avantages et lui fit apprécier les garanties. Ce n'était point le but de notre homme; il voulait sonder le tabellion sur la fortune des La Chalerie; mais celui-ci resta muet.

— Vous savez, dit Gaudru en se levant, que je vais habiter une grande partie de l'année ma ferme du Bournais, celle qui touche à La Cybilière; si vous avez connaissance de terres à vendre sur mes limites, vous aurez l'obligeance de m'en informer: je voudrais m'arrondir et rectifier les bornages du côté de la rivière d'Embarde.

— De ce côté, vous touchez surtout au baron de La Chalerie. Votre beau-père était en mauvais termes avec lui; ils n'ont jamais pu s'entendre, vous devriez bien arranger cette affaire-là, maintenant que vous êtes le maître.

— Mon Dieu! je ne demanderais pas mieux; mais ma femme ne veut pas vendre, au contraire.

— Vous pourriez faire des échanges.

— Dame! je ne dis pas non; on verra.

— Voyons! faites ça, et peut-être pourrai-je vous proposer une affaire.

— Quelle affaire?

— Vous serez discret?

— Parbleu!

— Eh bien! Je puis vous faciliter l'emploi de cinquante mille francs. Le baron a fait de grosses dépenses pour sa ferme-modèle; il a reconstruit ses étables, fait drainer toutes les terres des des-



sous; aujourd'hui, sa propriété a doublé de valeur; mais après la semence, pour attendre la récolte, il a besoin de la somme que je vous demande. Vous n'étiez pas bien ensemble, je ne vous en avais pas parlé; mais, puisque vous êtes disposé à faire des échanges, pour l'emprunt autant vous qu'un autre.

— Sur première hypothèque?

— Non, mais la terre représente trois fois la valeur prêtée; vous n'avez rien à craindre.

— Je pense bien, je pense bien; mais, moi, c'est un principe. Pourtant on verra. J'y mets une condition, c'est que je ne paraîtrai pas dans l'affaire. Arrangez ça comme vous l'entendrez; je vous prêterai à vous, vous êtes ma garantie. Vous prendrez hypothèque au nom d'un tiers; entre voisins, ça peut être gênant, il ne faut pas qu'on sache.

— Eh bien! je vais voir, venez en causer un matin.

En sortant de chez le notaire, Gaudru passa par le bureau des hypothèques; là, il put se convaincre que la propriété de La Cybilière était grevée de trois cent vingt mille francs. Bien que la terre eût une valeur double, on devait déjà être assez embarrassé pour trouver une nouvelle hypothèque.

— Ho! ho! dit le grainetier, dans ces conditions, je n'ai pas idée que le placement soit beaucoup couru: le père Changobert a dû l'offrir déjà à pas mal de cliens; un rossignol, quoi! Mais bah! plus ça serait mauvais pour d'autres, plus c'est bon pour moi, comme qui dirait un billet de loterie que je prends. Qui sait? je gagnerai peut-être un château.

C'était un premier jalon; il savait maintenant à quoi s'en tenir. Ce fier gentilhomme, qui avait repoussé son alliance avec tant de hauteur, en était déjà aux expédiens; entre les mains d'un homme habile, la chose pouvait aller vite, pour peu surtout que la politique s'en mêlât.

M. de La Chalerie était déjà conseiller-général pour le canton de Saint-Cernin; il avait fait de grands sacrifices pour se créer une circonscription électorale et se présenter à la députation aux prochaines élections législatives. Cette partie du département, disait-on, lui était dévouée. L'administration avait tout fait pour lui opposer un concurrent sérieux, riche et acquis à l'ordre de choses actuel, mais on avait dû y renoncer faute d'une candidature locale. Gaudru voulut s'assurer que, de ce côté aussi, le baron était attaquant. Ce candidat officiel, pourquoi ne serait-ce pas lui? Une fois son ennemi tenu par des affaires d'argent, il aurait tout intérêt à avancer sa ruine par les dépenses politiques qu'entraîne forcément une candidature opposée.



Il fit demander, à quelques jours de là, une audience au préfet; il était certain d'être bien accueilli en venant offrir au magistrat son aide dans la lutte contre la noblesse et le clergé du canton le plus entaché de cléricalisme et d'aristocratie.

M. Colasson, le préfet, était un homme jeune; ses antécédens ne l'avaient nullement préparé aux fonctions qui lui étaient subitement échues. Professeur de rhétorique au lycée de Montpellier, Méridional, beau garçon, d'opinion avancée et violent dans ses paroles, il s'était jeté avec ardeur dans les luttes politiques; il avait même posé sa candidature à la députation, puis l'avait retirée à la dernière heure, sur l'offre de compensations inavouables, disait-on. Sa situation morale était assez mauvaise dans la ville; il avait épousé, presque au sortir des bancs, la fille d'un pauvre tailleur, sa maîtresse, et il la traînait désormais dans sa vie comme le boulet du forçat.

La politique couvre souvent de ces contrats secrets qui se paient avec des lettres de change tirées sur les caisses de l'état. Les élections terminées, Colasson fut envoyé comme préfet dans la Vienne; le département avait besoin d'un homme habile, décidé et peu scrupuleux sur les moyens pour combattre la couronne et l'autel, cette plaie des temps modernes, selon la formule officielle.

Ses études, sa naissance, ses relations, et surtout son mariage, le rendaient peu propre à ses nouvelles fonctions; mais il importait peu. Les membres que l'assemblée nationale de la première république envoyait aux armées, avec le titre de commissaire, étaient-ils des guerriers? Le principe était le même.

Émile Colasson était donc un parvenu politique, car il n'y a pas seulement les parvenus d'argent; tout homme qui se trouve investi de fonctions auxquelles il n'est point préparé par son éducation et sa position sociale est un parvenu; tous sont de la même famille: même vanité, mêmes goûts douteux, même importance, jalousie, petitesse et violence dans les procédés. Colasson et Gaudru étaient faits pour s'entendre.

A l'heure convenue, le grainetier fit passer sa carte à M. le préfet: il en avait fait faire tout exprès pour la circonstance. Un huissier, après l'avoir fait un peu attendre, l'introduisit dans le cabinet du premier magistrat de la ville.

Colasson s'était composé une attitude de fausse dignité et une façon d'être ministérielle et emphatique copiée sur les portraits d'hommes célèbres. Sa voix même s'était modifiée; on pouvait, pour peu qu'on l'observât, saisir la nuance et sentir progressivement percer le naturel à mesure qu'il s'oubliait. Son accent méridional, péniblement comprimé, débordait dans l'abondance du débit, de sorte

qu'il commençait en homme du Nord pour finir en Marseillais. Il en était de même de ses manières : guindées à l'origine, elles finissaient par du dégingandage.

— Monsieur le préfet, je suis Gaudru, propriétaire et grainetier rue du Parvis.

Le préfet, assis à son bureau, fit le geste de se lever sans achever son mouvement, et désigna un siège à son visiteur ; celui-ci, avant de le prendre, fit des yeux le tour de la pièce, puis, par prudence, rapprocha son fauteuil.

— Monsieur, je vous écoute ; en quoi puis-je vous être utile ?

— Monsieur le préfet, je serai bref si je le puis ; c'est que je ne sais pas très bien m'expliquer : il faudra m'excuser si je ne dis pas toujours ce qu'il faudrait et si je dis parfois des choses qui n'ont pas de sens. Si c'était pour traiter un marché de fourrages!.. mais je viens pour parler de choses que j'ignore, et c'est un peu pour les connaître que je m'adresse à vous. Si vous n'avez pas le temps, nous remettrons l'affaire.

— Non, monsieur, un bon magistrat doit, sans aucune distinction, ses soins et ses lumières à ses administrés. On peut lire, sur le fronton du monument que j'habite, le mot d'égalité. Ce qui est écrit sur la porte se pratique à l'intérieur.

Il était content de sa phrase ; le professeur de rhétorique repaissait parfois.

— Je sais bien, monsieur le préfet, mais ce n'est pas tout ; je vais vous dire... Je suis riche ; j'ai fait ma fortune tout seul, à la sueur de mon front, je m'en vante. Mon beau-père est mort, Contensin, cultivateur ; vous avez dû entendre parler de lui ?

— Oui ; n'était-il pas maire de Saint-Cernin ?

— C'est ça même. Enfin, il est mort, son héritage me permet de céder ma maison à mon commis, un brave garçon. Si vous avez besoin de lui... Enfin, bref, je me retire, ou plutôt je suis à la veille. Ma femme, ma fille, aiment beaucoup la campagne, et je les suis pour leur faire plaisir, car un homme comme moi ne compte guère y trouver l'emploi de ses facultés. Bref, nous allons habiter le Bournais. Je me suis dit : Faire de l'agriculture, c'est bien gentil, mais pour un homme habitué à brasser des affaires, ça ne suffit pas à son intelligence, et j'ai pensé à me rendre utile à mes concitoyens.

Le préfet avait retourné son siège ; il écoutait maintenant avec plus d'attention :

— Mais, monsieur, ce n'est point une mauvaise idée, la république accueille en bonne mère tous les enfans qui veulent bien se consacrer à son service.

— Je le pense, mais encore faut-il s'entendre; je viens vous consulter pour savoir ce qu'on peut faire.

— Êtes-vous conseiller municipal?

— Non.

— Eh bien! il faudra vous faire nommer aux prochaines élections dans la commune de Saint-Cernin, en remplacement de votre beau-père. En quels termes êtes-vous avec M. de La Chalerie?

— Mais ni bons ni mauvais; je ne le connais pas. Mon beau-père et lui étaient toujours en procès. Il l'a fait mourir de misères; c'est un mauvais voisin, constamment en bisbille. Ah! si ça le contrarie, celui-là, que je prenne sa place, ça n'est pas fait pour m'arrêter. Et puis, voyez-vous, monsieur le préfet, tel que vous me voyez, je n'aime pas les nobles, j'ai toujours été libéral. Je suis le fils de mes œuvres, je ne dois rien à personne; ceux qui se jugent d'une autre pâte que nous sont les ennemis du gouvernement et font le malheur du pays. Ceux-là n'ont qu'une idée, ramener aux anciennes choses. Une fois lâchés, ah! bien, ça irait vite, on en serait bientôt à la dime, au droit du seigneur et aux billets de confession. Eh bien! non, monsieur le préfet, ça ne serait pas la peine d'avoir fait 1789 et sacrifié le meilleur de son sang pour conquérir les grands principes. Tant qu'il y aura un Gaudru sur cette terre, ces choses ne se verront pas; on trouverait mon corps en travers.

— Ces sentimens vous honorent, monsieur Gaudru.

— Oui, mais je ne veux pas rester inactif. Nous avons un fichu département, monsieur le préfet, et je voudrais m'enrôler pour combattre les mauvais principes.

— En un mot, monsieur Gaudru, vous voulez entrer dans la politique? Je ne vous blâme pas: un homme comme vous est une recrue précieuse.

— Non pas recrue, je vous le répète; je suis un vieux libéral.

— Enfin, précisons: vous êtes propriétaire dans la commune de Saint-Cernin, votre beau-père Contensin était maire, il est actuellement remplacé par son premier adjoint; il faut occuper sa place, c'est presque de droit. Le baron est conseiller-général, candidat à la députation, tout-puissant dans son pays. Eh bien! monsieur Gaudru, il faut le déloger; pour cela, vous le savez, tous les moyens sont bons, et puisque vous avez de l'argent, il faut en dépenser beaucoup; je vous promets l'appui de l'état. Nous avons trop combattu les candidatures officielles, cette plaie des gouvernemens autocratiques, pour avoir nous-mêmes recours à ce procédé; nous ne sommes pas de ceux qui jouent avec des cartes bizeautés; notre devise est: loyauté. Mais c'est toutefois le devoir d'une adminis-

tration éclairée d'indiquer ses sympathies et de guider l'opinion. S'il nous est interdit de vous soutenir officiellement, il ne nous est pas défendu de montrer nos préférences, et de lutter contre ceux qui s'insurgent avec impudence contre l'ordre de choses établi et ne craignent pas d'afficher des espérances qui sont une trahison. C'est un devoir pour nous, monsieur Gaudru, de proclamer hautement notre confiance dans un citoyen de votre valeur.

Le gros homme était rouge de plaisir ; il ne s'était point attendu à une aussi chaude réception ; il s'inclinait à chaque mot comme un canard qui avale une pomme.

— La date des élections n'est point fixée, mais vous devez dès aujourd'hui prendre position, placer vos batteries, sans toutefois les démasquer encore. Pour cela, il est urgent de vous fixer le plus promptement possible sur vos propriétés, afin de parcourir la campagne et faire la connaissance de vos électeurs. Quand vous aurez trouvé dans chaque commune, hameau, groupe de maisons, un homme dévoué à notre sainte cause, vous lui confierez le soin de vos intérêts et vous disparaîtrez après l'avoir mis à même de récompenser ses auxiliaires. La récompense, c'est votre affaire ; la répression reste la nôtre. Ne craignez pas de répandre quelques bruits sur vos adversaires : parlez d'embarras, de ruine même. Les histoires les plus bêtes et les moins vraisemblables ne sont pas les plus mauvaises. Ne craignez pas de prononcer les mots de dime, de cuissage ; donnez à entendre que le comte de Chambord a reparu en Touraine, que souvent le baron va le voir ; faites tenir des propos à votre curé, au besoin mettez-le en colère ; en parlant, il commettra des imprudences. Il a fait une quête pour envoyer de l'argent aux Prussiens pendant la guerre, lorsque Guillaume avait promis de renverser la république ; enfin, vous voyez ?

— Oui, je commence à comprendre.

— Il ne serait pas mal non plus de faire circuler des propos plus ou moins vraisemblables sur les mœurs du baron, le tout à mots couverts ; ne vous mettez jamais en avant. Quand le terrain sera déblayé, préparé pour la semence, alors seulement laissez-vous porter, comme poussé par l'opinion de vos concitoyens. Moins vous semblerez désirer la candidature, plus on vous l'offrira : par là vous doublerez vos chances de l'obtenir. Enfin, mon cher monsieur Gaudru, comptez sur l'appui du gouvernement comme sur ma sympathie personnelle. Vous aurez la bonté de me tenir au courant de ce que vous faites, afin d'agir de concert.

L'huissier parut à la porte : il était convenu, quand les audiences se prolongeaient au-delà d'un quart d'heure, qu'il devait y mettre fin en annonçant une nouvelle visite.

— Tout à l'heure, tout à l'heure ; faites attendre ! répondit Collasson avec une impatience simulée.

Gaudru s'était levé.

— Veuillez vous rasseoir, lui dit le préfet ; nous n'avons pas encore terminé. Malheureusement il nous faut combattre sur le terrain choisi par nos adversaires. Je vous ai déjà dit et je ne saurais trop le répéter, il faut beaucoup d'argent pour soutenir une candidature ; loin de moi la pensée qu'il faille acheter les suffrages ; nos sages populations connaissent bien ceux qui doivent les servir, leur instinct ne saurait les égarer dans leur choix, mais encore faut-il les éclairer. Par la voie de la presse, il faut faire savoir que vous posez votre candidature : un journal est une arme à deux tranchants qui permet à la fois de se défendre et d'attaquer ses adversaires. Quand l'heure sera propice, il faudra créer un organe, ou tout au moins vous attacher une feuille existant déjà ; ses colonnes, pendant la période électorale, vous seront entièrement consacrées. Du haut de cette tribune, vous parlerez au peuple ; vous lui ferez connaître, en même temps que l'indignité de votre concurrent, votre valeur personnelle.

— Mais, monsieur le préfet, je ne sais ni écrire ni parler ; du moins..

— Oui, je comprends, mais ce n'est pas nécessaire ; je dirai plus, cette prudence dans les discours et dans les choses écrites est encore favorable. Le style et l'éloquence emportent trop souvent au-delà de l'intention ; il vous suffira d'être l'inspirateur d'une plume habile, d'une parole intelligente et dévouée. Nous vous trouverons un secrétaire ; il vous suivra partout et vous suppléera en toutes choses. Il écrira, parlera et même boira pour vous : vous n'aurez qu'à acquitter la note. Aujourd'hui la profession existe ; il y a nombre de gens à l'intelligence déliée et à l'estomac solide qui embrassent cette carrière : on y fait son chemin plus sûrement que dans les nouveautés ; ceux-là vont, au besoin, jusqu'à répondre aux insultes et à en supporter les conséquences.

— C'est encore ça, monsieur le préfet, qui m'inquiète un peu. Nous ne sommes pas belliqueux, nous ! Vous savez, dans les affaires ! Si le... si mon journal dit des sottises aux autres, il se peut que le fils du baron, un militaire...

— C'est prévu, c'est prévu ! le secrétaire, toujours le secrétaire ;.. ça rentre dans le compte : blessures reçues devant l'ennemi, devant ou derrière. Soyez sans inquiétude, nous vous arrangerons tout cela.

— Enfin, monsieur le préfet, dans votre idée, je peux faire l'affaire ?

— Mais parfaitement ; aussi me voyez-vous ravi, monsieur Gaudru ; nous avions renoncé à lutter dans la commune de Saint-Cernin,

faute d'un concurrent solide. Je n'avais jamais espéré un homme aussi bien que vous.

Cette fois, le préfet s'était levé pour mettre fin à l'audience. Gaudru restait assis, il avait son programme; il cherchait dans sa mémoire s'il n'avait rien oublié. Le préfet attendait, les mains appuyées sur son bureau.

— C'est bien tout, dit Gaudru, répondant à sa pensée. — Puis il se leva pour se diriger vers la porte; le préfet la lui ouvrit.

— N'oubliez pas, monsieur Gaudru, que ma porte vous sera constamment ouverte quand vous me ferez l'honneur d'y frapper. M<sup>me</sup> Colasson reçoit dans l'intimité une fois par semaine, le mardi soir; vous lui ferez grand plaisir en lui présentant M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Gaudru.

— Oh! monsieur le préfet, vous êtes bien honnête, mais nous ne sommes pas des gens à aller dans les salons; mais enfin, tout de même, nous sommes flattés.

Sur ces mots, les deux hommes se serrèrent la main. En repassant devant l'huissier, Gaudru se sentait grandi de quelques centimètres; il traversa la place d'Armes du pas d'un général qui va passer une revue. Il était un peu surpris que les gens qui le saluaient avec une bienveillance hautaine ne l'arrêtassent pas pour s'informer du motif de sa joie. En passant devant une glace, il se considéra avec une curiosité nouvelle; les paroles du préfet s'embrouillaient dans sa tête, il se les redisait sans pouvoir les classer encore et en tirer l'essence. Il rentra au plus vite pour mettre un peu d'ordre en lui-même.

## IX.

Cette entrevue qui comblait de joie le père devait inonder de tristesse le cœur de Radegonde. Le soir, Gaudru annonça le prochain départ pour le Bournais; il fallait se préparer. Le gouvernement avait l'œil sur lui, le préfet venait de le lui dire; il ne pouvait se soustraire au service que l'on exigeait de son dévouement. Il s'était tenu déjà trop longtemps dans l'ombre; c'était à lui, produit intelligent de la race nouvelle, de combattre cette féodalité qui entravait encore dans sa marche le char du progrès. Il essayait son éloquence sur les femmes, il fut satisfait: c'était une révélation.

Son projet, quoi qu'il eût dit, n'était point d'abandonner complètement sa maison: si le bourgeois parvenu voulait paraître vivre de ses rentes, le commerçant habile entendait conserver l'emploi de ses



capitaux ; de plus, son commerce très étendu le maintenait dans un courant de relations qui pouvaient lui être utiles.

Sans céder complètement au commis qui le suppléait, il en ferait son associé en fournissant les fonds ; l'enseigne seule serait changée. On verrait désormais sur la maîtresse poutre : Bruyère et C<sup>ie</sup>. Son plan était tout tracé ; il était de ceux dont les idées viennent en parlant. Il se préoccupait peu qu'on l'écoutât, il s'exprimait pour lui-même. Ses auditeurs étaient là pour goûter son éloquence. Il ne les empêchait pas d'applaudir, mais il n'eût point souffert la moindre contradiction.

Radegonde connaissait trop l'autorité de l'auteur de ses jours pour manifester la moindre résistance. Sa mère, elle, se réjouissait ; la retraite à la campagne, dans la ferme où elle était née, lui remontait au cœur avec des bouffées de souvenirs : rentrer dans cette terre, d'où elle était sortie paysanne, en dame riche, adulée, avec la perspective d'être un jour un des gros bonnets du canton, c'était plus qu'il n'en fallait pour faire battre la chamade à cette tête de bourgeoise.

— Ainsi, dit M<sup>me</sup> Gaudru, M. le préfet nous a invités à son bal ?

— Ce n'est pas un bal, ma chère amie, c'est une simple réception ; on se réunit pour causer des affaires de l'état ; les dames sont là pour faire l'ornement du salon et tenir compagnie à M<sup>me</sup> la préfète. On compte sur nous mardi prochain ; il faudra vous préparer. Tu demanderas à M<sup>me</sup> Lantheaume, la femme de l'avoué, comment on s'habille.

— Bruyère ! Bruyère !

— Patron ?

— Venez ici que je vous parle.

Un grand garçon sec, un peu courbé, vêtu d'une longue blouse blanche, parut dans l'embrasure de la porte. Gaudru, contre ses habitudes, le fit asseoir pendant que les deux femmes remontaient à leur appartement, chacune pour réfléchir à sa manière à l'incident qui venait de se produire.

Radegonde ne savait à quel parti s'arrêter ; elle voyait maintenant Sosthène presque chaque jour, mais d'une manière si fugitive, qu'il était rare qu'ils pussent échanger une seule parole. Elle lui écrivit pendant que Gaudru entretenait Bruyère et que sa mère retournait sa garde-robe en vue de la réception projetée.

« Nous n'étions que menacés l'autre jour, mon pauvre ami, aujourd'hui nous sommes condamnés. Si vous avez autant d'amour pour moi que j'ai de courage pour me défendre, unissons nos efforts pour en rappeler d'une décision qui, je le crains bien, doit faire sombrer nos espérances. Aucun fait précis encore, mais je connais



mon père. Nous avons échappé au baron, il se retourne aujourd'hui vers le préfet; nous quittons prochainement Poitiers pour nous fixer au Bournais, et ça, mon pauvre ami, c'est vous perdre; j'ai besoin de dire de vive voix ce que je ne saurais vous écrire; peut-être aurez-vous une inspiration, moi je n'ai plus que des terreurs. Demain, à l'heure de l'*Angelus*, trouvez-vous dans la dernière chapelle de gauche, à Saint-Porchaire; le bon Dieu me pardonnera de choisir sa maison pour nous entretenir: je ne saurais me figurer qu'il en veuille à ceux qui s'aiment sincèrement. »

Sa lettre terminée et réduite au plus petit volume :

— Je vais chez le mercier chercher du fil, dit-elle.

Son père n'avait point fini sa conférence avec Bruyère; elle put sortir sans être vue. Il doit exister entre les êtres unis dans une même pensée une influence magnétique pour les avertir de leur approche, alors même que rien d'extérieur ne les signale. Ce n'était point l'heure où Radegonde avait l'habitude de passer dans la rue; pourtant le jeune homme était sur sa porte comme s'il eût pressenti son passage. Radegonde, sans s'arrêter, lui glissa la lettre et rentra par une autre rue.

Quand elle arriva au magasin, son père frappait violemment dans la main de son commis : l'affaire était conclue.

— Ainsi, mon enfant, c'est entendu, disait-il, à partir de demain, tu es patron?.. Moi je veux me reposer; à cinquante ans passés, on a droit à sa retraite. Je vais planter mes choux, à ton tour de faire fortune.

— Vous comptez partir bientôt, patron?

— Mais le plus tôt possible, après t'avoir accrédité auprès de la clientèle. Et puis nous n'allons pas en Chine; si tu as besoin de moi, c'est bientôt fait de donner un coup de pied jusqu'au Bournais.

Radegonde entendit la fin de la conversation; elle s'applaudit de la résolution qu'elle avait prise; il fallait agir sans retard.

## X.

Saint-Porchaire est une église romane dont le portique en plein-cintre donne directement sur la rue de la Mairie. La nef n'a pas de bas côtés. Trois chapelles, consacrées à différens cultes, s'ouvrent sur la grande travée; celle du fond, à gauche, plus sombre que les autres, est sous le vocable de saint Ignace; le pignon d'une maison voisine l'abrite des rayons du soleil couchant. A partir de

deux heures, elle est presque obscure : les cierges, qu'une vieille femme renouvelle constamment sur un triangle de fer chargé de larmes de cire, entretiennent une clarté vacillante qui ne dépasse pas les marches de l'autel.

Le dernier coup de cloche de la prière se perdait sourdement dans les profondeurs de la rue obscure ; les passans se faisaient rares. Devant leurs portes, les boutiquiers assis sommeillaient en goûtant la fraîcheur du soir. Le soleil était descendu derrière les maisons ; le gaz n'était point encore allumé : un demi-jour reposant s'étendait sur la ville après une journée aveuglante de soleil.

Radegonde était sortie sans bruit ; sa mère était dans sa chambre, et le père Gaudru, dans son empressement à mettre ses affaires en ordre, travaillait avec son commis. Ni l'un ni l'autre ne s'aperçurent du départ de la jeune fille. Elle ne fit qu'un bond de la rue du Parvis à Saint-Porchaire ; le cœur lui battait violemment et, s'il eût fait jour, les passans l'auraient vue rougissante sous le voile noir épais qui lui couvrait la tête.

L'église était occupée par quelques rares fidèles ; de vieilles femmes encapuchonnées psalmodiaient des prières ; dans l'ombre la petite lampe du chœur jetait un éclat vif. Un bedeau rangeait des chaises : un bruit de bois résonnait sous la voûte. Radegonde en entrant fut aveuglée par l'obscurité. Ses bottines craquaient et faisaient un bruit détonnant dans cette atmosphère sourde. Elle marchait sans hésitation vers la chapelle Saint-Ignace ; les bougies qui brûlaient à l'entrée l'éclairaient violemment. La vieille femme lui tendit un cierge ; elle le prit sans réfléchir, vint l'allumer et le plaça sur l'une des piques du triangle. Sosthène était arrivé ; il était seul dans la chapelle, debout, attendant. La vieille femme ne s'éveillait qu'aux pas d'un nouveau client. Ils étaient seuls ; Radegonde allait donc enfin pouvoir parler ! Elle eut peine à prononcer les premiers mots ; elle étouffait un peu, mais elle se remit vite : il fallait se hâter. Lui, moins ému qu'elle pourtant, n'avait aucune initiative ; il était là comme un acteur qui ne sait pas son rôle. C'était sa première aventure ; il l'épela timidement. Radegonde, plus jeune et moins instruite encore, se montrait pourtant plus forte : les femmes savent d'instinct certaines choses qu'elles n'ont jamais apprises ni même soupçonnées, et se montrent pleines d'assurance où l'homme reste timide. Sans Juliette, Roméo eût été un amant ordinaire.

— Vous êtes ici depuis longtemps ?

— Non, j'arrive.

Elle l'attira vers deux chaises qui touchaient au confessionnal :

— Vous avez compris ma lettre ?

— Elle m'a fait peur, mais je n'ai rien compris.

— Eh bien ! je viens vous l'expliquer. Mon père avait songé à me faire épouser le jeune de La Chalerie ; c'était une combinaison, je vous la dirai plus tard ; elle a manqué, Dieu soit béni !

Sosthène, pour manifester sa joie, avait essayé de lui prendre la main.

— Non, non, pas ici !

Elle se sentait rougir de cette caresse en pareil lieu.

— Écoutez, je ne sais pas au juste ce qui s'est passé, mais mon père est furieux ; il peut tout entreprendre pour se venger. Il a vu le préfet, qui lui conseille, pour jouer un tour à son ennemi, de se présenter aux prochaines élections ; aussi nous nous installons prochainement au Bournais. Nous allons être séparés, mon pauvre ami !

— Vous me faites trembler. Que faire ?

— Ne m'interrompez pas. Aujourd'hui peut-être pouvons-nous quelque chose. Mon père n'est encore que M. Gaudru, grainetier : la demande de Sosthène Goulou n'a rien d'extraordinaire ; mais, dans quelques jours, il sera propriétaire, candidat, ami du préfet, et si plus tard il est député, je le connais : un ministre seul sera digne de moi. Nous serons irrévocablement séparés. Ceci ne doit pas être ; avant que la position de mon père ne soit officiellement changée, il faut demander ma main ; nous trouverons par ce moyen l'occasion de formuler l'un et l'autre notre volonté. Oh ! n'ayez pas peur, mon ami, je sais vouloir. Voici ma pensée. Il faut vous confier à la mère Jeannette ; en somme, elle vous aime. Peut-être interviendra-t-elle pour vous faciliter un bon mariage, car enfin je suis un bon parti, dit-on. Il faut agir sans retard : dès demain aller trouver vos parents, les intéresser à notre cause, et, avant que rien ne soit décidé de mon côté, faire une démarche en règle.

Sosthène n'osa avouer l'ouverture timide qu'il avait déjà faite et son peu de succès.

— Vous êtes un ange, Radegonde ; j'obéirai aveuglément, dit-il.

— Demain soir, j'irai à la poste ; soyez-y à cinq heures pour me donner la réponse. Adieu.

— Déjà !

— Songez, mon ami, si on venait nous surprendre, quelle complication !

— Mais nous n'avons parlé que de choses tristes ; laissez-moi vous dire que je vous aime.

— Ce n'est pas l'heure de le dire, c'est le moment de le prouver.

Radegonde dégagea sa main nue de sa mantille et la tendit au jeune homme, qui la reçut dans les deux siennes ; puis, après s'être

inclinée devant l'autel avec un signe de croix, elle s'enfonça lentement dans l'ombre. Les derniers fidèles avaient disparu. Sosthène la suivit du regard, et rentra chez lui par une porte basse donnant sur la rue des Jésuites.

## XI.

Sosthène ne laissait pas que d'être fort troublé par la confiance de son amie; il était ivre de joie, mais effrayé pourtant de l'effort qu'il avait à faire pour l'obtenir. Il aimait beaucoup la jeune fille; si les choses eussent suivi le cours ordinaire, dès le lendemain il l'eût demandée et se serait trouvé le mari le plus heureux du monde; mais toutes ces complications l'effrayaient, il lui fallait jouer un rôle et entamer une lutte pour laquelle il n'était pas fait.

C'était une nature faible et indécise. Si Radegonde eût été toujours là pour lui souffler de l'énergie, il eût agi sans doute; mais à mesure que son influence s'éloignait, il devenait plus timide. La soirée était chaude; il se dirigea vers Blouac. A cette heure, la promenade était déserte; il voulait être seul.

Le lendemain! à peine avait-il douze heures pour se préparer. Jusqu'ici, le roman l'avait charmé, sans prévision des entraves; à l'heure d'agir, il se sentait maladroit. Parfois il songeait à renoncer; son esprit se reposait sur cette résolution lâche, et puis certains détails de son passé lui ramenaient les traits de Radegonde et lui étreignaient le cœur d'un souvenir chaud, d'un désir violent. Un parfum ressenti, la chaleur d'une pression de main, un mot qu'il entendait encore, lui donnaient la rage de la posséder.

Il avait suivi plusieurs fois la terrasse qui domine la rivière; fatigué, il s'était assis sur le mur qui longe les jardins. La lune s'était levée dans l'est; elle éclairait d'une pâle lumière les profondeurs de la vallée; on entendait le bruit des rames et le chant des canotiers regagnant leur garage; une douce odeur de fleurs chauffées se répandait dans l'air; près de lui des couples, protégés par l'ombre et la solitude, s'oubliaient en caresses intimes; il courait des bruits de baisers. Sosthène en était tout ému. Il quitta la promenade, et reprit sa marche au hasard, vers le quartier de la ville où les étudiants vont prolonger leur nuit. Le jeune homme avait eu jusqu'ici, grâce à son travail, une vie austère: le père Rabazou n'entendait pas qu'on perdît son temps, et, depuis qu'il était son maître, il avait eu trop à faire pour user de sa jeunesse. Son amour pour Radegonde l'avait aussi préservé; mais, par une sorte de révélation, des appétits inconnus s'éveillaient en lui; les chansons, les

fantômes entrevus par les portes entr'ouvertes, les allures troublantes des couples rencontrés, le jetaient dans un courant nouveau. Loin de nuire à son amour, l'image de ces orgies le confirmait dans sa résolution; ce qu'il voyait n'était qu'une traduction malsaine. En passant sa porte, il était en possession de lui-même et fermement résolu à conquérir Radegonde.

## XII.

Le lendemain, après quelques heures de sommeil troublé, Sosthène se mit en route pour Brémailles. Afin d'abrégier la douloureuse incertitude dont il était obsédé depuis la veille, il prit une voiture; il voulait être de retour à l'heure de son entrevue avec Radegonde. Les images de la nuit le hantaient encore; jusqu'ici il avait aimé Radegonde, maintenant il la désirait. On ne saurait nier l'influence heureuse ou néfaste de certaines images sur l'esprit humain.

Le vieux Pierre avait bien changé depuis son installation à la campagne; le grand air et le repos étaient impuissans désormais à lui redonner la vie. L'inoccupation, l'impossibilité de jouir de tout ce qu'il s'était réservé, comme la récompense et le couronnement de sa vie, lui causaient des regrets amers; il accusait le sort d'injustice; il ne comprenait pas qu'une même vie suffît rarement à créer et à jouir. Ceux qui ont usé leurs facultés à fonder ne conservent pas toujours des forces nécessaires pour voir leur œuvre; par cette raison, l'hérédité est sainte: c'est l'enchaînement moral des choses de cette vie.

Pierre n'était point religieux: il n'avait pas cette compensation intellectuelle; l'espérance d'au-delà lui faisait défaut: il descendait sans philosophie la pente inévitable. L'enflure avait gagné la jambe; il avait désormais grand-peine à se tenir debout. Quand Sosthène arriva, le bonhomme était étendu dans sa vieille bergère; on l'avait roulé contre la fenêtre ouverte; il respirait péniblement: l'air chaud de la matinée, la brise odorante du dehors combattaient heureusement l'odeur de vieillard répandue dans la chambre. Les lits n'étaient point encore faits; les courtines pendaient sous les lambrequins de toile jaune. La vieille Jeannette, agenouillée devant l'âtre, préparait une boisson chaude; un fourneau de terre répandait un parfum de charbon et de pharmacie; une poule, entrée par la fenêtre ouverte, disputait à un chat sa pâtée.

— Te voilà, garçon, demanda Pierre d'une voix affaiblie; qui t'amène de si bonne heure?

Le jeune homme, avant de répondre, s'était dirigé d'abord vers la vieille femme; il l'aida à se soulever, puis l'embrassa longuement sur les deux joues.

— J'ai voulu voir comment vous étiez; on n'avait pas besoin de moi à la maison ce matin, et puis j'ai à vous parler.

— Tu vas déjeuner, au moins?

— Oui, sans doute, nous causerons après; il faut que je sois à la ville à quatre heures.

— Eh! mon Dieu, c'est donc bien pressé?

La vieille Jeannette s'approcha de la fenêtre pour la fermer, raffermir en passant les oreillers du malade et remonta sur ses jambes la couverture qui avait glissé.

— Vous avez à causer, je vous laisse; je vais préparer le déjeuner. Tu as toujours bon appétit?

Le jeune homme traîna jusqu'aux pieds du vieillard une lourde chaise Louis XIV, dont la tapisserie disparaissait sous une couche de poussière grasseuse.

— Voyons, garçon, approche; plus près, plus près, je ne parle pas bien haut. — Il aurait pu ajouter qu'il n'entendait plus très clair: il faisait un cornet acoustique de sa main amaigrie.

— Monsieur Pierre, — Sosthène, devant lui, n'avait jamais appelé son patron que monsieur, — je suis bien embarrassé; mon Dieu, voilà! Je voudrais me marier; un homme établi ne peut guère se passer d'une femme: c'est triste d'abord, et puis, vous le savez comme moi, bien des choses dans une maison ne sauraient marcher sans elle.

Sosthène fit une pause: il avait besoin de prendre haleine et de voir l'effet produit par sa confidence. Le bonhomme ouvrait de grands yeux et penchait sa tête pour mieux entendre.

— Eh bien! va, mon garçon. Après?

— Après, après, je... j'aime quelqu'un, et je voulais vous en parler avant de rien faire.

— Qui ça? Et d'abord où en es-tu?

— Mon Dieu, nous sommes d'accord, elle et moi, mais je ne suis pas sûr du consentement des siens; et, avant de faire ma demande, j'ai voulu savoir si cela vous convenait et vous demander comment je dois m'y prendre.

— Avant d'aller plus loin, mon garçon, je vais te dire ce que je pense de ton projet; après, nous verrons ce qu'il faut penser de la femme, quand tu me l'auras nommée.

En principe, je suis de ton avis: il ne faut pas qu'un homme soit seul dans le commerce; mais il y a un temps pour tout; tu peux faire un beau mariage quand tu auras gagné de l'argent.



En ce moment, tu n'as pas grand'chose, tu ne peux épouser qu'une fille de rien ; je trouve que c'est dommage de te presser pour faire une affaire médiocre, puisque, en attendant, tu peux en faire une bonne. Tu es jeune, tu as le temps d'attendre. A ton âge, je peinais ferme et j'étais seul ; je t'ai mis une belle boule en main, fais-la rouler ; plus tard, tu verras.

— Mais, patron, je suis amoureux.

— Oh ! si tu me dis des bêtises, c'est pas la peine de me fatiguer à t'entendre ; on est amoureux quand on a le temps. Voyons, dis-moi qui ?

— La fille de notre ancien voisin, Gaudru, le grainetier.

— La fille de cet imbécile, cette petite filasse ; c'est pas un mauvais parti, mais le père ne voudra pas de toi. Je le connais, le marchand de farine, y a longtemps ; c'est pas lui qui l'a inventée, par exemple, et, s'il mangeait ce qu'il mérite, y aurait pas tant de foin dans son grenier. La fille à Gaudru ! tu peux faire mieux, je te dis, en attendant ; mais enfin, si tu es décidé.

— Patron, si vous faisiez la demande ; il me semble...

— Et pourquoi veux-tu que je m'en mêle ? tu n'as point demandé ma permission pour en conter à la petite ; vous n'avez pas besoin de moi pour en causer avec le père.

Au fond, le bonhomme ne voulait pas du mariage ; il autorisait d'autant plus volontiers son garçon, qu'il était assuré à l'avance du refus de son voisin.

Sosthène le connaissait trop pour conserver la moindre espérance ; il savait que, son idée arrêtée, rien ne pourrait l'en faire démordre. Pour la première fois, il maudissait l'avarice du vieillard.

Par la porte entr'ouverte, on entendait la vieille Jeannette qui préparait le déjeuner ; bien qu'il n'eût guère confiance dans son autorité, il eut recours à elle et se dirigea vers la cuisine.

Par une habitude d'enfance, il donnait à la vieille femme un nom qui, sans être mère, était moins rude que madame ; il disait *mène*. Ni l'un ni l'autre n'auraient su dire d'où venait ce mot ; dans la bouche du jeune homme, il avait une certaine tendresse.

— *Mène*, je suis bien malheureux.

— Qu'as-tu, mon enfant ?

— J'aime la petite Gaudru, je voudrais l'épouser ; mais je n'ai rien encore, et son père me la refusera. — Avec Jeannette, il était moins intimidé, il allait droit au fait. — J'ai parlé au patron ; ça n'a pas l'air de lui convenir. Si vous lui parliez vous-même ?

La vieille femme eut un geste inquiétant en recevant la confidence de son fils (elle avait l'habitude de l'appeler ainsi). Sans être



précisément timide, elle éprouvait une si grande difficulté à s'exprimer, qu'elle était, pour ainsi dire, devenue muette; ses réponses n'étaient jamais qu'un mélange de gestes et de paroles entrecoupés: il fallait en avoir la clé pour comprendre. Sosthène en avait trop l'habitude pour ne pas saisir, au premier grognement suivi d'un mouvement d'épaules, que la proposition ne lui plaisait guère non plus: elle agitait sur le feu vif du fourneau une cuisine destinée au déjeuner; dans ses mains, la cuillère tournait d'autant plus vite, que son émotion était plus grande.

— Vous ne voulez rien me dire, *mène*; pourtant que me conseillez-vous?

— Qu'est-ce qui te prend, tu as à peine vingt-sept ans... Ton père a raison... je... je l'approuve... Je ne dis rien pour la petite... On dit que c'est une bonne fille; mais nous ne voulons pas recevoir un camouflet de ce mal embouché de Gaudru.

— Mais, *mène*, j'aime Radegonde; nous sommes d'accord: elle m'a prié de demander votre appui.

— Si vous êtes d'accord, vous n'avez pas besoin de nous; faites vos affaires, mes enfans.

— Faut-il que vous soyez dure! Quand il suffirait peut-être d'un mot de vous au patron et d'un mot de lui à Gaudru pour nous rendre heureux, vous refusez de parler.

— Écoute, mon garçon, c'est précisément parce que je t'aime beaucoup que je refuse de t'aider dans cette affaire. Le pauvre bonhomme est bien bas, la moindre contrariété peut lui faire mal, je ne veux pas qu'on le tourmente; ne parlons plus de tout cela, un jour tu me remercieras. Les Gaudru sont des gens de rien; ce n'est pas dans une pareille famille que je désire te voir entrer.

— Mais, *mène*, Radegonde a ma parole.

— Eh bien! mon garçon, marche; mais laisse Pierre tranquille, je t'en prie. Allons! mets-toi à table, ça changera tes idées.

Sosthène aida sa vieille mère à rouler le malade, et, quand elle eut mis sur la table sans nappe le plat qu'elle avait préparé, tous les trois commencèrent lentement leur repas. On parla beaucoup du quartier, des commis, des voisins, du chiffre des affaires du dernier mois, du cours des laines. Le bonhomme semblait se retremper dans ces souvenirs; il critiquait certains procédés modernes, vantait ceux qu'il avait pratiqués. Sosthène faisait tous ses efforts pour ramener la conversation sur son sujet; il parlait de la tristesse de son intérieur, de son linge mal entretenu, de sa solitude; mais les deux vieillards mettaient autant de soin à s'écarter de la question qu'il faisait d'effort pour s'y maintenir.

Pendant le déjeuner, le soleil avait changé d'orient: il don-

nait maintenant sur la grande cour d'honneur, dont les pavés ser-tis d'herbe n'entendaient plus depuis longtemps résonner les roues d'aucun carrosse. Les marches du perron étaient garnies de mousse et les contrevents de la porte d'entrée, toujours clos, semblaient scellés à la pierre comme la porte d'un mausolée.

— Roule-moi dehors, garçon, je veux aujourd'hui voir mon domaine avec toi.

Sosthène poussa la bergère jusqu'à la petite porte, désormais unique entrée du château. La vieille Jeannette enveloppa avec soin les jambes mortes du vieillard et, après avoir mis une bûche contre la marche pour éviter le ressaut, le jeune homme poussa le fauteuil hors de la chambre. Les roulettes de cuivre ne couraient pas bien vite sur le pavé : à chaque pas, le malade était violemment secoué sur ses coussins ; la distance heureusement n'était pas longue. Quand il faisait beau, il se faisait traîner jusqu'à une touffe de rhododendrons qui s'étiolaient, faute de soins, contre le perron de la façade du nord. De ce point, le vieillard voyait son parc d'ensemble, il appelait cette sortie une promenade dans son domaine.

De fait, on pouvait embrasser de là une grande partie de la terre et le parc en entier.

Le château était situé à mi-côte d'un vaste cirque formé de collines basses, douces de couleur et de forme. Une large terrasse, jadis sablée et entourée de fleurs, servait de base à l'habitation ; la prairie descendait doucement jusqu'à la pièce d'eau dans laquelle se reflétait le castel. Une ceinture de vieux chênes entourait le parc d'un cadre de verdure sévère ; on distinguait encore les traces d'anciennes allées. Un vaste boulingrin, aujourd'hui planté de vignes, s'arrondissait entre le bassin et le château. Les cultures étaient plantées, de distance en distance, d'arbres isolés qui jadis avaient dû faire partie de massifs abattus. Sous l'avoine ou l'orge, on devinait encore les corbeilles de fleurs que la charrue n'avait point aplanies. Une petite rivière vaseuse disparaissait sous un encombrement de joncs et de roseaux ; une ligne verte en indiquait le cours. Sur la rive, des bœufs et des chevaux au pacage galopaient, poussés par un chien qu'envoyait à leur poursuite un pâtre pieds nus.

La propriété ainsi délabrée ressemblait à un grand seigneur que des revers de fortune auraient contraint à se faire paysan. Le soc de la charrue avait passé partout comme une loi égalitaire. En cette saison, les fromens s'étendaient comme une grande nappe d'or ; la chaleur donnait aux prairies une teinte terreuse ; les vignes en fleur répandaient dans l'air un parfum de miel et de vanille et faisaient une tache verte au milieu des cultures. L'ombre du châ-

teau s'étendait longuement sur les pentes de la prairie; les nuages, que poussait par le ciel une brise molle, brouillaient en passant sa silhouette comme certaines images japonaises.

Le vieux Pierre, les coudes ramenés le long de son corps amaigri, avait étendu ses jambes inertes; ses yeux se promenaient avec délices sur ce pays qu'il avait refait à son usage; sa figure de vieil Auvergnat exprimait sa satisfaction dans un large sourire.

Sosthène s'était assis sur une marche du perron, tout près de lui, pour l'entendre.

— Hein! garçon, une belle terre, et une bonne, maintenant, car, quand je l'ai prise, c'était comme ces catins qui ruinent tous ceux qui les entretiennent: quand elle vous avait pris un homme, tout y passait. En a-t-elle mis sur la paille avant que je l'aie tenue sous mes pieds! En a-t-elle bu, en a-t-elle mangé de cet argent! Quand je l'ai prise, moi aussi, ensorcelé par elle, elle m'a coûté gros; le plus clair de mes économies y a passé. J'ai failli la lâcher, et puis je me suis dit qu'il valait mieux l'écraser, la battre, et, de marquise qu'elle était, je l'ai faite paysanne. Sans elle, je le sais bien, je serais riche; mais elle est à moi, je suis resté son maître, je la tiens, je la foule, et je mourrai dans ses bras, moi le seul de ses galans qui ait eu cette bonne fortune depuis de longues années. Elle ne donnait que des fleurs, je lui ai fait porter des fruits; ses bois abritaient des faisans, aujourd'hui ils nourrissent des porcs et des dindons; ses eaux faisaient des cascades, aujourd'hui elles irriguent; les écuries et les remises regorgeaient d'équipages, elles sont pleines de tonneaux, et pour qu'elle ne souffre pas de voir tout ce changement, je lui ai bouché les yeux. Voilà ce que j'ai fait, garçon. Aujourd'hui la propriété me donne encore un bien faible intérêt de mon argent, mais je suis heureux et n'ai qu'un regret: ne pouvoir plus fouler chaque jour la glorieuse avec mes gros sabots. Comprends-tu ça, toi? Eh bien! mon enfant, il faut que mon exemple te profite. J'ai trop aimé la terre, je n'ai pas l'argent que j'aurais eu sans cette passion; toi, sois riche avant de prendre comme moi une mange-tout. Attends, attends, tu verras! Ne te presse pas de te marier, ça pourrait te plaire aujourd'hui, ça te gênerait plus tard; crois-moi, ne fais pas pour une femme ce que j'ai fait avec cette propriété: je l'ai achetée trop jeune, j'ai usé ma vie à la payer. Il faut faire les choses à leur heure: le moment n'est pas venu pour toi; crois-moi, travaille d'abord; plus tard, plus tard...

Ces réponses évasives dans la forme, mais pourtant formelles, jetaient le pauvre garçon dans une perplexité très grande; à me-

sure que les difficultés augmentaient, le sentiment dont il n'avait point encore sondé la profondeur se dégagait plus nettement et s'affirmait davantage en raison de la résistance.

— Mais, monsieur Pierre, est-ce d'un honnête homme de se retirer ainsi, d'abandonner la pauvre fille et de montrer moins de courage qu'elle?

— Mon enfant, je n'ai point de volonté à t'imposer. Tu viens me demander un conseil, je te le donne; fais maintenant ce que tu voudras.

Tiens, aide-moi à rentrer, je crains de me refroidir. Quand reviendras-tu? J'aurais besoin de toi un de ces matins, dimanche, par exemple. Si je venais à mourir!

— Voyons, monsieur Pierre, pas des idées comme ça!

— Au contraire, mon garçon; quand on doit descendre dans une cave sans lumière, il faut s'habituer au noir; de même on doit souvent envisager la mort pour n'être point surpris par le froid et la solitude quand elle arrive, surtout pour ne point laisser ceux qui nous survivent dans l'embarras. Ta pauvre mère, quand je serai parti, sera bien seule; il faudra l'aider. Pour ça, je te mettrai au courant de bien des choses, le père Changobert fera le reste. J'ai trop de petites affaires, vois-tu, pour un malade; il faudra simplifier. Les métayers, c'est bon seulement pour un homme jeune; enfin nous en causerons dimanche.

Sosthène, après avoir ramené son vieux père à sa chambre, embrassa Jeannette et remonta dans sa carriole.

La route, qui lui avait paru longue au départ, lui semblait trop courte au retour: la façon de juger les distances diffère singulièrement selon le but que l'on doit atteindre. A mesure que les kilomètres de la route fuyaient derrière lui, Sosthène consultait sa montre:

— Encore une heure!.. Que vais-je lui dire?

Pourtant, bien qu'il ne pressât pas son cheval, la route s'achevait; il entra dans le faubourg Montbernage. Après avoir traversé le Clain sur le pont de pierre qui, récemment encore, servait de pilori, il s'engagea dans la rue montueuse qui grimpe au sommet de la ville. Il eut à peine le temps de remiser sa voiture; cinq heures sonnaient; devant sa porte, Radegonde passa rapidement sans détourner la tête; il s'empressa de la rejoindre.

La pauvre fille était rouge d'émotion; ses grands yeux, fixés sur le jeune homme, interrogeaient avec une curiosité anxieuse. Il y a, dans la physionomie, des attitudes, des gestes involontaires qui sont une interrogation; il en est également qui sont une réponse. Avant d'avoir rien entendu, Radegonde était fixée: la figure

du jeune homme trahissait sa déconvenue ; plus forte moralement, elle voulut lui épargner l'embarras d'un récit.

— Hé bien ! nous nous passerons d'eux. — Elle brûlait les périphrases.

— Mais je n'ai rien dit, reprit-il.

— Vous avez fait plus : votre figure défaite me suffit. Vous ne savez pas dissimuler vos impressions, mon ami ; loin que je vous en veuille, c'est au contraire une des qualités que j'apprécie le plus en vous. C'est presque moi qui vous console, et pourtant ce n'est pas moi qui souffre le moins.

— Vous allez, vous allez, sans même me donner le temps de vous dire ce que j'ai fait et ce qu'on m'a répondu.

— Je vous écoute.

— Le vieux Pierre n'a pas d'objections contre vous, au contraire ; il dit seulement que je suis bien jeune pour me marier, ma position est encore loin d'être faite ; il pense surtout que votre père me repoussera. A son avis, c'est s'exposer gratuitement.

— Nous le savons, c'est prévu.

— Ce qui m'a le plus surpris, c'est la résistance de la vieille Jeannette ; elle qui d'ordinaire ne formule jamais une idée était la plus résolue ; elle m'a répété les mots de son mari, ce qui prouve qu'ils en avaient déjà causé entre eux. Leur réponse était préparée à l'avance. Que faire ?

— Que faire ? Mais tout ceci ne change en rien nos projets. Est-ce que je vous aime moins parce que vous n'avez pas de dot ? Est-ce que vous renoncez à moi parce que les difficultés s'accroissent ?

— Oh ! non, Radegonde, au contraire.

— Et bien ! sans plus tarder, avant que la nouvelle position de mon père n'augmente ses prétentions et n'élève une barrière de plus entre nous, demandez ma main hardiment ; vous savez si je vous soutiendrai. Adieu, adieu ! nous oublions l'heure.

Le jeune homme serra la main de sa fiancée, et Radegonde remonta rapidement la rue.

Tant qu'il se sentait soutenu par la parole chaude de son amie, Sosthène n'avait pas de défaillance, mais quand il était seul, son âme molle ne voyait plus que le prix dont il fallait payer son bonheur.

Dans ces heures d'hésitation, il semble qu'une voix complaisante vous souffle à l'oreille toutes les objections que le désir vous avait d'abord cachées. Elle m'oubliera ; elle est riche, je n'ai rien, on m'accusera de l'aimer par ambition ; j'aurais dû l'engager à renoncer à moi. Tout cela pouvait se traduire par un mot : la peur.

Sosthène voulut écrire, mais il ne trouvait pas d'expressions ; en

outre, une lettre, si bien faite soit-elle, n'a jamais d'influence décisive ; il est si facile d'y répondre. On peut toujours envelopper un refus dans une forme polie et banale, tandis qu'il y a dans la franchise d'une demande directe quelque chose qui force la sincérité de la réponse ; on se dérobe à une correspondance, on ne saurait se soustraire à une question personnelle.

Pour cette raison, Radegonde avait fait jurer à Sosthène de se présenter lui-même ; par toutes celles que nous venons d'énoncer, Sosthène cherchait à tourner la difficulté.

Pourtant, le lendemain, après une nuit qui lui avait apporté moins de bons que de mauvais conseils, notre amoureux transi prit sa résolution. En s'interrogeant sur ce qu'il y avait de plus redoutable au monde, il ne trouvait rien qui pût se comparer à ce qu'il allait entreprendre.

Il avait promis, il n'était plus possible de se dérober.

Il s'habilla pour donner plus de solennité à sa démarche ; une toilette inusitée, indiquant son intention, lui fournirait peut-être une entrée en matière. Assis dans son bureau, Gaudru lisait un journal. Radegonde travaillait ; elle l'aperçut et sortit : c'était le signal. Le cœur du pauvre garçon battait bien fort. Il ne pouvait se figurer que l'homme auquel il allait avoir affaire fut le confrère avec lequel il était journellement en rapport ; il lui trouvait quelque chose de solennel et de rébarbatif.

— Tiens ! c'est toi, dit le grainetier en détournant à peine les yeux de sa lecture. Tu es glorieux comme un juge ; es-tu de noce ?

Sosthène l'avait prévu, son habit lui fournissait son exorde.

— Non, monsieur Gaudru, je ne suis pas de noce ; mais, si j'en étais, je voudrais que ce fût la mienne. — Ça ne voulait rien dire, pourtant il était enchanté de sa phrase.

— Ce n'est pas pour me dire ça que tu t'es dérangé, je suppose ?

— Oh ! non, ce que j'ai à vous dire est bien plus difficile, et si vous vouliez m'aider, me comprendre un peu, vous me rendriez grand service, mon voisin.

— Je ne devine pas les rébus, j'ai autre chose à faire ; va droit au fait, tu m'obligeras.

La rougeur de Sosthène devenait inquiétante ; les gouttes de sueur perlaient sur son front, ses yeux s'injectaient : toute sa diplomatie tombait devant la souffrance. Il aurait mieux aimé qu'on le chassât que de subir ce supplice une minute de plus.

— Je viens vous demander la main de M<sup>lle</sup> Radegonde.

Gaudru se leva, comme s'il eût senti subitement une épingle



lui percer les chairs ; il abaissa son pince-nez, laissa tomber ses bras et son journal avec un bruit de paperasse froissée.

Il regardait successivement le jeune homme et la porte. Était-ce de l'impudence ou de la folie ? Fallait-il le chasser ou appeler du secours ?

— Voyons, voyons, mon garçon, je n'ai pas bien compris, j'ai mal entendu, sans doute ?

— Non, monsieur Gaudru, vous n'avez pas mal compris. J'aime votre fille et je vous demande de me la donner.

Cette fois, il n'y avait plus à s'y méprendre. Il marcha vers le jeune homme, blême de colère.

— Mais, mon ami, c'est une mystification, je pense ; tu as parié avec un de tes commis que tu ferais une bonne farce, tu l'as faite. Eh bien ! maintenant, retourne à ta boutique, tu as gagné. Je te pardonne, mais n'y reviens plus.

Sosthène sentit monter sa colère ; il oublia tout, son rôle et son but : l'homme reparaissait. Le courage moral lui faisait défaut, mais devant la réponse méprisante, il se cabra comme un cheval sous un coup de fouet injuste :

— Je ne pense pas vous avoir offensé par ma demande. Vous pouvez, il me semble, la repousser sans me faire injure. J'aime votre fille, ce n'est point un crime ; j'ai lieu de croire que je ne lui suis pas indifférent, et je ne vois pas pourquoi ?..

— Ah ! tu ne vois pas pourquoi... Tu n'es qu'un bâtard, Sosthène Goul'u. Tu as poussé dans un grenier d'hôpital comme une mauvaise herbe dans une cour. Tu oublies qu'élevé par charité chez un ramoneur en retraite, tu n'es aujourd'hui qu'un malheureux drapier sans fortune et sans avenir. Voyons, mon garçon, tu me forces à sortir de mon caractère et à te dire des choses... Aussi, c'est trop d'audace !

— Ah ! bien, je ne savais pas qu'il y eût si loin d'un sac d'avoine à une pièce de drap, que la bourgeoisie de l'un ne pût s'allier à la roture de l'autre ; il faut un grainetier pour me l'apprendre.

— Grainetier ou non, tu sauras que les bâtards ne sont ni roturiers ni nobles, ils sont bâtards, et je ne sache pas, même quand ils sont marchands de drap, qu'une famille honorable puisse les accepter pour gendre. Tu peux te vanter d'avoir de l'audace : oser me dire à moi que ma fille t'aime ! Je serais curieux de savoir où tu l'as vue, ma fille, pour avancer une pareille infamie.

Je l'aurais élevée comme une princesse, nous lui aurions donné tous les maitres, elle est distinguée, instruite et riche par-dessus le marché, et tout cela serait pour toi ! C'est vraiment risible, mon garçon. Crois-moi, marie-toi dans ton monde, ne cherche pas au-



dessus de ta position; tu trouveras facilement la fille d'un petit commerçant pour t'aider à ton comptoir. Ne vise pas la fille d'un négociant riche, considéré, ami de la préfecture, à la veille... tu perds ton temps et tu te couvres de ridicule. J'ajouterai si tu veux que ta demande m'honore; c'est la consolation ordinaire accordée à ceux qu'on met à la porte. Maintenant, je ne te retiens plus.

Il était impossible de se montrer plus insolent. Sosthène, malgré toutes ses craintes, était loin de s'attendre à une semblable réception; un pareil débordement d'injures mettait entre son amie et lui une barrière qui lui semblait infranchissable.

Il ne trouvait plus rien à répondre; Gaudru, en ennemi peu généreux, profitait de sa confusion pour l'achever :

— Allons, mon garçon, allons, disait-il en lui désignant la porte.

Sosthène allait la franchir quand Radegonde parut sur le seuil. La jeune fille était d'une pâleur livide; elle avait tout entendu, elle venait au secours de son ami écrasé, elle n'était pas femme à fuir le danger, surtout celui dont elle était cause.

— Restez, Sosthène, dit-elle; vous devez entendre ce que je vais dire à mon père.

Le jeune homme était partagé entre son admiration pour le courage de son amie et le désir de se soustraire à la scène; il n'avait déjà que trop subi la colère du grainetier.

Il regardait successivement la porte que la jeune fille lui fermait et le père qui, dans son effarement, avait conservé son geste indicateur. Son rôle ne pouvait être que passif; la lutte se continuait entre le père et la fille : lui avait été mis hors de combat dès la première passe.

— Mon père, j'ai pour vous une grande affection et un grand respect, je suis prête à me soumettre à votre volonté en beaucoup de choses, mais il en est une dont j'entends rester maîtresse; je veux parler de ma personne.

Gaudru s'était reculé : sa fille lui apparaissait sous un aspect imprévu; il la regardait avec curiosité. Comme beaucoup de pères, il n'avait pas saisi la transition de l'enfance à la jeunesse : elle était encore la fillette qu'il berçait. Il la jugeait mal; il admettait difficilement qu'on pût remarquer ses charmes; elle n'était pas femme à ses yeux, elle était restée enfant. Gaudru était égoïste à ce point qu'aucune chose de sa vie intime ne devait se produire en dehors de sa volonté. Il avait admis en principe que Radegonde quitterait sa maison pour suivre son mari, mais cette éventualité rentrait dans ses combinaisons personnelles : sa fille devait être l'appoint d'une affaire avantageuse pour sa fortune matérielle ou politique; il ne pensait pas même que ce fût la contrarier ou la

contraindre. Elle faisait partie de ses valeurs, quand il aurait trouvé à en faire l'échange avantageux, il traiterait sans se préoccuper de ses sympathies. Il voulait son bonheur, mais pour cela elle devait s'en rapporter à lui. Quand il avait songé au baron, s'était-il enquis de ses préférences? On peut juger par cet aperçu de la surprise qu'il dut éprouver; il tremblait de colère.

— Répète, mais répète donc, ce que tu viens de dire, effrontée!

— Ne vous fâchez pas, mon père, reprit la jeune fille avec un sang-froid encore plus exaspérant. Ma vie vous appartient, vous pouvez me la reprendre, mais pas mon cœur, j'en ai disposé. C'est d'après ma volonté formelle que Sosthène vous demande ma main; c'est un voisin, presque un ami d'enfance: nous avons grandi dans le même air. Il existe de ces fraternités qui se développent en dehors de la nature; en le voyant, lui, élevé par charité, privé de l'affection qu'ont les autres enfans, je me suis prise de pitié pour lui; je lui ai fait la charité d'une part de mon bonheur à moi. A défaut de naissance, il est honnête; sa vie est connue. Que pouvez-vous lui reprocher, mon père?

— Je ne lui reproche rien à lui, maintenant c'est toi que j'accuse; je te méprise et te renie. Va faire tes préparatifs, tu resteras au couvent jusqu'à ta majorité; là tu auras le temps de réfléchir.

— J'ai déjà réfléchi, mon père, et ma résolution est prise; inutile d'entrer au couvent, ceci est de la colère. Ne pouvons-nous vivre ensemble tout en pensant d'une façon différente? Quand vous avez voulu me faire épouser le jeune baron, ai-je menacé de vous quitter, bien que cette union me mit au désespoir? J'ai attendu que les faits vinssent me donner raison; j'attendrai encore sous votre toit que les circonstances vous ramènent à de meilleurs sentimens envers moi: rien ne presse. Sosthène patientera, et j'attendrai courageusement la fin de votre colère, confiante dans son amour comme dans votre affection.

— Jamais, jamais, vous entendez, jamais ma fille n'épousera un champi, un enfant trouvé! les Gaudru ne se chauffent pas de ce bois-là.

— Assez d'injures, mon père. Sosthène, vous pouvez vous retirer. Vous emportez ma parole, j'ai la vôtre, mon père en est témoin; ayez autant que moi la force d'attendre de meilleurs jours. Vous ne me verrez plus; il n'entre pas dans mon caractère de vivre de finesse et de duplicité; j'ai déjà trop manqué à cette règle. Maintenant j'ai dit ma volonté, séparons-nous confians et résolus; pas plus en liberté que derrière les murs d'un couvent,

je ne chercherai à voir mon fiancé avant l'heure d'être sa femme, j'en prends l'engagement devant vous, mon père.

— Tu fais bien : s'il reparaisait ici, je le tuerais.

Sosthène, heureux de mettre fin à son supplice, se dirigeait résolument vers la porte. Radegonde lui tendit la main : — Aimez-moi bien, lui dit-elle ; pardonnez-moi de vous avoir attiré cette injure, j'ai en moi plus qu'il ne faut pour vous dédommager un jour.

Gaudru sortit à la suite de Sosthène ; il avait besoin d'épancher sa colère. Sa fille lui avait tenu tête ! Il cherchait une victime moins décidée. Pouvait-il admettre que sa surveillance et sa perspicacité fussent en défaut ? Sa femme était naturellement désignée à sa fureur ; il grimpa rapidement l'escalier. M<sup>me</sup> Gaudru travaillait à sa fameuse toilette ; elle se leva en voyant son mari essoufflé, écumant.

— Qu'y a-t-il ? grand Dieu ! s'écria-t-elle.

— Il y a, vociféra-t-il à travers un rire forcé et faux, il y a... Devine, non, non, devine qui ta fille veut épouser ? Je te fais mon compliment de l'éducation que tu lui as donnée et de la surveillance que tu exerces : vous avez fait de votre fille, madame, une sans-cœur, une drôlesse, une... les mots ne sortaient plus. Il se laissa choir sur un siège en desserrant sa cravate.

— Voyons, mon ami, remets-toi, je ne comprends pas.

Le bonhomme, après avoir repris un peu d'air :

— Je te donne en mille à deviner qui vient de me demander la main de Radegonde. Ne cherche pas... Sosthène Goulou, le bâtard d'à côté, et Radegonde vient de me dire qu'ils sont d'accord. A quoi passes-tu donc ta vie ? Où as-tu donc les yeux, toi sa mère, pour ne t'être pas aperçue que cette effrontée s'en laissait conter par ce drôle ? Madame Gaudru, vous êtes bien coupable ! Avoir ramassé une fortune à la sueur de son front, s'être élevé au rang de premier négociant de la ville, être à la veille d'en recevoir la récompense par le choix de ses concitoyens, et sentir tout cela s'effondrer dans une boutique de draperie ! Il n'y a donc pas de justice au monde ! Ma fille ! ma fille unique ! marchande ! Pouah !

— Mais, Gaudru, tu me confonds. Radegonde ne sort jamais.

— Ou plutôt tu ne la vois jamais sortir. Et on appelle ça une mère ! Tu me fais pitié ! Laisse-moi tous ces oripeaux et fais les préparatifs, nous partons demain pour le Bournais. Je ne sais pas s'il aura l'audace de nous y poursuivre, mais s'il vient, il aura à qui parler, le bâtard !

— Mais je croyais, mon ami, que tu avais pris un engagement avec M. le préfet ?

— C'est vrai ; cet événement m'a tout bouleversé : j'oubliais que le gouvernement a ma parole ; avant d'être père, je suis citoyen. Je boirai ma colère et je ferai mon devoir, quoi qu'il m'en coûte.

L'échec de son autorité paternelle se trouvait tout à coup adouci par le souvenir de son entretien avec le préfet : l'orgueil du candidat pensait la blessure intime.

— Nous attendrons, dit-il. Nous irons au Bournais après avoir arrêté mon plan avec la préfecture ; d'ici là, aie l'œil sur ta fille. Moi, je ne veux plus lui parler, je ne veux plus la voir.

Radegonde était remontée à sa chambre pendant cet entretien. Seule des acteurs de ce drame, elle était restée calme : sa conscience ne lui reprochait rien. Bien qu'elle eût pris pour faire connaître ses projets un moyen quelque peu violent et en dehors des usages, elle n'avait aucun remords ; c'était une petite personne réfléchie et pleine de résolution. Dans tout ceci, rien n'était imprévu. Radegonde l'acceptait comme un fait inévitable. Sa vie ne pouvait se développer que par voie de conquête ; elle entamait la lutte pour la liberté.

M<sup>me</sup> Gaudru n'avait jamais été qu'une esclave, mais une esclave volontaire. Elle avait mis dans la main de son seigneur et maître, avec son serment d'épouse, le peu d'idées qu'elle pouvait avoir ; de ce jour elle avait fait l'abandon complet de sa personne et de son bien. Il n'entrait pas dans sa pensée qu'elle pût faire usage de son intelligence : ayant quelqu'un pour penser à sa place, son esprit, à la longue, avait fini par s'atrophier comme un membre hors d'usage. Elle n'admettait pas qu'on pût discuter la légitimité d'un ordre, non plus que s'y soustraire. Elle ne comprenait pas le reproche, mais il devait être juste. Son mari l'aurait accusée d'un crime qu'elle aurait cru l'avoir commis en dormant. Son maître ne pouvait se tromper ; elle était femme avant d'être mère, elle aimait beaucoup sa fille, mais l'amour mêlé d'admiration pour son époux amoindrait tout autre sentiment. Elle entra chez sa fille avec une attitude copiée sur celle de son mari : c'était son reflet en tout ; mais Radegonde la connaissait bien et ne la redoutait guère. Elle l'aimait tendrement, comme un être inférieur ; souvent elle intervenait entre eux, quand son père, avec son procédé habituel, l'accablait pour une faute qu'il avait commise.

En la voyant entrer avec une colère étudiée, Radegonde se jeta dans les bras de sa mère, malgré la résistance de la pauvre femme.

— N'essaie pas, mère, tu ne peux m'en vouloir. D'abord m'en vouloir de quoi ? Tu ne sais pas toi-même. Eh bien ! oui, on t'a dit de me gronder, de me gronder bien fort. C'est fait. Faut-il te dire que je me repents ? Ce ne serait pas sincère. Je suis désolée de te faire de la peine ; parle, j'écouterai tout ce que tu voudras.

— Mais, malheureuse enfant, comment ne comprends-tu pas l'énormité de ta faute ? Épouser un homme de rien contre la volonté de tes parens, c'est un crime. Si tu fais cela, je ne te reverrai de ma vie.

— Non, assieds-toi, mère, et tais-toi ; je vais te dicter, moi, ce qu'il faut dire à ta fille et à son père, et comment tu dois t'y prendre pour calmer ce grand orage.

M<sup>me</sup> Gaudru se laissa pousser doucement par les épaules jusqu'à une chaise, sur laquelle elle s'affaissa.

— C'est trop fort ! tu me rendras folle, ton père le dit ; il a raison, cette fois, je me révolte. Jamais tu ne verras ce misérable, tu l'oublieras, tu me le jures ?

La jeune fille, avec un geste caressant, s'était agenouillée aux pieds de la vieille femme, ses mains dans les siennes, la tête enfoncée dans ses jupes, comme elle faisait, enfant, quand elle avait quelque chose à obtenir.

— Oui, tout ce que tu voudras, mère, mais non pas sans essayer de te convaincre. Vous avez entendu mon père, souffrez maintenant que je plaide ma cause. Est-ce ma faute à moi si vous m'avez donné trop de bon sens pour ne vouloir pas me soumettre à son orgueil, légitime orgueil, je le sais bien, mais mon malheur aussi serait légitime si je me laissais faire. Je suis votre fille, ma bonne mère ; j'ai été élevée dans le commerce. Enfant, je me suis roulée sur des sacs de farine ; jeune fille, j'ai vécu dans ce milieu de travail et de modestie, j'y veux demeurer. J'entends me garer des aventures que mon père veut me faire courir. Je suis loin d'être aveugle : si le fait eût dépendu de lui, j'aurais épousé le jeune baron de La Chalerie, profondément humiliée d'entrer dans cette maison sous forme d'un sac d'écus et méprisée pour mon argent. Aujourd'hui, mon père s'est retourné ; son nouveau projet vaut-il mieux ? J'en doute ; l'orgueil des uns vaut la cupidité des autres. En un mot, il se sert de moi ; je veux bien l'aider dans la limite du possible, mais je me refuse à laisser jouer une partie sur ma tête. Je l'ai dit à lui, je le répète à vous, j'aime Sosthène, je suis sûre avec lui de vivre tranquille et heureuse, et je l'épouserai. Vous lui reprochez d'être bâtard, sans famille et sans fortune : je lui donnerai celle qui lui manque et l'aiderai à acquérir l'autre. Je compte ne rien brusquer ; nous userons la résistance de mon père.

— Mais, malheureuse enfant, songes-tu à la vie que nous allons mener ? Ton père ne veut plus te voir, et moi j'ai pris l'engagement de veiller sur toi comme un géolier.

— La résolution de ne pas me voir ne durera pas ; mon père ne sait pas garder longtemps une attitude qui le gêne. Quant à vous,

ma mère, je vous relève de votre surveillance; je vous donne ma parole, elle est plus sûre que tous les geôliers. J'ai provoqué la scène de ce matin pour bien faire connaître ma volonté; maintenant, Sosthène ne me reverra pas avant le jour où je lui dirai de venir prendre sa femme. Jugez-moi mieux, ma mère, je vais trop droit au fait pour être soupçonnée de ruse. J'aimerais au grand jour ou je n'aimerais pas.

— Mais que vais-je dire à ton père?

— Dites-lui qu'il n'a rien à craindre de moi: je lui ai promis d'attendre. Si ma vue l'embarrasse, je garderai ma chambre; s'il a besoin de moi, je suis prête à le servir; maintenant vous, ma bonne mère, dites-vous bien que votre fille a trop de bon sens pour jamais compromettre son nom. Vous pouvez vous départir de votre surveillance.

— Tu me jures? Je peux dire à ton père?..

— Je fais le serment. Mieux vaut la parole d'une honnête fille que toutes les prisons du monde.

— Mais comment cette idée a-t-elle pu te venir; comment l'as-tu connu?

— Ceci, ma mère, est un autre ordre d'idées, ça rentre dans les confidences; je ne crois pas utile de vous les faire à cette heure.

Gaudru ne savait pas rester longtemps sous le coup d'une mauvaise impression; comme un dîneur qui s'empresse de porter à ses lèvres un mets sucré pour enlever la saveur d'un plat amer, il avait cherché quelque chose qui pût effacer l'impression de la scène avec sa fille. Au fond, tout cela n'était pas sérieux: coup de tête d'enfant! Son autorité ne pouvait subir cet échec, ses précautions étaient prises; maintenant il pouvait sortir et prendre l'air pour se remettre. L'idée de M<sup>me</sup> Gaudru était venue à propos: où avait-il la tête de songer à partir! le préfet comptait sur lui. Avec son aide, il allait pouvoir savourer le plaisir de la vengeance. Il était encore plus monté contre ces orgueilleux de La Chalerie; ce qui arrivait était leur faute: s'ils avaient consenti à cette alliance, les choses seraient en train aujourd'hui, et, en face d'un baron, Sosthène le bâtard n'aurait pas pesé lourd; mais il leur en cuirait. Le bonhomme marchait rapidement vers la préfecture, en s'arrêtant parfois pour exprimer tout haut sa pensée.

Le préfet ne lui fit pas faire antichambre. Tout autre que Gaudru en eût tiré cette conséquence que le magistrat avait besoin de lui, mais il en jugeait autrement: « J'ai fait impression sur son esprit, se disait-il; je suis désormais un familier de l'hôtel. » Il prit en entrant l'attitude d'un intime. A cette heure, l'incident Sosthène se



perdait dans le bourdonnement vague de ses souvenirs ; à quoi bon penser à cela ?

— Bonjour, mon cher préfet.

— Bonjour, mon cher monsieur Gaudru ; je pensais à vous tout à l'heure ; et, si je ne savais combien vos momens sont précieux, je vous aurais envoyé chercher pour causer avec vous.

— Mon cher préfet, n'oubliez pas, quelles que soient mes occupations, que j'appartiens à l'état ; nuit et jour, je suis à vos ordres. Ce serait un triste homme politique que celui qui ferait passer ses intérêts avant ceux de son pays.

— Je suis heureux de vous entendre parler ainsi. Fumez-vous ?

— Volontiers.

Le grainetier prit un cigare, l'alluma, et les deux hommes s'assirent tout près l'un de l'autre, à l'ombre du store, la fenêtre ouverte.

M. Colasson avait la finesse et la rapidité de jugement de ceux qui caressent depuis leur enfance une ambition démesurée. Il n'avait jamais négligé les personnes et les choses qui, même accidentellement, pouvaient lui être utiles ; il les pesait rapidement, voyait l'usage qu'il en pouvait faire, et rejetait seulement ceux qui ne pouvaient lui servir. Il avait tout d'abord rangé Gaudru dans la catégorie des sujets à observer : le grainetier venait à point lui fournir l'occasion de faire une première expérience. Il disait vrai : il pensait à lui et il y pensait beaucoup. Gaudru ne se trompait que sur les motifs de cette préoccupation.

— Ainsi, mon cher préfet, vous n'êtes point surpris de ma visite ?

— Ni surpris ni mécontent, je vous affirme, mon cher monsieur ; j'ai beaucoup réfléchi à notre entretien et, je dois vous l'avouer, j'ai pris des renseignemens sur vous. Oh ! soyez sans craintes, informations dont vous n'avez rien à redouter, au contraire. Avant de m'en remettre à vous d'intérêts aussi graves, j'ai voulu sonder votre influence sur vos concitoyens. Avant de confier à un général le poste de combat, il faut s'assurer de ses aptitudes ; j'ai tenu à m'informer de votre situation morale et de la nature de vos mérites, dont je n'avais jamais douté, croyez-le bien.

Gaudru buvait à larges gorgées ; il n'aurait eu garde d'interrompre. Tout son visage semblait dire : « Encore, encore ! » Le préfet continua :

— Vous me comprenez, j'espère, mon cher candidat ? Je suis allé aux bonnes sources : au tribunal de commerce, à la chambre syndicale des négocians ; j'ai interrogé les propriétaires qui traitent journellement avec vous. J'ai consulté vos voisins, sondé la ville et

la campagne : ma sympathie ne m'avait pas trompé, j'en ai partout acquis la preuve. Vous êtes, de l'avis de tous, un homme considérable dans notre ville, un soldat militant dont la république peut se montrer fière ; j'en ai pour preuve la terreur que votre nom inspire aux hommes de race que vous allez combattre. J'ai consulté votre canton : toutes les communes vous acclament, et nos ennemis s'en vont tête basse en apprenant à quel homme ils vont avoir affaire.

— Ah ! monsieur le préfet, comment reconnaître ?..

— Ne me remerciez pas, j'agis pour le bien de l'état ; si je vous en avais trouvé moins digne, ma franchise ne vous l'aurait pas caché. Il importe de battre le fer durant qu'il est chaud et de n'entamer la lutte qu'armés de pied en cap ; commençons par forger. Écoutez-moi bien et tâchez de comprendre : le grand levier de toutes choses, la grande puissance politique surtout, vous ne l'ignorez pas, c'est l'argent. Il faut vous attendre à quelques sacrifices, largement compensés d'ailleurs ; l'état vous aidera, fiez-vous à moi à cet égard. Le moyen pratique, je vous l'ai dit, c'est le journal ; par la voie de la presse, on arrive sûrement à rendre populaire le nom le plus obscur ; par elle, on peut tout promettre. Un rédacteur adroit peut tout insinuer : ici comme dans un duel, celui qui porte le premier coup a quelques chances de rester vainqueur ; la première chose dite subsiste, alors même qu'elle est contestée. Nous allons donc subventionner un journal dont les colonnes nous appartiendront jusqu'à la fin de la période électorale.

Gaudru avait laissé éteindre son cigare ; il se penchait vers son interlocuteur pour saisir plus promptement ses paroles et n'en rien laisser perdre : « Allez, allez, disait-il, je comprends. »

— Le journal, nous l'avons, je pense. Je vais étudier l'affaire pour vous donner des chiffres exacts ; maintenant il faut chercher le secrétaire. Ah ! mon cher monsieur, le secrétaire, c'est le cuisinier dans une bonne maison, c'est la machine à vapeur dans une usine, c'est à la fois la force et la chaleur. Soldat pour porter les coups à l'adversaire, il accepte avec courage ceux qu'on rend ; bouc émissaire, il est responsable des hardiesses et des bévues, et vous laisse tout l'honneur des victoires. Sa personne et son esprit sont dévoués à son maître : c'est un chien féroce pour le défendre, un limier adroit pour lui rabattre le gibier ; enfin, énorme pour les services rendus, presque rien pour la récompense, cuirasse qu'on endosse pour le combat et qu'on quitte après la bataille.

— Je comprends, je comprends ! dit Gaudru, à qui ce trait d'ingratitude allait au cœur ; mais comment trouver cet oiseau rare ?

— Je crois avoir votre homme. Celui auquel je pense est bien supérieur au portrait que je viens de vous tracer. Peut-être cependant consentira-t-il.

Entraîné par son éloquence, il venait de faire une peinture trop vraie de l'agent électoral ; il importait de racheter sa sottise en invoquant une exception en faveur de son protégé.

— Quand j'ai abandonné ma carrière pour servir mon pays, j'ai amené avec moi un garçon dont j'avais éprouvé l'intelligence. Bien supérieur à sa condition, il a par dévouement consenti à s'enrôler à ma suite. Il est ici rédacteur en chef de la *Volonté du Poitou*. Sous mon inspiration, il traite les questions politiques ; il est à même de vous rendre les plus grands services. Il y a des cas où les intérêts incidents doivent l'emporter sur l'intérêt principal : pour vous être utile, je me priverai momentanément des services de M. Laglaine ; je ne vois personne aussi apte à remplir auprès de vous cet emploi de confiance. Il continuerait à rédiger le premier-Poitou, tout en préparant vos articles.

— Mais, mon cher préfet, tout cela me paraît admirablement conçu.

— Je pensais bien avoir votre assentiment. Il s'agit maintenant de s'assurer de Laglaine ; je vais vous donner un mot, il doit être au journal. Voyez-le aujourd'hui même.

Le préfet se mit à son bureau et écrivit :

« Mon cher Laglaine, je vous adresse M. Gaudru ; veuillez l'écouter avec attention ; il doit vous soumettre les projets dont je vous ai déjà parlé. J'ai tout lieu de croire qu'il suffira de quelques mots pour vous mettre d'accord, et que votre dévouement ira jusqu'à nous prêter votre précieux concours dans cette grave circonstance. »

Il remit la lettre à M. Gaudru ; celui-ci la lut et la plia, sans risquer une observation.

Il était sur la pente, il se laissait glisser ; le dieu des ignorans viendrait sans doute à son aide.

ADRIEN CHABOT.

(La troisième partie au prochain n°.)

---

## VERS KAIROUAN

---

11 décembre.

Nous quittons Tunis par une belle route qui longe d'abord un coteau, suit un instant le lac, puis traverse une plaine. L'horizon large, fermé par des montagnes aux crêtes vaporeuses, est nu, tout nu, taché seulement de place en place par des villages blancs, où l'on aperçoit de loin, dominant la masse indistincte des maisons, les minarets pointus et les petits dômes des koubbas. Sur toute cette terre fanatique, nous les retrouvons sans cesse, ces petits dômes éclatans des koubbas, soit dans les plaines fertiles d'Algérie ou de Tunisie, soit comme un phare sur le dos arrondi des montagnes, soit au fond des forêts de cèdres ou de pins, soit au bord des ravins profonds dans les fourrés de lentisques et de chênes-liège, soit dans le désert jaune entre deux dattiers qui se penchent au-dessus, l'un à droite, l'autre à gauche, et laissent tomber sur la coupole de lait l'ombre légère et fine de leurs palmes.

Ils contiennent, comme une semence sacrée, les os des marabouts qui fécondent le sol illimité de l'Islam, y font germer, de Tanger à Tombouctou, du Caire à La Mecque, de Tunis à Constantinople, de Khartoum à Java, la plus puissante, la plus mystérieusement dominatrice des religions qui ait dompté la conscience humaine.

Petits, ronds, isolés, et si blancs qu'ils jettent une clarté, ils ont bien l'air d'une graine divine jetée à poignée sur le monde par ce grand semeur de foi, Mohammed, frère d'Aïssa et de Moïse.

Pendant longtemps, nous allons, au grand trot des quatre che-

vaux attelés de front, par des plaines sans fin, plantées de vignes ou ensemencées de céréales qui commencent à sortir de terre.

Puis soudain la route, la belle route établie par les ponts et chaussées depuis le protectorat français, s'arrête net. Un pont a cédé aux dernières pluies, un pont trop petit, qui n'a pu laisser passer la masse d'eau venue de la montagne. Nous descendons à grand'peine dans le ravin, et la voiture, remontée de l'autre côté, reprend la belle route, une des principales artères de la Tunisie, comme on dit dans le langage officiel. Pendant quelques kilomètres, nous pouvons trotter encore, jusqu'à ce qu'on rencontre un autre petit pont qui a cédé également sous la pression des eaux. Puis, un peu plus loin, c'est au contraire le pont qui est resté, tout seul, indestructible, comme un minuscule arc de triomphe, tandis que la route, emportée des deux côtés, forme deux abîmes autour de cette ruine toute neuve.

Vers midi, nous apercevons devant nous une construction singulière. C'est, au bord de la route presque disparue déjà, un large pâté d'habitations soudées ensemble, à peine plus hautes que la taille d'un homme, abritées sous une suite continue de voûtes dont les unes, un peu plus élevées, dominant et donnent à ce singulier village l'aspect d'une agglomération de tombeaux. Là-dessus courent, hérissés, des chiens blancs qui aboient contre nous.

Ce hameau s'appelle Gorombalia et fut fondé par un chef andalous mahométan, Mohammed Gorombali, chassé d'Espagne par Isabelle la Catholique.

Nous déjeunons en ce lieu, puis nous repartons. Partout, au loin, avec la lunette-jumelle, on aperçoit des ruines romaines. D'abord Vico Aureliano, puis Siago, plus importante, où restent des constructions byzantines et arabes. Mais voilà que la belle route, la principale artère de la Tunisie, n'est plus qu'une ornière affreuse. Partout l'eau des pluies l'a trouée, minée, dévorée. Tantôt les ponts écroulés ne montrent plus qu'une masse de pierres dans un ravin, tantôt ils demeurent intacts, tandis que l'eau, les dédaignant, s'est frayé ailleurs une voie, ouvrant à travers le talus des ponts et chaussées des tranchées larges de 50 mètres.

Pourquoi donc ces dégâts, ces ruines ? Un enfant, du premier coup d'œil, le saurait. Tous les ponceaux, trop étroits d'ailleurs, sont au-dessous du niveau des eaux dès qu'arrivent les pluies. Les uns donc, recouverts par le torrent, obstrués par les branches qu'il traîne, sont renversés, tandis que le courant capricieux refusant de se canaliser sous les suivans, qui ne sont point sur son cours ordinaire, reprend le chemin des autres années, en dépit des ingénieurs. Cette route de Tunis à Kairouan est stupéfiante à voir. Loin d'aider

au passage des gens et des voitures, elle le rend impossible, crée des dangers sans nombre. On a détruit le vieux chemin arabe qui était bon, et on l'a remplacé par une série de fondrières, d'arches démolies, d'ornières et de trous. Tout est à refaire avant d'avoir été fini. On recommence à chaque pluie les travaux, sans vouloir avouer, sans consentir à comprendre qu'il faudra toujours recommencer ce chapelet de ponts croulans. Celui d'Enfidaville a été reconstruit deux fois. Il vient encore d'être emporté. Celui d'Oued-el-Hammam est détruit pour la quatrième fois. Ce sont des ponts nageurs, des ponts plongeurs, des ponts culbuteurs. Seuls, les vieux ponts arabes résistent à tout.

On commence par se fâcher, car la voiture doit descendre en des ravins presque infranchissables où dix fois par heure on croit verser, puis on finit par en rire, comme d'une incroyable cocasserie. Pour éviter ces ponts redoutables, il faut faire d'immenses détours, aller au nord, revenir au sud, tourner à l'est, repasser à l'ouest. Les pauvres indigènes ont dû, à coups de pioche, à coups de hache, à coups de serpe, se frayer un passage nouveau à travers le maquis de chênes verts, de thuyas, de lentisques, de bruyères et de pins d'Alep, l'ancien passage étant détruit par nous.

Bientôt les arbustes disparaissent, et nous ne voyons plus qu'une étendue onduleuse, crevassée par les ravines, où, de place en place, apparaissent, soit les os clairs d'une carcasse aux côtes soulevées, soit une charogne à moitié dévorée par les oiseaux de proie et les chiens. Pendant quinze mois, il n'est point tombé une goutte d'eau sur cette terre, et la moitié des bêtes y sont mortes de faim. Leurs cadavres restent semés partout, empoisonnent le vent, et donnent à ces plaines l'aspect d'un pays stérile, rongé par le soleil et ravagé par la peste. Seuls, les chiens sont gras, nourris de cette viande en putréfaction. Souvent, on en aperçoit deux ou trois acharnés sur la même pourriture. Les pattes roides, ils tirent sur la longue jambe d'un chameau ou sur la courte patte d'un bourricot, ils dépècent le poitrail d'un cheval ou fouillent le ventre d'une vache. Et on en découvre au loin qui errent, en quête de charognes, le nez dans la brise, le poil épais, tendant leur museau pointu.

Et il est bizarre de songer que ce sol calciné depuis deux ans par un soleil implacable, noyé depuis un mois sous des pluies de déluge, sera, vers mars et avril, une prairie illimitée, avec des herbes montant aux épaules d'un homme, et d'innombrables fleurs comme nous n'en voyons guère en nos jardins. Chaque année, quand il pleut, la Tunisie entière passe, à quelques mois de distance, par la plus affreuse aridité et par la plus fougueuse fécondité.



De Sahara sans un brin d'herbe elle devient tout à coup, presque en quelques jours, comme par un miracle, une Normandie follement verte, une Normandie ivre de chaleur, jetant en ses moissons de telles poussées de sève qu'elles sortent de terre, grandissent, jaunissent et mûrissent à vue d'œil.

Elle est cultivée, de place en place, d'une façon très singulière, par les Arabes.

Ils habitent, soit les villages clairs aperçus au loin, soit les gourbis, huttes de branchages, soit les tentes brunes et pointues cachées, comme d'énormes champignons, derrière des broussailles sèches ou des bois de cactus. Quand la dernière moisson a été abondante, ils se décident de bonne heure à préparer les labours ; mais quand la sécheresse les a presque affamés, ils attendent en général les premières pluies pour risquer leurs derniers grains ou pour emprunter au gouvernement la semence qu'il leur prête assez facilement. Or, dès que les lourdes ondées d'automne ont détrempé la contrée, ils vont trouver tantôt le caïd qui détient le territoire fertile, tantôt le nouveau propriétaire européen qui loue souvent plus cher, mais ne les vole pas, et leur rend dans leurs contestations une justice plus stricte, qui n'est point vénale, et ils désignent les terres choisies par eux, en marquant les limites, les prennent à bail pour une seule saison, puis se mettent à les cultiver.

Alors on voit un étonnant spectacle ! Chaque fois que, quittant les régions pierreuses et arides, on arrive aux parties fécondes, apparaissent au loin les invraisemblables silhouettes des chameaux laboureurs attelés aux charrues. La haute bête fantastique traîne, de son pas lent, le maigre instrument de bois que pousse l'Arabe, vêtu d'une sorte de chemise. Bientôt ces groupes surprenans se multiplient, car on approche d'un centre recherché. Ils vont, viennent, se croisent par toute la plaine, y promenant l'inexprimable profil de l'animal, de l'instrument et de l'homme, qui semblent soudés ensemble, ne faire qu'un seul être apocalyptique et solennellement drôle.

Le chameau est remplacé de temps en temps par des vaches, par des ânes, quelquefois même par des femmes. J'en ai vu une accouplée avec un bourricot et tirant autant que la bête, tandis que le mari poussait et excitait ce lamentable attelage.

Le sillon de l'Arabe n'est point ce beau sillon profond et droit du laboureur européen, mais une sorte de feston qui se promène capricieusement à fleur de terre autour des touffes de jujubiers. Jamais ce nonchalant cultivateur ne s'arrête ou ne se baisse pour arracher une plante parasite poussée devant lui. Il l'évite par un détour, la respecte, l'enferme comme si elle était précieuse, comme

si elle était sacrée, dans les circuits tortueux de son labour. Ses champs sont donc pleins de touffes d'arbrisseaux, dont quelques-unes si petites qu'un simple effort de la main les pourrait extirper. La vue seule de cette culture mixte de broussailles et de céréales finit par tant énervier l'œil qu'on a envie de prendre une pioche et de défricher les terres où circulent, à travers les jujubiers sauvages, ces triades fantastiques de chameaux, de charrues et d'Arabes.

On retrouve bien, dans cette indifférence tranquille, dans ce respect pour la plante poussée sur la terre de Dieu, l'âme fataliste de l'Oriental. Si elle a grandi là, cette plante, c'est que le Maître l'a voulu, sans doute. Pourquoi défaire son œuvre et la détruire? Ne vaut-il pas mieux se détourner et l'éviter? Si elle croît jusqu'à couvrir le champ entier, n'y a-t-il point d'autres terres plus loin? Pourquoi prendre cette peine, faire un geste, un effort de plus, augmenter d'une fatigue, si légère soit-elle, la besogne indispensable?

Chez nous, le paysan, rageur, jaloux de la terre plus que de sa femme, se jetterait, la pioche aux mains, sur l'ennemi poussé chez lui et, sans repos jusqu'à ce qu'il l'eût vaincu, il frapperait, avec de grands gestes de bûcheron, la racine tenace enfoncée au sol.

Ici, que leur importe? Jamais non plus ils n'enlèvent la pierre rencontrée; ils la contournent aussi. En une heure, certains champs pourraient être débarrassés, par un seul homme, des rochers mobiles qui forcent le soc de charrue à des ondulations sans nombre. Ils ne le seront jamais. La pierre est là, qu'elle y reste. N'est-ce pas la volonté de Dieu?

Quand les nomades ont ensemencé le territoire choisi par eux, ils s'en vont, cherchant ailleurs des pâturages pour leurs troupeaux et laissant une seule famille à la garde des récoltes.

Nous sommes à présent dans un immense domaine de 140,000 hectares, qu'on nomme l'Enfida, et qui appartient à des Français. L'achat de cette propriété démesurée, vendue par le général Khair-ed-Din, ex-ministre du bey, a été une des causes déterminantes de l'influence française en Tunisie.

Les circonstances qui ont accompagné cet achat sont amusantes et caractéristiques. Quand les capitalistes français et le général se furent mis d'accord sur le prix, on se rendit chez le cadi pour rédiger l'acte; mais la loi tunisienne contient une disposition spéciale qui permet aux voisins limitrophes d'une propriété vendue de réclamer la préférence à prix égal.

Chez nous, par prix égal, on entendrait exprimer une somme égale en n'importe quelles espèces ayant cours; mais le code orien-

tal, qui laisse toujours ouverte une porte pour les chicanes, prétend que le prix sera payé par le voisin réclamant en monnaies identiquement pareilles : même nombre de titres de même nature, de billets de banque de même valeur, de pièces d'or, d'argent ou de cuivre. Enfin, afin de rendre, en certains cas, insoluble cette difficulté, il permet au cadi d'autoriser le premier acheteur à ajouter aux sommes stipulées une poignée de menues piécettes indéterminées, par conséquent inconnues, ce qui met les voisins limitrophes dans l'impossibilité absolue de fournir une somme strictement et matériellement semblable.

Devant l'opposition d'un Israélite, M. Lévy, voisin de l'Enfida, les Français demandèrent au cadi l'autorisation d'ajouter au prix convenu cette poignée de menues monnaies. L'autorisation leur fut refusée.

Mais le code musulman est fécond en moyens, et un autre se présenta. Ce fut d'acheter cet énorme bloc de terres de 140,000 hectares, moins un ruban d'un mètre, sur tout le contour. Dès lors, il n'y avait plus contact avec aucun voisin ; et la Société franco-africaine demeura, malgré tous les efforts de ses ennemis et du ministère beylical, propriétaire de l'Enfida.

Elle y a fait de grands travaux dans toutes les parties fertiles, a planté des vignes, des arbres, fondé des villages et divisé les terres pas portions régulières de 10 hectares chacune, afin que les Arabes eussent toute facilité pour choisir et indiquer leur choix sans erreur possible.

Pendant deux jours, nous allons traverser cette province tunisienne avant d'en atteindre l'autre extrémité. Depuis quelque temps, la route, une simple piste à travers les touffes de jujubiers, était devenue meilleure, et l'espoir d'arriver avant la nuit à Bou-Ficha, où nous devons coucher, nous réjouissait, quand nous aperçûmes une armée d'ouvriers de toute race occupés à remplacer ce chemin passable par une voie française, c'est-à-dire par un chapelet de dangers, et nous devons reprendre le pas. Ils sont surprenans, ces ouvriers. Le nègre lippu, aux gros yeux blancs, aux dents éclatantes, pioche à côté de l'Arabe au fin profil, de l'Espagnol poilu, du Marocain, du Maure, du Maltais et du terrassier français égaré, on ne sait comment ni pourquoi, en ce pays. Il y a aussi là des Grecs, des Turcs, tous les types de Levantins ; et on songe à ce que doit être la moyenne de morale, de probité et d'aménité de cette horde.

Vers trois heures, nous atteignons le plus vaste caravansérail que j'aie jamais vu. C'est toute une ville, ou plutôt un village, enfermé dans une seule maison, dans une seule enceinte, qui contient,

l'une après l'autre, trois cours immenses où sont parqués en de petites cases les hommes, boulangers, savetiers, marchands divers, et, sous des arcades, les bêtes. Quelques cellules propres, avec des lits et des nattes, sont réservées pour les passans de distinction.

Sur le mur de la terrasse, deux pigeons blancs argentés et luisans nous regardent avec des yeux rouges qui brillent comme des rubis.

Les chevaux ont bu. Nous repartons.

La route maintenant se rapproche un peu de la mer, dont nous découvrons la traînée bleuâtre à l'horizon. Au bout d'un cap, une ville apparaît, dont la ligne longue, droite, éblouissante sous le soleil couchant, semble courir sur l'eau. C'est Hammamet, qui se nommait Put-Put sous les Romains. Au loin, devant nous, dans la plaine, se dresse une ruine ronde qui, par un effet de mirage, semble gigantesque. C'est encore un tombeau romain, haut seulement de 10 mètres, qu'on nomme Kars-el-Menara.

Le soir vient. Sur nos têtes le ciel est resté bleu, mais devant nous s'étale une nuée violette opaque derrière laquelle le soleil s'enfonce. Au bas de cette couche de nuages s'allonge sur l'horizon et sur la mer un mince ruban rose, tout droit, régulier, et qui devient, de minute en minute, de plus en plus lumineux à mesure que descend vers lui l'astre invisible. De lourds oiseaux passent d'un vol lent; ce sont, je crois, des buses. La sensation du soir est profonde, pénètre l'âme, le cœur, le corps avec une rare puissance, dans cette lande sauvage qui va ainsi jusqu'à Kairouan, à deux jours de marche devant nous. Telle doit être, à l'heure du crépuscule, la steppe russe. Nous rencontrons trois hommes en burnous. De loin, je les prends pour des nègres, tant ils sont noirs et luisans, puis je reconnais le type arabe. Ce sont des gens du Souf, curieuse oasis presque enfouie dans les sables entre les Chotts et Tougourt. La nuit bientôt s'étend sur nous. Les chevaux ne vont plus qu'au pas. Mais soudain surgit, dans l'ombre, un mur blanc. C'est l'intendance nord de l'Enfida, le bordj de Bou-Ficha, sorte de forteresse carrée, défendue par des murs sans ouvertures et par une porte de fer contre les surprises des Arabes. On nous attend. La femme de l'intendant, M<sup>me</sup> Moreau, nous a préparé un fort bon dîner. Nous avons fait 80 kilomètres, malgré les ponts et chaussées.

12 décembre.

Nous partons au point du jour. L'aurore est rose, d'un rose intense. Comment l'exprimer? Je dirais saumonée si cette note était

plus brillante. Vraiment nous manquons de mots pour faire passer devant les yeux toutes les combinaisons des tons. Notre regard, le regard moderne, sait voir la gamme infinie des nuances, il distingue toutes les unions de couleurs entre elles, toutes les dégradations qu'elles subissent, toutes leurs modifications sous l'influence des voisinages, de la lumière, des ombres, des heures du jour. Et pour dire ces milliers de subtiles colorations, nous avons seulement quelques mots, les mots simples qu'employaient nos pères afin de raconter les rares émotions de leurs yeux naîfs.

Regardons les étoffes nouvelles. Combien de tons inexprimables entre les tons principaux ! Pour les évoquer, on ne peut se servir que de comparaisons qui sont toujours insuffisantes.

Ce que j'ai vu, ce matin-là, en quelques minutes, je ne saurais avec des verbes, des noms et des adjectifs le faire voir.

Nous nous approchons encore de la mer, ou plutôt d'un vaste étang qui s'ouvre sur la mer. Avec ma lunette-jumelle j'aperçois dans l'eau des flamans, et je quitte la voiture afin de ramper vers eux entre les broussailles et de les regarder de plus près.

J'avance. Je les vois mieux. Les uns nagent, d'autres sont debout sur leurs longues échasses. Ce sont des taches blanches et rouges qui flottent, ou bien des fleurs énormes poussées sur une menue tige de pourpre, des fleurs groupées par centaines, soit sur la berge, soit dans l'eau. On dirait des plates-bandes de lis carminés, d'où sortent, comme d'une corolle, des têtes d'oiseau tachées de sang au bout d'un cou mince et recourbé.

L'approche encore, et soudain la bande la plus proche me voit, ou me flaire, et fuit. Un seul s'enlève d'abord, puis tous partent. C'est vraiment l'envolée prodigieuse d'un jardin, dont toutes les corbeilles l'une après l'autre s'élancent au ciel ; et je suis longtemps, avec ma jumelle, les nuages roses et blancs qui s'en vont là-bas, vers la mer, en laissant traîner derrière eux toutes ces pattes sanglantes, fines comme des branches coupées.

Ce grand étang servait autrefois de refuge aux flottes des habitans d'Aphrodisium, pirates redoutables qui s'embusquaient et se réfugiaient là.

On aperçoit au loin les ruines de cette ville, où Bélisaire fit halte dans sa marche sur Carthage. On y trouve encore un arc de triomphe, les restes d'un temple de Vénus et d'une immense forteresse.

Sur le seul territoire de l'Enfida, on rencontre ainsi les vestiges de dix-sept cités romaines. Là-bas, sur le rivage, est Hergla, qui fut l'opulente Aurea Cœlia d'Antonin, et si, au lieu d'incliner vers Kairouan, nous continuions en ligne droite, nous verrions,

le soir du troisième jour de marche, se dresser dans une plaine absolument inculte l'amphithéâtre de Ed-Djem, aussi grand que le Colisée de Rome, débris colossal qui pouvait contenir 80,000 spectateurs.

Autour de ce géant, qui serait presque intact si Hamouda, bey de Tunis, ne l'avait fait ouvrir à coups de canon pour en déloger les Arabes qui refusaient de payer l'impôt, on a trouvé, de place en place, quelques traces d'une grande ville luxueuse, de vastes citernes et un immense chapiteau corinthien de l'art le plus pur, bloc unique de marbre blanc.

Quelle est l'histoire de cette cité, la Tusdrita de Pline, la Thysdrus de Ptolémée, dont le nom seul se trouve transcrit une ou deux fois par les historiens? Que lui manque-t-il pour être célèbre, puisqu'elle fut si grande, si peuplée et si riche? Presque rien, un Homère!

Sans lui, qu'eût été Troie? qui connaîtrait Ithaque?

Dans ce pays, on apprend par ses yeux ce qu'est l'histoire, et surtout ce que fut la Bible. On comprend que les patriarches et tous les personnages légendaires, si grands dans les livres, si imposants dans notre imagination, furent de pauvres hommes qui erraient à travers les peuplades primitives, comme errent ces Arabes graves et simples, pleins encore de l'âme antique et vêtus du costume antique. Les patriarches ont eu seulement des poètes historiens pour chanter leur vie.

Une fois au moins par jour au pied d'un olivier, au coin d'un bois de cactus, on rencontre la *Fuite en Égypte*; et on sourit en songeant que les peintres galans ont fait asseoir la Vierge Marie sur l'âne qui fut monté sans aucun doute par Joseph son époux, tandis qu'elle suivait à pas pesants, un peu courbée, portant sur son dos, dans un burnous gris de poussière, le petit corps, rond comme une boule, de l'enfant Jésus.

Celle que nous voyons surtout, à chaque puits, c'est Rebecca. Elle est habillée d'une robe en laine bleue, superbement drapée, porte aux chevilles des anneaux d'argent et sur la poitrine un collier de plaques du même métal unies par des chaînettes. Quelquefois elle se cache la figure à notre approche; quelquefois aussi, quand elle est belle, elle nous montre un frais et brun visage, qui nous regarde avec de grands yeux noirs. C'est bien la fille de la Bible, celle dont le cantique a dit : *Nigra sum sed formosa*, celle qui, soutenant une outre sur son front par les chemins pierreux, montrant la chair ferme et bronzée de ses jambes, marchant d'un pas tranquille, en balançant doucement sa taille souple sur ses hanches, tenta les anges du ciel, comme elle nous tente encore, nous qui ne sommes point des anges.



En Algérie et dans le Sahara algérien, toutes les femmes, celles des villes comme celles des tribus, sont vêtues de blanc. En Tunisie, au contraire, celles des cités sont enveloppées de la tête aux pieds en des voiles de mousseline noire qui en font d'étranges apparitions dans les rues si claires des petites villes du sud, et celles des campagnes sont habillées avec des robes gros bleu d'un gracieux et grand effet, qui leur donne une allure encore plus biblique.

Nous traversons maintenant une plaine où l'on voit partout les traces du travail humain, car nous approchons du centre de l'Enfida, baptisé Enfidaville, après s'être nommé Dar-el-Bey.

Voici là-bas des arbres! Quel étonnement! Ils sont déjà hauts, bien que plantés seulement depuis quatre ans, et témoignent de l'étonnante richesse de cette terre et des résultats que peut donner une culture raisonnée et sérieuse. Puis, au milieu de ces arbres, apparaissent de grands bâtimens sur lesquels flotte le drapeau français. C'est l'habitation du régisseur-général et l'œuf de la ville future. Un village s'est déjà formé autour de ces constructions importantes, et un marché y a lieu tous les lundis, où se font de très grosses affaires. Les Arabes y viennent en foule de points très éloignés.

Rien n'est plus intéressant que l'étude de l'organisation de cet immense domaine où les intérêts des indigènes ont été sauvegardés avec autant de soin que ceux des Européens. C'est là un modèle de gouvernement agraire pour ces pays mêlés où des mœurs essentiellement opposées et diverses appellent des institutions très délicatement prévoyantes.

Après avoir déjeuné dans cette capitale de l'Enfida, nous partons pour visiter un très curieux village perché sur un roc éloigné d'environ 5 kilomètres.

D'abord nous traversons des vignes, puis nous rentrons dans la lande, dans ces longues étendues de terre jaune parsemées seulement de touffes maigres de jujubiers.

La nappe d'eau souterraine est à 2 ou 3 ou 5 mètres sous presque toutes ces plaines, qui pourraient devenir, avec un peu de travail, d'immenses champs d'oliviers.

On y voit seulement, de place en place, de petits bois de cactus grands à peine comme nos vergers.

Voici l'origine de ces bois.

Il existe en Tunisie un usage fort intéressant, appelé *droit de vivification du sol*, qui permet à tout Arabe de s'emparer des terres incultes et de les féconder si le propriétaire n'est point présent pour s'y opposer.

Donc l'Arabe, apercevant un champ qui lui paraît fertile, y plante, soit des oliviers, soit surtout des cactus appelés à tort par lui figuiers de barbarie, et, par ce seul fait, s'assure la jouissance de la moitié de chaque récolte jusqu'à extinction de l'arbre. L'autre moitié appartient au propriétaire foncier, qui n'a plus dès lors qu'à surveiller la vente des produits, pour toucher sa part régulière.

L'Arabe envahisseur doit prendre soin de ce champ, l'entretenir, le défendre contre les vols, le sauvegarder de tout mal comme s'il lui appartenait en propre, et, chaque année, il met les fruits aux enchères pour que le partage soit équitable. Presque toujours, d'ailleurs, il s'en rend lui-même acquéreur, et paie alors au vrai propriétaire une sorte de fermage irrégulier et proportionnel à la valeur de chaque récolte.

Ces bois de cactus ont un aspect fantastique. Les troncs tordus ressemblent à des corps de dragons, à des membres de monstres aux écailles soulevées et hérissées de pointes. Quand on en rencontre un le soir, au clair de lune, on croirait vraiment entrer dans un pays de cauchemars.

Tout le pied du roc escarpé qui porte le village de Tac-Rouna est couvert de ces hautes plantes diaboliques. On traverse une forêt du Dante. On croit qu'elles vont remuer, agiter leurs larges feuilles rondes, épaisses et couvertes de longues aiguilles, qu'elles vont vous saisir, vous étreindre, vous déchirer avec ces redoutables griffes. Je ne sais rien de plus hallucinant que ce chaos de pierres énormes et de cactus qui garde le pied de cette montagne.

Tout à coup, au milieu de ces rochers et de ces végétaux à l'air féroce, nous découvrons un puits entouré de femmes, qui viennent chercher de l'eau. Les bijoux d'argent de leurs jambes et de leurs cous brillent au soleil. En nous apercevant, elles cachent leurs faces brunes sous un pli de l'étoffe bleue qui les drape, et, un bras levé sur leur front, nous laissent passer en cherchant à nous voir.

Le sentier est escarpé, à peine bon pour des mulets. Les cactus aussi ont grimpé le long du chemin, dans les roches. Ils semblent nous accompagner, nous entourer, nous enfermer, nous suivre et nous devancer. Là-haut, tout au sommet de la montée, apparaît toujours le dôme éclatant d'une koubba.

Voici le village : un amas de ruines, de murs croulans, où on ne parvient guère à distinguer les trous encore habités de ceux qui ne servent plus. Les pans de muraille encore debout au nord et à l'ouest sont tellement minés et menaçans que nous n'osons pas nous aventurer au milieu : une secousse les ferait crouler.

La vue de là-haut est magnifique. Au sud, à l'est, à l'ouest, la

plaine infinie que la mer baigne sur une longue étendue. Au nord, des montagnes pelées, rouges, dentelées comme la crête des coqs. Tout au loin, le Djebel-Zaghouan, qui domine la contrée entière.

Ce sont les dernières montagnes que nous apercevrons maintenant jusqu'à Kairouan.

Ce petit village de Tac-Rouna est une espèce de place forte arabe, tout à fait à l'abri d'un coup de main. Tac, d'ailleurs, est un diminutif de Tackesche, qui veut dire forteresse. Une des principales fonctions des habitants, car on ne peut, en ce cas, dire « occupations, » consiste à garder dans leurs silos les grains que les nomades leur confient après la moisson.

Nous revenons, le soir, coucher à Enfidaville.

13 décembre.

Nous passons d'abord au milieu des vignes de la Société franco-africaine, puis nous atteignons des plaines démesurées où errent, par tout l'horizon, ces apparitions inoubliables faites d'un chameau, d'une charrue et d'un Arabe. Puis le sol devient aride, et devant nous j'aperçois, avec la jumelle, un grand désert de pierres énormes, debout, dans tous les sens, à droite, à gauche, à perte de vue. En approchant, on reconnaît des dolmens. C'est là une nécropole de proportions inimaginables, car elle couvre quarante hectares! Chaque tombeau est composé de quatre pierres plates. Trois debout forment le fond et les deux côtés, une autre, posée dessus, sert de toit. Pendant longtemps, toutes les fouilles faites par le régisseur de l'Enfida pour découvrir des caveaux sous ces monumens mégalithiques sont demeurées inutiles. Il y a dix-huit mois ou deux ans, M. Hamy, conservateur du musée d'ethnographie de Paris, après beaucoup de recherches, parvint à découvrir l'entrée de ces tombes souterraines, cachée avec beaucoup d'adresse sous un lit de roches épaisses. Il a trouvé dedans quelques ossemens et des vases de terre révélant des sépultures berbères. D'un autre côté, M. Mangiavacchi, régisseur de l'Enfida, a indiqué, non loin de là, les traces presque disparues d'une vaste cité berbère. Quelle pouvait être cette ville qui a couvert de ses morts une étendue de quarante hectares?

Chez les Orientaux d'ailleurs, on est frappé sans cesse par la place abandonnée aux ancêtres dans ce monde. Les cimetières sont immenses, innombrables. On en rencontre partout. Les tombes, dans la ville du Caire, tiennent plus de place que les maisons. Chez nous, au contraire, la terre coûte cher, et les disparus ne comptent plus. On les empile, on les entasse l'un contre l'autre,

l'un sur l'autre, l'un dans l'autre, en un petit coin, hors la ville, dans la banlieue, entre quatre murs. Les dalles de marbre et les croix de bois couvrent des générations enfouies là depuis des siècles. C'est un fumier de morts à la porte des villes. On leur donne tout juste le temps de perdre leur forme dans la terre engraisnée déjà par la pourriture humaine, le temps de mêler encore leur chair décomposée à cette argile cadavérique; puis, comme d'autres arrivent sans cesse, et qu'on cultive dans les champs voisins des plantes potagères pour les vivans, on fouille à coups de pioche ce sol mangeur d'hommes, on en arrache les os rencontrés, têtes, bras, jambes, côtes, de mâles, de femelles et d'enfans, oubliés et confondus ensemble; on les jette, pêle-mêle, dans une tranchée, et on offre aux morts récents, aux morts dont on sait encore le nom, la place volée aux autres que personne ne connaît plus, que le néant a repris tout entiers; car il faut être économe dans les sociétés civilisées.

En sortant de ce cimetière antique et démesuré, nous apercevons une maison blanche. C'est El-Menzel, l'intendance sud de l'Enfida, où finit notre étape.

Comme nous étions restés longtemps à causer après dîner, l'idée nous vint de sortir quelques minutes avant de nous mettre au lit. Un clair de lune magnifique éclairait la steppe et, glissant entre les écaillés de cactus énormes poussés à quelques mètres devant nous, leur donnait l'aspect surnaturel d'un troupeau de bêtes infernales éclatant tout à coup et jetant en l'air, en tous sens, les plaques rondes de leurs corps affreux.

Nous étant arrêtés pour les regarder, un bruit lointain, continu, puissant, nous frappa. C'étaient des voix innombrables, aiguës ou graves, de tous les timbres imaginables, des sifflemens, des cris, des appels, la rumeur inconnue et terrifiante d'une foule affolée, d'une foule innommable, irréaliste, qui devait se battre quelque part, on ne savait où, dans le ciel ou sur la terre. Tendant l'oreille vers tous les points de l'horizon, nous finîmes par découvrir que cette clameur venait du sud. Alors quelqu'un s'écria :

— Mais ce sont les oiseaux du lac Triton.

Nous devons, en effet, le lendemain, passer à côté de ce lac, appelé par les Arabes El-Kelbia (la chienne), d'une superficie de 10,000 à 13,000 hectares, dont certains géographes modernes font l'ancienne mer intérieure d'Afrique, qu'on avait placée jusqu'ici dans les chotts Fedjedj, R'arsa et Melr'ir.

C'était bien, en effet, le peuple piaillard des oiseaux d'eau, campé, comme une armée de tribus diverses, sur les bords du lac éloigné cependant de 16 kilomètres, qui faisait dans la nuit ce grand va-

carme confus, car ils sont là des milliers, de toute race, de toute forme, de toute plume, depuis le canard au nez plat, jusqu'à la cigogne au long bec. Il y a des armées de flamans et de grues, des flottes de macreuses et de goélands, des régimens de grèbes, de pluviers, de bécassines, de mouettes. Et sous les doux clairs de lune, toutes ces bêtes, égayées par la belle nuit, loin de l'homme, qui n'a point de demeure près de leur grand royaume liquide, s'agitent, poussent leurs cris, causent sans doute en leur langue d'oiseaux, emplissent le ciel lumineux de leurs voix perçantes, auxquelles répondent seulement l'aboïement lointain des chiens arabes ou le jappement des chacals.

14 décembre.

Après avoir encore traversé quelques plaines cultivées çà et là par les indigènes, mais demeurées la plupart du temps complètement incultes, bien que très fertilisables, nous découvrons sur la gauche la longue nappe d'eau du lac Triton. On s'en approche peu à peu, et on y croit voir des îles, de grandes îles nombreuses, tantôt blanches, tantôt noires. Ce sont des peuplades d'oiseaux qui nagent, qui flottent, par masses compactes. Sur les bords, des grues énormes se promènent deux par deux, trois par trois, sur leurs hautes pattes. On en aperçoit d'autres dans la plaine, entre les touffes du maquis que dominent leurs têtes inquiètes.

Ce lac, dont la profondeur atteint 6 ou 8 mètres, a été complètement à sec cet été, après les quinze mois de sécheresse qu'a subis la Tunisie, ce qui ne s'était pas vu de mémoire d'homme. Mais malgré son étendue considérable, en un seul jour il fut rempli à l'automne, car c'est en lui que se ramassent toutes les pluies tombées sur les montagnes du centre. La grande richesse future de ces campagnes tient à ceci, qu'au lieu d'être traversées par des rivières souvent vides, mais au cours précis et qui canalisent l'eau du ciel, comme l'Algérie, elles sont à peine parcourues par des ravines où le moindre barrage suffit pour arrêter les torrens. Or leur niveau étant partout le même, chaque averse tombée sur les monts lointains se répand sur la plaine entière, en fait, pendant plusieurs jours ou pendant plusieurs heures, un immense marécage, et y dépose, à chacune de ces inondations, une couche nouvelle de limon qui l'engraisse et la fertilise, comme une Égypte qui n'aurait point de Nil.

Nous arrivons maintenant en des landes illimitées, où se répand une lèpre intermittente, une petite plante grasse vert-de-grisâtre dont les chameaux sont très friands. Aussi aperçoit-on, pâ-

turant à perte de vue, d'immenses troupeaux de dromadaires. Quand nous passons au milieu d'eux, ils nous regardent de leurs gros yeux luisans, et on se croirait aux premiers temps du monde, aux jours où le Créateur hésitant jetait à poignées sur la terre, comme pour juger la valeur et l'effet de son œuvre douteuse, les races informes qu'il a depuis peu à peu détruites, tout en laissant survivre quelques types primitifs sur ce grand continent négligé, l'Afrique, où il a oublié dans les sables la girafe, l'autruche et le dromadaire.

Ah ! la drôle et gentille chose que voici : une chamelle qui vient de mettre bas, et qui s'en va vers le campement, suivie de son chamelet que poussent, avec des branches, deux petits Arabes dont la figure n'arrive pas au derrière du petit chameau. Il est grand, lui, déjà, monté sur des jambes très hautes portant un rien du tout de corps que terminent un cou d'oiseau et une tête étonnée dont les yeux regardent depuis un quart d'heure seulement ces choses nouvelles : le jour, la lande et la bête qu'il suit. Il marche très bien pourtant, sans embarras, sans hésitation, sur ce terrain inégal, et il commence à flairer la mamelle, car la nature ne l'a fait si haut, cet animal vieux de quelques minutes, que pour lui permettre d'atteindre au ventre escarpé de sa mère.

En voici d'autres âgés de quelques jours, d'autres encore âgés de quelques mois, puis de très grands, dont le poil a l'air d'une broussaille, d'autres tout jaunes, d'autres d'un gris blanc, d'autres noirâtres. Le paysage devient tellement étrange que je n'ai jamais rien vu qui lui ressemble. A droite, à gauche, des lignes de pierres sortent de terre, rangées comme des soldats, toutes dans le même ordre, dans le même sens, penchées vers Kairouan, invisible encore. On les dirait en marche, par bataillons, ces pierres dressées l'une derrière l'autre, par files droites, éloignées de quelques centaines de pas. Elles couvrent ainsi plusieurs kilomètres. Entre elles, rien que du sable argileux. Ce soulèvement est un des plus curieux du monde. Il a d'ailleurs sa légende.

Quand Sidi-Okba, avec ses cavaliers, arriva dans ce désert sinistre où s'étale aujourd'hui ce qui reste de la ville sainte, il campa dans cette solitude. Ses compagnons, surpris de le voir s'arrêter dans ce lieu, lui conseillèrent de s'éloigner, mais il répondit :

— Nous devons rester ici et même y fonder une ville, car telle est la volonté de Dieu.

Ils lui objectèrent qu'il n'y avait ni eau pour boire, ni bois ni pierres pour construire.

Sidi-Okba leur imposa silence par ces mots : « Dieu y pourvoira. »



Le lendemain, on vint lui annoncer qu'une levrette avait trouvé de l'eau. On creusa donc à cet endroit, et on découvrit, à seize mètres sous le sol, la source qui alimente le grand puits coiffé d'une coupole où un chameau tourne, tout le long du jour, la manivelle élévatoire.

Le lendemain encore, des Arabes, envoyés à la découverte, annoncèrent à Sidi-Okba qu'ils avaient aperçu des forêts sur les pentes de montagnes voisines.

Et le jour suivant, enfin, des cavaliers, partis le matin, rentrèrent au galop, en criant qu'ils venaient de rencontrer des pierres, une armée de pierres en marche, envoyées par Dieu sans aucun doute.

Kairouan, malgré ce miracle, est construite presque entièrement en briques.

Mais voilà que la plaine est devenue un marais de boue jaune où les chevaux glissent, tirent sans avancer, s'épuisent et s'abattent. Ils enfoncent dans cette vase gluante jusqu'aux genoux. Les roues y entrent jusqu'aux moyeux. Le ciel s'est couvert; la pluie tombe, une pluie fine qui embrume l'horizon. Tantôt le chemin semble meilleur quand on gravit une des sept ondulations appelées les sept collines de Kairouan, tantôt il redevient un épouvantable cloaque lorsqu'on redescend dans l'entre-deux. Soudain la voiture s'arrête; une des roues de derrière est enrayée par le sable.

Il faut mettre pied à terre et se servir de ses jambes. Nous voici donc sous la pluie, fouettés par un vent furieux, levant à chaque pas une énorme botte de glaise qui englue nos chaussures, appesantit notre marche jusqu'à la rendre exténuante, plongeant parfois en des fondrières de boue, essoufflés, maudissant le sud glacial, et faisant vers la cité sacrée un pèlerinage qui nous vaudra peut-être quelque indulgence après ce monde, si, par hasard, le Dieu du Prophète est le vrai.

On sait que, pour les croyans, sept pèlerinages à Kairouan valent un pèlerinage à La Mecque.

Après un kilomètre ou deux de ce piétinement épuisant, j'entrevois dans la brume, au loin, devant moi, une tour mince et pointue, à peine visible, à peine plus teintée que le brouillard, et dont le sommet se perd dans la nuée. C'est une apparition vague et saisissante qui se précise peu à peu, prend une forme plus nette et devient un grand minaret debout dans le ciel sans qu'on voie rien autre chose, rien autour, rien au-dessous: ni la ville, ni les murs, ni les coupoles des mosquées. La pluie nous fouette la figure, et nous allons lentement vers ce phare grisâtre dressé devant nous comme une tour-fantôme qui va tout à l'heure s'effacer, rentrer dans la nappe de brume où elle vient de surgir.

Puis, sur la droite, s'estompe un monument chargé de dômes : c'est la mosquée dite du Barbier, et enfin apparaît la ville, une masse indistincte, indécise, derrière le rideau de pluie ; et le minaret semble moins grand que tout à l'heure, comme s'il venait de s'enfoncer dans les murs après s'être élevé jusqu'au firmament pour nous guider vers la cité.

Oh ! la triste cité perdue en ce désert, en cette solitude aride et désolée ! Par les rues étroites et tortueuses, les Arabes, à l'abri dans les échoppes des vendeurs, nous regardent passer ; et, quand nous rencontrons une femme, ce spectre noir entre ces murs jaunissant par l'averse semble la mort qui se promène.

L'hospitalité nous est offerte par le gouverneur tunisien de Kairouan, Si-Mohammed-el-Marabout, général du bey, très noble et très pieux musulman ayant accompli trois fois déjà le pèlerinage de La Mecque. Il nous conduit, avec une politesse empressée et grave, vers les chambres destinées aux étrangers, où nous trouvons de grands divans et d'admirables couvertures arabes dans lesquelles on se roule pour dormir. Pour nous faire honneur, un de ses fils nous apporte, de ses propres mains, tous les objets dont nous avons besoin.

Nous dinons, ce soir même, chez le contrôleur civil et consul français, où nous trouvons un accueil charmant et gai qui nous réchauffe et nous console de notre triste arrivée.

15 décembre.

Le jour ne paraît pas encore quand un de mes compagnons me réveille. Nous avons projeté de prendre un bain maure dès la première heure, avant de visiter la ville.

On circule déjà par les rues, car les Orientaux se lèvent avant le soleil, et nous apercevons entre les maisons un beau ciel propre et pâle plein de promesses de chaleur et de lumière.

On suit des ruelles, encore des ruelles, on passe le puits où le chameau, emprisonné dans la coupole, tourne sans fin pour monter l'eau, et on pénètre dans une maison sombre, aux murs épais, où l'on ne voit rien d'abord, et dont l'atmosphère humide et chaude suffoque un peu dès l'entrée.

Puis on aperçoit des Arabes qui sommeillent sur des nattes ; et le propriétaire du lieu, après nous avoir fait dévêtir, nous introduit dans les étuves, sortes de cachots noirs et voûtés où le jour naissant tombe du sommet par une vitre étroite, et dont le sol est couvert d'une eau gluante dans laquelle on ne peut marcher sans risquer, à chaque pas, de glisser et de tomber.

Or, après toutes les opérations du massage, quand nous reve-

nous au grand air, une ivresse de joie nous étourdit, car le soleil levé illumine les rues et nous montre, blanche comme toutes les villes arabes, mais plus sauvage, plus durement caractérisée, plus marquée de fanatisme, saisissante de pauvreté visible, de noblesse misérable et hautaine, Kairouan la sainte.

Les habitants viennent de passer par une horrible disette, et on reconnaît bien partout cet air de famine qui semble répandu sur les maisons mêmes. On vend, comme dans les bourgades du centre africain, toutes sortes d'humbles choses en des boutiques grandes comme des boîtes, où les marchands sont accroupis à la turque. Voici des dattes de Gafsa ou de Souf, agglomérées en gros paquets de pâte visqueuse, dont le vendeur, assis sur la même planche, détache des fragmens avec ses doigts. Voici des légumes, des piments, des pâtes, et, dans les souks, longs bazars tortueux et voûtés, des étoffes, des tapis, de la sellerie ornementée de broderies d'or et d'argent, et une inimaginable quantité de savetiers qui fabriquent des babouches de cuir jaune. Jusqu'à l'occupation française, les Juifs n'avaient pu s'établir en cette ville impénétrable. Aujourd'hui ils y pullulent et la rongent. Ils détiennent déjà les bijoux des femmes et les titres de propriété d'une partie des maisons, sur lesquelles ils ont prêté de l'argent, et dont ils deviennent vite possesseurs, par suite du système de renouvellement et de multiplication de la dette qu'ils pratiquent avec une adresse et une rapacité infatigables.

Nous allons vers la mosquée Djama-Kebir ou de Sidi-Okba, dont le haut minaret domine la ville et le désert qui l'isole du monde. Elle nous apparaît soudain, au détour d'une rue. C'est un immense et pesant bâtiment soutenu par d'énormes contreforts, une masse blanche, lourde, imposante, belle d'une beauté inexplicable et sauvage. En y pénétrant apparaît d'abord une cour magnifique enfermée par un double cloître que supportent deux lignes élégantes de colonnes romaines et romanes. On se croirait dans l'intérieur d'un beau monastère d'Italie.

La mosquée proprement dite est à droite, prenant jour sur cette cour par dix-sept portes à double battant, que nous faisons ouvrir toutes grandes avant d'entrer.

Je ne connais par le monde que trois édifices religieux qui m'aient donné l'émotion inattendue et foudroyante de ce sauvage et surprenant monument : le Mont-Saint-Michel, Saint-Marc de Venise, et la chapelle Palatine, à Palerme.

Ceux-là sont les œuvres raisonnées, étudiées, admirables, de grands architectes sûrs de leurs effets, pieux sans doute, mais artistes avant tout, qu'inspire l'amour des lignes, des formes et de

la beauté décorative, autant et plus que l'amour de Dieu. Ici c'est autre chose. Un peuple fanatique, errant, à peine capable de construire des murs, venu sur une terre couverte de ruines laissées par ses prédécesseurs, y ramassa partout ce qui lui parut le plus beau, et, à son tour, avec ces débris de même style et de même ordre, éleva, mû par une inspiration sublime, une demeure à son Dieu, une demeure faite de morceaux arrachés aux villes croulantes, mais aussi parfaite et aussi magnifique que les plus pures conceptions des plus grands tailleurs de pierres.

Devant nous apparaît un temple démesuré, qui a l'air d'une forêt sacrée, car cent quatre-vingt colonnes d'onyx, de porphyre et de marbre supportent les voûtes de dix-sept nefs correspondant aux dix-sept portes.

Le regard s'arrête, se perd dans cet emmêlement profond de minces piliers ronds d'une élégance irréprochable, dont toutes les nuances se mêlent et s'harmonisent, et dont les chapiteaux byzantins, de l'école africaine et de l'école orientale, sont d'un travail rare et d'une diversité infinie. Quelques-uns m'ont paru d'une beauté parfaite. Le plus original peut-être représente un palmier tordu par le vent.

A mesure que j'avance en cette demeure divine, toutes les colonnes semblent se déplacer, tourner autour de moi et former des figures variées d'une régularité changeante.

Dans nos cathédrales gothiques, le grand effet est obtenu par la disproportion voulue de l'élévation avec la largeur. Ici, au contraire, l'harmonie unique de ce temple bas vient de la proportion et du nombre de ces fûts légers qui portent l'édifice, l'emplissent, le peuplent, le font ce qu'il est, créent sa grâce et sa grandeur. Leur multitude colorée donne à l'œil l'impression de l'illimité, tandis que l'étendue peu élevée de l'édifice donne à l'âme une sensation de pesanteur. Cela est vaste comme un monde, et on y est écrasé sous la puissance d'un Dieu.

Le Dieu qui a inspiré cette œuvre d'art superbe est bien celui qui dicta le Coran, non point celui des Évangiles. Sa morale ingénieuse s'étend plus qu'elle ne s'élève, nous étonne par sa propagation plus qu'elle ne nous frappe par sa hauteur.

Partout on rencontre de remarquables détails. La chambre du sultan, qui entrait par une porte réservée, est faite de murailles en bois ouvragées comme par des ciseleurs. La chaire aussi, en panneaux curieusement fouillés, donne un effet très heureux, et la mihrab qui indique La Mecque est une admirable niche de marbre sculpté, peint et doré, d'une décoration et d'un style exquis.

A côté de cette mihrab, deux colonnes voisines laissent à peine

entre elles la place de glisser un corps humain. Les Arabes qui peuvent y passer sont guéris des rhumatismes d'après les uns. D'après les autres, ils obtiendraient certaines faveurs plus idéales.

En face de la porte centrale de la mosquée, la neuvième à droite comme à gauche, se dresse, de l'autre côté de la cour, le minaret. Il a cent vingt-neuf marches. Nous les montons.

De là-haut, Kairouan, à nos pieds, semble un damier de terrasses de plâtre, d'où jaillissent de tous côtés les grosses coupes éblouissantes des mosquées et des koubbas. Tout autour, à perte de vue, un désert jaune, illimité, tandis que près des murs apparaissent çà et là les plaques vertes des champs de cactus. Cet horizon est infiniment vide et triste, et plus poignant que le Sahara lui-même.

Kairouan, paraît-il, était beaucoup plus grande. On cite encore les noms des quartiers disparus.

Ce sont : Drâa-el-Temmar, colline des marchands de dattes ; Drâa-el-Ouiba, colline des mesureurs de blé ; Drâa-el-Kerrouïa, colline des marchands d'épices ; Drâa-el-Gatrania, colline des marchands de goudron ; Derb-es-Mesmar, le quartier des marchands de clous.

Isolée, hors la ville, distante à peine de 1 kilomètre, la zaouïa, ou plutôt la mosquée de Sidi-Sahab (le barbier du Prophète), attire de loin le regard ; nous nous mettons en marche vers elle.

Toute différente de Djama-Kebir, dont nous sortons, celle-ci, nullement imposante, est bien la plus gracieuse, la plus colorée, la plus coquette des mosquées, et le plus parfait échantillon de l'art décoratif arabe que j'aie vu.

Un escalier de faïences antiques, d'un dessin délicieux, une petite salle d'entrée pavée et lambrissée de faïences pareilles, une longue cour étroite entourée d'un cloître aux arcs en fers à cheval retombant sur des colonnes romaines et donnant, quand on y entre par un jour de soleil, l'éblouissement de la lumière coulant en nappe dorée sur d'autres faïences admirables dont tous les murs sont couverts, enfin une vaste cour carrée et cloîtrée encore, éclatante aussi de faïences superbes, d'un style différent, d'une diversité incroyable et décorée au-dessus d'arabesques délicates, conduisent dans le sanctuaire qui contient le tombeau de Sidi-Sahab, compagnon et barbier du Prophète, dont il garda trois poils de barbe sur sa poitrine jusqu'à sa mort.

Ce sanctuaire, orné de dessins réguliers en marbre blanc et noir où s'enroulent des inscriptions, plein de tapis épais et de drapaux, m'a paru moins beau et moins imprévu que les deux cours inoubliables par où l'on y parvient.

En sortant, nous traversons une troisième cour peuplée de jeunes gens. C'est une sorte de séminaire musulman, une école de fanatiques.

Toutes ces zaouïas dont le sol de l'Islam est couvert sont pour ainsi dire les œufs des innombrables ordres et confréries entre lesquels se partagent les dévotions particulières des croyans.

Les principales de Kairouan (je ne parle pas des mosquées qui appartiennent à Dieu seul) sont : zaouïa de Si-Mohammed-Elouani ; zaouïa de Sidi-Abd-el-Kader-ed-Djilani, le plus grand saint de l'Islam et le plus vénéré ; zaouïa et-Tidjani ; zaouïa de Si-Hadid-el-Khrangani ; zaouïa de Sidi-Mohammed-ben-Aïssa de Meknès, qui contient des tambourins, des derboukas, sabres, pointes de fer et autres instrumens indispensables aux cérémonies sauvages des Aïssaoua.

Ces innombrables ordres et confréries de l'Islam, qui rappellent par beaucoup de points nos ordres catholiques, et qui, placés sous l'invocation d'un marabout vénéré, se rattachent au Prophète par une chaîne de pieux docteurs que les Arabes nomment « Selselat, » ont pris, depuis le commencement du siècle surtout, une extension considérable et sont le plus redoutable rempart de la religion mahométane contre la civilisation et la domination européennes.

Sous ce titre : *Marabouts et Khouan*, M. le commandant Rinn les a énumérés et analysés d'une façon aussi complète que possible.

Je trouve en ce livre quelques textes des plus curieux sur les doctrines et pratiques de ces confédérations.

Chacune d'elles affirme avoir conservé intacte l'obéissance aux cinq commandemens du Prophète et tenir de lui la seule voie pour atteindre l'union avec Dieu, qui est le but de tous les efforts religieux des musulmans.

Malgré cette prétention à l'orthodoxie absolue et à la pureté de la doctrine, tous ces ordres et confréries ont des usages, des enseignemens et des tendances fort divergens.

Les uns forment de puissantes associations pieuses, dirigées par de savans théologistes de vie austère, hommes vraiment supérieurs, aussi instruits théoriquement que redoutables diplomates dans leurs relations avec nous, et qui gouvernent avec une rare habileté ces écoles de science sacrée, de morale élevée et de combat contre l'Européen. Les autres forment de bizarres assemblages de fanatiques ou de charlatans, ont l'air de troupes de bateleurs religieux, tantôt exaltés convaincus, tantôt purs saltimbanques exploitant la bêtise et la foi des hommes.

Comme je l'ai dit, le but unique des efforts de tout bon musul-



man est l'union intime avec Dieu. Divers procédés mystiques conduisent à cet état parfait, et chaque confédération possède sa méthode d'entraînement. En général, cette méthode mène le simple adepte à un état d'abrutissement absolu, qui en fait un instrument aveugle et docile aux mains du chef.

Chaque ordre a à sa tête un cheik, maître de l'ordre. « Tu seras entre les mains de ton cheik comme le cadavre entre les mains du laveur des morts. Obéis-lui en tout ce qu'il a ordonné, car c'est Dieu même qui commande par sa voix. Lui désobéir, c'est encourir la colère de Dieu. N'oublie pas que tu es son esclave et que tu ne dois rien faire sans son ordre.

« Le cheik est l'homme chéri de Dieu ; il est supérieur à toutes les autres créatures et prend rang après les prophètes. Ne vois donc que lui, lui partout. Bannis de ton cœur toute autre pensée que celle qui aurait Dieu ou le cheik pour objet. »

Au-dessous de ce personnage sacré sont les *moqaddem*, vicaires du cheik, propagateurs de la doctrine.

Enfin, les simples initiés à l'ordre s'appellent les *khouan*, les frères.

Chaque confrérie, pour atteindre à l'état d'hallucination où l'homme se confond avec Dieu, a donc son oraison spéciale, ou plutôt sa gymnastique d'abrutissement. Cela se nomme le *dirkr*.

C'est presque toujours une invocation très courte ou plutôt l'énoncé d'un mot ou d'une phrase qui doit être répété un nombre infini de fois.

Les adeptes prononcent, avec des mouvemens réguliers de la tête et du cou, deux cents, cinq cents, mille fois de suite, soit le mot Dieu, soit la formule qui revient en toutes leurs prières : « Il n'y a de divinité que Dieu, » en y ajoutant quelques versets dont l'ordre est le signe de reconnaissance de la confrérie.

Le néophyte, au moment de son initiation, s'appelle *talamid*, puis après l'initiation il devient *mourid*, puis *faqir*, puis *soufi*, puis *salek*, puis *medjedoub* (le ravi, l'halluciné). C'est à ce moment que se déclare chez lui l'inspiration ou la folie, l'esprit se séparant de la matière et obéissant à la poussée d'une sorte d'hystérie mystique. L'homme, dès lors, n'appartient plus à la vie physique. La vie spirituelle seule existe pour lui, et il n'a plus besoin d'observer les pratiques du culte.

Au-dessus de cet état, il n'y a plus que celui de *touhid*, qui est la suprême béatitude, l'identification avec Dieu.

L'extase aussi a ses degrés, qui sont très curieusement décrits par Cheik-Snoussi, affilié à l'ordre des Khelouatya, visionnaires-interprètes des songes. On remarquera les rapprochemens étranges qu'on peut faire entre ces mystiques et les mystiques chrétiens.

Voici ce qu'écrivait Cheik-Snoussi : « ... L'adepte jouit ensuite de la manifestation d'autres lumières qui sont pour lui le plus parfait des talismans.

« Le nombre de ces lumières est de soixante-dix mille ; il se subdivise en plusieurs séries, et compose les *sept degrés* par lesquels on parvient à l'état parfait de l'âme. Le premier de ces degrés est l'humanité. On y aperçoit dix mille lumières, perceptibles seulement pour ceux qui peuvent y arriver : leur couleur est terne. Elles s'entremêlent les unes dans les autres... Pour atteindre le second, il faut que le cœur se soit sanctifié. Alors on découvre dix mille autres lumières inhérentes à ce second degré, qui est celui de *l'extase passionnée* ; leur couleur est bleu clair... On arrive au troisième degré, qui est *l'extase du cœur*. Là on voit l'enfer et ses attributs, ainsi que dix mille autres lumières dont la couleur est aussi rouge que celle produite par une flamme pure... Ce point est celui qui permet de voir les génies et tous leurs attributs, car le cœur peut jouir de sept états spirituels accessibles seulement à certains affiliés.

« S'élevant ensuite à un autre degré, on voit dix mille lumières nouvelles, inhérentes à l'état d'extase de l'âme immatérielle. Ces lumières sont d'une couleur jaune très accentuée. On y aperçoit les âmes des prophètes et des saints.

« Le cinquième degré est celui de l'extase mystérieuse. On y contemple les anges et dix mille autres lumières d'un blanc éclatant.

« Le sixième est celui de l'extase d'obsession. On y jouit aussi de dix mille autres lumières dont la couleur est celle des miroirs limpides. Parvenu à ce point, on ressent un délicieux ravissement d'esprit qui a pris le nom d'*el-Khadir* et qui est le principe de la vie spirituelle. Alors seulement on voit notre prophète Mohammed.

« Enfin on arrive aux dix mille dernières lumières cachées en atteignant ce septième degré, qui est la béatitude. Ces lumières sont vertes et blanches ; mais elles subissent des transformations successives : ainsi elles passent par la couleur des pierres précieuses pour prendre ensuite une teinte claire, puis enfin acquièrent une autre teinte qui n'a pas de similitude avec une autre, qui est sans ressemblance, qui n'existe nulle part, mais qui est répandue par tout l'univers... Parvenu à cet état, les attributs de Dieu se dévoilent... Il ne semble plus alors qu'on appartienne à ce monde. Les choses terrestres disparaissent pour vous. »

Ne voilà-t-il pas les sept châteaux du ciel de sainte Thérèse et les sept couleurs correspondant aux sept degrés de l'extase ? Pour atteindre cet affolement, voici le procédé spécial employé par les Khelouatyat :

« On s'assoit les jambes croisées et on répète pendant un certain temps : « Il n'y a de dieu qu'Allah, » en portant la bouche alternativement de dessus l'épaule droite au-devant du cœur, sous le sein gauche. Ensuite on récite l'invocation qui consiste à articuler les noms de Dieu, qui impliquent l'idée de sa grandeur et de sa puissance, en ne citant que les dix suivans, dans l'ordre où ils se trouvent placés : Lui, Juste, Vivant, Irrésistible, Donneur par excellence, Pourvoyeur par excellence, Celui qui ouvre à la vérité les cœurs des hommes endurcis, Unique, Éternel, Immuable. »

Les adeptes, à la suite de chacune des invocations, doivent réciter cent fois de suite ou même plus certaines oraisons.

Ils se forment en cercle pour faire leurs prières particulières. Celui qui les récite, en disant *Lui*, avance la tête au milieu du rond en l'obliquant à droite, puis il la reporte en arrière, du côté gauche, vers la partie extérieure. Un seul d'entre eux commence à dire le mot *Lui*, après quoi tous les autres en chœur, en faisant aller la tête à droite, puis à gauche.

Comparons ces pratiques avec celles des Qadrya : « S'étant assis, les jambes croisées, ils touchent l'extrémité du pied droit, puis l'artère principale nommée *el-Kias* qui contourne les entrailles ; ils placent la main ouverte, les doigts écartés, sur le genou, portent la face vers l'épaule droite en disant *ha*, puis vers l'épaule gauche en disant *hou*, puis la baissent en disant *hi*, puis recommencent. Il importe, et cela est indispensable, que celui qui les prononce s'arrête sur le premier de ces noms aussi longtemps que son haleine le lui permet ; puis, quand il s'est purifié, il appuie de la même manière sur le nom de Dieu, tant que son âme peut être sujette au reproche ; ensuite il articule le nom *hou* quand la personne est disposée à l'obéissance ; enfin lorsque l'âme a atteint le degré de perfection désirable, il peut dire le dernier nom *hi*. »

Ces prières, qui doivent amener l'anéantissement de l'individualité de l'homme, absorbé dans l'essence de Dieu (c'est-à-dire l'état à la suite duquel on arrive à la contemplation de Dieu en ses attributs), s'appellent *ouerd-debered*.

Mais parmi toutes les confréries algériennes, c'est assurément celle des Aïssaoua qui attire le plus violemment la curiosité des étrangers.

On sait les pratiques épouvantables de ces jongleurs hystériques qui, après s'être entraînés à l'extase en formant une sorte de chaîne magnétique et en récitant leurs prières, mangent les feuilles épineuses des cactus, des clous, du verre pilé, des scorpions, des serpents. Souvent ces fous dévorent avec des convulsions affreuses un mouton vivant, laine, peau, chair sanglante et ne laissent à terre

que quelques os. Ils s'enfoncent des pointes de fer dans les joues ou dans le ventre; et on trouve après leur mort, quand on fait leur autopsie, des objets de toute nature entrés dans les parois de l'estomac.

Eh bien! on rencontre dans les textes des Aïssaouas les plus poétiques prières et les plus poétiques enseignemens de toutes les confréries islamiques.

Je cite d'après M. le commandant Rinn quelques phrases seulement :

« Le prophète dit un jour à Abou-Dirr-el-R'ifari : « O Abou-Dirr, le rire des pauvres est une adoration; leurs jeux, la proclamation de la louange de Dieu; leur sommeil, l'aumône. »

Le cheik a encore dit :

« Prier et jeûner dans la solitude et n'avoir aucune compassion dans le cœur, cela s'appelle, dans la bonne voie, de l'hypocrisie.

« L'amour est le degré le plus complet de la perfection. Celui qui n'aime pas n'est arrivé à rien dans la perfection. Il y a quatre sortes d'amour : l'amour par l'intelligence, l'amour par le cœur, l'amour par l'âme, l'amour mystérieux... »

Qui donc a jamais défini l'amour d'une manière plus complète, plus subtile et plus belle ?

On pourrait multiplier à l'infini les citations.

Mais, à côté de ces ordres mystiques qui appartiennent aux grands rites orthodoxes musulmans, existe une secte dissidente, celle des Ibadites ou Beni-Mزاب, qui présente des particularités fort curieuses.

Les Beni-Mزاب habitent, au sud de nos possessions algériennes, dans la partie la plus aride du Sahara, un petit pays, le Mزاب, qu'ils ont rendu fertile par de prodigieux efforts.

On retrouve avec stupéfaction, dans la petite république de ces puritains de l'Islam, les principes gouvernementaux de la commune socialiste, en même temps que l'organisation de l'église presbytérienne en Écosse. Leur morale est dure, intolérante, inflexible; ils ont l'horreur de l'effusion du sang et ne l'admettent que pour la défense de la foi. La moitié des actes de la vie, le contact accidentel ou volontaire de la main d'une femme, d'un objet humide, sale ou défendu, sont des fautes graves qui réclament des ablutions particulières et prolongées.

Le célibat, qui pousse à la débauche, la colère, les chants, la musique, le jeu, la danse, toutes les formes du luxe, le tabac, le café pris dans un établissement public, sont des péchés qui peuvent faire encourir, si on y persévère, une redoutable excommunication appelée la *tebrîa*.

Contrairement à la doctrine de la plupart des congréganistes musulmans, qui déclarent les pratiques pieuses, les oraisons et l'exaltation mystique suffisantes pour sauver le fidèle, quels que soient ses actes, les Ibadites n'admettent le salut éternel de l'homme que par la pureté de sa vie. Ils poussent à l'excès l'observation des prescriptions du Coran, traitent en hérétiques les derviches et les fakirs, ne croient pas valable auprès de Dieu, maître souverainement juste et inflexible, l'intervention des prophètes ou saints, dont cependant ils vénèrent la mémoire. Ils nient les inspirés et les illuminés, et ne reconnaissent pas même à l'iman le droit d'amnistier son semblable, car Dieu seul peut être juge de l'importance des fautes et de la valeur du repentir.

Les Ibadites sont d'ailleurs des schismatiques, qui appartiennent au plus ancien des schismes de l'Islam, et descendent des assassins d'Ali, gendre du Prophète.

Mais les ordres qui comptent en Tunisie le plus d'adhérens semblent être en première ligne, avec les Aïssaoua, ceux des Tidjanya et des Qadrya, ce dernier fondé par Abd-el-Kader-el-Djinani, le plus saint homme de l'Islam après Mohammed.

Les zaouïas de ces deux marabouts, que nous visitons après celle du Barbier, sont loin d'atteindre l'élégance et la beauté des deux monumens que nous avons vus d'abord.

16 décembre.

La sortie de Kairouan vers Sousse augmente encore l'impression de tristesse de la ville sainte.

Après de longs cimetières, vastes champs de pierres, voici des collines d'ordures faites des détrituts de la ville, accumulés depuis des siècles; puis recommence la plaine marécageuse, où on marche souvent sur des carapaces de petites tortues, puis toujours la lande où pâturent des chameaux. Derrière nous la ville, les dômes, les mosquées, les minarets se dressent dans cette solitude morne, comme un mirage du désert, puis peu à peu s'éloignent et disparaissent.

Après plusieurs heures de marche, la première halte a lieu près d'une koubba, dans un massif d'oliviers. Nous sommes à Sidi-L'Hanni, et je n'ai jamais vu le soleil faire d'une coupole blanche une plus étonnante merveille de couleur. Est-elle blanche? — Oui, — blanche à aveugler! et pourtant la lumière se décompose si étrangement sur ce gros œuf, qu'on y distingue une féerie de nuances mystérieuses, qui semblent évoquées plutôt qu'apparues, illusoire plus que réelles, et si fines, si délicates, si noyées dans ce blanc

de neige qu'elles ne s'y montrent pas tout de suite, mais après l'éblouissement et la surprise du premier regard. Alors on n'aperçoit plus qu'elles, si nombreuses, si diverses, si puissantes et presque invisibles pourtant ! Plus on regarde, plus elles s'accroissent. Des ondes d'or coulent sur ces contours, secrètement éteintes dans un bain lilas, léger comme une buée, que traversent par places des traînées bleuâtres. L'ombre immobile d'une branche est peut-être grise, peut-être verte, peut-être jaune ? je ne sais pas. Sous l'abri de la corniche, le mur, plus bas, me semble violet : et je devine que l'air est mauve autour de ce dôme aveuglant qui me parait à présent presque rose, oui, presque rose, quand on le contemple trop, quand la fatigue de son rayonnement mêle tous ces tons si fins et si clairs qu'ils affolent les yeux. Et l'ombre, l'ombre de cette koubba sur ce sol, de quelle nuance est-elle ? Qui pourra le savoir, le montrer, le peindre ? Pendant combien d'années faudra-t-il tremper nos yeux et notre pensée dans ces colorations insaisissables, si nouvelles pour nos organes instruits à voir l'atmosphère de l'Europe, ses effets et ses reflets, avant de comprendre celles-ci, de les distinguer et de les exprimer jusqu'à donner à ceux qui regarderont les toiles où elles seront fixées par un pinceau d'artiste la complète émotion de la vérité ?

Nous entrons à présent dans une région moins nue, où l'olivier pousse. A Moureddin, auprès d'un puits, une superbe fille rit et montre ses dents en nous voyant passer, et, un peu plus loin, nous devançons un élégant bourgeois de Sousse qui rentre à la ville, monté sur son âne et suivi de son nègre qui porte son fusil. Il vient sans doute de visiter son champ d'oliviers ou sa vigne ! Dans le chemin encaissé entre les arbres, c'est un tableautin charmant. L'homme est jeune, vêtu d'une veste verte et d'un gilet rose en partie cachés sous un burnous de soie drapant les reins et les épaules. Assis comme une femme sur son âne qui trotte, il lui tambourine le flanc de ces deux jambes moulées sous des bas d'une blancheur parfaite, tandis qu'il retient fixés à ses pieds, on ne sait comment, deux brodequins vernis qui n'adhèrent point à ses talons.

Et le petit nègre, habillé tout de rouge, court, son fusil sur l'épaule, avec une belle souplesse sauvage, derrière l'âne de son maître.

Voici Sousse.

Mais, je l'ai vue, cette ville ! Oui, oui, j'ai eu cette vision lumineuse autrefois, dans ma toute jeune vie, au collège, quand j'apprenais les croisades dans l'Histoire de France de Burette. Oh ! je la connais depuis si longtemps ! Elle est pleine de Sarrazins, der-



rière ce long rempart crénelé, si haut, si mince, avec ses tours de loin en loin, ses portes rondes, et les hommes à turban qui rôdent à son pied. Oh ! cette muraille, c'est bien celle dessinée dans le livre à images, si régulière et si propre qu'on la dirait en carton découpé. Que c'est joli, clair et grisant ! Rien que pour voir Sousse, on devrait faire ce long voyage. Dieu ! l'amour de muraille qu'il faut suivre jusqu'à la mer, car les voitures ne peuvent entrer dans les rues étroites et capricieuses de cette cité des temps passés. Elle va toujours, la muraille, elle va jusqu'au rivage, pareille et crénelée, armée de ses tours carrées, puis elle fait une courbe, suit la rive, tourne encore, remonte et continue sa ronde, sans modifier une fois, pendant quelques mètres seulement, son coquet aspect de rempart sarrazin. Et sans finir elle recommence, à la façon d'un chapelot dont chaque grain est un créneau et chaque dizaine une tourelle, enfermant dans son cercle éblouissant, comme dans une couronne de papier blanc, la ville serrée dans son étreinte et qui étage ses maisons de plâtre entre le mur du bas, baigné dans le flot, et le mur du haut, profilé sur le ciel.

Après avoir parcouru la cité, entremêlement de ruelles étonnantes, comme il nous reste une heure de jour, nous allons visiter, à dix minutes des portes, les fouilles que font les officiers sur l'emplacement de la nécropole d'Hadrumète. On y a découvert de vastes caveaux contenant jusqu'à vingt sépultures et gardant des traces de peintures murales. Ces recherches sont dues aux officiers, qui deviennent, en ces pays, des archéologues acharnés, et qui rendraient à cette science de très grands services si l'administration des beaux-arts n'arrêtait leur zèle par des mesures vexatoires.

En 1860, on a mis au jour, en cette même nécropole, une très curieuse mosaïque représentant le labyrinthe de Crète, avec le minotaure au centre, et près de l'entrée une barque amenant Thésée, Ariane et son fil. Le bey voulut faire apporter à son musée cette pièce remarquable, qui fut totalement détruite en route. On a bien voulu m'en offrir une photographie faite sur un croquis de M. Larmande, dessinateur des ponts et chaussées. Il n'en existe que quatre, exécutées tout récemment. Je ne crois pas qu'une d'elles ait encore été reproduite.

Nous revenons à Sousse au soleil couchant, pour dîner chez le contrôleur civil de France, un des hommes les mieux renseignés et les plus intéressants à écouter parler des mœurs et des coutumes de ce pays.

De son habitation on domine la ville entière, cette cascade de toits carrés, vernis de chaux, où courent des chats noirs et où se dresse parfois le fantôme d'un être drapé en des étoffes pâles ou

colorées. De place en place, un grand palmier passe la tête entre les maisons et étale le bouquet vert de ses branches au-dessus de leur blancheur unie.

Puis quand la lune se fut levée, cela devint une écume d'argent roulant à la mer, un rêve prodigieux de poète réalisé, l'apparition invraisemblable d'une cité fantastique d'où montait une lueur au ciel.

Puis nous avons erré fort longtemps par les rues. La baie d'un café maure nous tente. Nous entrons. Il est plein d'hommes assis ou accroupis, soit par terre, soit sur les planches garnies de nattes, autour d'un conteur arabe. C'est un vieux, gras, à l'œil malin, qui parle avec une mimique si drôle qu'elle suffirait à amuser. Il raconte une farce, l'histoire d'un imposteur qui voulut se faire passer pour marabout, mais que l'imam a dévoilé. Ses naïfs auditeurs sont ravis et suivent le récit avec une attention ardente, qu'interrompent seuls des éclats de rire. Puis nous nous remettons à marcher, ne pouvant par cette nuit éblouissante nous décider au sommeil.

Et voilà qu'en une rue étroite je m'arrête devant une belle maison orientale dont la porte ouverte montre un grand escalier droit, tout décoré de faïences et éclairé, du haut en bas, par une lumière invisible, une cendre, une poussière de clarté tombée on ne sait d'où. Sous cette lueur inexprimable, chaque marche émaillée attend un pied d'amoureux. Jamais je n'ai mieux deviné, vu, compris, senti l'attente que devant cette porte ouverte et cet escalier vide où veille une lampe inaperçue. Au dehors, sur le mur éclairé par la lune, est suspendu un de ces grands balcons fermés qu'ils appellent une *barmakli*. Deux ouvertures sombres au milieu, derrière les riches ferrures contournées des moucharabis. Est-elle là-dedans qui veille, qui écoute et nous déteste, la Juliette arabe dont le cœur frémit? Oui, peut-être? Mais son désir tout sensuel n'est point de ceux qui, dans nos pays à nous, monteraient aux étoiles par des nuits pareilles. Sur cette terre amollissante et tiède, si captivante que la légende des Lotophages y est née dans l'île de Djerba, l'air est plus savoureux que partout, le soleil plus chaud, le jour plus clair, mais le cœur ne sait pas aimer. Les femmes, belles et ardentes, sont ignorantes de nos tendresses. Leur âme simple reste étrangère aux émotions sentimentales, et leurs baisers, dit-on, n'enfantent point le rêve.

GUY DE MAUPASSANT.

---

LA

# PHILOSOPHIE DE LAMENNAIS

---

## I.

LAMENNAIS THÉOLOGIE ET THÉOCRATE.

---

La publication récente des lettres de Lamennais au baron de Vitrolles (1) a été pour nous une occasion de revenir à l'étude de ce grand et singulier personnage, qui, après avoir fait tant de bruit pendant sa vie, a été si négligé et si oublié depuis sa mort, sort commun aux grands agitateurs, aux polémistes, aux écrivains de combat. La bataille finie, ou remplacée par d'autres batailles, on abandonne les combattants à leur gloire et à l'oubli. Mais, quoique ses livres aient vieilli, Lamennais ne sera jamais complètement oublié, car il est un des plus curieux sujets d'étude que la psychologie puisse se proposer. Aucun homme n'a présenté sous une forme plus aiguë et plus dramatique le spectacle étrange d'un complet renversement d'idées, d'une renonciation absolue à un système, et de la conversion également absolue à un système contraire. Ordinairement ce genre de conversion se fait de l'incrédulité

(1) *Correspondance de Lamennais*, 3<sup>e</sup> volume. Ce volume, publié par les soins de M. Eugène Forgues, fait suite aux deux autres volumes de *Correspondance* publiés déjà par son père, M. Émile Forgues, d'après les indications et sur les prescriptions de Lamennais lui-même.

à la religion. Saint Augustin en est un des plus mémorables exemples. Ici, il s'agit au contraire de la conversion inverse, de la religion à la libre pensée, de la doctrine autoritaire à la doctrine libérale et même révolutionnaire, et cela non dans la jeunesse, à l'époque où l'imagination, molle encore, se prête à tous les moules, mais dans la pleine maturité, après un rôle éclatant et comme une mission d'en haut dans le camp abandonné. C'est cette grande crise qui fait de Lamennais un personnage unique dans notre siècle.

D'autres que lui, sans doute, ont passé aussi de la cause de l'autorité à celle de la révolution : Lamartine, Victor Hugo, Chateaubriand lui-même, malgré sa fidélité d'office à la légitimité; mais aucun d'eux n'était prêtre, apôtre, prophète; aucun n'avait pris parti avec tant de violence et d'exagération en faveur des doctrines du passé. C'est pourquoi la vie de Lamennais est un drame dans lequel se concentre tout un siècle. Personne, dans ce siècle, parmi ceux qui ont vécu de la vie de la pensée, n'a échappé au trouble d'une situation semblable. Qui n'a été tantôt séduit par le prestige d'un passé traditionnel plein de grandeur et de majesté, tantôt entraîné par l'impulsion enivrante d'une foi nouvelle et d'une liberté illimitée? Mais ces luttes, d'ordinaire, n'atteignent guère que la superficie de l'âme. La plupart s'en tirent en faisant des concessions aux deux systèmes, tantôt à la tradition, tantôt à la révolution : on passe d'un côté, ou de l'autre, selon les circonstances, et lorsqu'on se trouve en présence des exagérés de l'un ou l'autre parti. Suivant le mot spirituel du poète, « on déjeune avec les classiques, on dîne avec les romantiques; » et d'ailleurs ce n'est pour la plupart que la moindre partie de la vie : on fait ses affaires, on soigne sa famille, on va aux eaux, sans être autrement troublé. Imaginez, au contraire, une âme violente et profonde qui n'ait pas d'autre intérêt dans la vie que l'intérêt des idées, pour qui le problème religieux, philosophique et politique est tout; supposez une âme d'apôtre, enivrée d'absolu, ayant en horreur toute espèce de transaction, et à qui la vérité a toujours apparu sous forme tranchée et extrême; supposez, dis-je, que cette âme soit atteinte par la crise que nous décrivons, que le vent du siècle soit venu tout à coup la toucher et l'ébranler, dès lors, au lieu de ces timides compositions qui satisfont le vulgaire, et aussi, — il faut le dire, — les sages, vous aurez une révolution totale, un renouvellement absolu, une violence aussi extrême dans le nouveau sens que dans le premier. De même que, dans les tragédies, l'intérêt, pour être dramatique, doit se concentrer dans une action unique; de même le combat du siècle entre le passé et l'avenir, pour apparaître dans toute sa grandeur, a dû se condenser dans une seule âme et en un moment unique. Tel est le haut et persistant intérêt que présente la vie de

Lamennais, et qui donne à tous ses écrits et aux phases diverses de sa philosophie un caractère si émouvant. On n'a rien à ajouter, comme peinture de la personne et du caractère, à ce qu'un grand écrivain a dit ici même (1) de Lamennais quelque temps après sa mort; mais l'on peut, par une histoire précise de ses idées, par l'analyse suivie de ses travaux, essayer de rendre claire la révolution surprenante qui a tant scandalisé les âmes. C'est surtout ce problème psychologique que, dans les pages suivantes, nous avons pris à tâche d'élucider.

## I.

On sait peu de chose de la vie de Lamennais pendant son enfance et sa jeunesse. Nous n'avons pas d'ailleurs pour but de faire ici l'histoire de sa vie : c'est l'homme intérieur que nous voulons étudier. À ce point de vue, nous recueillerons seulement dans cette première période, parmi les renseignemens incomplets qui nous sont donnés, soit par les parens de Lamennais, soit par ses propres lettres, deux faits qui nous paraissent jeter un grand jour sur l'histoire future de son âme et de sa pensée. Le premier, c'est que Lamennais a commencé, jeune encore, par l'incrédulité, et qu'il n'a fait sa première communion qu'à l'âge de vingt-deux ans. « Il était né raisonneur, dit son neveu, M. Blaize (2); quand on voulut lui faire faire sa première communion, les argumens hostiles qu'il avait lus lui revinrent en mémoire; il étonna grandement le prêtre chargé de le préparer à recevoir le sacrement. On discuta; on se fâcha; l'amour-propre était en jeu; il ne voulut pas se rendre : la première communion fut ajournée. Il passa sa première jeunesse, qui ne fut pas sans orage, dans cet état d'incertitude; mais le doute était trop antipathique à sa nature énergique... Courbant la raison sous le joug de la foi, il demanda à la religion la solution des problèmes qu'il n'avait pas trouvée dans la philosophie... Toutes ses affections se concentrèrent dans le sentiment religieux, et, foulant aux pieds le respect humain, il fit à vingt-deux ans (en 1804) sa première communion. » On regrette de n'avoir pas plus de détails sur une circonstance aussi remarquable. C'est là un fait si étrange, que, s'il n'était attesté par un membre de la famille, on serait tenté de le révoquer en doute. Qu'un enfant ait pu faire quelques objections qui aient retardé sa première communion, on le comprend. Mais que ces objections aient été assez fortes, la résistance assez tenace, pour que dans une famille chrétienne, en

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1857.

(2) *Œuvres inédites de Lamennais*, publiées par Blaize, 1844. Introduction, p. 21.

Bretagne, avec un frère prêtre, cet enfant ait pu résister à une obligation qui, d'ordinaire, s'impose à tous, qu'il ait pu obtenir de ne faire aucun acte chrétien avant l'âge d'homme, cela suppose une incrédulité bien profonde; et l'on éprouve quelque inquiétude pour une foi si tardive, qui était déjà elle-même le résultat d'une première conversion.

Un second fait, non moins grave, ou plutôt bien autrement grave, et qui nous est attesté cette fois non par un témoin, mais par Lamennais lui-même dans sa *Correspondance*, c'est qu'il a été entraîné en quelque sorte malgré lui à l'état ecclésiastique; qu'il a subi une pression, non matérielle (il avait trente-quatre ans), mais morale, à laquelle il n'a pas eu le courage de résister; une fois le sacrifice fait, il a jeté un cri de douleur dans une lettre désespérée, que nous possédons, et qui jette le plus triste jour sur la suite de son histoire. Voici ce qu'il écrivait, quelques jours après son ordination, à son frère, l'abbé Jean de Lamennais: « Quoique M. Carron (son directeur) m'ait plusieurs fois recommandé de me taire sur mes sentimens, je crois pouvoir et devoir m'expliquer avec toi une fois pour toutes. Je suis et ne peux qu'être désormais extraordinairement malheureux... Je n'entends faire de reproches à qui que ce soit; il y a des destins inévitables; mais, si j'avais été moins confiant ou moins faible, ma position serait bien différente. Enfin elle est ce qu'elle est; et tout ce qui me reste à faire est de m'arranger de mon mieux, et, s'il se peut, de m'endormir au pied du poteau où l'on a rivé ma chaîne, heureux si je puis obtenir qu'on ne vienne pas, sous mille prétextes fatigans, troubler mon sommeil (1). »

Ceux qui ont entraîné ainsi Lamennais à cette démarche violente (l'abbé Carron et l'abbé Jean de Lamennais) n'avaient pas pour excuse d'ignorer l'état de son âme; car voici ce qu'écrivait l'abbé Jean quelques jours après l'ordination de son frère: « Féli a été ordonné prêtre... Il lui en a coûté singulièrement. M. Carron d'un côté, moi de l'autre, nous l'avons entraîné; mais sa pauvre âme est encore ébranlée de ce coup. » D'un autre côté, un autre ami, l'abbé Tesseyre, savait si bien les troubles et les hésitations de Féli, qu'il l'en félicitait et lui écrivait, quelques jours avant son ordination: « Je vous félicite de ce que Dieu vous prive de tout bonheur en ce monde... Vous allez à l'ordination comme une victime au sacrifice. Le saint autel est dépourvu pour vous de ses ornemens... Vous embrassez la croix toute nue. Qu'avez-vous fait au Père pour être traité comme son fils bien-aimé? Nous avons célébré notre première messe sur le mont Thabor; pour vous, il vous sera donné de

(1) *Œuvres inédites*, publiées par Blaize, t. 1, p. 263.



la célébrer sur le Calvaire. » Ainsi, une mysticité insensée faisait de l'absence de vocation un mérite et un bonheur !

Une fois lié à ce poteau, comme il s'exprime, Lamennais n'eut plus qu'une consolation, celle de se faire le soldat de la cause pour laquelle il s'était laissé enchaîner. Il n'avait pas la vocation ecclésiastique, mais il avait la foi ; et son directeur, l'abbé Carron, avait deviné en lui l'une des futures lumières de l'église. Déjà, depuis longtemps, Lamennais méditait un grand livre qu'il comptait appeler *l'Esprit du christianisme*, sans doute par analogie et par opposition avec le livre de Chateaubriand. Serait-ce le même que celui qui parut deux ans après (en 1818) sous le titre d'*Essai sur l'indifférence* ? En changeant le titre, aurait-il changé le fond et la composition ? C'est ce que nous ne voyons pas clairement. Peut-être *l'Esprit du christianisme* n'a-t-il existé qu'en projet, et est-il devenu, une fois à l'exécution, *l'Essai sur l'indifférence*. Quoi qu'il en soit, cette occupation même lui était à charge : « Écrire m'est un supplice, disait-il ; je déteste Paris, je déteste tout. » L'œuvre parut à la fin de 1817. Elle eut un prodigieux succès. C'était un nouveau Bossuet, un nouveau père de l'église. Au fond, c'était le livre du désespoir. L'amertume, la violence, le mépris, toutes les passions que Lamennais faisait éclater contre l'incrédulité et l'indifférence n'étaient au fond, sans qu'il le sût lui-même, que l'explosion de ses incurables douleurs. Un tel livre devait secouer les âmes plus qu'éclairer les esprits. Il attaquait à sa racine l'esprit moderne, s'efforçait de le faire rétrograder jusqu'au-delà du xvi<sup>e</sup> siècle. Jamais, depuis longtemps, le catholicisme n'avait pris une attitude aussi agressive et aussi hautaine. C'était le combat corps à corps de la foi sans bornes contre la libre pensée. En même temps, une curieuse question de logique, celle du critérium de la certitude, était soumise à l'attention des philosophes et livrait aux écoles un nouveau thème à discussion. *L'Essai sur l'indifférence*, quoique le ton déclamatoire en ait vieilli, et que la doctrine ait été cent fois réfutée, n'en est pas moins un événement de la plus haute importance, au point de vue historique, dans les luttes philosophiques et religieuses de notre siècle ; et il a laissé une trace profonde dans la controverse catholique.

Le titre de l'ouvrage de l'abbé de Lamennais : *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, n'indique que d'une manière assez vague le vrai sujet du livre. Il semble, en effet, signifier que l'objet de l'auteur est de combattre ceux qui n'ont aucune opinion dogmatique sur la religion, ni pour ni contre, — ou ceux qui, croyant vaguement et faiblement à la religion, par habitude et routine, mais non par conviction, vivent et agissent comme s'ils n'y croyaient pas, — ou enfin ceux qui pratiquent la religion, mais

d'une manière tout extérieure, par convenance, par respect humain, par usage mondain ou calcul politique, mais qui n'y apportent aucun sentiment intérieur, aucune foi véritable. Il y a là, en effet, un mal plus grave peut-être que l'athéisme, et Rosseau le dénonçait déjà en ces termes dans l'un de ses sermons : « Je prévois, disait-il, que les libertins et les esprits forts pourront être discrédités, non par aucune horreur de leurs sentimens, mais parce qu'on tiendra tout dans l'indifférence, excepté les plaisirs et les affaires. » Pascal dénonçait le même mal en termes bien plus énergiques encore dans ce passage célèbre des *Pensées* : « Je ne puis avoir que de la compassion pour ceux qui gémissent sincèrement dans ce doute, qui le regardent comme le dernier des malheurs et qui n'épargnent rien pour en sortir. Mais pour ceux qui passent la vie sans songer à cette dernière fin de la vie et qui, par cette seule raison qu'ils n'éprouvent pas en eux-mêmes des lumières qui les persuadent, négligent d'en chercher ailleurs, je les considère d'une manière toute différente. Cette négligence en une affaire où il s'agit d'eux-mêmes, de leur éternité, de leur tout, m'irrite plus qu'elle ne m'attendrit ; elle m'étonne et m'épouvante. C'est un monstre pour moi. »

Cependant, quelque grave que soit, pour la religion, le mal de l'indifférence pratique, ce n'est pas là l'objet de l'ouvrage de Lamennais ; et, en effet, on se représenterait difficilement sur ce sujet un ouvrage en quatre volumes ; c'est le texte d'un sermon, mais non d'un livre. Lamennais signale, à la vérité, ce mal dans son introduction, dans la préface de son ouvrage, et il s'y arrête surtout dans la deuxième partie du premier volume ; mais ce n'est pas son objet principal : cet objet est tout autre. Il s'agit pour lui de combattre non l'indifférence pratique, mais l'indifférence dogmatique, systématique, l'indifférence voulue et réfléchie d'opinion et de doctrine ; et encore faut-il ici l'entendre dans un certain sens qui n'est pas le sens apparent. En effet, on peut concevoir une doctrine dont le sens serait, par exemple, que nous ne pouvons rien savoir sur tout ce qui dépasse le domaine de l'expérience, c'est-à-dire sur les causes et sur les fins ; que le mieux, par conséquent, est de ne pas s'en occuper, et d'écarter toute recherche métaphysique et théologique : voilà la véritable indifférence systématique en matière de religion. Nous connaissons cette doctrine ; c'est celle que l'on appelle aujourd'hui le positivisme, mais elle n'existait pas à l'époque où fut écrit l'*Essai sur l'indifférence*. L'abbé de Lamennais ne pouvait en avoir connaissance, et même il n'en a jamais eu connaissance. L'école positiviste a toujours été ignorée de lui, même à l'époque où, beaucoup plus tard, il aurait pu la côtoyer et la rencontrer chez des amis communs.

Qu'est-ce donc alors que l'indifférence dogmatique dont parle l'abbé de Lamennais ? C'est la doctrine de ceux qui, tout en ayant une religion, professent l'indifférence sur la vérité religieuse et sur les dogmes essentiels de la religion. Pour bien comprendre cette opinion, il faut se placer au point de vue du catholicisme. Dans cette église, il y a une vérité religieuse absolue sur laquelle il ne peut planer aucun doute, et qui ne laisse aucune latitude au relâchement de l'esprit. Cette vérité est enseignée et dogmatiquement définie par une autorité absolument infaillible, et tout ce qui est en dehors de cette église, toute opinion ou toute croyance qui ne se fonde pas sur l'autorité absolue, visible, divine de l'église, laisse les âmes plus ou moins incertaines sur telle ou telle partie de la vérité religieuse. Être en dehors du catholicisme, c'est donc être indifférent sur la vérité de la religion ; ce n'est pas croire sans doute que la religion est inutile, comme font les indifférens pratiques ; c'est croire, au contraire, que la religion est utile et peut-être même nécessaire, mais qu'il est indifférent de savoir quelles sont les vérités particulières qu'elle nous ordonne de croire. Telle est l'espèce d'indifférence assez subtile que l'abbé de Lamennais a voulu combattre ; et c'est ce qu'il faut avoir dans l'esprit si l'on cherche à comprendre comment il y fait rentrer le protestantisme, qui est en général au contraire si peu indifférent en matière de religion, mais qui, privé d'une autorité définie, est bien obligé d'admettre qu'il peut y avoir différentes formes de la vérité religieuse entre lesquelles l'homme est libre de choisir ; or c'est cela même qui est l'indifférence.

On devine que l'une des conséquences de cette indifférence sur le fond de la religion est la doctrine de la tolérance ou de la liberté religieuse ; et c'est aussi ce que, dans les écoles de théologie, on appelait l'indifférentisme (*indifferentismus, tolerantismus*). Cette doctrine signifie que toutes les religions sont bonnes, et même qu'il est permis de n'en avoir aucune, en tout cas que la société n'a pas à s'enquérir des croyances religieuses. L'abbé de Lamennais n'ose pas tout à fait prendre à partie directement cette doctrine ; il n'en fait pas l'objet d'une discussion spéciale *ex professo*, mais on voit que c'est à elle surtout qu'il en veut. Il la rencontre de temps en temps, et il est facile de voir à quel point elle lui est antipathique et odieuse. La tolérance était le contraire de sa nature. A tous les momens de sa vie, ayant passé par des phases diverses et même contraires, il a toujours été intolérant. C'est en effet une question de savoir comment la tolérance peut se concilier avec la conviction, et si admettre la liberté de l'erreur, ce n'est pas mettre en doute la certitude de la vérité. Sur ce point, les disciples modernes de l'abbé de Lamennais sont restés fidèles

à son esprit et n'ont jamais caché leurs sentiments. Ils n'admettent pas la liberté du mal, mais seulement la liberté du bien. Or, le bien, c'est leur doctrine; autrement pourquoi y croiraient-ils? c'est la vérité pour eux, puisqu'ils y croient. Comment donc admettre que le faux puisse être toléré, si ce n'est en admettant en même temps que la société repose sur le scepticisme! On voit comment la question de la tolérance se lie à celle de la certitude, et l'on comprend comment ce traité de l'indifférence est devenu, dès le second volume, un traité de la certitude. Quant à la tolérance, il ne la combat, il est vrai, d'une manière formelle qu'en passant, mais, au fond, il la combat partout. Il a trouvé un singulier grief contre cette doctrine de la tolérance; c'est, dit-il, « un nouveau genre de persécution contre l'église. » En effet, la conséquence d'une telle doctrine, c'est que non-seulement l'erreur est tolérée, mais que la vérité elle-même n'est que tolérée. Tolérer l'immortalité de l'âme, tolérer l'existence de Dieu, n'est-ce pas le comble de l'insulte! Cependant tel est le nouvel état social que nous a fait la révolution, et que la restauration elle-même avait accepté. Ce langage nous étonne; nous sommes habitués dans le camp libéral à considérer la restauration comme le règne de la religion d'état, comme le triomphe du clergé dans le gouvernement, dans l'opinion, dans l'enseignement. Mais Lamennais ne voit rien de semblable; il y voit tout le contraire. A l'aide du verre grossissant de son imagination noire et triste, il ne trouve dans l'état de l'église à cette époque que servitude et avilissement. D'après cette manière de voir, on comprend que, pour Lamennais, la tolérance soit une persécution.

Telle est l'idée fondamentale de l'*Essai sur l'indifférence*. Réfuter les diverses doctrines latitudinaires qui ne portent pas avec elles une autorité décisive, montrer qu'elles dérivent toutes d'un faux principe, la liberté d'examen, réfuter par là même la doctrine de la tolérance, et à ce faux principe de tolérance et de liberté opposer le vrai principe de la certitude, à savoir l'autorité : tel est le véritable objet de Lamennais, objet qu'il ne définit pas lui-même avec précision, et qui a fait accuser son livre de manquer d'unité. Car comment de l'indifférence en matière religieuse est-il conduit à l'une des questions les plus abstraites et les plus subtiles de la philosophie, celle du critérium de la certitude? C'est ce qu'on ne voyait pas clairement. Mais, au contraire, il est très vrai que son livre se tient; et c'est par une logique secrète et rigoureuse que de son premier point de vue il a été conduit à embrasser le problème philosophique tout entier.

Il commence donc, dans l'introduction, par traiter de l'indifférence proprement dite, dans le sens où on l'entend générale-

ment. Il en fait un énergique tableau. Il réfute l'opinion de ceux qui nient l'influence des doctrines sur la société, et cite comme exemple contraire la révolution française, dont il parle avec l'horreur que l'on avait alors dans le parti ultra-royaliste. Il montre que croire est nécessaire à l'homme. Otez le désir ou l'amour, vous ôtez la volonté; ôtez la conviction ou la foi, vous ôtez l'intelligence. D'ailleurs, il n'y a rien d'indifférent en soi. L'indifférence se restreint à mesure que l'intelligence se développe. Supposez un peuple devenu indifférent à tout, même à lui-même : c'est la mort. Cette peinture de l'indifférence et de ses résultats funestes est une belle étude philosophique. Il y a là de la psychologie fine et solide. Le rôle de la croyance, à laquelle la psychologie moderne accorde avec raison une si haute importance, est analysé avec netteté et vigueur. Ce qui est moins bon, c'est le remède que propose Lamennais : « C'est, dit-il, aux gouvernans à guérir les maux de l'indifférence. L'autorité peut tout pour le bien comme pour le mal. » Cependant, suivant lui, loin de mettre un frein à la licence des pensées, les gouvernemens d'aujourd'hui sont les premiers à cesser de croire, et qui de proche en proche répandent l'irréligion partout. A cette époque, on le voit, l'abbé de Lamennais n'hésitait pas à placer dans les gouvernemens toute son espérance, quoiqu'il manifestât déjà très peu de confiance en faveur de leur action.

De l'indifférence pratique, Lamennais passe à l'indifférence dogmatique, qui est, nous l'avons dit, son véritable objet. Il distingue trois systèmes d'indifférence : 1<sup>o</sup> Le système de ceux qui, tout en niant la religion et repoussant pour eux-mêmes toute croyance religieuse, croient que la religion est nécessaire pour le peuple à titre de frein. Ils croient que la religion a été une invention des législateurs, et ils en font un instrument politique. Ce système est l'athéisme. On se demande quelle sorte d'athéisme Lamennais avait devant les yeux lorsqu'il dénonçait ce machiavélisme qui, « tout en niant la religion dans le fond, s'en sert comme d'un instrument. » Ce n'est pas évidemment l'athéisme du XVIII<sup>e</sup> siècle, aussi ennemi de l'hypocrisie des prêtres que du despotisme des rois. C'est vraisemblablement le système de l'empire, qui s'était fait, en effet, de la religion un instrument de règne, et qui avait été soutenu par un grand nombre d'anciens athées convertis en apparence, et qui avaient remplacé l'athéisme par l'hypocrisie. 2<sup>o</sup> Le second système d'indifférence consiste à croire que la religion est nécessaire aux hommes, mais que Dieu ne nous a pas fait connaître d'une manière certaine de quelle manière il veut être honoré. Il s'en est rapporté à notre propre cœur, et il nous laisse libres de choisir parmi les cultes positifs celui qui nous paraît le meilleur. C'est le système de la religion naturelle ou du déisme, tel qu'il est



exposé dans le *Vicaire savoyard*. 3<sup>e</sup> Enfin, le dernier système d'indifférence est celui qui croit que Dieu a bien voulu se révéler à nous, qu'il nous a même donné un livre qui contient sa doctrine, mais qu'il nous a laissé le soin de la découvrir par nous-mêmes, sans instituer aucune autorité pour interpréter ce livre et pour discerner le vrai du faux : c'est le protestantisme.

Contre le premier système, qui fait de la religion une invention des législateurs, Lamennais oppose les argumens suivans : la religion est à l'origine de tous les peuples ; nul n'en connaît la source. Qui peut se faire fort de l'avoir inventée ? Qui osera dire : en telle année, on a inventé Dieu ? La société est nécessaire, donc la religion est nécessaire ; car on n'a jamais vu de société sans religion. Les hommes n'ont donc pas pu inventer la religion plus que la société. La religion est encore nécessaire comme sanction des lois ; cependant, si elle était une loi comme les autres, comment pourrait-elle leur servir de sanction ? Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle se figurent que les législateurs peuvent tout ; mais est-il donc si facile de changer les idées d'un peuple et de lui faire croire tout ce qu'on veut ? Les dogmes de la religion sont partout les mêmes, dit encore Lamennais, tandis que les institutions politiques changent de peuple à peuple : comment la religion viendrait-elle donc de la politique ? La religion est un sentiment ; les législateurs peuvent-ils créer des sentimens ? Ont-ils inventé l'amour filial ? Sans religion, pas de morale. Si la religion a été inventée, il faut en dire autant de la morale. Mais le cœur humain se révolte à cette idée. On dit que la religion est nécessaire pour le peuple ; mais on ne croit pas par nécessité. Si la religion est fausse, comment faire croire au peuple qu'elle est vraie, uniquement parce que cela est utile ? Si la religion est nécessaire au peuple, elle l'est à tous les hommes ; alors pourquoi les philosophes s'en exempteraient-ils ? Pour faire croire le peuple, il faudrait que les philosophes donnassent l'exemple ; mais ce serait de l'hypocrisie, et on reconnaîtrait toujours leurs vrais sentimens. Si, au contraire, tout en disant qu'il faut une religion au peuple, ils se séparent de lui par la pratique et continuent à poursuivre la religion de leurs sarcasmes, le peuple s'apercevra qu'on le prend en pitié, et ne tardera pas à rougir d'une religion qui l'humilie.

A la vérité, les philosophes que Lamennais vise dans la controverse précédente auraient un moyen d'échapper aux conséquences qu'il leur oppose et aux contradictions qu'il leur impute, c'est de nier le principe même, à savoir que la religion est nécessaire pour le peuple. Tous les athées du XVIII<sup>e</sup> siècle en général attaquaient, en effet, la religion comme synonyme de superstition et de fanatisme. Mais on remarquera que Lamennais ne combattait



pas ici l'athéisme tout cru, mais l'indifférence, c'est-à-dire ce système d'athéisme qui consiste à rejeter la religion pour soi-même, parce qu'on croit n'en avoir pas besoin, et en professer la nécessité pour le peuple, comme le seul frein possible de ses passions grossières et désordonnées. La force de l'argumentation réside en ceci, qu'il y a des athées assez éclairés pour comprendre la puissance et l'efficacité de la religion. Tels sont, par exemple, Hobbes et Machiavel, et beaucoup de Machiavels au petit pied que l'on rencontre dans les salons. C'est pour ceux-là que la discussion de Lamennais est singulièrement pressante.

A un autre point de vue, cette discussion est encore très intéressante pour nous. C'est une des erreurs fondamentales de la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle d'avoir attribué une origine factice à tous les faits les plus importants de la nature humaine : la société, le langage, la religion. Partout ces philosophes voyaient dans ces faits naturels l'œuvre d'une volonté réfléchie et calculée. C'est, au contraire, un des services rendus par l'école théologique et catholique, Bonald, de Maistre, l'abbé de Lamennais, d'avoir démontré qu'on n'invente pas un langage, qu'on n'invente pas une religion, qu'on n'invente pas une société comme on invente une machine, que tous ces grands élémens nécessaires à l'existence de l'humanité sont au-dessus de l'art humain. A la vérité, ces théologiens remplaçaient la volonté réfléchie par la révélation et par une création extérieure venant immédiatement de Dieu. Ils ne pensaient pas à une origine instinctive et naturelle, et ils combattaient le principe de l'innéité à peu près autant que l'école empirique. Mais c'était déjà beaucoup que d'écarter ce froid système qui ne voit partout qu'invention artificielle et création arbitraire, et qui méconnaît le génie inné et l'inspiration native du genre humain.

Le second système d'indifférence est celui de Jean-Jacques Rousseau : c'est celui du déisme ou de la religion naturelle. Lamennais emploie surtout contre Rousseau l'argument *ad hominem*. Il triomphe des embarras et des incohérences de pensée que l'on peut remarquer dans le *Vicaire savoyard* ; mais peut-être ces embarras tiennent-ils moins au fond du système qu'aux habitudes de la tradition, qui ne permettait pas au philosophe d'exposer dans toute sa sincérité la doctrine d'une religion purement naturelle. Cette argumentation ne triomphe donc de Jean-Jacques Rousseau que parce qu'on y abuse de quelques concessions qu'il est obligé de faire par convenance, en admettant l'hypothèse qu'il y a une religion positive véritable ; mais il ajoutait : « Si tant est qu'il y en ait une. » Au fond, la seule religion qu'il reconnaissait, c'est la religion naturelle : c'est la seule qu'il accepte comme nécessaire et comme vraie. C'est elle qui est au fond de toutes les religions positives ; et c'est pour-

quoi l'on peut rester dans la religion où l'on est né : car toutes, même les plus fausses, sont des expressions diverses de la religion naturelle ; c'est donc cette religion universelle et naturelle qu'il faut combattre, si l'on veut réfuter la thèse de Rousseau. Aussi Lamennais abandonne-t-il bientôt cette première argumentation, qui est de pure forme, et qui porte plutôt contre les paroles que contre le fond des choses ; et il porte son attaque sur la théorie même, c'est-à-dire sur le déisme.

Jamais, dit-il, l'humanité ne s'est contentée du déisme ; il n'y a pas d'exemple d'une religion purement naturelle. Quels sont d'ailleurs les dogmes de cette religion ? On ne peut le dire. Autant de déistes, autant de symboles. Suivant Herbert de Cherbury (1), qui passe pour l'inventeur du déisme et de la religion naturelle, et qui fut compté, avec Hobbes et Spinoza, comme un des *trois importeurs*, il y aurait cinq articles fondamentaux : 1° l'existence de Dieu ; 2° nécessité de lui rendre un culte ; 3° la piété et la vertu forment la partie principale de ce culte ; 4° nous devons nous repentir de nos fautes ; 5° la vie future. On comprend aisément qu'un programme si vague et si élastique ne se présente pas avec une bien grande autorité. Un autre déiste, Blount (*the Oracles of the Reason*), nous propose sept articles de foi : 1° Dieu ; 2° la Providence ; 3° nécessité d'un culte ; 4° prière et louanges ; 5° obéissance à Dieu en se conformant aux lois de la morale ; 6° vie future ; 7° repentir. C'est à peu près le symbole d'Herbert de Cherbury, avec la prière en plus. Le célèbre apôtre du déisme en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle, Bolingbroke, est beaucoup plus coulant, et il réduit toute la religion à l'existence de Dieu, sans tenir même à l'immortalité de l'âme. Il en est ainsi de Chubb, autre déiste qui, pas plus que Bolingbroke, n'admet la vie future : « Autant croire, dit-il, que Dieu jugera tous les animaux. » Jean-Jacques Rousseau est plus exigeant que Chubb et Bolingbroke : il croit à la vie future ; mais Lamennais lui reproche de faire la part trop belle aux méchants, en supposant que leur seule punition sera le souvenir des maux qu'ils ont faits ; il lui reproche aussi le vague de sa croyance. Rousseau fonde « l'espérance du juste » sur les attributs de Dieu « dont il n'a, dit-il, nulle idée, qu'il affirme sans les comprendre. » En effet, « plus il s'efforce de contempler l'essence infinie de la divinité, moins il la conçoit. » Mais le but principal de l'argumentation de Lamennais, c'est de pousser le déisme dans l'athéisme ; c'est de montrer que, s'appuyant sur la raison seule, le déiste n'a rien à répondre à l'athée qui s'appuie sur cette même raison : car celui-ci est aussi convaincu qu'il n'y a point de Dieu, que le déiste peut l'être qu'il y en a un. Il met

(1) Voir l'étude de M. Ch. de Rémusat, dans la *Revue* du 15 août 1854.

aux prises Rousseau et l'athée, en prêtant à l'un et à l'autre les argumens des philosophes et de Rousseau lui-même : « Je ne connais pas Dieu, dit Rousseau ; mais le plus digne usage de ma raison est de s'anéantir devant lui. » — « Me dire de soumettre ma raison, répond l'athée, avec les paroles mêmes de Jean-Jacques, c'est outrager son auteur. » — « Voyez le spectacle de la nature : nul n'est excusable de n'y pas lire. » — « C'est là un sujet hors de l'expérience humaine. » (Hume.) — « Vous ne nierez pas l'éternelle correspondance de la cause et de l'effet. » — « Pourquoi non ? La liaison de l'effet avec la cause est entièrement arbitraire. » (Hume.) Ainsi, le même droit qu'invoque le déiste pour ne faire appel qu'à sa raison, l'athée l'a également ; et si l'un s'en sert pour affirmer Dieu, l'autre s'en servira pour le nier. Qui décidera entre eux ? La seule conséquence est donc le scepticisme. C'est ce qu'avoue Rousseau lorsqu'il ne reconnaît à l'homme, pour le distinguer des bêtes, que le triste privilège de s'égarer d'erreurs en erreurs à « l'aide d'un entendement sans règle et d'une raison sans principes. » Lamennais conclut toute cette discussion par ces mots de Bossuet : « Le déisme n'est qu'un athéisme déguisé. »

Le troisième système d'indifférence dogmatique est le protestantisme. On ne veut pas dire que les protestans soient individuellement indifférens en matière religieuse ; ils peuvent être croyans et pieux ; mais c'est leur doctrine qui, logiquement, est indifférente entre le vrai et le faux : c'est leur principe qui les entraîne hors de leurs croyances. Sans doute, le protestantisme réfute le déisme, comme le déisme réfute l'athéisme ; mais le protestantisme est entraîné vers le déisme, comme le déisme vers l'athéisme. Le dogme protestant repose sur une contradiction fondamentale : d'une part, il admet la révélation ; de l'autre, il subordonne la révélation au jugement de la raison. Luther, en faisant appel au jugement individuel pour interpréter l'écriture, et en proclamant par là même la souveraineté de la raison, a ouvert en Europe un cours de théologie expérimentale. Toutes les doctrines religieuses se sont fait jour. Le christianisme s'est à la vérité maintenu, mais c'est grâce aux relations qui rattachaient encore la foi nouvelle à la foi ancienne. C'est le catholicisme qui maintenait le protestantisme dans certaines limites consacrées. A l'origine, on reconnaissait encore plus ou moins l'autorité de l'église, au moins des conciles. Mais, peu à peu, les protestans ont été entraînés vers le socinianisme, c'est-à-dire vers le déisme et l'indifférence. Que pouvaient, en effet, répondre les protestans aux sociniens qui se servaient des mêmes armes qu'eux ? Sans doute, il y a une autorité : c'est la Bible. Mais qui l'interprétera ? Autant de têtes, autant

de docteurs. Où voyez-vous dans le protestantisme les caractères de la véritable église? L'église est une, car il n'y a qu'une vérité; elle est perpétuelle, car la vérité ne peut changer. Où est l'unité chez les protestans, qui sont partagés en sectes innombrables? Où était votre église avant Luther? On est obligé de répondre avec le docteur Claude : « L'église n'est dans aucune secte en particulier, mais elle est répandue dans toutes. Donc toutes sont vraies à la fois. C'est la doctrine même de l'indifférence. »

Pour sauver l'unité de l'église dans la diversité des sectes, il faut abandonner tout ce qui divise, et ne conserver que les points communs, lesquels seuls sont essentiels. C'est ce qu'on appelle chez les protestans la doctrine des « articles fondamentaux. » Mais cette doctrine n'est pas dans l'écriture. Ni les conciles ni les pères n'ont jamais parlé de dogmes à choisir dans la révélation. Comment admettre une révélation où les fidèles seraient libres d'en prendre et d'en laisser à leur gré, et où il serait permis de rejeter des vérités révélées, sous le prétexte qu'elles sont moins importantes que les autres, ou que Dieu n'a pas parlé assez clairement? L'autorité d'une révélation n'est-elle pas toujours la même, quelle que soit l'importance des dogmes? Sur quels principes d'ailleurs s'appuierait-on pour faire le triage entre ce qui est fondamental et ce qui ne l'est pas? Jurien donne trois règles, qui toutes trois sont absolument insuffisantes. La première est une règle de sentiment. On sent, dit-il, les vérités fondamentales du christianisme, comme on sent la lumière quand on la voit, la chaleur quand on est auprès du feu, le doux et l'amer quand on mange. « C'est la règle de Rousseau. » Ma règle est de me livrer au sentiment « plus qu'à la raison. J'aperçois Dieu ; je le sens. » Mais cette règle est arbitraire. L'athée qui ne sent rien du tout peut être à plaindre, mais non à condamner ; car personne n'est maître de se donner un sentiment qu'il n'a pas. Dans le sein de la réforme, chacun avait sa manière de sentir ; l'arménien ne sentait point la nécessité de la grâce, ni le socinien celle de la divinité de Jésus. Cette règle, d'ailleurs, conduisait à un fanatisme insensé. Toutes les extravagances des anabaptistes, des trembleurs, des indépendans venaient d'un prétendu sentiment immédiat, qu'ils donnaient comme une inspiration de la divinité. — La seconde règle de Jurien était d'admettre tout ce qui était d'accord avec les fondemens mêmes du christianisme. Mais cette règle est une pétition de principe. Car la question était précisément de savoir quels sont les vrais fondemens du christianisme. Ainsi cette règle est inutile ; car, qui peut juger de la liaison d'un dogme avec un autre dogme qu'on ne connaît pas? — De là la nécessité d'une troisième règle : Tout ce que les chrétiens ont cru unanimement et croient encore partout est fondamental et nécessaire

au salut. « Je crois, dit Jurien, que c'est encore la règle la plus sûre. » Cette troisième règle devait fort embarrasser Lamennais; car, au fond, c'est son propre critérium, à savoir l'autorité de tous, ou, à défaut de tous, du plus grand nombre. Il ne pouvait reconnaître l'autorité de cette règle sans changer immédiatement de sujet, entrer dans la question de la certitude, proposer ses propres principes et renoncer à sa controverse. Mais c'était entrer trop tôt dans le camp réservé. Il n'était pas temps de se découvrir, et d'expliquer ce qu'il entendait par le principe d'autorité. Il se contente de faire remarquer qu'il n'y a unanimité sur aucun point parmi les protestans, qu'il n'y a pas un seul dogme qui n'ait été nié par quelque hérétique. D'ailleurs, les protestans n'admettent aucune autorité divine; or le consentement de tous les chrétiens n'est qu'une autorité humaine et, par conséquent, insuffisante. — La réforme, par la force des choses, fut amenée à substituer à ces règles arbitraires d'autres règles que Bossuet résume en ces termes : « Il ne faut reconnaître d'autre autorité que l'Écriture interprétée par la raison. L'Écriture, pour obliger, doit être claire. Lorsque l'Écriture paraît enseigner des choses inintelligibles et où la raison ne peut atteindre, il la faut tourner au sens dont la raison peut s'accommoder, quoiqu'on semble faire violence au texte. » Ces règles ne sont que le développement du principe même du protestantisme; mais elles subordonnent complètement l'autorité de l'Écriture à celle de la raison. Les protestans, dans la pratique, ont donc été amenés peu à peu à n'avoir d'autre règle que celle de la raison individuelle. Dès lors, impossible d'exclure aucune opinion. Il faut admettre toutes les sectes, et même toutes les religions, y compris la religion naturelle; et alors pourquoi pas l'athéisme lui-même? Car l'athée parle également au nom de la raison.

La conclusion générale de tout ce premier volume, qui fut considéré par tous les catholiques comme le plus beau et le plus fort de l'ouvrage, c'est qu'en dehors du catholicisme, tous les systèmes rentrent les uns dans les autres; le protestant ne peut se défendre contre le déiste, le déiste contre l'athée, et tous vont se perdre dans l'abîme de l'indifférence absolue et du doute universel. Ainsi la raison ne conduit qu'au scepticisme, et il faut chercher un autre principe de certitude.

## II.

Lorsque Descartes proposa comme méthode en philosophie l'examen personnel et le doute universel jusqu'à ce que l'on ait rencontré l'évidence, il est remarquable que personne ne parut deviner la gravité de cette proposition et n'en vit les conséquences. Parmi



les objections de toute nature qui s'élevèrent contre les *Méditations* de Descartes, pas une ne porta sur ce point capital. Sans doute, Hobbes, Gassendi, demandèrent à quoi l'on reconnaissait l'évidence; mais ce n'étaient que des objections spéculatives, faites d'ailleurs dans l'intérêt du scepticisme. Mais ni Arnault (1) ni les théologiens ne remarquèrent que cette méthode était l'appel au sens individuel et à la liberté de penser. Les plus grands catholiques du siècle, Fénelon et Bossuet, ne craignirent pas d'approuver la méthode cartésienne; Fénelon s'en sert lui-même dans son *Traité de l'existence de Dieu*, et la pousse même si loin, qu'il va jusqu'à douter du: « Je pense, donc je suis, » ce que Descartes n'avait pas fait. Bossuet, dans la *Connaissance de Dieu et de soi-même*, affirme que nous pouvons, si nous le voulons, ne jamais nous tromper; il nous suffit, dit-il, de suspendre notre jugement quand nous ne sommes pas en présence de l'évidence absolue: c'est bien là la méthode du doute universel. Enfin, l'un des adversaires de Descartes, le représentant de la Société de Jésus, le père Bourdin, bien loin de reprocher à Descartes la témérité de son doute, lui reproche, au contraire, de ne rien dire de nouveau, cette méthode étant depuis longtemps connue et pratiquée dans les écoles sous le nom de doute métaphysique. Ainsi personne ne voyait là autre chose qu'un procédé spéculatif sans danger et sans conséquence. Il avait suffi à Descartes de mettre à part les vérités de la foi et les principes de l'ordre politique pour écarter tout scrupule, et pour qu'en philosophie tout le monde reconnût qu'il avait raison. Cependant il n'était pas douteux qu'une fois cette méthode adoptée, elle ne dût s'appliquer partout. Bayle la tourna au profit du scepticisme. Voltaire l'appliqua à la religion; Montesquieu, Rousseau et tout le XVIII<sup>e</sup> siècle à l'ordre social et politique.

L'originalité de l'abbé de Lamennais fut de voir ce que n'avaient vu ni de Maistre, ni de Bonald, ni les apologistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, à savoir que, si l'on voulait sauver l'autorité de l'église, il fallait remonter à la source du scepticisme moderne, c'est-à-dire au principe du libre examen, à la règle de l'évidence, à l'autorité de la raison individuelle. Accorder à chacun le droit d'examen et celui de décider sur le vrai et sur le faux, c'est faire de l'individu le juge et le maître de la vérité; c'est admettre comme vrai ce qui paraît à chacun: c'est l'anarchie. Personne n'ayant autorité pour s'imposer à personne, toutes les opinions sont égales; et, comme ces opinions sont contradictoires, c'est admettre que le oui et le non

(1) Arnault dit seulement: « Je crains que quelques-uns ne s'offensent de cette libre façon de philosopher... J'avoue néanmoins qu'il tempère un peu le sujet de cette crainte dans l'abrégé de la première méditation. »



peuvent être vrais en même temps. Par conséquent, la liberté de penser aboutit forcément au scepticisme.

C'est ainsi que la philosophie de l'abbé de Lamennais répond à celle de Descartes à travers deux siècles. Elle reprend la question juste au point où Descartes l'avait posée au début de sa doctrine, à savoir le doute méthodique et le critérium de l'évidence. Lamennais prétend que cette méthode concentrée dans l'évidence intérieure est la méthode même de la folie, et n'a aucune défense contre la folie elle-même. Il imagine un dialogue entre un cartésien et un fou qui prétend être Descartes, et montre que le premier ne peut rien prouver contre l'évidence intérieure dont le fou peut se prévaloir : « Ce n'est pas sérieusement que vous prétendez être Descartes; songez que ce grand homme est mort depuis plus de cent cinquante ans. — C'est vous qui plaisantez quand vous dites que Descartes est mort; car je suis Descartes, et certainement je vis. — Quoi! vous êtes Descartes, l'auteur des *Méditations* et des *Principes*? Allez, vous êtes un fou. — Une injure n'est pas une raison; si j'ai tort, prouvez-le-moi. — Allez en Suède, et l'on vous montrera son tombeau. — Comment pouvez-vous me proposer d'aller en Suède pour me convaincre que j'y suis enterré? — Jamais homme n'a vécu deux cents ans. — Pardonnez-moi; en tout cas, j'en serais le premier exemple. — Il suffit de vous voir pour être certain que vous ne sauriez avoir cet âge. — Vos sens vous trompent. — Consultez les autres hommes. — Les hommes se trompent sur tant de choses qu'ils peuvent se tromper sur celle-là. — Reconnaissez au moins l'autorité de la raison. — C'est à celle-là que je vous rappelle. Dites-moi, croyez-vous que vous existez? — Sans doute. — Et comment en êtes-vous sûr? — Parce qu'il m'est impossible d'en douter. — Eh bien! je vous déclare que j'ai une perception très claire et très distincte que je suis réellement Descartes, et la preuve, c'est qu'il m'est impossible d'en douter. — Je vous l'avais bien dit, il est fou, et de plus incurable. Quel dommage! car sa folie même annonce une tête très philosophique. » — Suivant Lamennais, le philosophe n'aurait pas le droit de dire que cet homme est fou; car en affirmant qu'il est Descartes, il suit rigoureusement les principes de la méthode cartésienne.

Lamennais ne manque pas d'invoquer contre Descartes l'argument du cercle vicieux, à savoir la preuve de l'évidence par la vérité divine. Cette objection avait été faite à Descartes, dès l'origine, par Arnault : « Il ne me reste plus qu'un scrupule, disait celui-ci, qui est de savoir comment il se peut défendre de ne pas commettre un cercle lorsqu'il dit que nous ne pouvons être assurés que les choses que nous connaissons clairement et distinctement sont vraies qu'à cause que Dieu est ou existe. Car nous ne pouvons être assu-

rés que Dieu est, sinon parce que nous concevons cela clairement et distinctement. » Descartes répond qu'il n'a pas subordonné à l'existence de Dieu l'évidence immédiate, mais seulement l'évidence de raisonnement, celle en vertu de laquelle nous croyons vrai ce que nous nous souvenons avoir précédemment démontré : c'est donc la certitude de la mémoire plutôt que celle de la raison elle-même que Descartes fonde sur le principe de la véracité divine. Il est douteux que cette explication satisfasse complètement à l'objection du cercle vicieux. En tout cas, Lamennais n'en tient aucun compte, et il voit dans l'appel à la véracité divine l'aveu de l'insuffisance du critérium de l'évidence.

Ainsi, par sa polémique contre la raison individuelle, Lamennais est entraîné à une entreprise logique semblable à celle que l'on a imputée à Pascal ; il reconnaissait lui-même la parenté de ces deux systèmes : « L'ouvrage de Pascal, écrivait-il à son frère en 1817, avant la publication de son livre, doit se retrouver presque en entier dans le mien, et n'en fera pas loin de la moitié (1). » Cette entreprise commune était d'appuyer la foi sur le scepticisme, de montrer l'impuissance de la raison pour prouver la nécessité de l'autorité. Ne semble-t-il pas entendre la voix de Pascal, lorsque Lamennais nous dit : « Il faut pousser l'homme jusqu'au néant pour l'épouvanter de lui-même. » Il invoque l'autorité de Pascal en citant ce mot célèbre, comme le résumé de sa propre philosophie : « La raison confond le dogmatisme, la nature confond le pyrrhonisme. » On a contesté le scepticisme de Pascal en disant qu'au fond sa philosophie est dogmatique et croyante. Mais n'en est-il pas de même de l'abbé de Lamennais ? Celui-ci ne conteste pas non plus l'existence d'une certitude. Il dit seulement qu'elle n'est pas dans la raison individuelle. Il faut donc la chercher ailleurs, c'est-à-dire dans la raison universelle.

Voici les argumens de Lamennais : 1° le jugement de plusieurs a plus d'autorité que celui d'un seul ; 2° même dans les sciences, le sens commun est encore l'autorité, car les sciences s'appuient sur ce qui est reconnu par tous les hommes. Lamennais oublie de rappeler et d'expliquer les erreurs universelles, par exemple celle de la négation des antipodes et celle de l'immobilité de la terre ; 3° en morale, pour la distinction du bien et du mal, l'accord des opinions vaut mieux que tous les raisonnemens. Ici encore, il eût fallu expliquer les erreurs universelles telles que les sacrifices humains, l'esclavage, la torture, etc. ; 4° quand on n'est pas d'accord, on s'adresse à un arbitre ; 5° l'enfant qui est le plus près de la nature s'en rapporte à l'autorité de ses parens et de ses maîtres ; 6° nous avons

(1) *Oeuvres inédites* de Lamennais, par Blaise (1866), t. I, p. 279.

tous un penchant invincible à croire à l'autorité du sens commun. Conclusion : le vrai critérium de certitude est dans l'autorité du genre humain, et la certitude croît avec le nombre des témoins. On demande pourquoi la certitude serait dans la société et non dans l'individu. C'est que l'individu n'est pas fait pour lui-même et ne se suffit pas à lui-même. Il est fait pour la société, et il n'est rien sans la société. La vérité est une « production sociale. » Le développement de la raison est dû au développement de la société.

Cette doctrine fût-elle admise, on ne voit pas tout d'abord qu'elle aille au but visé par l'abbé de Lamennais, à savoir de soumettre la raison individuelle à l'autorité et surtout à l'autorité de l'église. Voici par quel lien ces deux doctrines se rejoignent. Si chaque individu ne peut rien décider par lui-même, il faut qu'il se soumette à quelque chose d'antérieur et de supérieur à l'individu : or ce quelque chose est la « tradition, » c'est-à-dire la vérité reçue par le genre humain dès l'origine. L'autorité est donc « la raison universelle manifestée par le témoignage et par le langage. » Mais cette vérité elle-même, d'où vient-elle? Puisque aucun individu n'a pu la trouver par lui-même, tous ont dû la recevoir d'ailleurs. Elle vient donc d'une source plus haute; elle est *révélée*. Cette raison est Dieu. Dieu est la vérité même se manifestant au genre humain. Lamennais admet entièrement la doctrine de Bonald sur l'origine du langage; la raison n'est autre chose que la parole divine. La vérité nous est révélée en même temps que le langage.

Ainsi, c'est parce qu'elle émane de Dieu que la raison générale est infaillible, et nous croyons qu'il y a un Dieu en vertu de la raison générale. N'y a-t-il pas là une pétition de principes analogue à celle que Lamennais reprochait à Descartes? Dans son chapitre sur Dieu, qui d'ailleurs est fort beau, Lamennais confond, sans s'en douter, deux idées différentes, à savoir, d'une part, que Dieu est prouvé par le témoignage, par le consentement universel, ce qui est fonder Dieu et la vérité sur un fait tout extérieur; et, d'autre part, que Dieu est la vraie source, le vrai fondement essentiel de la vérité, ce qui est la doctrine de Platon et de Descartes, de Malebranche et de Leibniz, de Bossuet et de Fénelon, c'est-à-dire de tous les grands dogmatistes, lesquels ne reconnaissent cependant d'autre autorité que la raison.

Dans la *Défense de l'Essai*, Lamennais s'efforçait de répondre aux difficultés soulevées contre son ouvrage. Cette défense, sur quelques points, éclaircit la pensée de l'auteur; peut-être aussi sur quelques points l'auteur recule-t-il devant les objections. On l'a combattu, dit-il, comme s'il avait soutenu l'impuissance absolue de nos facultés, et on l'a accusé de scepticisme. Mais il n'a pas dit, au moins n'a-t-il pas voulu dire que nos facultés fussent absolu-

ment impuissantes. Il n'a pas dit qu'elles nous trompent toujours. Il a dit, comme Descartes, qu'elles nous trompent souvent, et qu'elles ne portent pas avec elles un signe infaillible pour distinguer quand elles nous trompent et quand elles ne nous trompent pas. Il leur a refusé, non la vérité, mais la certitude et l'infaillibilité. Voici d'autres objections, avec les réponses de l'auteur : Si l'homme n'a pas le moyen de distinguer la vérité, comment reconnaitra-t-il la vraie autorité ? Lamennais répond qu'on ne prouve pas l'autorité, mais qu'on la constate comme un fait. Soit ; mais encore faut-il la constater, et on ne le peut que par le moyen des facultés dont Lamennais a soutenu l'insuffisance et l'incertitude. — Nous ne connaissons le témoignage que par la raison individuelle ; c'est donc toujours la raison individuelle qui juge. Cette difficulté, répond Lamennais, vaudrait contre les catholiques en général aussi bien que contre notre système ; car certainement c'est par la raison que nous connaissons les preuves de l'Écriture, et certainement l'Écriture est au-dessus de la raison. D'ailleurs on confond deux choses : la raison et les moyens extérieurs par lesquels la vérité lui est manifestée. Sans doute, l'homme ne peut comprendre qu'avec son esprit, juger qu'avec sa raison. Aussi ne disons-nous pas que le témoignage est la raison même ; il est la lumière qui éclaire la raison, il n'est qu'un motif de crédibilité, mais le plus fort de tous et le seul infaillible. — Au moins ne niez-vous pas la certitude de l'existence personnelle ? La certitude de fait, non ; mais la certitude rationnelle, oui ; car Descartes lui-même le reconnaissait. Il n'y a que Dieu qui ait la certitude rationnelle de son existence. — Enfin, on objectait à Lamennais qu'il était à craindre que ce mode nouveau de démonstration n'affaiblît les preuves traditionnelles du christianisme. Lamennais répond qu'il les laisse toutes subsister en les fortifiant : cela est fort douteux ; car s'il n'y a de certain que ce qui se fonde sur l'autorité du genre humain, comment croire à la certitude d'une croyance qui n'a pour elle qu'une faible portion de l'humanité ? Il faut arriver à dire que ce n'est pas le nombre des autorités, mais la qualité qui décide. Mais n'est-ce pas changer de principe ?

Deux mots en terminant cette analyse sur ce système si souvent discuté dans les écoles, et combattu au moins autant par les théologiens que par les philosophes. Il a été surabondamment démontré que cette doctrine est insoutenable sous sa forme absolue, et dans sa prétention de supprimer l'examen et de tout subordonner à l'autorité. N'y a-t-il pas cependant une part de vérité dans la thèse de Lamennais ? N'invoque-t-il pas un fait vrai et attesté par la conscience de chacun, lorsqu'il dit que chacun de nous doute de lui-même, tant que son opinion est isolée et qu'il ne peut compter

que sur sa seule adhésion ? N'est-on pas au contraire tranquilisé et affermi lorsque l'on rencontre quelqu'un qui pense comme nous ? « Je ne suis donc pas fou ? » dit-on alors. Plus le nombre des adhérens augmente, plus on est tranquille. De là le besoin qu'éprouvent tous ceux qui ont une opinion vive de faire corps, de s'organiser en groupes, de former des sectes, des écoles, des partis, de multiplier par l'autorité du nombre des voix la valeur de chaque voix individuelle. Mais cela même a son excès. Chaque groupe peut être égaré comme chaque individu ; l'esprit de secte et de parti a ses dangers comme l'amour-propre individuel. Aussi les esprits les plus éclairés éprouvent-ils le besoin de sortir des groupes, des sectes et des écoles, et de s'entendre avec les autres groupes, les autres sectes, les autres écoles. Quand on en vient à un point où tout le monde est d'accord, alors on a l'esprit tout à fait satisfait. Même dans les sciences, l'accord est encore un critérium. Est déclaré absolument vrai ce dont on ne discute plus. Tant qu'on dispute, c'est qu'on cherche. Le principal argument du positivisme contre la métaphysique est tiré des controverses éternelles des métaphysiciens, tandis que, dans les sciences, il y a un fonds de vérité toujours croissant qui échappe à la controverse. Cet argument ne suppose-t-il pas ce que demande précisément Lamennais, à savoir que l'accord des hommes est le signe non de la vérité, mais de la certitude ? Herbert Spencer a dit également que ce qu'il y a de vrai en philosophie, c'est ce qui est admis d'un commun accord par les belligérans, c'est-à-dire le résidu qui demeure quand on fait abstraction de tous les dissentimens.

Ce principe de l'accord, signe de vérité, ne signifie point du tout que le nombre fait loi ; mais il signifie que les chances d'erreur diminuent à mesure qu'augmente le nombre des chercheurs. Faites une addition, il peut s'y trouver quelques chances d'erreur ; mais si cent personnes font à la fois la même addition, il n'est pas probable que ces cent personnes puissent faire à la fois la même erreur. Si elles s'entendent sur le résultat, ce ne peut être le produit du hasard : c'est donc, selon toute vraisemblance, qu'elles ont rencontré la vérité. De même une seule personne, même dans les sciences, peut se laisser tromper par telle ou telle cause d'erreur : tel fait peut échapper ; telle illusion peut s'imposer d'une manière persistante ; et, s'il s'agit de choses morales, telle passion, tel préjugé d'éducation peut nous aveugler. Si le nombre des témoins augmente, les chances d'erreur se partagent dans des sens divers : l'un se trompera dans un sens, l'autre dans un autre, mais l'accord ne se produira pas. Il n'y a que la vérité qui puisse être cause de l'unité d'assentiment. On peut donc accorder que le consentement



des hommes, au moins des hommes compétens, est une garantie de certitude, sans mettre en péril la véracité de nos facultés.

Si la décision finale appartient à tous, on peut dire que la recherche et la découverte n'appartiennent qu'à chacun en particulier. De là la liberté d'examen. Ainsi la méthode de recherche appartient à la raison individuelle, lors même qu'on accorderait que le critérium final est dans l'accord des diverses raisons. Au fond, personne, parmi les philosophes, pas même Descartes, ne dit que la raison individuelle, en tant qu'individuelle, est juge de la vérité; ce serait la maxime de Protagoras, combattue par tous les plus grands métaphysiciens; la vérité, au contraire, est une, impersonnelle; et la raison elle-même, prise en soi, est impersonnelle. La difficulté est de démêler dans les jugemens de la raison ce qui est impersonnel et ce qui est individuel, ce que nous voyons en tant que raison impersonnelle et ce que nous voyons en tant que raison individuelle; c'est en ce sens que l'accord devient un critérium. Car tant qu'on dispute, où est la preuve que l'on possède la véritable évidence? Si telle chose est évidente pour moi, pourquoi ne l'est-elle pas pour tous? Si, au contraire, on est d'accord, c'est qu'il ne reste plus de motif de doute. A la vérité, l'accord lui-même n'est pas toujours une raison décisive; car on n'a peut-être pas assez examiné: de là la nécessité de l'examen et le droit de la raison individuelle; mais, après examen, le seul point d'appui vraiment solide est ce qui n'est contesté par personne, au moins dans les limites de ce qui est accordé: c'est ainsi que le *Cogito* de Descartes est absolument certain, comme vérité de fait, quoiqu'il puisse y avoir encore débat au point de vue de l'interprétation métaphysique. Le système de Lamennais, tout paradoxal qu'il est en réalité, n'en a pas moins mis en lumière une vérité notable, et nous a obligés utilement à serrer d'un peu plus près le problème difficile de la certitude.

### III.

La politique de l'abbé de Lamennais, dans la première période de son rôle militant, c'est-à-dire pendant la restauration, est d'accord avec sa philosophie. Il soumet tout, dans l'ordre des gouvernemens, aussi bien que dans l'ordre de la vérité, à l'autorité, et à l'autorité de l'église. Et l'église, c'est pour lui l'église catholique, représentée et constituée dans son chef visible, le pape. Comme Joseph de Maistre, il rétrograde au-delà des principes de l'église gallicane; il proteste contre 1682. Il voit dans le pape l'autorité suprême et infaillible, le représentant de la souveraineté. Sa politique est donc ce que l'on a appelé l'ultramontanisme. C'est lui, on



peut le dire, qui a été le chef et l'initiateur de cette doctrine et le véritable organisateur du parti. Le livre du *Pape* de Joseph de Maistre était presque exclusivement historique. Il avait plutôt pour but la justification de la papauté dans le passé que sa glorification dans le présent. Lamennais fit passer cette opinion de la théorie dans la pratique. C'est lui qui a entraîné et rallié le clergé français dans une doctrine qui lui avait toujours été antipathique. Il était né chef de parti. Il le fut toujours, même en changeant de drapeau. Plus tard, il voulut entraîner l'église dans une direction différente, et il n'y réussit que médiocrement. Voyons-le d'abord dans son premier rôle.

Rien de plus étrange que la renaissance de l'ultramontanisme en France au XIX<sup>e</sup> siècle. Comment cette politique, si contraire à la tradition catholique française, et que l'on n'avait pas revue en France depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, comment a-t-elle reparu de nos jours? Comment se trouve-t-elle avoir été un des résultats de la révolution? Expliquons d'abord la question.

L'église catholique, par cela seul qu'elle est catholique, est universelle, c'est-à-dire s'étend au-delà des frontières de chaque état. C'est un grand avantage au point de vue religieux; car la foi n'est pas altérée par les différences de territoire. Mais en même temps, au point de vue politique et social, c'est un grand inconvénient; car chaque gouvernement prétend être maître chez lui; et il est toujours plus ou moins contraire aux prérogatives de la souveraineté que l'état reçoive une partie de son impulsion (même au point de vue spirituel) d'un principe qui n'est pas le sien. De là une tendance de tous les gouvernements à relâcher, quelquefois même à rompre les liens religieux qui unissent l'église à son centre. Quelquefois cette tendance se manifeste par une rupture absolue, un changement de dogmes, comme on l'a vu au XVI<sup>e</sup> siècle; et ce fut l'une des causes de la réforme. Les états protestans ont mieux aimé l'hérésie et l'instabilité religieuse que la dépendance, même relâchée, d'une autorité extérieure. Chez d'autres peuples, la séparation s'est arrêtée au schisme, c'est-à-dire à la séparation purement disciplinaire et en quelque sorte administrative à l'égard du gouvernement romain. C'est l'état de l'église russe et de l'église anglicane. Enfin, une grande nation catholique, la France, tout en restant profondément catholique, et même, on peut le dire, le centre du catholicisme, tout en conservant ses liens avec Rome, avait résolu le problème par une solution moyenne, d'une politique habile et savante, c'est-à-dire en établissant certaines limites, certaines restrictions de pouvoir pontifical, en fixant les conditions auxquelles ce pouvoir exercerait son empire en France. Ces conditions sont ce que l'on a appelé les libertés de l'église gallicane,

et ces libertés ont trouvé leur expression formelle et législative dans les maximes de 1682. Il y a donc eu une église gallicane qui n'était ni hérétique ni schismatique, et qui soutenait l'indépendance du pouvoir temporel à l'égard du spirituel. Cet état de choses, avec alternative de querelle et de paix, a duré jusqu'en 1789. Que devait-il arriver avec la rupture profonde opérée par la révolution?

La révolution ne se contenta pas de cette indépendance mitigée à l'égard de Rome, qui avait été la loi de l'ancien régime. Elle voulut aller jusqu'au schisme. Elle voulut une église gallicane proprement dite; en établissant ce que l'on appela la *constitution civile du clergé*, elle essaya de fonder une église purement nationale sur des principes analogues à ceux qu'elle introduisait dans l'ordre politique. Cette résolution coupa le clergé français en deux. Parmi les prêtres, les uns acceptèrent l'ordre ecclésiastique nouveau, les autres s'y refusèrent. Il y eut un clergé assermenté et un clergé insermenté. Cette rupture dura jusqu'au consulat, époque à laquelle Bonaparte, comme on le dit, rétablit le culte, ce qui n'est pas tout à fait exact : il rétablit seulement l'accord avec Rome; il fit cesser le schisme et fit rentrer dans l'église le clergé assermenté et dans l'état le clergé réfractaire. Telle fut l'œuvre du *Concordat*, qui régit aujourd'hui les rapports de l'église et de l'état dans notre pays.

Dans cette profonde transformation, que devaient devenir les maximes de 1682? Que pouvait être le gallicanisme dans ce régime nouveau? Ces maximes, qui avaient été inventées lorsque l'état était chrétien, étaient-elles encore de mise quand il ne l'était plus? L'église restaurée se contenterait-elle d'être liée à l'état par des liens purement extérieurs? En séparant dans une certaine mesure l'église de l'état, ne donnait-on pas à l'église le désir et la tentation de retrouver sa force perdue, en se rattachant d'une manière plus énergique à son centre, c'est-à-dire à Rome? Le schisme, que la révolution avait tenté sans y réussir, ne devait-il pas emporter par réaction les faibles limites que le gallicanisme avait essayé de poser au pouvoir spirituel? C'est ainsi, c'est par cette loi, si connue aujourd'hui, des réactions dans l'ordre des idées, comme dans l'ordre mécanique, que nous voyons renaître en France, au commencement de ce siècle, le principe longtemps oublié de l'ultramontanisme. Sous Napoléon I<sup>er</sup>, de telles tendances ne pouvaient guère se manifester. Mais à l'époque de la restauration, qui semblait devoir restituer tous les principes, les esprits ardents et absolus pensèrent qu'il y avait lieu de remonter, non-seulement jusqu'au-delà de la révolution, mais encore au-delà de l'église gallicane, et d'affirmer hautement la nécessité du gouvernement catholique des sociétés. En face de la révolution qui partait du principe de la liberté de penser et de la

liberté de l'individu en toutes choses, il fallait un autre principe, et le gallicanisme était une doctrine trop faible et trop impuissante pour le poser.

Tel est l'objet, telle est la pensée des deux écrits politiques publiés par l'abbé de Lamennais pendant la restauration : 1° *la Religion dans ses rapports avec l'ordre civil et politique* (1826) ; 2° *les Progrès de la révolution et de la guerre contre l'église* (1829). La pensée fondamentale de ces deux écrits est que l'erreur radicale de la révolution est la haine contre l'église, la destruction de toute religion. Or le gallicanisme est absolument hors d'état de lutter contre la révolution, car il est lui-même un des faits précurseurs de cette révolution ; il est une sorte de protestantisme. La constitution civile du clergé n'était que la conséquence du gallicanisme et du jansénisme.

Lamennais met en regard deux doctrines qui lui paraissent le contre-pied l'une de l'autre, quoique souvent elles tendent à se réunir : c'est d'une part le libéralisme, de l'autre le gallicanisme. Il s'attache à démontrer le danger et l'impuissance de ces deux systèmes. Le libéralisme, c'est l'individualisme. Nous savons ce qu'en pense Lamennais. Il le ramène à la liberté de penser, c'est-à-dire au doute. Il invoque, pour qu'on ne l'accuse pas d'exagération, les paroles mêmes du journal le plus philosophique qu'il y eût alors, le journal *le Globe*, pour prouver que ce que voulait cette école, c'est l'anarchie des idées. Voici, en effet, comment s'exprimait ce journal : « La vérité a cessé d'être universelle. Travaillée de tous les doutes, en présence de mille religions diverses, de mille systèmes contradictoires, cherchant sans tutelle et sans prêtre la solution du grand problème de Dieu, de la nature et de l'homme, les intelligences se sont proclamées souveraines, chacune de leur côté. Qu'il y ait heur ou malheur à cette émancipation audacieuse, qu'il y ait faiblesse ou force dans cette *anarchie des esprits*, il n'importe ; elle est aujourd'hui notre *premier désir*, notre *premier bien*, notre *vie* ; et voilà pourquoi la loi a constaté et consacré l'anarchie. Par elle, toute opinion a été déclarée libre. Ainsi sont tombés sous la juridiction de chacun toutes les révélations, tous les sacerdoces, tous les livres saints. » En citant ce passage, Lamennais reconnaît ce qu'il y a de sincérité, d'honneur et même de force dans cette manière hardie de poser la question. Mais il en tire les conséquences suivantes : c'est que le droit de penser entraîne le droit d'agir. Tout penser, c'est tout faire. Si chacun a le droit de penser ce qu'il veut, chacun est souverain de soi-même : « Prétendre lui imposer un devoir qu'il ne se soit pas d'abord imposé lui-même par sa pensée propre et sa volonté, c'est violer le plus sacré de ses droits, celui qui les comprend tous :

c'est commettre le crime de lèse-majesté individuelle. » L'anarchie des esprits produit donc inévitablement l'anarchie sociale et politique. L'individualisme, qui détruit tout droit et tout devoir, détruit donc toute société. Il ne reste plus au pouvoir civil d'autre droit que celui de la force. Dans cette hypothèse, on peut encore se soumettre au pouvoir par nécessité, mais non par conscience; et aussitôt qu'on est le plus fort, on peut s'en affranchir. De là le droit d'insurrection, droit dont on ne peut fixer les limites, et qui livre la société au hasard des passions et de la force. On voit que Lamennais apercevait déjà, avec une sagacité profonde, dans l'individualisme libéral, la source de l'anarchisme. Ces conséquences se sont développées plus tard et sous nos yeux.

Une certaine portion de l'école libérale niait cependant ces conséquences, et était aussi opposée à la souveraineté du peuple qu'au droit divin : c'était l'école doctrinaire, représentée par Royer-Colard, le duc de Broglie, M. Guizot. A ces deux principes, elle en opposait un troisième, la souveraineté de la raison. Lamennais signalait les inconséquences de ce principe. Où est la raison? Qui est-ce qui a raison? Quels sont ceux qui ont plus raison que les autres? A quoi les reconnaître? Le principe est vrai; mais il faut une autorité qui fasse reconnaître la raison et qui lui fasse obéir. M. Guizot dit que la raison est en Dieu. Fort bien; mais si Dieu ne parle lui-même, comment puis-je savoir ce qui vient ou ce qui ne vient pas de lui? Jean-Jacques Rousseau lui-même a dit : « Sans doute, la justice vient de Dieu; lui seul en est la source; mais, si l'on savait la recevoir de si haut, on n'aurait pas besoin de gouvernemens ni de lois. »

Dans cette première période de sa carrière politique, au moins à l'origine, Lamennais se montrait très hostile aux principes démocratiques. Il reprochait à la charte d'avoir établi la société sur la démocratie, et il montrait tous les vices et tous les périls du gouvernement démocratique : la mobilité dans les lois, la médiocrité des gouvernans, l'irréligion, la négation du christianisme, le principe de division substitué au principe d'unité, la cupidité et la soif de l'or, l'égalité en toutes choses ne laissant subsister que la distinction des fortunes, l'agiotage, la négation de toute notion de droit, etc. Il s'ensuit que la démocratie, loin d'être le terme extrême de la liberté, est le terme extrême du despotisme : car le despotisme d'un seul a des limites; le despotisme de tous n'en a pas.

Voilà le procès fait au libéralisme; voyons maintenant, ce qui nous intéresse davantage, le procès du gallicanisme, qui, selon notre auteur, est le contraire du libéralisme, car il l'appelle aussi le royalisme. Ces deux doctrines, dit-il, ont chacune une part de vérité. La première

est la garantie des peuples contre les rois ; la seconde est la garantie des rois contre les peuples. Le gallicanisme se jette à l'extrême opposé du libéralisme, quoique l'opinion libérale se croie souvent obligée de favoriser l'opinion gallicane : c'est une erreur profonde. L'origine du gallicanisme remonte à l'époque où les princes se sont affranchis des pouvoirs de l'église. C'est une imitation affaiblie de l'anglicanisme et du luthéranisme ; mais c'est le même principe. L'idée commune, c'est que la souveraineté est indépendante de Dieu. C'est donc le pouvoir sans base morale, sans base spirituelle, et par conséquent sans frein. Sans doute, le gallicanisme reconnaît que le pouvoir vient de Dieu, mais sans intermédiaire. Le prince est lui-même le seul juge de ce qu'il doit à Dieu. Dieu est donc relégué, comme dans le système de la souveraineté de la raison, dans un lointain idéal, où il règne sans gouverner. C'est toujours l'homme qui est juge. Dans le libéralisme, ce sont les peuples ; dans le gallicanisme, ce sont les rois. Ils ne sont soumis à aucune règle, à aucune autorité, puisqu'il n'y a au-dessus d'eux aucune puissance spirituelle, et que d'ailleurs le royalisme n'admet ni la souveraineté du peuple, ni aucun droit de contrat de la part du peuple ; ainsi le pouvoir est sans contrat et du côté du peuple et du côté de Dieu. C'est le despotisme pur. Le souverain ne connaît d'autre frein que celui de sa conscience, la souveraineté est inadmissible. « Le souverain légitime, disait M. de Frayssinous, fût-il tyran, hérétique, persécuteur, ne cesse jamais d'être souverain légitime ; » et les peuples sont censés devoir souffrir tous ces maux par ordre de Dieu. Le souverain sans doute peut, à titre d'homme, avoir des devoirs ; mais comme souverain il n'en a pas. Voici comment s'exprime Pierre Dupuy dans le *Traité des droits et libertés de l'église gallicane* : « Le roy n'est-il pas le juge sur tous ? chef de son armée ? le plus hault et le plus souverain de tous ? n'est-il pas en sa puissance de prendre les enfans de ses sujets et de les mettre à ses chariots ? N'est-il pas en lui d'en faire des centeniers, des grands-maréchaux, des laboureurs de ses terres ?.. Il a la puissance de prendre les filles de ses sujets, et employer les unes à lui faire onguens et parfums, les autres tenir pour concubines, les autres pour panetières... Il peut confisquer les champs et les héritages... Voilà donc ce que c'est d'un roy en l'église. » Comment les libéraux peuvent-ils soutenir une doctrine qui s'appuie sur de telles maximes ? Le gallicanisme est si bien la doctrine du despotisme, qu'il a triomphé dans l'ancienne monarchie en même temps que le despotisme, c'est-à-dire sous Louis XIV, sous le règne duquel la monarchie absolue a atteint son apogée. Ainsi les deux doctrines aboutissent au même résultat : le libéralisme détruit la notion du pouvoir ; le gallicanisme la



corrompt. L'un et l'autre ne connaissent que le pouvoir arbitraire, c'est-à-dire la volonté variable de l'homme. Ce qui fait illusion sur la vraie nature du gallicanisme, c'est la noblesse et la grandeur apparentes de ce dévouement au prince, emprunté aux mœurs chevaleresques ; son vice fondamental a été de lier la cause de la religion à celle du despotisme, et d'avoir été par là l'origine du libéralisme, qui a lié au contraire à l'irrégion la cause de la liberté.

Il y a un vice secret dans cette polémique violente de Lamennais contre le gallicanisme : c'est que, quoiqu'il soit vrai en fait que cette doctrine a été liée au royalisme et même à l'absolutisme, cela n'est pas nécessaire en principe. On comprend très bien une monarchie limitée qui, tout aussi bien qu'une monarchie absolue, prendrait ses précautions à l'égard de la cour de Rome, et qui limiterait ce pouvoir en même temps qu'elle accepterait elle-même certaines limitations. Lamennais montrait bien l'excès du gallicanisme séparé du libéralisme, mais il ne prouvait pas qu'il y eût contradiction entre les deux principes, et que le parti libéral fût mal inspiré en soutenant, à son point de vue, les maximes gallicanes. Sans doute, en dehors de toutes garanties populaires, l'action du pouvoir pontifical a pu être une limite et une garantie, et l'exclusion de cette action a eu à la fois pour cause et pour effet l'extension du pouvoir absolu ; mais c'est là un fait purement historique, non une conséquence logique inévitable ; car la suppression du pouvoir pontifical en Angleterre n'a pas eu pour conséquence l'établissement du pouvoir absolu.

Lamennais ne se contente pas de cette critique générale du gallicanisme ; il en combat pied à pied toutes les maximes, et d'abord le premier des articles de 1682, celui qui déclare le souverain civil indépendant de l'église dans l'ordre temporel. Il est curieux de voir reparaître, en France, en 1825, toute la vieille controverse du moyen âge sur la suprématie des deux pouvoirs. Pour qu'une société subsiste, dit Lamennais, il faut deux choses : d'une part, un ordre moral, une loi morale, sociale, spirituelle, qui lie tous les hommes par des devoirs et des droits communs, par des croyances communes ; de l'autre un pouvoir qui maintienne l'exécution de cette loi et de cet ordre. Or, la loi venant de Dieu, comme le reconnaissent même les libéraux dans leur théorie de la souveraineté de la raison, il s'ensuit que le pouvoir en principe est divin. Le pouvoir est, comme le dit saint Paul, *le ministre de Dieu pour le bien*. Hors de là, point de liberté, car si le pouvoir vient du peuple, tout ce que fait le peuple est juste. S'il vient du souverain lui-même, il est donc à lui-même le principe de son droit. Or jamais on n'a soutenu que le souverain fût à lui-même son dernier juge. Le pouvoir, quand il



loulle aux pieds la loi divine, la morale, a perdu son droit. Donc la loi divine précède le pouvoir; or quelle est cette loi divine, si ce n'est la religion?

Lamennais établit trois propositions, qui sont tout le code de l'ultramontanisme, qu'il appelle le christianisme : 1<sup>o</sup> point de pape, point d'église; 2<sup>o</sup> point d'église, point de christianisme; 3<sup>o</sup> point de christianisme, point de religion et, par conséquent, point de société. Le lien de ces trois propositions est dans ce principe, que l'unité de la société repose sur l'unité de la vérité. Si la vérité est une, s'il n'y a qu'une vérité, il n'y a de société véritable que lorsque cette vérité est reconnue. Mais, si chacun est juge de la vérité, la vérité n'est pas une; et comme cela est vrai de tous les hommes, la vérité ne vient pas des hommes, elle vient de Dieu, et par conséquent de la religion. Donc, point de religion, point de société. Il ne faut pas perdre de vue ici toute l'argumentation de l'*Essai sur l'indifférence*, de laquelle il résulte qu'il n'y a aucun moyen terme entre le christianisme et l'athéisme, et par conséquent l'anarchie.

Mais, de même qu'il n'y a qu'une vérité, il n'y a aussi qu'une religion. Dire que chacun est juge de la religion, c'est dire qu'il est juge de la vérité, et nous retombons dans le mal précédent. Il faut donc une autorité pour décider de la vraie religion. Or, la plus haute et la plus complète autorité est celle du christianisme. Donc, point de christianisme, point de société. Mais le christianisme lui-même ne peut subsister si chacun est juge de ce qui est et de ce qui n'est pas chrétien. Il faut donc une autorité constituée, une église. Donc, point d'église, point de christianisme, point de religion, point de société; or, dans le protestantisme, il n'y a pas une église, il n'y a que des sectes. La seule autorité constituée en église, c'est l'autorité catholique. Donc, point de catholicisme, point d'église, point de religion, point de société. Enfin, une église elle-même ne peut subsister sans une règle infaillible, une autorité suprême, un chef qui en représente l'unité permanente, en un mot sans le pape. Donc, point de pape, point d'église.

Telle est la série de sorites par lesquels Lamennais lie sa politique à sa philosophie, et passe de la théologie à la théocratie. La société repose sur le pape. Le pape est le souverain spirituel du monde, non-seulement en ce sens qu'il gouverne les consciences et les âmes, mais aussi en cet autre sens qui en est la conséquence, qu'il doit faire respecter la loi divine, la loi spirituelle par ceux qui en sont les ministres, c'est-à-dire par les souverains. Lamennais ne va pas jusqu'à dire que le pape puisse s'attribuer un droit réel sur le temporel des rois, c'est-à-dire sur le

gouvernement matériel des sociétés ; mais jamais les papes, même Boniface VIII, n'ont affiché une telle prétention : « Voilà quarante ans, disait celui-ci, que nous sommes versé dans l'étude du droit ; et nous n'avons pas à apprendre qu'il y a deux puissances. » Les évêques, partisans de Boniface, disaient que celui-ci n'avait jamais entendu que le roi lui fût soumis temporellement. Mais où est la limite ? La voici : ce qui appartient au pape, dit Lamennais en citant l'autorité de Gerson lui-même, c'est « la puissance directrice et ordinatrice, » non civile et politique : distinction bien délicate et bien glissante ; car, par la même raison, on pourrait soutenir que le prince ne rend pas la justice, puisque cela est l'office des magistrats, qu'il n'administre pas, ce qui est l'office des intendans ou des préfets, mais qu'il se borne à la puissance directrice. Peut-on nier cependant qu'il soit souverain au temporel ? A l'autorité de Bossuet, Lamennais oppose celle de Fénelon, qui admet, comme principe de droit, que, dans les nations catholiques, le pouvoir ne peut être confié qu'à un catholique, et que le peuple n'est tenu de lui obéir que sous cette condition. Tel était le sens de l'acte par lequel les papes déliaient les sujets du serment de fidélité ; par exemple, à l'époque de l'empereur d'Allemagne Frédéric II, c'étaient ses crimes et ses impiétés qui avaient mérité la sentence du saint-siège. Du reste, ajoute Lamennais, l'église se bornait à des peines toutes spirituelles, par exemple à l'excommunication. La déposition n'était qu'une conséquence : ce fut le droit public au moyen âge. Ce droit sauva la civilisation ; sans lui, la polygamie se fût établie en Europe. Tels furent les bienfaits de celui que Lamennais appelle saint Grégoire VII. Sans doute, les deux pouvoirs viennent de Dieu ; mais l'un règne sur les âmes, l'autre sur les corps. Or, autant l'âme est supérieure au corps, autant le sacerdoce est supérieur à l'empire. Gerson lui-même accordait à l'église un pouvoir de coercition et de coaction. Si le souverain est indépendant de l'église, il pourrait être hérétique, impie, sans religion, sans moralité. Le gallicanisme conduit à l'athéisme légal, qui est le régime de la charte, le régime dans lequel nous vivons. Un avocat célèbre, M. Odilon-Barrot, plaidant devant la cour de cassation, avait, en effet, prononcé cette parole : « La loi est athée. » Dès lors elle n'est pas loi ; car sans Dieu, point de pouvoir légitime. La légitimité est donc inséparable de la religion. La monarchie spirituelle est la garantie des souverainetés temporelles : hors de l'église, elles ne reposent sur rien. Les maximes de 1682 contenaient en germe tous les principes de la révolution.

D'après les théories précédentes, on comprend que l'état religieux moderne, fondé par le concordat et plus ou moins interprété

par la restauration dans le sens du gallicanisme, fût pour Lamennais un état intolérable. Bien loin de voir, comme les libéraux, dans le gouvernement de la restauration une alliance du trône et de l'autel, l'établissement du trône sur l'autel, il n'y voit, avec son esprit de logique implacable, qu'un athéisme légal, de même que, dans la charte de 1814, interprétée par M. de Villèle, il ne voit que la pure démocratie. La tolérance des cultes, même avec tous les avantages accordés à l'église, ne lui paraît qu'une persécution. Cet ordre de choses, accepté même par les royalistes ultra, à savoir que la religion est une chose que l'on administre comme les autres choses, comme l'Opéra, comme les haras, lui paraît un matérialisme abject. La loi du sacrilège, que le parti libéral dénonçait comme le comble des entreprises théocratiques, excite son indignation comme une œuvre abominable d'indifférentisme, parce que le gouvernement essayait précisément d'ôter à cette loi tout caractère confessionnel et religieux, en étendant le même privilège à tous les cultes, et en disant, par la bouche d'un évêque, qu'il ne s'agissait pas du catholicisme ou christianisme, « comme religion vraie, mais comme religion nationale. » On voit qu'en toutes choses, sur toutes les questions, Lamennais allait toujours jusqu'aux dernières extrémités de sa pensée. Revenir à saint Grégoire VII, tel était le remède qu'il proposait aux maux de la révolution. Abolir le christianisme, ou lui restituer un empire absolu, non-seulement sur les consciences, mais sur les gouvernemens, telle est l'alternative dans laquelle il place la société moderne. Il est rare que la société se laisse enfermer par les logiciens dans de pareils dilemmes; elle est pour les entre-deux. Mais Lamennais n'a jamais pu comprendre les idées moyennes. Absolutiste et théocrate à outrance, déçu de ce côté dans ses espérances et ses illusions, il va se transporter avec la même ardeur, la même fougue, la même intolérance, à l'extrémité contraire; et ses idées démocratiques ne le céderont en rien en exagération à ses opinions théocratiques. Renonçant aux doctrines du passé, il se transportera d'un seul bond de l'autre côté du fleuve, n'ayant, dans les deux phases de son existence, qu'un seul sentiment persistant, la haine et le mépris du présent, l'horreur du juste-milieu, des gouvernemens tempérés et des doctrines latitudinaires. Comment ce passage a-t-il pu se faire? C'est là un problème des plus obscurs et qui ne sera peut-être jamais complètement éclairci. Nous essaierons de retracer cependant les principales phases et les transitions fondamentales de cette extraordinaire évolution.

Quant à cette première campagne de celui que l'on doit appeler encore abbé de Lamennais, on peut dire qu'elle a réussi beau-

coup plus qu'il ne le croyait lui-même. Sans aller jusqu'aux extrémités où son esprit violent s'était laissé emporter, sans remonter jusqu'à Grégoire VII, ce qui ne pouvait que faire sourire les vrais politiques, ce qui est certain, c'est que l'esprit ultramontain a pénétré dans l'église de France, ce qui n'avait pas eu lieu sous l'ancien régime; c'est que le lien avec le pouvoir romain est devenu plus étroit, que l'autorité pontificale, au moins au point de vue spirituel, s'est agrandie jusqu'à la proclamation de l'infailibilité, que les grandes milices monastiques, autrefois toujours plus ou moins suspectes au clergé séculier, se sont insinuées partout, ont envahi l'enseignement ecclésiastique et même laïque. Cet état de choses, qui résultait plus ou moins de la nécessité des faits, a été singulièrement favorisé par l'influence des doctrines. De Maistre et l'abbé de Lamennais ont été les pères de l'église du catholicisme moderne. Est-ce un bien? Est-ce un mal? Nous n'avons pas à l'examiner. Ce qui est certain, c'est que Lamennais a eu lui-même des doutes sur son œuvre, c'est qu'avant la grande rupture qui le lança dans l'abîme de l'inconnu, il essaya de reprendre l'œuvre chrétienne par une autre voie, à l'aide d'autres principes. Au lieu de présenter le christianisme comme le contre-pied, l'antagoniste nécessaire de la société moderne, il a tenté de le réconcilier avec cette société. C'est ainsi qu'après avoir été l'apôtre enflammé de l'ultramontanisme, il est devenu le chef et le promoteur de ce que l'on a appelé depuis le catholicisme libéral; et, dans cette seconde entreprise comme dans la première, il s'est encore découragé trop tôt, et il a réussi plus qu'il ne l'avait cru : il a fait une école brillante de catholiques libéraux, comme une école puissante de théocrates absolutistes; mais son esprit entier et impatient, incapable d'attendre le fruit de ses idées, avait déjà quitté cette zone moyenne de réconciliation. Quelque éclat bruyant qu'aient eu ses aventures ultérieures, cette période, celle du journal *l'Avenir*, n'en est pas moins dans sa vie la plus belle, la plus pure, la plus sereine, celle à laquelle l'état et l'église doivent le plus de reconnaissance; car, à défaut d'une extermination de l'une ou de l'autre puissance, qui est absolument impossible, c'est la seule solution qui s'impose à l'avenir. Il nous faut étudier en détail cette nouvelle phase de notre impétueux auteur, qui, fatigué de ce double rôle d'apôtre, va bientôt prendre celui de tribun.

PAUL JANET.

---

# L'ÉGYPTE

ET

## L'OCCUPATION ANGLAISE

---

V<sup>1</sup>.

LA JUSTICE ET L'INSTRUCTION PUBLIQUE, CONCLUSION.

---

### XV. — LA JUSTICE.

Il est de toute notoriété en Égypte que, lorsque l'Angleterre prenait déjà sous sa direction les finances, la guerre, l'agriculture et le commerce, elle s'efforçait encore d'accaparer le ministère de la justice. Elle négligeait tout à fait, il est vrai, celui de l'instruction publique, mais par la simple raison que les profits y étaient, comme en Europe, des plus minces, et qu'il n'est pas dans ses habitudes de travailler pour la gloire ni de combattre pour une idée. Elle laisse même massacrer ses enfans les plus nobles, Gordon, par exemple, quand elle suppose que leur existence ne compenserait pas ce qu'il en coûterait pour les sauver (?). Mais revenons à la justice. L'An-

(1) Voyez la *Revue* des 1<sup>er</sup> et 15 décembre 1888, 1<sup>er</sup> et 15 janvier 1889.

(2) Et cependant sir E. Baring écrivait du Caire au major-général E. Gordon :

gleterre a cherché tout d'abord à réclamer pour elle le poste de procureur-général près les tribunaux indigènes. Elle a fait venir des Indes, à cet effet, et l'un après l'autre, deux magistrats d'ordre supérieur, mais qui, étrangers aux usages et aux lois du pays, ont dû se retirer. M. West, l'un de ces personnages, avait préparé et fait accepter un projet de réorganisation de la justice indigène. Or, ce projet, à peu près praticable pour la moitié du pays, ne pouvait l'être pour l'autre moitié. Il ne s'est jamais manifesté que par des lois maladroitement calquées sur d'autres lois défectueuses. Avec lui, impossible, au point de vue légal, de mettre en vigueur, dans la Basse-Égypte, une partie du code civil, et, quant au point de vue pénal, nulle peine n'était applicable. Cependant, comme on avait supprimé pour lui faire place beaucoup de tribunaux, les crimes et les délits se multiplièrent bientôt d'une façon inquiétante. On créa avec précipitation des commissions pour la répression du brigandage. Ces commissions se résumaient, ici comme ailleurs, en un jugement sommaire et en une exécution plus sommaire encore. Créées en 1884, elles furent prorogées, en 1887, pour un an, et si elles fonctionnent encore à l'heure actuelle, c'est que le brigandage, lui non plus, ne se repose pas. Les cheiks ou maires de villages, jadis responsables des méfaits qui se commettaient chez eux et autour d'eux, n'ont plus rien à y voir : c'est affaire de la police et de la gendarmerie qui, toutes deux, sont aux mains des Anglais. Un vieux résident français me disait qu'au bon temps d'Ismaïl-Pacha, il eût pu parcourir le pays un bâton à la main ; aujourd'hui, il ne va plus sans un revolver. Et, cependant, des Anglais assurent sérieusement que l'une des plus grandes gloires de l'Angleterre est d'avoir réformé la justice indigène en Égypte ! Non, il lui manque pour cela des hommes versés dans la connaissance du pays, du droit et des principales législations européennes. Ainsi que l'a écrit fort bien un ancien magistrat, avocat en ce moment à la cour d'appel d'Alexandrie, l'Angleterre pêche par le vice intrinsèque de sa propre législation, celui de n'avoir jamais été codifiée<sup>(1)</sup>. Peu importe, du reste, que des légistes venus des rives du Gange aient échoué dans leurs projets de réorganisation judiciaire ; ce qui est intolérable, c'est l'arbitraire, et qu'on en juge.

Un médecin européen, Italien, chasse dans une plaine ensemencée de blé, à Chubrah, lorsque des fellahs l'arrêtent et veulent lui en-

« Soyez assuré que, dans la tâche difficile que vous avez assumée, la coopération et l'assistance des autorités anglaises et égyptiennes ne vous feront jamais défaut. »

(1) *De l'organisation judiciaire en Égypte*, par M. Gaston Privat. Paris, 1887 ; *Journal du droit international*.



lever son fusil, sous prétexte que lui et son chien abiment les récoltes sur pied. Pendant qu'il cherche à se dégager, l'arme part, et le docteur reçoit la charge dans le ventre. Il meurt le lendemain. Il y a enquête; l'autorité déclare que la mort est accidentelle et qu'il n'y a pas lieu de poursuivre les agresseurs.

Deux jours après ce drame, deux officiers Anglais chassent dans la plaine des Pyramides. L'un d'eux blesse par maladresse un enfant. Le père, un fellah, accourt, et cherche à désarmer le chasseur. Cette fois encore, le coup part, mais c'est le père de l'enfant qui tombe pour ne plus se relever. La population d'un village voisin accourt, entoure les officiers, qui reçoivent des immondices au visage et sont conduits garrottés au Caire. Une commission est formée et condamne douze hommes de cette population à six mois de travaux forcés et à la peine du trop fameux *cat of nine tails*, le fouet anglais. Cela se juge, s'exécute comme s'il n'y avait pas de tribunaux. Un escadron de hussards et cent hommes du 41<sup>e</sup> welsh régiment, — chaque homme avec cinq cartouches à balles, — se rendirent, musique en tête, au village de Kuffra, dans la plaine des Pyramides, à l'endroit même où s'était passé le drame et où la sentence fut exécutée en présence d'une foule terrifiée. Je rappelle à ce sujet ce que je crois avoir déjà dit, c'est qu'aussitôt après la bataille de Tel-el-Kebir, les Anglais, pour s'attacher les fellahs, avaient supprimé la bastonnade.

La justice est rendue en Égypte par trois juridictions : 1<sup>o</sup> les tribunaux ottomans ou indigènes; 2<sup>o</sup> les tribunaux consulaires ou étrangers; 3<sup>o</sup> les tribunaux internationaux mixtes ou de la réforme (1).

La première de ces juridictions se partage en juridiction du statut personnel et en juridiction du statut réel. Le statut personnel comprend les tribunaux de la loi religieuse et remonte au premier temps de l'Islam; elle applique directement les règles du Coran au mariage, à la paternité et filiation, aux successions, donations et testaments. La justice est rendue par les cadis, depuis le grand cadi du Caire, nommé par le cheik-ul-Islam de Constantinople, jusqu'aux cadis d'arrondissement ou de district. Les cadis sont également chargés de délivrer les titres de propriété immobilière.

La juridiction du statut personnel musulman se complète par le

(1) Voici le chiffre des affaires jugées en 1887 dans la Basse-Égypte aux tribunaux indigènes du Caire, Alexandrie, Tantata, Benra et Mansourah : Délits, 7,629; crimes, 641. — La cour d'appel a dû connaître de 1,401 délits et 268 crimes. — Dans la Haute-Égypte, aux tribunaux indigènes de Beni-Souf, Assiout et Keneh, ont été jugés 1,670 crimes et délits. La cour de cassation a dû se prononcer sur 116 pourvois en matières criminelles.

conseil dit des tutelles et curatelles, et par une administration dite des successions et dont la liquidation doit toujours passer par les mains du gouvernement. Elle s'appliquait autrefois à tous les sujets de l'empire ottoman, à quelque religion qu'ils appartenissent. Elle ne concerne plus aujourd'hui que les musulmans. Les chrétiens catholiques et schismatiques, soutenus par les états européens et spécialement par la France, ont obtenu plusieurs privilèges de la Porte; ces privilèges sont consacrés aujourd'hui par le *hatti-humaïoun*, ou le décret de 1856, qui les reconnaît solennellement.

Les matières du statut personnel à l'égard des membres comprenant les différentes communautés chrétiennes établies en Orient relèvent des patriarches de chaque rite, qui ont divisé leur juridiction en diocèses ou circonscriptions religieuses, appelés communément patriarchats, et gérés en leur nom par des vicaires.

Ces patriarchats exercent parfois sur leurs cliens un pouvoir civil et judiciaire fort étendu; il en résulte souvent des abus considérables et bien difficiles à réprimer. Cependant, on peut faire appel des décisions des patriarchats locaux devant les patriarches qui siègent à Constantinople et en Asie-Mineure.

La juridiction du statut réel s'applique à toute la population indigène, sans distinction de religion. Elle comprend trois degrés: première instance, appel et revision, avec toutes les attributions civiles et pénales, hormis le statut personnel. Depuis la mort de Méhémet-Ali, elle a été l'objet de beaucoup de remaniemens; et, dans la Basse-Égypte, elle est remplacée aujourd'hui par la nouvelle législation indigène, calquée en majeure partie sur la législation mixte dont il sera parlé plus loin. Toutefois, l'ancienne juridiction reste encore en vigueur dans la Haute-Égypte, depuis Assiout jusqu'à Assouan. L'argent manque pour la création de nouveaux tribunaux, et il est difficile de prévoir quand cessera cette pénurie.

La Basse-Égypte, plus peuplée, plus favorisée par le climat, est soumise au régime de la nouvelle justice civile et pénale mise en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1884. Les commissions spéciales pour la répression du brigandage n'en poursuivent pas moins leur œuvre sur ce même territoire, sans s'inquiéter s'il y a une justice légale ou non. Celle-ci fonctionne dans cinq tribunaux: à Alexandrie, au Caire, à Tantah, à Mansourah et à Benha. Ils relèvent d'une cour d'appel qui siège au Caire, et qui est souveraine en matière civile. En matière pénale criminelle, il y a une voie de recours contre ses jugemens, mais seulement dans un cas de violation de la loi.

Ce sont des indigènes, musulmans ou chrétiens, flanqués de quelques magistrats européens recrutés en Belgique et en Hollande par les soins du gouvernement égyptien, qui composent le

personnel de ces tribunaux. Tous réunissent-ils les connaissances juridiques ou administratives nécessaires à leurs fonctions? D'aucuns disent qu'il n'en est pas toujours ainsi, non-seulement, certes, dans les cinq tribunaux dont nous venons de parler, mais encore dans les tribunaux consulaires ou étrangers, voire dans les tribunaux de la réforme. On se plaint que l'Europe ait envoyé ici, parfois, des magistrats « d'exportation. » C'est, pour le bon renom du gouvernement qui les nomme, d'un effet déplorable.

Il y a un magistrat européen pour chaque tribunal de première instance, sauf au tribunal du Caire, qui en compte deux. La cour d'appel possède quatre conseillers européens. Comme les tribunaux de Méhémet-Ali, qu'elles ont remplacés, les nouvelles juridictions requièrent sans l'adjonction d'un jury, les affaires civiles, commerciales et pénales, les affaires criminelles comprises.

Les tribunaux consulaires ou étrangers, en Asie, marquent d'une façon caractéristique l'époque où l'Occident, à tour de rôle, a établi son incontestable supériorité sur l'Orient. Ils furent créés par les différens gouvernemens européens qui, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, conclurent des traités de commerce, de paix et d'amitié avec la Sublime-Porte. C'est ce qu'on appelle le régime des capitulations, fondé sur ce principe de droit international : l'exterritorialité. La création des tribunaux internationaux par son excellence Nubar-Pacha a porté un grand coup à la vieille institution des tribunaux consulaires, mais elle n'a pu les faire disparaître entièrement. Ils restent compétens pour connaître, en sus des matières pénales et du statut personnel, qui échappent à la compétence des tribunaux mixtes, de toutes actions personnelles et mobilières entre justiciables de même nationalité. En somme, les tribunaux consulaires ne sont que des tribunaux de paix et de première instance; les juridictions d'appel et de revision résident à l'étranger. Pour la France, c'est à la cour d'Aix, en Provence, que ressortissent les appels interjetés contre les décisions rendues par les juridictions françaises d'Égypte.

En 1875, l'ex-ministre des affaires étrangères, Nubar-Pacha, se rendit à Constantinople pour apaiser la colère qu'éprouvait le sultan contre Ismaïl au sujet de certains actes trop indépendans et de dépenses trop peu réfléchies. L'orage qui menaçait le vice-roi se dissipa, et l'habile ministre revint de Turquie avec un projet de réforme des tribunaux, projet qui n'était qu'un moyen de tenir en échec l'absolutisme de son maître et de donner des garanties à l'Europe pour le concours financier dont ce dernier avait tant besoin. Treize puissances européennes et les États-Unis adhèrent à cette réforme de la justice, qui date de 1875. Les tribunaux internationaux, établis d'abord pour une période de cinq ans, virent

leur existence, comme celle de tout ce qui est créé en Égypte, fortement discutée; mais, comme ils rendaient de la bonne justice pour tous, que fellahs, Levantins, Turcs, préféreraient avoir recours à eux plutôt qu'aux tribunaux de leur caste, ils passèrent par trois prorogations successives : en 1881, pour un an; en 1882, pour deux ans; en 1884, pour cinq. Ils devraient légalement disparaître le 1<sup>er</sup> février 1889; et, chose étrange, ce serait à l'instigation de celui qui les a créés qu'ils seraient dissous.

Il est un fait certain, et Nubar-Pacha me l'a affirmé, c'est que la réforme judiciaire, telle qu'elle est aujourd'hui, est menacée, et qu'elle a été dénoncée, sinon officiellement par lui, du moins officieusement, aux puissances qui avaient adhéré à son institution. Reste à savoir si les gouvernemens européens y consentiront, ce qui paraît très douteux. Son excellence Nubar voulait avoir le choix des juges sans que les états étrangers auxquels il les eût empruntés aient à le lui imposer, comme cela se pratique aujourd'hui. Ce serait livrer aux ministres égyptiens la justice, la mettre sous leur dépendance et leur permettre de la briser le jour où elle prononcerait contre leurs désirs et leurs vues. Est-ce possible dans la situation bien regrettable dans laquelle se trouve le pays, situation que lui seul s'est faite? Le jour où il sera débarrassé de ses dettes et d'un odieux protectorat, quand un agent étranger ne viendra plus au palais d'Abdin imposer sa volonté et ses créatures, personne ne pourra empêcher un ministre des affaires étrangères, quel qu'il soit, de composer les tribunaux avec des juges à sa dévotion et d'agir, lui et ses honorables collègues, dans toute la plénitude de leur pouvoir. En attendant ce jour béni, il ne peut y avoir pour des hommes d'état patriotes que deux objectifs : la libération du territoire et l'extinction des dettes publiques.

On m'a assuré que, lorsque lord Dufferin vint au Caire, il essaya d'apporter des changemens aux tribunaux mixtes et d'y mettre la main. Si vives furent les protestations des industriels et des banquiers qu'il y renonça; il dut déclarer que l'Angleterre désirait les maintenir.

Revenons à l'organisation judiciaire en Égypte. Il y a trois tribunaux de première instance : l'un siège à Alexandrie, les deux autres au Caire et à Mansourah. Au-dessus d'eux est placée une cour d'appel qui occupe à Alexandrie, au milieu d'un monceau de ruines, un magnifique palais. Ses décisions sont souveraines. Chaque tribunal de première instance est en principe composé de sept juges, dont quatre sont étrangers et trois indigènes, mais ce nombre peut être augmenté selon la nécessité du service, sans toutefois que la proportion entre indigènes et étrangers fixée ci-

dessus puisse être modifiée. Actuellement, le tribunal d'Alexandrie est composé de douze magistrats étrangers, celui du Caire de huit, et celui de Mansourah de quatre. Quant à la cour d'appel de la première de ces villes, composée à l'origine de sept conseillers européens, et plus tard de neuf, elle est aujourd'hui réduite à huit, dont six sont nommés par le khédivé, sur la désignation de leur gouvernement, et deux par le khédivé, sans désignation des puissances. L'Espagne, le Danemark, la Suède et la Norvège ne comptent qu'un seul représentant dans les tribunaux de première instance. Les autres états en comptent deux; le Portugal n'en possède pas et n'en a jamais possédé, car la colonie portugaise, en Égypte, en est réduite à une unité, unité qui porte le titre de consul, cumulant à elle seule et à la fois, et le gouvernement portugais et ses nationaux.

À la cour d'appel sont représentés les six grandes puissances européennes et les États-Unis d'Amérique. Ce n'est pas un des spectacles les moins curieux que ces hautes cours composées de personnages si différens de types, d'allures et probablement de caractères. J'ai dit que les deux conseillers choisis pour augmenter le personnel insuffisant de la cour sont nommés directement par le gouvernement égyptien, sans désignation de leurs gouvernemens respectifs. L'un d'eux est Français, l'autre est Hellène. C'est sans doute cette dérogation aux coutumes premières qui avait mis Nubar-Pacha en appétit et lui avait fait demander qu'il en fût ainsi pour tous les autres juges étrangers.

Les tribunaux mixtes connaissent de toutes contestations civiles et commerciales entre indigènes et étrangers, et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel, ainsi que de toutes actions réelles immobilières entre étrangers du même pays. Le gouvernement égyptien, les administrations, les *dairas* ou domaines de son altesse le khédivé et des membres de sa famille, sont justiciables de ces tribunaux dans les procès avec les étrangers; il en est de même pour les sujets des gouvernemens européens qui n'ont pas adhéré à la constitution des tribunaux mixtes.

Un juge unique, délégué par le tribunal, est investi des attributions de justice de paix et connaît, sous le nom de juge sommaire, des affaires possessoires, personnelles et mobilières au-dessous de 500 francs. Près des tribunaux mixtes existe un parquet unique, à la tête duquel est placé un procureur-général amovible et nommé par le khédivé, ayant des substituts également amovibles, en nombre suffisant pour le service de la cour et l'administration intérieure. Au début de la réforme, ces substituts étaient

de nationalités étrangères. Ils ont été successivement versés dans la magistrature assise et ont été remplacés par des membres indigènes.

Ce résumé de l'organisation judiciaire en Égypte sera à peu près complet lorsque j'aurai ajouté qu'il n'y a pas de juridiction administrative, et, à ce point de vue, ce pays se trouve en avance sur bon nombre de nations européennes. Enfin, les langues judiciaires employées dans les tribunaux mixtes sont l'arabe, l'italien et le français. Les Anglais veulent qu'on y ajoute la leur. Pourquoi pas toutes celles qui se parlaient à Babel ?

Une si grande quantité de tribunaux mixtes et indigènes vaut à l'Égypte tout un monde, — très intelligent, du reste, — d'hommes de loi et de plaideurs. C'est la Normandie chicanière, vétilleuse, transportée sous une autre latitude. Il y a proportionnellement, au Caire et à Alexandrie, plus d'avocats qu'il y en a à Paris, et si l'on additionnait les frais de procédure particulière au montant du budget officiel du ministère de la justice (1), on arriverait à un chiffre considérable pour un si petit territoire.

En résulte-t-il des jugemens plus parfaits qu'ailleurs ? Non, certainement, car la justice est atteinte d'un vice capital : sa pluralité de juridictions, bien difficile à faire disparaître par suite de la profonde différence des religions. Mais par quel procédé obtenir l'unité ? En étendant, il me semble, peu à peu la compétence des tribunaux mixtes et en ne la mettant pas sans cesse à l'ordre du jour du conseil des ministres. La liste des infractions auxquelles ces tribunaux restent étrangers est aussi vraiment trop grande. La voici en entier : corruption, concussion, évasion de prisonniers ou recèlement des criminels sous le coup d'une poursuite de la part des tribunaux mixtes, abus d'autorité d'un fonctionnaire, bris de scellés judiciaires, fausse monnaie, faux, incendie, faux témoignage, faux serment, banqueroute, vols, abus de confiance, abus de mandat, abus de blanc-seing, vols et détournemens de titres, pièces et documens officiels ou judiciaires, entraves aux enchères, abus commis dans les transactions commerciales, destruction d'effets de commerce, de registres, de documens, de bornes, de plantations et de clôtures.

Ainsi que le dit M. Privat dans son *Étude sur l'organisation judiciaire*, déjà citée, le personnel judiciaire indigène est notoirement insuffisant pour un si grand nombre de délits. Il est donc indispensable, en attendant mieux, de fortifier l'élément international

(1) Le ministère de la justice est inscrit au budget de 1888 pour la somme de 8,316,000 francs.



dans les tribunaux indigènes par les attributions sinon par le nombre, et de le substituer à l'élément indigène dans les rouages essentiels de l'administration de la justice. Le magistrat européen devrait avoir la direction effective parce qu'il porte généralement avec lui trois qualités qu'il est rare en Orient de trouver réunies : l'intégrité, l'autorité, l'esprit de méthode et de synthèse. A la tête du parquet devrait être placé un procureur-général européen pris parmi les magistrats des puissances dont les institutions juridiques sont en harmonie avec les nouveaux codes. Les présidents de cour et de tribunaux devraient être également étrangers, ainsi que ceux à qui incomberaient les fonctions de chef de parquet et de greffier en chef. Dans ces conditions, sous la direction de fonctionnaires européens, les tribunaux indigènes arriveraient à produire des résultats qui deviendraient peu à peu satisfaisants et permettraient d'arriver dans un avenir plus ou moins rapproché à l'unification des juridictions du droit commun.

Le régime des capitulations n'est pas de son côté sans présenter de grands inconvénients, surtout à une époque où la facilité des transports entraîne hors de leur pays beaucoup de gens sans ressources connues. L'Égypte est le refuge de nombreux déclassés, parce que, comme dans le comté de Nice autrefois, l'impunité des crimes y existe presque absolument par la faiblesse des autorités consulaires. De là une grande déconsidération pour la population européenne vis-à-vis des indigènes, dont les agissements coupables peuvent s'excuser par les mauvais exemples qui leur sont donnés. Il en résulte aussi un trouble et une insécurité dans les transactions préjudiciables aux affaires, à la bonne et régulière administration de la justice. C'est donc encore aux tribunaux mixtes qu'il conviendrait de connaître d'une grande partie des causes soumises au régime des capitulations. « La France, selon les propres expressions du rapporteur de la sous-commission de 1884, ne pourra souffrir de cette innovation. Sa colonie est, on peut le dire sans infatuation patriotique, parmi les plus honnêtes et les plus considérées. Elle a tout intérêt à voir s'élever le niveau de la moralité publique. »

Et, en effet, la France, malgré l'occupation anglaise, n'a pas plus perdu en Égypte de sa prépondérance judiciaire qu'elle n'a perdu de son antique réputation d'intégrité. Elle a vu augmenter sa représentation dans les tribunaux mixtes, dont la présidence donnée à l'élection est, depuis plusieurs années, dévolue à l'un de nos compatriotes. Sa jurisprudence continue à y prévaloir, et, à l'heure animée des audiences, dans des salles vastes et aérées, où trois chambres de notre Palais de Justice tiendraient à l'aise, ce sont les

plaidoiries en français qui sont les plus fréquentes et les mieux écoutées.

XVI. — L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le ministère auquel le khédive accorde particulièrement sa haute attention est celui de l'instruction publique ; il faut lui en savoir gré, car le ministre des finances se montre avare à l'égard de son collègue à l'instruction. Ce n'est pas sans une raison. Les écoles techniques ou l'école de médecine, de droit, polytechnique, d'égyptologie, d'arpentage, d'arts et métiers, de comptabilité, etc., ayant été longtemps sous la direction de professeurs français, on espère éloigner ceux qui résistent bravement à l'invasion anglaise en ne les payant plus qu'avec parcimonie. Heureusement il s'en maintient encore assez pour que l'enseignement français soit l'enseignement dominant. Notre langage employé pour instruire et éclairer la portion la plus jeune et la plus intelligente de la société égyptienne est un précieux avantage qu'il nous faut conserver autant que possible. Il nous empêchera de regretter qu'aux portes des hôtels les drogmans de la classe des guides et les petits âniers ne s'expriment qu'en anglais et dans le langage spécial des offres de service qu'on ne fait qu'à voix basse.

L'ignorance est grande chez le peuple égyptien, mais qui voudrait lui en faire un crime ? Le fellah, l'indigène pur, sans cesse préoccupé de faire rendre à la terre tout ce qu'elle peut produire, menacé de crues violentes, de sécheresse prolongée, d'impôts à payer, — quel que soit le résultat final de ses travaux agricoles, — n'a guère le loisir de s'instruire, pas plus qu'il n'a celui de faire instruire ses enfans. Il y aurait cruauté à l'obliger à envoyer sa jeune famille sur les bancs, lorsque la crue du Nil se présente menaçante ou que le soleil brûle les récoltes. Toutefois, les écoles primaires sont assez nombreuses dans tout l'intérieur, et au dernier recensement, celui de 1878, leur nombre s'élevait à 5,370. Il est probable que, depuis dix ans, ce chiffre a dû s'accroître. La population, cette année-là, étant de 5,510,283 individus, il en résulte qu'il n'y avait qu'une école pour 1,028 indigènes. Le nombre des élèves était de 137,553. C'est en moyenne 25 élèves par école et un élève par 40 habitans. Si, avec Durbey, l'on estime à 334,000 le nombre des enfans mâles en âge de fréquenter les classes, on trouve que 41 pour 100 reçoivent quelques principes d'instruction élémentaire et que 59 pour 100 en sont privés. Ce n'est pas très brillant.

Dans l'audience que le khédive daigna m'accorder, il fut lon-

guement question de l'instruction publique et des efforts qu'il faisait pour obliger les familles égyptiennes de toute catégorie à s'instruire. Elles y éprouvent une grande répugnance, m'a-t-il affirmé, et, pour la vaincre, il emploie dans son entourage la persuasion et même la ruse. En parlant de ce prince, j'ai déjà raconté comment, en suscitant une certaine émulation dans les personnes qui sont à son service, il emplissait de garçons et de fillettes des écoles désertes.

L'administration centrale du ministère de l'instruction publique et les écoles de toute l'Égypte ne coûtent au trésor que 2 millions de francs. C'est dérisoire comme chiffre, lorsqu'on constate que le personnel de l'administration centrale des finances absorbe à lui seul 2,400,000 francs.

Peut-être le gouvernement compte-t-il un peu trop sur la générosité des riches musulmans qui, à leur mort, lèguent des fonds pour la construction sur un même emplacement d'une fontaine et d'une école, celle-ci construite sur la première. Le type du genre est celle qui se trouve au Caire, en face de l'hôtel Sheppard. On aura sans doute remarqué les ferrures délicates qui la décorent, ainsi que les petits gobelets en fer battu attachés au monument, comme ceux de nos fontaines Wallace, par une chaînette. Il y a aussi des rotondités en cuivre et polies par l'usage, appliquées à la muraille et percées d'un trou comme une mamelle, d'où l'eau s'échappe si on y applique les lèvres. Jeunes et vieux y viennent comme à un biberon, et c'est l'eau délicieusement fraîche du Nil qui en est le lait.

Au-dessus des fontaines de ce genre se trouvent presque toujours des écoles où des bambins, en fez ou en turban, s'égosillent à crier à pleins poumons les louanges d'Allah ou des versets du Coran. Pas de papier, mais des feuilles de zinc sur lesquelles on écrit avec des plumes de roseau. Le *hodja* ou magister, presque toujours très vieux, très digne, reste accroupi devant ses élèves, auxquels il apprend à psalmodier d'une façon monotone les versets de la doctrine de Mahomet. Il le fait en battant la mesure avec une bague qui s'abat parfois sur la tête d'un élève trop remuant. Les écoliers, en général, sont vêtus d'une façon malpropre et sordide, mais ceux de l'école copte du vieux Caire m'ont paru d'une saleté par trop repoussante. Est-ce parce qu'ils sont chrétiens? Je le crains. Voulez-vous une reproduction vivante du tableau de Decamps, *la Sortie d'une école*? attirez les écoliers au dehors par la vue d'une brassée de cannes à sucre dont vous voudrez les régaler. Du reste, tout le vieux Caire est d'une puanteur extrême. N'en sont pas exemptes ses vieilles églises coptes, si intéressantes

à tant de point de vue si divers. Mais pourquoi n'est-ce pas le parfum de l'encens que l'on respire dans leurs sanctuaires ?

Les écoles techniques ou de l'état, à la fin de juin 1874, se composaient et se composent encore de sept écoles supérieures : médecine, pharmacie, maternité, droit, polytechnique, *dar-el-oloum* ou école destinée spécialement à former des professeurs de langue et de grammaire arabes, école normale supérieure ; — de deux écoles spéciales : arts et métiers, et celle dite : bureau des traductions ; — de trois écoles secondaires : collège de Nasrieh, lycée de Darb-el-Gamaniz et école normale primaire ; — de deux autres écoles primaires : celle de Raz-el-Tin à Alexandrie et celle de Mansourah à Mansourah.

Le nombre total des élèves pour tous ces établissemens était de 2,900 en 1881 et de 1,885 en 1886. Cette différence est due à ce que des institutions primaires encombrées de disciples hors d'âge et non payans ont été épurées. Le nombre des élèves gratuits, internes et externes, est de 56 pour 100 ; celui des externes payans n'est que de 34 pour 100. On peut juger par ces chiffres combien sont nombreux les jeunes gens qui reçoivent une instruction gratuite. Dans plusieurs écoles primaires, la rétribution scolaire se borne au paiement de la faible somme de 10 piastres tarifs, ou 1 fr. 25 par écolier et par mois. Ceci ne peut surprendre et vient à l'appui de ce qui est dit plus haut, c'est que les parens montrent une grande répugnance à faire les plus légers sacrifices pour l'instruction de leurs enfans. Il n'y a encore que bien peu de pères de famille qui tiennent à ce que leurs fils se pénètrent de ce sentiment d'indépendance qu'inspire la conscience de ne devoir leurs connaissances et leur carrière future qu'à eux-mêmes. Ce qui les disculpe, c'est qu'ils s'étaient habitués, dès la création des premières écoles par le grand réformateur Méhémet-Ali, à voir les écoliers non-seulement instruits, mais encore entretenus, défrayés de tout, et même payés par l'état ! Quoi qu'il en soit, les résultats obtenus jusqu'ici ont été tellement favorables, que l'honorable ministre de l'instruction publique, son excellence Abderrahman-Roudchy, aujourd'hui démissionnaire, a décidé d'imprimer aux études une impulsion nouvelle. En plus de l'instruction morale, il s'est préoccupé de l'éducation, qui a une importance si considérable et qui avait été jusqu'à présent à peu près délaissée ; c'est cette pensée qui, l'année dernière, a fait introduire dans les programmes de l'enseignement les cours nouveaux de civilité et de morale. Il fallait encore songer à développer les forces physiques affaiblies en Orient par l'abus du tabac, des bains chauds, des divans, des siestes prolongées, et les rafales brûlantes des vents

du désert. Pour atteindre ce but, l'enseignement de la gymnastique a été introduit dans le programme des études. Des professeurs sont à ce titre attachés d'une manière permanente aux écoles du gouvernement. La jeunesse des écoles suit déjà avec ardeur les leçons de ces maîtres en gymnastique et paraît y trouver un salutaire délassement. Quelle surprise pour le monde entier, s'il était parlé un jour de l'activité orientale!

Il serait inutile et certainement fatigant pour le lecteur d'énumérer ici les programmes d'enseignement en usage dans les écoles supérieures de l'Égypte, programmes qui, d'ailleurs, se rapprochent beaucoup de ceux que l'Europe a adoptés. Toutefois, il est deux de ces institutions qui méritent d'être spécialement mentionnées, en raison des progrès qu'on y constate d'année en année, c'est l'école normale et l'école des arts et métiers. La création de la première remonte à 1880. Elle avait pour but de former des instituteurs et des professeurs pour toutes les écoles de l'Égypte. A cette époque, le gouvernement avait élaboré un vaste plan d'enseignement, dont les événemens qui suivirent, — rébellion d'Arabi, l'abdication d'Ismail-Pacha, les massacres d'Alexandrie, — empêchèrent la réalisation. Le gouvernement égyptien demanda alors à la France le personnel nécessaire pour organiser l'institution. Un directeur et deux professeurs furent envoyés de Paris au Caire. Ils sortaient de notre École normale. Les débuts ne furent pas brillans, et c'est seulement dans ces derniers temps que l'institution a pris tout à coup un développement considérable. Aujourd'hui, elle est placée par son importance à la tête des établissemens scolaires. Si exigu est devenu le local qu'elle occupe, par suite d'une affluence toujours croissante d'élèves nouveaux, que le khédive vient de mettre à la disposition du directeur le palais de Kasr-el-Nousha, situé sur la belle route de Chubrah. C'est un don royal, magnifique, et qui témoigne de la constante sollicitude que ce prince porte à tout ce qui touche à l'enseignement. Le palais porte désormais le nom d'*École Tewfik*.

Voici, en résumé, le règlement organique de l'école normale, tel qu'il émane du ministère de l'instruction publique. Elle est divisée en trois cours : 1° un cours primaire dont les travaux sont assez analogues à ceux des écoles primaires de France. Durée des études, quatre ans ; 2° un cours préparatoire ; les études, qui durent également quatre années, font suite à celles de l'école primaire. Ce cours, qui comprend 120 élèves, a pour but de préparer les jeunes gens aux fonctions administratives, aux écoles spéciales de droit, de médecine et normale. Les programmes tiennent à la fois de ceux de nos écoles primaires supérieures et de ceux de nos lycées

d'enseignement spécial. Un diplôme d'études est délivré, après examen, aux élèves qui ont achevé leurs études. Détail important : ce diplôme est considéré comme l'équivalent des baccalauréats français pour les jeunes Égyptiens qui désirent suivre en France les cours des universités; 3° le cours normal proprement dit, placé au sommet de l'organisation scolaire. Durée des études, trois ans; nombre des élèves en janvier 1888, vingt.

Le directeur de l'école normale est nommé par le conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'instruction publique; il en est de même pour les professeurs. L'école est actuellement dirigée par un de nos compatriotes, M. Peltier, homme jeune, actif, intelligent; sur les vingt-sept professeurs qui y sont attachés, quatre aussi sont Français; ils exerçaient dans les écoles normales de leur patrie quand ils ont été appelés en Égypte. On comprend que, dans les classes inférieures, l'enseignement soit donné en arabe; mais dans les classes supérieures, notre langue est la seule employée.

En compagnie de M. Le Chevalier, délégué à la caisse de la dette, j'ai pu visiter longuement diverses classes où de bien jeunes élèves ont été appelés au tableau par leur professeur; ils y ont fourni des analyses logiques et grammaticales les plus transcendantes, et cela avec une sûreté et une pureté de diction qui nous ont émerveillés. Il n'est donc pas surprenant que l'institution de M. Peltier jouisse en Égypte d'une excellente renommée, et que le vice-roi montre pour elle une véritable sollicitude. Si grande est sa célébrité, que de tous les points du territoire égyptien lui viennent des élèves appartenant aux meilleures familles et dont presque tous sont fils de pachas et de beys (1).

Comme on le voit par le tableau ci-dessous, l'école est presque exclusivement fréquentée par les indigènes. La neutralité religieuse la plus absolue y est observée, et aucune discussion à ce sujet n'est

(1) Au point de vue de la nationalité et de la religion, les élèves normaliens se divisaient ainsi en 1888 :

NATIONALITÉS :		RELIGIONS :	
Égyptiens.....	212	Musulmans.....	233
Français.....	4	Catholiques.....	6
Turcs.....	80	Coptes.....	60
Syriens.....	1	Greco orthodoxes.....	1
Arméniens.....	6	Arméniens.....	5
Italiens.....	2	Juifs.....	5
Autrichiens.....	1		
Maugrabins.....	4		
TOTAL.....	310	TOTAL.....	310



permise. Aussi a-t-elle déjà fourni un grand nombre d'instituteurs et de professeurs, qui enseignent principalement le français dans diverses institutions d'éducation. De tous côtés, on lui emprunte ses livres, ses méthodes et ses procédés d'enseignement.

L'école des arts et métiers se compose de 272 élèves, dont 17 seulement paient une légère rétribution. C'est encore l'instruction presque gratuite, et l'on y retrouve ce projet bien arrêté chez les gouvernans de donner coûte que coûte à la jeunesse égyptienne des connaissances qui affranchissent l'Égypte de la supériorité jusqu'ici incontestable des arts et des manufactures d'Europe. Y parviendra-t-elle? L'institution est, dans tous les cas, en très bonne voie sous la direction de deux de nos compatriotes, MM. Guiyon et Eugène Villard, le premier directeur, le second ingénieur, professeur des travaux manuels. L'enseignement donné dans les ateliers de peinture décorative, de chaudronnerie, de sculpture, de menuiserie et de machines, est satisfaisant; celui d'ajustage, de serrurerie, des forges et de fonderie, réclame des améliorations urgentes dans des ateliers qui sont bien peu en rapport avec l'importance d'un tel enseignement. On a pu, cependant, constater comme un véritable progrès que la valeur représentée par les travaux qui sont conservés dans les collections de l'école, et qui ont été exécutés pendant l'année scolaire 1885-1886, est estimée à une somme bien plus considérable, à une valeur artistique plus élevée que celles des travaux du même genre des années précédentes.

La mission scolaire égyptienne en Europe est l'institution qui, je crois, contribue le plus à rendre la France populaire en Égypte, je dis la France, car, sur 48 élèves boursiers ou recommandés, 43 font leurs études à Paris, à Montpellier, à Versailles et à Saint-Cloud. Durant mon séjour au Caire, j'ai été mis en rapport avec des avocats, des juges, des médecins ayant acquis leur grade dans nos facultés; ils parlent couramment trois ou quatre langues, leurs connaissances sont très étendues et leur distinction est parfaite. Plusieurs m'ont assuré qu'ils regardaient la France comme leur patrie intellectuelle, et que, si une nouvelle agression était dirigée contre elle, ils considéreraient comme un devoir sacré de voler à sa défense. Je crois que ces paroles étaient sincères; et pourquoi ne l'auraient-elles pas été, n'émanant pas d'hommes politiques? J'ai hâte d'ajouter que je n'ai jamais été de ces Français candides qui croient à la sympathie des nations étrangères, pas plus que je n'ai jamais eu la candeur de penser que les peuples que nous avons aidés dans leur détresse auraient un jour pour nous de la reconnaissance. C'est peut-être ce qui fait dire que l'on s'instruit en voyageant.

En dehors des institutions pédagogiques qui relèvent directement

du ministère de l'instruction publique, il en existe d'autres qui sont indépendantes et d'une importance réelle pour notre influence en Orient, car elles sont presque toutes dirigées par des compatriotes. Cette diffusion de notre langage dans les diverses classes de la population égyptienne par un corps enseignant obscur, mais français, combattrait plus sûrement la politique d'intrusion anglaise que la diplomatie et la force des armes. Elle nous est d'autant plus nécessaire en ce moment, qu'en raison de l'intervention étrangère au Soudan, le fanatisme musulman se réveille plus intolérant que jamais. Les troubles signalés à Damas et dans d'autres villes de Turquie ont là leur cause et leur origine. Qu'on y prenne garde : la protection de nos nationaux ne semble plus garantie dans ces parages comme elle le fut autrefois.

L'alliance française, fondée à Paris il y a peu de temps, a son école à Assiout, ville importante de la Haute-Égypte. Créée il y a six mois par le comité du Caire, elle compte déjà 150 élèves. On ne s'y occupe que de la culture intellectuelle des enfans, presque tous coptes; les parens seuls auront à s'occuper de l'enseignement religieux.

Les frères des écoles chrétiennes ont quatre établissemens dont deux sont fort importants. Celui d'Alexandrie, en y comprenant la succursale de Ramleh, reçoit 800 enfans, parmi lesquels 50 musulmans et 30 coptes. Les autres élèves appartiennent aux diverses nationalités qui sont représentées à Alexandrie. Au Caire, l'école des mêmes frères, fondée depuis environ vingt-cinq ans, compte 700 élèves, parmi lesquels se trouvent une centaine seulement d'indigènes. Les autres disciples appartiennent aux nationalités les plus diverses : Français, Italiens, Grecs, etc. L'enseignement produit de bons résultats, mais on reproche aux directeurs de ne pas doter les enfans d'une instruction plus générale; le principal grief est celui de ne pas donner à l'enseignement de la langue arabe toute l'importance qu'elle comporte.

Les jésuites ont aussi, au Caire, un collège dit de la Sainte-Famille, qui fut fondé en 1879. Il contient actuellement 180 élèves de toutes les nationalités et de tous les cultes. Il y en a vingt de Français. L'établissement ne compte pas moins de vingt professeurs qui enseignent les sciences et les belles-lettres, le français, le latin, l'anglais et l'arabe. On y prépare pendant deux ans les élèves au baccalauréat égyptien, appelé baccalauréat d'équivalence. Il équivaut, en effet, à notre baccalauréat-ès-sciences. La rétribution est des plus élevées si on la compare à celle de l'école normale égyptienne, car elle n'est pas moins de 1,000 francs pour l'année scolaire.

Citons encore deux écoles, toutes deux laïques. L'une, fondée

en 1872, et dirigée au Caire par un Français ; elle compte de 50 à 60 élèves, presque tous appartenant à des familles turques. Les jeunes gens qui sortent de cet établissement parlent et écrivent très passablement notre langue ; l'autre, créée il n'y a que deux mois, reçoit déjà une trentaine d'enfans. Les dames de la Légion d'honneur, dont la maison mère est aux Loges, ont au Caire une succursale où des fillettes indigènes viennent en assez grand nombre apprendre à lire, à écrire et s'exercer à des travaux de couture. A Ramleh, près d'Alexandrie, les dames de Sion ont également une maison d'éducation ouverte à toutes les nationalités et à toutes les croyances.

On doit naturellement se demander si les Frères de la doctrine chrétienne, et, avec eux, les jésuites, les lazaristes, les dames de la Légion d'honneur et de Sion, ne cherchent pas à convertir au christianisme les enfans musulmans ou juifs dont l'instruction leur est confiée. J'ai consulté plusieurs personnes à ce sujet, et toutes m'ont répondu qu'il n'en était rien, et par la simple raison qu'une seule apostasie bien constatée ruinerait tous les établissemens scolaires religieux. Pour qui connaît le caractère musulman ou israélite en Orient, cela ne peut faire aucun doute : les écoles seraient forcées de fermer.

Riaz-Pacha est le seul qui m'ait affirmé qu'à l'époque où il était ministre, — il l'est redevenu ces jours-ci, — divers employés réputés musulmans lui demandèrent un jour de s'absenter le dimanche pour assister à un office catholique. Riaz-Pacha leur ayant demandé si leurs familles avaient connaissance de leur conversion, il lui fut répondu qu'elles l'ignoraient. Le passage d'une croyance à une autre, d'après les conseils qui leur furent donnés, ne s'était pas fait ostensiblement : ils avaient attendu pour cela l'âge de leur majorité. Le ministre reconnaît d'ailleurs que les apostasies sont très rares. « Un enfant, me dit-il, qui, dès le berceau, entend répéter par son père et sa mère qu'il n'y a qu'un Dieu, Allah, ne pourra jamais concilier sa raison avec les mystères de votre catéchisme. Les noirs apôtres du Soudan, n'ayant qu'un Coran à la main, un sordide haillon pour vêtement, mais embrasés par cette flamme du fanatisme qui les fait se jeter à corps perdu sur les baïonnettes anglaises, savent mieux que les apôtres européens faire la conquête religieuse de l'Afrique. Ils triomphent partout ; ils convertissent à la doctrine de Mahomet des millions d'idolâtres là où les prédications des pères blancs du cardinal Lavigerie, les bibles des méthodistes anglais, écossais et américains, ne recueillent que de la haine, quand ce n'est pas la mort.

« Depuis que nos protecteurs, continua Son Excellence, se sont introduits en Égypte de la façon que vous savez, les missionnaires de la Grande-Bretagne ont envahi aussi le pays à leur manière, en

le couvrant de brochures que personne ne lit, en ouvrant des écoles qui restent désertes, et en cherchant des prosélytes qu'ils ne trouvent pas. Cette propagande religieuse, quoique stérile, n'est pas sans préoccuper le gouvernement du khédive et lui causer quelques soucis. Nos ulémas ont moins de tolérance que les missionnaires européens, et le jour où ceux-ci feront trop de bruit aux portes des mosquées, de graves désordres peuvent survenir. » Ainsi s'est exprimé l'un des hommes les plus considérables de l'Égypte.

Il n'est pas un étranger de passage au Caire qui ne soit allé visiter la mosquée d'El-Hazar, immense édifice quelque peu délabré et siège de la plus célèbre université de théologie musulmane. Les rues qui l'avoisinent sont des enfilades de boutiques en forme d'alcôves, où des relieurs empilent des milliers d'exemplaires du Coran, et devant lesquelles stationnent une multitude d'étudiants d'aspect intelligent, à la figure pâle et sérieuse. C'est là que quatre ou cinq mille jeunes gens, Égyptiens, Turcs, Arméniens, Arabes, Persans, Malais, Algériens, Tunisiens, etc., viennent apprendre par cœur les textes du livre sacré sous la direction de vénérables professeurs aux belles barbes blanches et au maintien d'une grande dignité. Tous les élèves de ce séminaire arabe sont instruits gratuitement, et beaucoup d'entre eux, sans ressources, sont nourris aux frais du ministère des cultes. Ils restent là jusqu'au jour où la connaissance des études théologiques les autorise à aller expliquer aux croyans assemblés dans les mosquées le texte de leur livre saint.

Muni d'une carte d'entrée assez facile à se procurer, chaussé d'espadrilles afin de ne pas souiller de mes pieds de mécréant les fines nattes qui recouvrent les dalles sacrées, j'ai passé entre des milliers d'élèves qui, accroupis à la façon arabe, apprenaient le Coran en dodelinant de la tête, lisaient ou écoutaient leurs professeurs sans que j'aie rencontré dans cette multitude de jeunes mahométans un seul regard de haine et de malveillance. Il y a vingt ans, il n'en eût pas été ainsi. En 1860, à l'époque des massacres de Syrie, au moment où j'entraais dans la vieille mosquée d'Amrou, ayant laissé sur le seuil, comme l'usage l'exige, mes chaussures européennes, mon guide me saisit tout à coup par le bras et me pria instamment de ne pas aller plus avant dans l'intérieur. Je lui en demandai la raison, et alors il me montra, au milieu de la mosquée, un mufti entouré d'une centaine de dévots à l'aspect farouche, auxquels, me dit-il, le mufti fanatique prêchait la guerre sainte. Je ne sais par qui la nouvelle de cette prédication parvint aux oreilles du vice-roi, mais, le lendemain, j'appris par le consul de France, — lequel se refusa à signer mon passeport pour Jérusalem

en raison de ce qui se passait en Syrie, — que le prédicateur et une grande partie de ses auditeurs avaient été mis en arrestation.

Il serait bien à regretter qu'un zèle inutile et intempestif vînt arrêter chez les musulmans du Caire les progrès d'un esprit de tolérance bien rare à trouver dans d'autres villes d'Afrique et d'Asie. Quel étrange intérieur que celui de cette mosquée d'El-Hazar, avec sa large cour quadrangulaire ouverte au soleil, aux oiseaux du ciel, aux mendiants voyageurs qui viennent y dérouler leurs nattes, avec ses neuf cents colonnes de granit et de porphyre qui l'encadrent et ses douze cents lampes qui retombent des voûtes de l'édifice comme des stalactites lumineuses ! Chaque nationalité y occupe une place depuis longtemps désignée. Arrivé en présence de celle où se mettent les Algériens et les Tunisiens, je me figurai que je me trouvais au milieu d'un groupe de Français. Ils ne répondirent que par monosyllabes aux questions que je leur fis. J'ai vu là, absorbés déjà par leur lecture, des enfans d'une grande jeunesse, la figure pâlie, trop sérieux pour leur âge ; à côté d'eux étaient des hommes faits, étudiants de la trentième année, superbes de gravité. Quelques-uns avaient le visage tourné vers la muraille nue, décrépite, mais leurs grands yeux noirs perdus dans le vague semblaient suivre comme dans un rêve une vision céleste. Il est de pauvres étudiants, — et c'est le plus grand nombre, — qui n'ont d'autre abri que celui que leur donne la mosquée ; ils y vivent et y dorment sur la natte, dans l'espace réservé à leur nationalité. J'ai dit que beaucoup d'entre eux, trop pauvres pour se nourrir, recevaient leurs alimens des directeurs de la mosquée ; mais il y a des limites à ces secours, et, quand ils sont épuisés, les nécessiteux doivent prendre patience jusqu'à ce qu'il se fasse une vacance. En attendant qu'elle vienne, cette vacance, à quelles terribles privations ne sont-ils pas astreints ? Allah seul le sait ! A ce sujet, M. Yacoub Artim, sous-secrétaire d'état à l'instruction publique, m'a raconté l'anecdote suivante. L'année dernière, trois frères, — des Arméniens, je crois, — très pauvres, se présentèrent aux portes de la mosquée d'El-Hazar pour y étudier le Coran. Il n'y avait pas une seule place gratuite à leur donner, et leurs ressources en argent et en provisions étaient épuisées. Que faire alors ? En attendant qu'un vide se produisît, deux des frères s'astreignirent à un travail manuel, et sur le produit de leur journée, ils prélevèrent le coût d'un internat pour le troisième frère. N'est-ce pas un bel exemple de fraternité ? A ce fait isolé ne se borne pas la charité musulmane. La mosquée d'El-Hazar abrite, nourrit et habille trois cents aveugles, qui, après avoir suivi les cours de théologie se dispersent en Asie et en Afrique, se faisant remarquer par une exaltation toute particulière.

Dans la bibliothèque khédiviale de la capitale, les savans ulémas

et professeurs de la mosquée d'El-Hazar trouvent une quantité considérable de documens littéraires musulmans consacrés aux relations religieuses et historiques. Ces ouvrages, si précieux à tant de titres, devraient être conservés comme des joyaux; il n'en est rien pourtant, et sur 34,340 volumes que contient la bibliothèque, 7,090, les plus rares, ne sont pas reliés, et se trouvent ainsi exposés à des dommages qui peuvent être irréparables.

Indépendamment du local qui est insuffisant, et dont l'humidité altère déjà les manuscrits coloriés, il serait désirable que des échanges d'ouvrages littéraires s'établissent entre le Caire, Constantinople, Téhéran et les sociétés savantes d'Europe qui s'occupent d'études orientales. « Si l'érudition arabe est vaste, dit un rapport au khédive, comparée avec les recherches européennes, elle est en arrière de celles-ci par l'esprit historique et la méthode d'investigation critique, comprenant surtout l'induction expérimentale. A ce point de vue, les études arabes ne pourraient retirer que de grands avantages de relations suivies avec les corps savans d'Europe. »

On sait qu'un catalogue scientifique est la base de toutes les recherches. Ce travail de cataloguement à la bibliothèque du Caire a commencé en 1884. Le premier volume raisonné de la section arabe a déjà paru. Ceux de la section théologique arabe et persane sont terminés et seront bientôt publiés. Puis viendront ceux de la section turque, de la section de la jurisprudence arabe, des sciences naturelles, de l'histoire, et de l'examen critique des monumens, dont l'importance et la rareté exigent des soins spéciaux.

Quant à l'exposition des Corans et des autres modèles de paléographie et de calligraphie, la direction de la bibliothèque met sous presse en ce moment un catalogue pour servir de guide aux visiteurs. Il est en arabe et en français, et c'est une idée heureuse dont il faut être reconnaissant à l'administration des *wakfs* ou des cultes. Cette attention est due peut-être à ce que, dans la liste des livres offerts à la bibliothèque, les dons faits par le ministre de l'instruction publique de France dépassent de beaucoup ceux des autres ministres européens (1). L'Angleterre a pour tout et en tout donné un volume.

Il me semble que ce serait aux membres influens de l'Institut égypt-

(1) Désignation des ouvrages dont se compose la bibliothèque :

Arabes.....	19,889	volumes.
Turcs.....	1,745	—
Persans.....	535	—
Européens.....	11,365	—
Indiens.....	1	—



tien qu'il conviendrait d'obtenir pour les manuscrits rares de la bibliothèque du Caire un local en rapport avec leur valeur. Sait-on que cet institut fut fondé il y a une vingtaine d'années par le vice-roi Saïd-Pacha et sur le modèle de l'Institut d'Égypte que Bonaparte avait composé des illustres savans qui l'accompagnaient?

Quelle ne serait pas la douleur de ces hommes d'élite s'ils avaient pu voir, comme on le voit aujourd'hui, des soldats anglais monter la garde à l'ombre des pyramides, et des régimens anglais manœuvrer dans la plaine d'Héliopolis, aux lieux mêmes où Kléber combattit l'armée arabe! Dans la liste des présidens de l'Institut égyptien figurent Mariette, M. Maspero, qui l'a remplacé dans la direction du musée de Boulaq, et M. Grébaut, le successeur de M. Maspero. Le président actuel est M. Schweinfurt, le botaniste auquel la Société de géographie de Paris a décerné une grande médaille d'honneur pour son exploration dans le centre de l'Afrique.

L'Institut égyptien, dont le siège est à Alexandrie, a tenu dans ces dernières années des séances d'un grand intérêt au point de vue de l'égyptologie. Comme à Paris, toutes les sciences y sont représentées. A la fin de 1887, M. Coignard y a fait une lecture fort intéressante sur un sujet qui, chaque année, est d'une douloureuse actualité. Elle traitait d'une épidémie appelée la *fièvre dengue*. C'est une fièvre légère, accompagnée de douleurs dans les articulations, et qui disparaît en quarante-huit ou soixante-douze heures en la combattant avec du sulfate de quinine et de l'antipyrine, la panacée en vogue, mais en laissant le malade, pendant plusieurs semaines, dans un état de fatigue et parfois de prostration. La violence de l'épidémie est toujours en rapport avec l'inondation du Nil, et, à la fin de l'année 1887, si la dengue a frappé les quatre cinquièmes de la population du Caire, c'est parce que la crue du fleuve a été plus forte que d'habitude. Avec le retrait des eaux, la fièvre disparaît et sans jamais faire de victimes.

Ce n'est point non plus sortir de mon sujet de dire que c'est une erreur de croire que le climat d'Égypte est bon aux phthisiques. Le savant professeur, docteur L. Landouzy, chargé l'année dernière d'une mission en Égypte, la combat énergiquement. Au Caire, le septième de la mortalité est dû à des maladies de poitrine, et dans les hôpitaux militaires, un tiers de la mortalité est causé par la tuberculose. On y constate d'effroyables écarts du baromètre. Il m'y est arrivé, l'hiver dernier, d'avoir eu très chaud dans la journée et de grelotter le soir aux Pyramides. Je crois que c'est Bossuet qui a propagé l'erreur qu'il est charitable de combattre. N'a-t-il pas écrit : « La température toujours uniforme de l'Égypte y fait les esprits solides et constans... » Le climat s'est-il

donc modifié? Je suis presque porté à le supposer en me souvenant de l'onglée dont je souffris par une belle matinée de mars sur le pont d'une dahabieh.

M. Yacoub Artim, qui s'intéresse infiniment aux choses du passé, et chez lequel j'ai vu une très curieuse collection d'armoiries sarrasines remontant aux croisades, m'avait conseillé de ne pas quitter le Caire sans aller visiter la mosquée d'El-Hakam, destinée à recevoir, comme le musée de Cluny, les reliques de l'art sarrasin. La mosquée est une relique plus en ruine que les objets anciens qu'elle abrite, très en rapport avec sa destination, et justifiant bien la présence des corbeaux qui, par milliers, ont élu domicile dans ses murailles lézardées et qui troublent l'air de leurs croassements sinistres.

Après le musée de Boulaq, qu'une crue du Nil menace d'emporter si elle est un jour par trop impétueuse, c'est la mosquée d'El-Hakam qui intéressera le plus les voyageurs et les antiquaires; ils y trouveront des merveilles en boiseries, faïences, ferrures aux délicates arabesques, armes des meilleurs temps de Saladin, et des lampes de mosquée en vieux cuivre aussi finement travaillées que de la dentelle.

Jusqu'à présent, les Anglais n'ont pas trop contrecarré les études auxquelles se livrent les égyptologues français avec la foi et l'ardeur qui les caractérisent. D'illustres savans ont ouvert la voie à nos compatriotes, et ils la suivent, soutenus par l'espoir de nouvelles découvertes, luttant contre le vandalisme des uns, l'indifférence des autres, acceptant l'interdiction des fouilles en dehors de certaines limites, lorsqu'il est avéré que la population indigène de la Haute-Égypte pille effrontément les nécropoles. En dehors de diverses missions individuelles et temporaires, il y eut, l'été dernier en Égypte, quatre services à l'œuvre : la direction égyptienne de Boulaq, la mission permanente de France, l'*Exploration fund*, et la Société de la nécropole de Hawara dans l'oasis du Fayoum.

M. Grébaut, successeur de M. Maspero, avec une activité que le climat ne peut modérer, a fait pratiquer des fouilles presque simultanément à Thèbes, à la pyramide de Khéops et sur divers points des environs de Gizeh. Sur la rive droite du Nil, à Thèbes, ou plutôt à Louqsor, à quelques pas de l'hôtel où descendent les touristes, les travaux sont en pleine activité, et c'est un spectacle plein d'attrait que celui de voir les fellahs et les fellahines de ce site pittoresque enlevant à la main et transportant dans des couffes de paille la couche de terre noire, mais poudreuse comme de la pouzzolane, qui recouvre la grande cité des Ramessides. Il en est de même à Memphis. Et, de cette poussière entassée par les siècles,

laquelle est, m'assure-t-on, un engrais excellent, se dégagent lentement des colonnes, des terrasses et des murailles. Sur la rive gauche, dans ce que les égyptologues appellent la région de la Mort, à Deir-el-Bahari comme à Médinet-Tabou, l'intérêt n'est pas moindre. Là aussi émergent des portiques, des pylônes, des murs aux blanches parois, sur lesquelles sont peintes ou gravées les grandes actions des Ramsès.

C'est M. Bouriaut qui s'est consacré tout entier à leur étude, et l'on peut être certain qu'il sera à la hauteur de sa mission. Lorsque j'eus l'honneur de lui être présenté au Caire, il étudiait patiemment l'arabe, sachant qu'il serait récompensé de ce labeur par le plaisir de lire couramment et à bref délai quelque manuscrit poudreux de la grande époque sarrasine.

La plus imposante des pyramides de Gizeh n'a rien à nous apprendre, puisque l'on sait qu'elle était un tombeau, que l'on connaît les carrières d'où étaient extraits les grands blocs de pierre qui la formèrent, et jusqu'à la chaussée qui, du Nil au désert, servit à les transporter jusqu'à leur destination. M. Grébaut n'en a pas moins fait pratiquer des fouilles à sa base; il y a trouvé quelques précieux et larges spécimens du calcaire poli comme une glace, enduit de couleur rouge, qui servait de revêtement, du falte jusqu'aux assises, à l'immense monument. Quels travaux gigantesques, quels soins pour conserver intact, pendant de longs siècles, ce mausolée d'un monarque d'Afrique, tombeau de géant qui ne sut même pas garder la royale petite momie qui lui fut confiée!

#### XVII. — CONCLUSION.

Il ne reste que bien peu de chose à dire pour compléter cette étude. Après les faits dévoilés par la commission d'enquête et les réformes qui en furent le résultat; après les élucubrations imitées de *Télémaque* par lord Dufferin, les aspirations mort-nées du parti national, et beaucoup d'autres projets de réorganisation qui ne sont pas sans analogie avec la toile de Pénélope, voici ce qui s'est maintenu : au sommet, un khédive. Ce prince ne devrait être censuré, le cas échéant, que par la Sublime-Porte, mais, de fait, ses actes sont journellement contrôlés par l'agent diplomatique de la Grande-Bretagne au Caire. Aussitôt après l'altesse khédiviale, huit ministres, Égyptiens, Turcs ou Arméniens, responsables devant le souverain et pouvant, autant qu'il lui plait, être révoqués par lui; un conseiller financier, Anglais, le véritable ministre des finances; trois sous-secrétaires d'état; une assemblée de 80 membres, composée des 8 ministres, de 26 dits du conseil législatif et

de 46 délégués provinciaux ; un conseil législatif avec 28 conseillers, dont 12 sont nommés par le khédivé sur la proposition des ministres et 16 élus par les conseils provinciaux ; un conseil provincial fonctionnant dans chacune des provinces d'Égypte et composé de quatre ou huit personnes, selon l'importance de la région, et enfin, dans chaque village, des conseils municipaux nommés à l'élection.

L'autonomie rêvée par Arabi, tant souhaitée par les pachas Chérif, Riaz et Nubar, semble s'être réalisée après avoir lu ce qui précède, mais il n'y a là qu'un mirage encore. Ce mirage s'évanouit devant les grandes administrations dont je donne ici la composition hétérogène, composition obligée, car il n'y a pas en Égypte assez d'hommes de valeur pour se substituer aux fonctionnaires européens qui les dirigent. Elles sont aux nombre de quatre : 1<sup>o</sup> caisse de la dette publique, dont j'ai fait connaître les attributions importantes, et qui est composée de six commissaires européens, représentant la France, la Russie, l'Italie, l'Autriche, l'Angleterre et l'Allemagne ; 2<sup>o</sup> chemins de fer, postes et télégraphes, port d'Alexandrie ; ces diverses branches de l'administration sont dirigées par un Français, un indigène et un Anglais. C'est notre compatriote, M. Timmerman, qui est à la tête des chemins de fer, et on ferait un volume des avanies qui lui sont faites pour l'obliger à abandonner ses fonctions ; 3<sup>o</sup> les domaines du khédivé, des princes et des princesses, administrés par un Français, un Anglais et un indigène ; 4<sup>o</sup> l'administration de la *dairah-sanieh* ou domaine de l'état, dirigée par M. Bouteron, un indigène et un Anglais.

Il est d'autres services qui, quoique secondaires, n'en ont pas moins une grande importance, et la preuve en est dans le cupide empressement que nos voisins d'outre-Manche ont mis à s'en emparer lorsque aussitôt après Tel-el-Kebir, l'Égypte était à leur merci. Anglais est le directeur-général des douanes ; Anglais, le directeur des paquebots-poste ; Anglais, l'administrateur des ports et des phares d'Égypte ; Anglais, le chef du service militaire ; Anglais, le chef de la police ; Anglais, enfin, est le commandant en chef de l'armée égyptienne et la totalité des officiers supérieurs. Si son excellence Riaz-Pacha n'y met bon ordre, l'Égypte ne sera bientôt plus qu'une colonie anglaise, et son altesse Tewfik 1<sup>er</sup> un roi de Lahore quelconque.

Il est peut-être une raison qui fait que sir E. Baring, MM. Edgar Vincent et Moncrief, ce dernier directeur du service d'irrigation, se hâtent d'éloigner nos compatriotes des fonctions qu'ils occupent pour y mettre leurs créatures. C'est que, malgré tout l'ardent désir qu'a la Grande-Bretagne de se maintenir en Égypte, l'heure sonnera

bientôt, heure inéluctable, où il lui faudra retirer ses troupes. Et, en effet, pour justifier aux yeux de l'Europe un protectorat arbitraire et par trop prolongé, l'Angleterre s'était retranchée jusqu'ici derrière la nécessité de préserver le canal de Suez contre toute atteinte des révolutionnaires de l'école d'Arabi. Ses intérêts aux Indes-Orientales lui en faisaient une loi, prétendait-elle, comme s'il n'en était pas de même pour l'Espagne aux Philippines, la Hollande à Batavia, pour l'Allemagne à Zanzibar, l'Italie à Massaouah et la France au Tonkin ! Aujourd'hui que la neutralité du canal vient d'être garantie par toutes les puissances, — grâce aux efforts d'une diplomatie dont à Constantinople il a bien fallu reconnaître la droiture et le désintéressement, — un plus long séjour des régimens sur les bords du Nil serait impossible à justifier. L'Angleterre, plus que n'importe quelle nation, est même tenue de faire oublier que c'est elle qui, la première, à la suite de l'insurrection d'Arabi, a violé une neutralité tacitement observée par tous. Qu'elle se hâte de rendre l'Égypte à ses maîtres, pour ne pas justifier les propos de Gordon et de ceux qui prétendent que les traités auxquels elle met sa signature n'offrent pas toutes les garanties désirables.

Qu'aurait à faire son altesse le khédive après la libération du territoire ? Un manifeste solennel déclarant qu'elle place l'Égypte, désormais pays neutre, sous la protection de l'Europe unie, mais en reconnaissant à des mandataires choisis avec le plus grand soin par celle-ci un droit de surveillance et de direction dans les affaires financières. Cette surveillance et cette direction, motivées par une grande dette publique antérieure à son avènement, cesseraient le jour même où le pays, débarrassé de ses plus grosses créances, serait assez fort, assez libre de ses mouvemens pour se gouverner lui-même. Et que faudrait-il pour obtenir ce résultat ? Un ministre des finances économe et intelligent ; un dispensateur des eaux du Nil qui ne confondit pas ce fleuve avec le Gange ; une armée aussi réduite que possible ; une police très forte, habilement organisée ; des cheiks responsables des vols ou des crimes qui se commettraient dans leurs juridictions, enfin une Égypte n'ayant qu'une seule pensée, un seul but : faire rendre à son sol merveilleusement fécond les produits d'une culture bien comprise et intelligemment exploitée.

---

## MADAME DE CHATEAUBRIAND

---

C'est un rôle singulièrement délicat que celui qui incombe à la femme d'un auteur célèbre, d'un poète illustre, d'un éloquent philosophe. Dans cette étrange comédie qui est la vie d'un grand homme de lettres, ce n'est pas généralement pour l'épouse que les belles tirades ont été écrites : les passages à effet, les scènes qui enlèvent les applaudissemens des contemporains et qui retiennent l'admiration béate de la postérité, sont accaparés par les rivales, par ce chœur d'héroïnes et d'amantes, plus ou moins sincères et désintéressées dans leur passion, que tout noble écrivain a rencontrées sur sa route, et qui, cédant à la séduction du talent, à l'heureuse puissance du génie, viennent s'offrir à lui, comme Marguerite d'Écosse déposait l'hommage de son baiser sur les lèvres d'Alain Chartier endormi.

C'est que, par nature, par condition, le personnage de la femme légitime d'un homme devenu public est effacé et ingrat : elle représente la froide raison, les exigences étroites de la vie matérielle, la mesquinerie des soucis domestiques. Au milieu des succès bruyans qui entourent l'auteur à la mode, la célébrité du jour, elle ressemble assez à l'esclave du triomphateur romain, elle est un perpétuel rappel à la réalité, à cette réalité quotidienne qui est presque toujours décolorée, terne, banale, si médiocre et si désolante par tant de côtés!

Il y aurait là, j'imagine, un curieux chapitre d'histoire morale et littéraire à écrire : on montrerait de quelle façon, suivant les temps et les mœurs, les femmes d'écrivains ont interprété le rôle difficile qui leur était dévolu, quel parti elles en ont su tirer, quelle situa-



tion elles se sont assurée dans leur foyer, quelle figure elles ont faite dans le monde ; on rechercherait la mesure d'influence qu'elles ont pu avoir sur leurs maris, on définirait leur participation, secrète ou inconsciente, dans les œuvres qu'elles ont vues naître près d'elles, et, par là, on arriverait aussi à mieux comprendre l'auteur lui-même, à mieux marquer les limites de son talent. Il faudrait, pour mener à bien cette étude, un esprit très large et demeuré fin dans les détails, habile à saisir les nuances, apte à pénétrer tout ce qu'un tel sujet laisse à deviner : Sainte-Beuve l'aurait admirablement senti ; mais, seul peut-être, Addison l'aurait écrit.

Sans me risquer au-devant de difficultés aussi délicates, je voudrais, afin de mieux éclairer l'étude qui va suivre, indiquer ici quelques traits généraux.

Il est, parmi les femmes d'auteurs célèbres, une catégorie que l'on peut écarter tout d'abord, je veux dire celles dont l'intelligence n'a jamais pu se hausser jusqu'à comprendre la supériorité, jusqu'à se douter même de la valeur de l'homme dont elles portaient le nom. Dans ce cas, et par une contradiction singulière, il n'est pas rare que ce divorce intellectuel ait eu pour résultat une entente domestique parfaite, et l'on a vu alors l'étonnant spectacle de deux existences unies d'apparence et se déroulant l'une à côté de l'autre sans se confondre, comme les eaux de deux affluents qui couleraient dans le même lit sans se mêler. Telle fut cette Christiane Vulpius que Goethe épousa après dix-huit années de faux ménage, créature de basse extraction, nature ingrate et vulgaire, et qui ne parvint jamais à s'exalter au commerce intime de ce grand génie. Telle fut aussi la femme du divin poète de l'*Intermezzo* : M<sup>me</sup> Henri Heine savait bien, disait-elle, que son mari passait le temps à écrire ; mais elle ignore toujours sur quels sujets.

A côté de ces inconscientes, il faudrait inscrire toute une classe d'âmes faibles, timorées, qui se sentent écrasées par l'ascendant impérieux du génie et qui éprouvent le besoin de s'humilier devant lui : au premier échelon de cette classe serait M<sup>me</sup> de Lamartine, qui tint à donner à sa propre fille le nom de l'immortelle maîtresse de son mari ; au dernier degré serait cette infortunée et malade créature, la femme de Carlyle, qui fut fascinée, je dirais presque hypnotisée, par la nature extraordinaire de ce grand talent, et qui se sacrifia, s'immola toute sa vie.

Ajoutons encore, dans un coin à part, les épouses révoltées, les lady Byron, qui, trouvant la tâche trop lourde pour leurs épaules, l'ont rejetée et ont rompu les liens de la vie conjugale.

Aucune des femmes comprises dans les groupes qui précèdent

(si intéressantes qu'elles aient pu être au point de vue de la psychologie personnelle) n'a exercé, à proprement parler, d'influence sur l'homme à qui sa vie était liée.

Venons donc à celles dont l'action sur leurs maris a été continue et appréciable, bienfaisante ou néfaste. Les unes, — et c'est le très petit nombre, l'élite, j'en pourrais tout au plus nommer deux ou trois pour ce siècle, — ont vécu en parfaite intimité de cœur et de pensée avec leurs époux; d'une ouverture d'intelligence assez large pour comprendre leurs travaux et s'y intéresser activement, d'une culture d'esprit assez vaste pour en saisir les idées générales, d'un tact assez réservé pour favoriser l'éclosion de leurs idées sans jamais la forcer, d'une modestie assez désintéressée pour toujours s'effacer dans le monde, elles se sont faites leurs confidentes intimes, leurs inspiratrices discrètes; vivant à côté d'eux, saisissant sans effort leurs plus délicates pensées, entendues elles-mêmes à demi-mot, critiquant d'un signe de tête à peine ébauché, approuvant non par des louanges bruyantes, mais par un imperceptible sourire ou simplement par un silence ému, très attentives dans leurs jugemens à n'être pas dupes de leurs préférences personnelles, mais à bien refléter, par anticipation, le sentiment du public tout entier, elles ont été une sorte de conscience littéraire, toujours présente, toujours fidèle.

D'autres ont exercé leur influence propice dans une tout autre direction, dans une voie plus périlleuse et plus ingrate; je fais allusion à celles qui se sont appliquées à dissimuler les égaremens ou à couvrir les ridicules du grand écrivain grisé par les succès de salon, perdant le sens de la saine raison, compromettant le sérieux de son âge et de sa situation; quelques-unes ont accompli, dans cette partie de leur rôle, des prodiges de dévouement ingénieux et d'habileté gracieuse pour continuer à leur mari dévoyé une heureuse audience dans le monde et sauvegarder la dignité de sa vie.

Il est, aussi, des femmes d'auteurs illustres, qui ont exercé dans leur foyer une action funeste : elles interviennent généralement à cette heure critique où le talent littéraire, ayant dépassé sa maturité, tourne à la manière ou tend à se déformer; elles contraignent alors un esprit fatigué par l'âge à produire dans des genres auxquels la vieillesse n'est pas propre; elles excitent artificiellement une inspiration épuisée, quand elles n'y substituent pas leur inspiration propre. De là nous sont venues tant d'œuvres défratchées, tremblées et malsaines, où les qualités premières devenaient défauts, où le souffle manquait, où la passion prenait des allures honteuses, où les sourires étaient tout ridés et grimaçons. Ces femmes-là ont été les mauvais génies de leurs

époux vieilliss. Il en est même qui ont poursuivi leur influence funeste jusqu'après la mort du grand homme. Pour une veuve que guidait une piété conjugale sincère, combien en est-il qui, pour se tailler à elles aussi leur part de renommée, ont vidé les cartons de la succession, exhumé des pages de jeunesse, des pensées décousues, des notes hâtives, des souvenirs épars, ont lié toute cette défroque avec une prose de leur façon et ont montré complaisamment au public ce que cachait d'hésitations, de procédés, de travail pénible et incertain, de contradictions même, une pensée qu'on croyait abondante, sûre d'elle-même et de plein jet!

La femme qui associa sa vie à la destinée orageuse de François-René de Chateaubriand ne peut rentrer dans aucune des précédentes catégories. La façon tout originale dont elle interpréta son rôle d'épouse de grand écrivain m'a paru offrir quelque intérêt; je vais essayer de le faire ressortir dans les pages qui suivent.

Pour tracer le portrait de la vicomtesse de Chateaubriand, nous avons d'abord les témoignages des contemporains, et, en première ligne, ceux que Chateaubriand lui-même a portés sur elle dans ses lettres et dans les *Mémoires d'outre-tombe*. Nous avons, en outre, pour connaître de plus près cette femme distinguée, des productions directes de son âme et de son esprit, c'est-à-dire sa correspondance avec Joubert (1) et quelques souvenirs notés en forme de *Mémoires* (2).

## I.

Céleste de La Vigne-Buisson, vicomtesse de Chateaubriand, descendait d'une famille appartenant à la petite noblesse de Bretagne (3). Elle avait une sœur plus âgée qu'elle, qui épousa le

(1) P. de Raynal, les *Correspondans de Joubert*, 1 vol. in-18; Calmann Lévy. Paris.

(2) G. Pailhès, *Mémoires inédits de M<sup>me</sup> de Chateaubriand*, 1 vol. in-8°; Féret. Bordeaux.

(3) L'anoblissement des La Vigne-Buisson était de date très récente, ainsi qu'en fait foi le document suivant, dont je dois l'indication au grand généalogiste breton, M. Pol de Courcy : « *Extrait des registres des mandemens adressés à la chambre des comptes de Nantes*, t. LV. — Anoblissement de Jacques-Pierre-Guillaume Buisson de La Vigne, ancien capitaine de vaisseau de la compagnie des Indes, chevalier de Saint-Louis : mai 1776. — « Règlement d'armes : d'argent à une fasce de gueules, chargée de trois étoiles d'argent et accompagnée du chef d'une ancre de sable. » — L'anobli de 1776 eut pour fils Alexis-Jacques de La Vigne, qui fut le père de M<sup>me</sup> de Chateaubriand. »

comte de Plessis-Parscau, officier de la marine royale. Restées, en bas âge, orphelines de père et de mère, les deux jeunes filles furent élevées à Saint-Malo, chez leur grand-père, M. de La Vigne-Buisson, chevalier de Saint-Louis, ancien gouverneur de Pondichéry pour le compte de la compagnie des Indes, ancien commandant de Lorient au service du roi.

Céleste de La Vigne se lia de bonne heure avec M<sup>lles</sup> de Chateaubriand, et se prit d'amitié pour Lucile ; elles se voyaient à Saint-Malo, dans l'intervalle des séjours de M. de Chateaubriand, le père, à Combourg.

Lucile était déjà l'âme délicate, rêveuse et tournée à la mélancolie qui devait inspirer l'Amélie de *René* ; M<sup>lle</sup> de La Vigne était douée, au contraire, d'un esprit positif et mesuré, d'une intelligence vive que n'égarait aucun écart d'imagination, et de cette vue saine et juste des choses que les crises les plus graves de sa vie ne troublèrent jamais. Au physique, la voici telle que Chateaubriand lui-même l'a dépeinte, dans la fraîcheur gracieuse de sa première jeunesse : « Elle était, nous dit-il, blanche, délicate, mince et fort jolie ; elle laissait pendre, comme un enfant, de beaux cheveux blonds naturellement bouclés. » Un portrait d'elle, qui date de sa vieillesse, permet de l'évoquer en une vision plus précise : les traits sont fins et purs ; les yeux éclairent tout le visage d'une vive lueur ; le nez, légèrement aquilin, donne à la physionomie une expression un peu hautaine ; la bouche est petite, avec des lèvres très minces que semble chatouiller l'ironie.

Ce fut en 1791, pendant que leur frère voyageait en Amérique, que M<sup>lles</sup> de Chateaubriand songèrent à lui faire épouser leur amie ; elle allait avoir dix-sept ans, il en comptait vingt-trois. Elles lui firent part de ce projet dès son retour en France, qui eut lieu au mois de janvier 1792 : « Mes sœurs, écrit-il dans les *Mémoires d'outre-tombe*, se mirent en tête de me faire épouser M<sup>lle</sup> de La Vigne. L'affaire fut conduite à mon insu. Je ne me sentais aucune qualité du mari. Toutes mes illusions étaient vivantes, rien n'était épuisé en moi ; l'énergie même de mon existence avait doublé par mes courses lointaines. J'étais tourmenté de la Muse. Lucile aimait M<sup>lle</sup> de La Vigne et voyait dans ce mariage l'indépendance de ma fortune : — Faites donc, dis-je. »

Au ton dégagé de ces lignes, on voit que le jeune vicomte de Chateaubriand se prêta sans enthousiasme au projet d'union préparé en dehors de lui par ses sœurs, et que les considérations de sentiment n'entrèrent point en compte dans son acquiescement. Il était, en effet, à cette heure inquiète de sa vie où ses rêves cherchaient à prendre corps, où les figures poétiques qu'il allait créer s'ébau-

chaient en lui, où commençaient de fermenter dans son cœur toutes les passions d'une nature grande et forte, impatiente de se déployer et de se donner espace.

Il apportait, en outre, dans l'ordre de la vie pratique, des ambitions puissantes, le désir ardent d'une action noble et chevaleresque et la volonté d'accomplir une haute destinée.

Dès son retour en France, l'occasion s'offrit ou plutôt s'imposa à lui de mettre à l'épreuve la générosité de ses sentiments; l'émigration était commencée depuis quatre mois, et l'armée de Condé comptait déjà plus de 10,000 nobles. L'honneur lui commandait d'aller s'y enrôler aussi; mais les moyens matériels, l'argent indispensable pour s'équiper et faire convenable figure dans les rangs des émigrés lui faisaient défaut. Il ne lui fallait pas compter, en effet, sur ses revenus personnels; les ressources de sa famille, qui avaient toujours été fort modestes, se trouvaient presque anéanties par suite de la suppression des droits féodaux et de la radiation des bénéfices, et ce qu'il en pouvait rester était encore amoindri par l'effet de la dépréciation générale que le trouble des temps faisait subir à toutes les propriétés et valeurs. L'union projetée avec M<sup>lle</sup> de La Vigne eût donc singulièrement rétabli ses affaires: elle apportait en dot 600,000 francs.

Cette considération fut décisive, et, dans les derniers jours du mois de mars 1792, c'est-à-dire moins de trois mois après le retour d'Amérique, le mariage était conclu.

La célébration donna lieu à un incident qui est demeuré toujours obscur. M<sup>me</sup> de Chateaubriand, la mère, avait exigé que la consécration fût donnée par un prêtre non assermenté, ce qui eut lieu en secret. Mais un oncle maternel de M<sup>lle</sup> de La Vigne, M. de Vauvert, qui s'était opposé au mariage, ayant été informé de cette irrégularité, porta plainte devant la juridiction civile, associa à sa demande le prêtre constitutionnel de la paroisse, et fit enfermer la jeune femme dans un couvent de Saint-Malo jusqu'au prononcé du jugement. Le tribunal ayant validé l'union au civil, M<sup>me</sup> de Chateaubriand sortit du couvent où Lucile s'était enfermée avec elle. Telle est la version qu'ont accréditée les *Mémoires d'outre-tombe*. Mais il semble qu'en réalité les choses se passèrent de tout autre façon. Un autre oncle de M<sup>lle</sup> de La Vigne-Buisson a raconté, en effet, que Chateaubriand n'avait rien moins imaginé que d'épouser sa nièce comme dans les comédies, par-devant deux de ses gens, dont il avait affublé l'un d'une robe de prêtre et dont l'autre jouait le rôle de témoin; M. de La Vigne ajoutait qu'ayant pris connaissance de cette mascarade, il était parti aussitôt, muni d'une paire de pistolets et accompagné d'un vrai prêtre, et

qu'ayant surpris les deux époux de grand matin, il leur avait tenu ce langage : « Trêve de plaisanterie, ma nièce et mon beau neveu ! vous allez vous marier maintenant et pour tout de bon. » Ce qui fut fait sur l'heure.

Sainte-Beuve qui a, le premier, rapporté ces faits, en a fourni l'explication la plus vraisemblable, celle à laquelle nous nous tiendrons tant que des témoignages nouveaux n'auront pas éclairci ce point : Chateaubriand, qui traversait à cette époque une crise de scepticisme et même d'irrévérence religieuse, n'aurait cherché, en improvisant cette bizarre comédie, qu'à se soustraire à la promesse faite à sa mère de recourir au ministère d'un prêtre non assermenté. En ce cas, ce serait à cette erreur de jeunesse qu'il serait fait allusion dans ces lignes, jusqu'ici inexpliquées, des *Mémoires d'outre-tombe* : « Le souvenir de mes égaremens répandit sur les derniers jours de ma mère une grande amertume ; elle chargea, en mourant, une de mes sœurs de me rappeler à cette religion dans laquelle j'avais été élevé. »

Quoi qu'il en soit, dès que leur mariage fut régularisé, les deux époux partirent pour Paris. Le séjour qu'ils y firent ne fut pas d'un heureux augure pour M<sup>me</sup> de Chateaubriand. En trois mois, elle eut l'avant-goût de toutes les amertumes, de toutes les épreuves que l'avenir lui réservait : immédiatement délaissée pour les relations faciles et brillantes que le jeune chevalier avait nouées à son premier passage dans la capitale, en 1788, la voici presque aussitôt sans ressources. C'est que les fonds emportés pour le voyage sont déjà gaspillés et qu'un envoi d'argent sollicité de Bretagne tarde bien à arriver. Cependant, et comme le besoin presse, Chateaubriand emprunte 10,000 livres à un notaire, qui les lui fournit en assignats ; il les risque au jeu et, sur un tour de carte, il perd toute la somme, à l'exception d'une cinquantaine de louis. Le lendemain, au lieu de l'argent attendu, il reçoit de Saint-Malo la nouvelle de la confiscation de tous ses biens. Alors, subitement, le devoir d'honneur qui l'appelle à l'armée de Condé se représente à son esprit, et il quitte Paris, laissant M<sup>me</sup> de Chateaubriand retourner en Bretagne.

Il arrivait à peine à la frontière que la vicomtesse était arrêtée à Saint-Malo, comme femme d'émigré, et jetée dans les prisons de Rennes. M<sup>me</sup> de Chateaubriand, la mère, Lucile et Julie ses filles, et deux de ses gendres, partagèrent le même sort. Leur captivité dura jusqu'au 9 thermidor.

Cependant, Chateaubriand était à Londres. Tombé malade dans la retraite des Prussiens après Valmy, abandonné dans un fossé du chemin, il avait pu, à grand'peine, parvenir à Namur, gagner



Bruxelles, puis passer en Angleterre. Il vivait là, découragé, sans ressources, aux prises avec toutes les misères de l'existence, mais travaillant sans relâche à la formation de son esprit et au développement de sa pensée. Quand il rentra en France, au printemps de 1800, les grandes lignes du *Génie du christianisme* étaient tracées déjà, et le manuscrit d'*Atala* était prêt à imprimer.

Revenu à Paris, il y resta près de trois ans avant de songer à se rendre en Bretagne et à se réunir à M<sup>me</sup> de Chateaubriand. Et pourtant les dix années qui venaient de s'écouler depuis qu'il s'était séparé d'elle avaient été remplies de plus d'événemens, de tristesses et de deuils que n'en comporte dans les temps ordinaires toute une existence humaine. Après avoir enduré toutes les angoisses de la captivité sous la Terreur, après avoir vu mourir successivement M<sup>me</sup> de Chateaubriand mère, Julie de Farcy, sa belle-sœur, M. de Caud, mari de Lucile, et enfin la jeune M<sup>me</sup> de Chateaubriand, belle-sœur du chevalier et petite-fille de M. de Malesherbes, Céleste de Chateaubriand était demeurée seule, comme veuve et dans un état voisin de la misère. Elle n'avait pas d'autre société que celle de Lucile, et celle-ci n'était déjà plus l'amie tendre et bienfaisante des années de jeunesse ; son cœur ni sa raison n'avaient pu résister à la violence des crises qu'elle venait de traverser : inquiète, déprisée de la vie, tourmentée de maux imaginaires, assiégée de terreurs, elle était devenue violente, agressive, imposant à sa belle-sœur la tyrannie d'une humeur fantasque et les caprices d'une affection aussi jalouse que désordonnée.

Mais Pauline de Beaumont était entrée dans la vie de Chateaubriand, et le charme, encore nouveau, de cette affection, lui avait fait tout oublier.

Enfin, le 27 novembre 1802, au retour d'un voyage d'affaires qui l'avait appelé dans le Midi, il se décida à passer par la Bretagne et à faire visite à la vicomtesse. Il demeura tout juste vingt-quatre heures auprès d'elle. Quel accueil reçut-il ? Quelle fut la physionomie de cette courte entrevue ? Aucun témoignage écrit ne l'a révélé. Mais nous savons, par Chateaubriand lui-même, quel en fut le résultat : « M<sup>me</sup> de Chateaubriand devait aller me rejoindre à Rome, écrit-il dans les *Mémoires d'outre-tombe*, et M. Joubert parlait de l'y accompagner. »

Il venait, en effet, de solliciter un poste diplomatique ; on l'avait désigné pour les fonctions de secrétaire à l'ambassade de Rome, et, avant de s'y rendre, il avait, sur les conseils pressans de Fontanes et de Joubert, estimé convenable de régulariser sa situation conjugale en reprenant la vie commune. Ainsi s'expliquait ce voyage en Bretagne, entrepris à l'insu de M<sup>me</sup> de Beaumont.

M<sup>me</sup> de Chateaubriand prit immédiatement ses dispositions de départ. Ses préparatifs terminés, elle allait se mettre en route, quand subitement elle apprit que sa place n'était plus à Rome.

Sans souffle, sans voix, se soutenant à peine, M<sup>me</sup> de Beaumont l'y avait précédée. Avant que de quitter la vie, elle avait voulu revoir celui qu'elle aimait d'un amour supérieur à tous les désenchantemens, celui vers qui allaient les dernières ardeurs de son âme expirante. En vain ses amis l'avaient-ils dissuadée de cette folie suprême : elle s'y était acharnée avec l'obstination désespérée d'une mourante.

La nouvelle de son départ pour l'Italie produisit un grand émoi dans le cercle de la rue du Luxembourg. Fontanes, qui avait recommandé Chateaubriand au choix du premier consul pour la place de secrétaire auprès du cardinal Fesch, en eut un vif mécontentement. « Pour comble de ridicule, écrivait-il à Guéneau de Mussy (5 octobre 1803), M<sup>me</sup> de Beaumont est en Italie et se rend à Rome. Je suis désolé. Le maître s'est plaint hautement de ce choix. Je défends le mieux possible mon ami, mais que puis-je contre l'orage ? » L'amitié plus tendre et plus indulgente de Joubert ne fut pas moins alarmée, et il fit entendre à M<sup>me</sup> de Beaumont, sous la forme la plus affectueuse, les plus doux reproches : « Nous parlons sans cesse de vous dans tous les coins de la maison, mon frère, M<sup>me</sup> Joubert et moi. Je ne leur dis pas à eux-mêmes la moitié de ce que je souffre, et nous n'avons encore parlé à personne de ce quartier d'hiver qui nous désole. Vous mettez cette amitié que nous avons pour vous à une épreuve bien rude, en nous réduisant, par le parti que vous avez pris, à l'impossibilité de vous être bons en quoi que ce soit... Il y aurait eu peut-être plus de prudence ou de ménagemens à me taire à cet égard ; mais j'aurais trop blessé la vérité, et j'ose croire que vous aimerez mieux ma sincérité qu'une réserve qui, en vous laissant ignorer que vous m'avez affligé mortellement, vous aurait caché ce dernier et nouveau témoignage d'une affection sans bornes et que rien ne saurait diminuer le moins du monde. »

Un mois plus tard, le 6 novembre 1803, celle qui n'avait tenu à la vie que par les liens de l'émotion et de la souffrance, et dont la fragile nature rappelait « ces figures d'Herculanum qui coulent sans bruit dans les airs, à peine enveloppées d'un corps, » Pauline de Beaumont s'éteignait à Rome.

Le lendemain des funérailles, Chateaubriand écrivit à Chénedollé : « Tout est fini pour moi : M<sup>me</sup> de Beaumont n'est plus ; je n'ai d'autre consolation que d'avoir honoré un peu ses cendres. » Et il ajoutait : « Je serai à Paris au mois de janvier et en Bretagne peu

de temps après. » Il ne se rendit pas en Bretagne, mais ce fut M<sup>me</sup> de Chateaubriand qui, sur ses instances, vint le retrouver à Paris. Cette fois, sa résolution était fermement prise, et la vie commune allait reprendre entre eux, après douze années d'interruption.

C'est donc à cette date de février 1804 que la vicomtesse de Chateaubriand fit son entrée dans la société parisienne, où l'auteur d'*Atala* tenait la première place. M<sup>me</sup> de Beaumont n'y était plus, mais le salon qu'elle avait formé et dont elle avait été l'âme ne s'était pas dispersé. Les personnalités distinguées qui s'étaient groupées autour d'elle étaient restées unies, comme si le charme de son influence eût continué d'agir : c'étaient Joubert, le penseur délicat, au cœur pur et tendre ; Fontanes, poète à ses heures, causeur plein de verve et d'imprévu, critique d'un goût très sûr bien qu'un peu étroit, dévoué à ses affections et du commerce le plus aimable ; Chénedollé, âme rêveuse, nature exceptionnelle dont toute la vie intérieure se concentrait sur un seul sentiment et dans une seule pensée (sa passion pour Lucile) ; Guéneau de Mussy, esprit charmant sous des apparences graves et apprêtées, d'un esprit sérieux, réfléchi et tourné vers la religion ; Molé, nature ambitieuse, froide jusqu'au dédain, mais unissant en lui les dons très rares d'une autorité sans raideur et d'une séduction qui s'imposait ; M. Pasquier enfin, très apprécié déjà pour le bel équilibre de ses facultés et les fortes qualités de son caractère. On y voyait aussi, comme femmes, M<sup>me</sup> de Duras, M<sup>me</sup> de Lévis, M<sup>me</sup> de Custine et M<sup>me</sup> de Vintimille. Introduite dans cette société, M<sup>me</sup> de Chateaubriand fut à même de développer dans tous les sens sa nature intelligente, de l'affiner même, de l'aiguiser au frottement continu de tout ce qu'elle fréquentait de considérable et de distingué.

Pendant la belle saison, M. et M<sup>me</sup> de Chateaubriand se rendaient à Villeneuve-sur-Yonne, où Joubert allait, chaque année, chercher un peu de solitude et de repos. Ils y goûtaient, mieux encore qu'à Paris, l'aménité de son esprit, la tendresse ingénieuse de son cœur, son dévouement à l'amitié, et la philosophie sereine et délicate qui s'exhalait de cette âme haute et pure. Ce fut pendant un séjour chez leur ami qu'ils reçurent la nouvelle de la mort subite de Lucile : elle avait succombé, le 9 novembre 1804, à un mal mystérieux ; on pensa même qu'elle s'était tuée. Chénedollé, qui avait conçu pour elle une passion désespérée et qui recevait les confidences de ce cœur blessé, en eut aussi l'idée : « Il me vient, écrivait-il dans ses *Souvenirs*, une pensée effroyable... Je crains qu'elle n'ait attenté à ses jours... Ayez pitié d'elle, ô mon Dieu, ayez pitié d'elle !.. Elle n'a point trouvé d'âme qui fût en harmo-

nie avec la sienne; ce cœur si vivant, et qui avait tant besoin de se répandre, a d'abord tué sa raison et a fini par dévorer sa vie. »

Ce deuil tranchait le dernier lien qui rattachât M<sup>me</sup> de Chateaubriand au passé : quoi qu'elle eût eu à endurer de l'humeur tyrannique de Lucile, elle lui était reconnaissante encore de ses sentimens anciens, et le souvenir des jours heureux de Combourg, de tant de sentimens partagés, de tant d'épreuves communes, effaçait les impressions plus récentes.

Entre les séjours à Paris et les villégiatures à Villeneuve, M. et M<sup>me</sup> de Chateaubriand entreprirent, à cette époque, des excursions dans le Dauphiné, en Suisse et en Savoie. Un jour, se trouvant de passage à Genève, ils reçurent la visite de M<sup>me</sup> de Staël, qui leur arracha la promesse de venir, au retour de Chamounix, demeurer quelques jours à Coppet. Les *Souvenirs* inédits de la vicomtesse de Chateaubriand rapportent à cette occasion un incident assez piquant : « Je ne sais, dit-elle, ce qui nous empêcha d'accomplir la promesse que nous avions faite à M<sup>me</sup> de Staël. Elle en fut très mécontente; et d'autant plus qu'ayant compté sur notre visite, elle écrivit d'avance, à Paris, les conversations présumées qu'elle avait eues avec M. de Chateaubriand, et dans lesquelles elle l'avait, disait-elle, *converti à ses opinions politiques*. On sut que nous n'avions point été à Coppet et que la noble châtelaine avait fait seulement un roman de plus. »

Deux années de vie commune, de vie tranquille, c'était plus que M<sup>me</sup> de Chateaubriand ne devait espérer de sa destinée. Dans le printemps de 1806, Chateaubriand résolut d'entreprendre le grand voyage d'Orient qu'il projetait depuis longtemps. La vicomtesse, qui avait souhaité de partir avec lui, ne fut autorisée à l'accompagner que jusqu'à Venise. Le besoin d'activité, la curiosité de sensations et d'émotions nouvelles qui avaient conduit autrefois « René » en Amérique, l'entraînaient maintenant vers la Grèce, la Syrie et la Palestine : il y retremperait, disait-il, son génie poétique à des sources plus hautes, « il s'approvisionnerait d'images, » il remplirait sa mémoire d'impressions vives et originales, de visions brillantes et colorées pour l'ouvrage des *Martyrs* dont les grandes lignes s'esquissaient déjà dans son esprit. Peut-être espérait-il aussi, par cette fuite vers l'Orient, échapper enfin à l'incurable ennui qui fut la plaie secrète de sa nature morale. Mais, d'autres raisons encore, intimes et mystérieuses, qu'il devait faire connaître plus tard, l'appelaient vers Jérusalem et lui imposaient le long retour par les pays barbaresques de l'Espagne; il lui fallait le prestige d'un voyage aventureux et lointain, d'une sorte d'odyssée grandiose, pour toucher une âme que sa gloire littéraire n'avait pu éblouir, l'âme de femme la plus fière qu'il eût encore rencontrée.

Quand il se fut embarqué à Venise, M<sup>me</sup> de Chateaubriand sentit renaître en elle plus vive que jamais l'affection qu'elle lui avait vouée et dont il lui savait si peu gré. Tandis qu'elle rentrait à Paris, sa pensée ne pouvait se détacher de l'Adriatique et des mers d'Orient. Elle se désolait sans cesse de ne pas recevoir de nouvelles. « On me donne ici, écrivait-elle à Joubert, autant de mauvaises raisons que j'en veux pour me prouver que cela ne doit pas m'inquiéter. Ensuite vient la raison par excellence : Que voulez-vous qu'il lui arrive ? Hélas ! ce qui arrive tous les jours, — de mourir. Pour moi, je meurs de crainte, je meurs de désespoir, enfin je meurs de tout. » — Elle ne resta pas à Paris, non qu'elle craignît d'y vivre isolée, mais pour se soustraire aux empressemens indiscrets ou aux compassions malignes. Ce fut naturellement vers les Joubert qu'elle tourna ses pas ; leur amitié l'appelait avec instance à Villeneuve, et elle y passa tout l'automne et l'hiver. Elle trouvait dans leur société une sorte d'apaisement moral, des heures douces et un charme d'intimité qu'elle ne pouvait goûter dans son propre foyer toujours délaissé. Sous leur influence, sa nature, très sensible malgré des dehors de froideur et d'ironie, se livrait, se répandait dans ce qu'il y avait de tendre, de convaincu et d'affectueux en elle ; elle jouissait vraiment des sympathies dont elle se sentait enveloppée, et, dans cette chaude atmosphère, son cœur s'épanouissait en pleine confiance ; son esprit s'abandonnait aussi à sa verve primesautière, dans toute la franchise et la vivacité de son mouvement naturel. Il dut y avoir, j'imagine, dans le petit salon de Villeneuve, entre ces trois personnes d'une si haute distinction morale, plus d'une charmante causerie, plus d'un de ces entretiens « où, comme le disait Joubert, l'âme et le corps prennent part, » où l'on s'exprime « du fond de son cœur et de son humeur, » — tout le contraire de ces conversations « où il n'y a ni abandon, ni gaieté, ni épanchement, ni jeu ; où l'on ne trouve ni mouvement ni repos, ni distraction ni soulagement, ni recueillement ni dissipation ; enfin où l'on n'a rien donné et rien reçu, ce qui n'est pas un vrai commerce. »

Mais ce calme qui était si bienfaisant à la vicomtesse de Chateaubriand ne dura guère, et les soucis lui revinrent bientôt : d'abord, elle fut gravement malade et demeura plusieurs mois alitée ; ensuite l'absence de toute nouvelle, où elle était, du voyageur, la rendit à ses anciennes tristesses. C'était pour elle une agitation, une inquiétude de tous les instans ; cette forte et courageuse nature ne se lassait pas d'aimer et de souffrir. Pendant huit mois, pas une lettre ne lui parvint.

Enfin, dans le printemps de 1807, un court billet, daté d'Algé-

siras, arriva à Villeneuve : M. de Chateaubriand se bornait à annoncer que son voyage d'Orient s'était heureusement accompli, et qu'avant de rentrer en France, il lui restait encore à visiter l'Espagne. Ce qu'il ne disait pas, c'est qu'il allait toucher enfin au but secret de sa longue pérégrination : le prestige de l'éloignement avait été souverain, le cœur qu'il avait voulu soumettre s'avouait vaincu enfin, et on l'attendait à Grenade.

Ce n'est pas une des moindres singularités de la vie de M<sup>me</sup> de Chateaubriand qu'ayant été liée à l'une des destinées les plus orageuses, les plus tourmentées, les plus romanesques du siècle, elle ait compté par elle-même si peu d'événemens importants et ne se soit déroulée pour ainsi dire (en exceptant toutefois l'époque de la Terreur) qu'à travers des crises morales. Les grands faits qui marquèrent comme autant d'étapes dans la vie brillante et agitée de « René » ne sont donc que des sortes de jalons, des points de repère dans le développement intime de la femme distinguée que le sort avait unie à lui. C'est un ordre d'idées dont il ne faut point abandonner la vue, dans une biographie de la vicomtesse de Chateaubriand, si on veut la saisir dans son vrai jour et dans la demi-lumière qui lui convient. On sait que, quelques mois après le retour d'Espagne (juillet 1807), M. de Chateaubriand fut exilé de Paris par ordre de l'empereur, en raison d'un article publié par le *Mercur* et qui se terminait par ces mots : « Lorsque dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur, l'historien paraît chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'empire. » Napoléon était à Tilsitt quand cet article parut ; irrité de l'allusion évidente qui était faite à sa personne, il interdit à l'auteur le séjour de la capitale. M. de Chateaubriand a raconté que « Bonaparte avait menacé à cette occasion de le faire sabrer sur les marches de son palais. » Une lettre connue de Joubert avait déjà réduit l'incident à des proportions plus modestes ; les *Souvenirs* écrits de M<sup>me</sup> de Chateaubriand en enlèvent aussi tout élément dramatique. La police impériale mit même toutes les formes possibles dans l'exécution de l'ordre de bannissement : l'exil ne serait qu'à deux ou trois lieues de Paris, on laisserait à M. de Chateaubriand le temps nécessaire pour choisir et installer sa nouvelle résidence.

C'est alors que fut faite, au prix de 24,000 francs, l'acquisition de la Vallée-aux-Loups, propriété abandonnée, située entre Sceaux et Chatenay. Le pays était pittoresque, sauvage et presque désert à cette époque ; l'habitation était toute délabrée. Les travaux de restauration et d'aménagement exigèrent trois mois, que l'exilé



continua de passer à Paris en toute liberté. « Enfin, dans les derniers jours de novembre, raconte très galement M<sup>me</sup> de Chateaubriand, voyant que les réparations de notre chaumière n'avançaient pas, nous prîmes le parti d'aller les surveiller nous-mêmes. Nous arrivâmes le soir à la Vallée-aux-Loups par un temps épouvantable : les chemins du côté d'Aulnay, très difficiles en tout temps, sont impraticables dans la mauvaise saison. Nous entrâmes par une grille qui n'est pas l'arrivée ordinaire. La terre des allées, fraîchement remuée et démêlée par la pluie, empêchait les chevaux d'avancer, et, par un effort qu'ils firent pour dégager les roues des ornières, la voiture versa. Nous ne nous fîmes aucun mal. Mais *Homère*, que je tenais dans mes bras, passa par la portière et se cassa le cou. »

M. de Chateaubriand ne tarda pas à se prendre d'un goût très vif pour la Vallée-aux-Loups, pour « sa chère Vallée. » Son talent, réveillé et comme rafraîchi par le voyage d'Orient, se déployait dans *l'Itinéraire*, dans *les Martyrs*, dans *le Dernier Abencérage*. Et puis, il était plus entouré, plus adulé que jamais : les visites se succédaient sans interruption à la Vallée; on était retenu à dîner, on demeurait à coucher. En dehors de ceux qu'un sentiment d'amitié vraie y conduisait, il était de bon ton, dans le monde qui commençait à fronder l'empire, de fréquenter chez M. de Chateaubriand exilé; c'était une opposition peu dangereuse : on allait à Aulnay comme, trente-sept ans plus tôt, on fût allé chez le duc de Choiseul à Chanteloup.

L'exil, d'ailleurs, fut de courte durée, moins d'un an, et, dès l'automne de 1808, M. et M<sup>me</sup> de Chateaubriand revinrent s'établir à Paris, conservant la Vallée-aux-Loups comme résidence d'été.

Les années qui suivirent durent être, j'imagine, une continuelle et lassante épreuve pour la vicomtesse. C'était le temps, en effet, où « René » recueillait ses plus grands succès : sa renommée littéraire s'était encore accrue, son prestige mondain était à l'apogée. Il marchait dans une sorte de songe glorieux, entouré d'hommages, comblé d'honneurs et de flatteries, assiégré d'instances passionnées, se donnant à toutes les femmes qui s'offraient à lui, ne cherchant dans leur amour qu'une occasion de les troubler et de sentir qu'il les enchantait. Il allait ainsi, s'absentant pendant des mois entiers, de Méréville au château de Fervaques, de Fervaques au château d'Ussé, partout où l'appelait quelque attachement ancien ou quelque intrigue nouvelle. M<sup>me</sup> de Chateaubriand semblait n'exister plus pour lui.

La vie conjugale n'eût peut-être pas duré, à ce train de bonnes fortunes, si les événements de 1814 n'avaient jeté brusquement

M. de Chateaubriand dans un tout autre courant d'idées et de passions. Son entrée dans la vie publique, en créant entre les deux époux un intérêt commun, amena une sorte de rapprochement dans leur union : la vicomtesse de Chateaubriand avait toujours professé, en effet, un goût très vif pour les choses de la politique; elle en avait le sens et l'entente, et son esprit pratique aimait à s'y exercer. Elle fut dès lors, sur ce point du moins, la confidente de son mari et souvent son inspiratrice. C'est ainsi qu'elle l'accompagna à Gand, pendant les cent jours, quand il suivit la cour fugitive; c'est, à ses côtés aussi, qu'elle assista, en observatrice très avisée, aux négociations embrouillées qui précédèrent le retour des Bourbons à Paris. Et pendant toute la restauration, elle continua son rôle de conseillère active dans toutes les questions où le grand polémiste s'engagea avec l'impétuosité de sa nature et l'ardeur de ses rancunes.

Quand la faveur de la fortune politique appela successivement M. de Chateaubriand aux ambassades de Berlin et de Londres (1821-1822), elle ne put aller prendre auprès de lui la place qu'elle y eût dignement tenue : sa santé, qui avait toujours été délicate, était devenue très chancelante, et l'obligeait à de continuels ménagemens. D'ailleurs, un intérêt nouveau était entré dans sa vie et la retenait à Paris. Elle venait de créer, dans une maison de la rue d'Enfer, un asile pour les femmes ruinées par la révolution et pour les prêtres âgés, — l'Infirmierie de Marie-Thérèse, — et elle se consacrait à cette œuvre avec un dévouement et une activité incroyables, visitant ses hôtes, s'informant de leurs besoins, procédant elle-même à ses enquêtes d'admission, recueillant des souscriptions et des dons, ne craignant pas de descendre aux derniers détails pour réaliser une économie ou accroître les ressources de l'établissement. Elle trouvait là une diversion à ses soucis intimes et un aliment pour toute une partie de son âme.

Mais quand, en 1828, M. de Chateaubriand fut nommé ambassadeur à Rome, elle entendit s'y rendre à ses côtés. Tenait-elle à y effacer par sa présence les souvenirs que, vingt-cinq ans plus tôt, M<sup>me</sup> de Beaumont avait attachés au nom de son mari? Craignait-elle les séductions trop faciles de la société romaine, qui jetait alors le plus brillant éclat? Toujours est-il que, le 14 septembre 1828, elle partit avec lui pour l'Italie.

Le jour même de son départ, M. de Chateaubriand adressait un dernier adieu à M<sup>me</sup> Récamier, la suppliant de venir le retrouver à Rome, ce qu'elle se garda de faire d'ailleurs : « Tous les torts, si vous ne venez pas, seront de votre côté, lui écrivait-il; car je vous aimerai tant, mes lettres vous le diront tant, je vous appellerai à moi

avec tant de constance, que vous n'aurez aucun prétexte de m'abandonner. » — « Songez, ajoutait-il, qu'il faut que nous achevions nos jours ensemble. Je vous fais un triste présent que de vous donner le reste de ma vie; mais prenez-le, et si j'ai perdu des jours, j'ai de quoi rendre meilleurs ceux qui seront tous pour vous. » Commencé sous cette impression, le reste du voyage ne fut qu'une longue évocation des souvenirs de M<sup>me</sup> de Beaumont. Quand ils arrivèrent à Rome, M<sup>me</sup> de Chateaubriand était très souffrante, M. de Chateaubriand avait déjà pris sa mission en dégoût, et tous deux étaient de fort méchante humeur.

La suite du séjour se ressentit de ce début. M<sup>me</sup> de Chateaubriand ne put ni s'accoutumer au climat romain, ni se plaire dans la société que sa situation d'ambassadrice l'obligeait à fréquenter. Dans l'isolement où elle cherchait à s'enfermer, son caractère s'aigrit; elle devint taquine, laissant percer une joie maligne quand elle entendait M. de Chateaubriand se plaindre du séjour de Rome, où ses poses habituelles produisaient moins d'effet que chez M<sup>me</sup> Récamier, et regretter Paris, où une crise parlementaire venait précisément d'ouvrir de vastes perspectives à ses ambitions politiques. On eût dit qu'elle était heureuse de le tenir enfin sous son autorité, et qu'elle lui faisait expier ses infidélités passées. Mais, tandis qu'il se lamentait ainsi et qu'il envoyait à M<sup>me</sup> Récamier les protestations du plus vif amour, des consolations s'offraient secrètement à lui, et il les acceptait toutes. Une, entre autres, avait nom comtesse del Drago et comptait parmi les beautés de Rome; une autre était celle-là même qui devait « l'enchanter » pendant ses dernières années, celle qu'il supplia de le suivre à Paris quand il quitta Rome et qui le suivit en effet, celle qui, dans l'orgueil de son triomphe, put écrire un jour : « Deux femmes âgées dont je n'étais pas jalouse (M<sup>me</sup> de Chateaubriand et M<sup>me</sup> Récamier) le gardaient comme pour moi seule. »

Après la mort de Léon XII et l'élection de Pie VIII, M. de Chateaubriand fut, sur ses instances, rappelé de son ambassade, et, le 27 mai 1829, il rentra à Paris. Tandis qu'il développait à M<sup>me</sup> Récamier, avec tout l'éclat, toute la séduction de sa belle imagination, « un plan de vie que rempliraient la religion, l'amitié, les arts, » et que, — presque le même jour, — il prodiguait à « l'enchantresse » de Rome, qui était venue le retrouver, les marques d'une tendresse brûlante, M<sup>me</sup> de Chateaubriand reprenait la direction de son infirmerie.

Sa vie allait donc recommencer comme par le passé, active, ordonnée, remplie, mais sujette aux mêmes souffrances de cœur et d'amour-propre. La révolution de 1830, tout en ne l'atteignant pas très

cruellement dans sa foi légitimiste (elle était alors assez hostile aux Bourbons), lui fut pourtant une cause de graves soucis : la carrière politique de M. de Chateaubriand était brisée, et la pension qu'il touchait comme ministre d'état cessait de lui échoir.

Ce dernier point, en particulier, était de nature à réveiller toutes les inquiétudes de la vicomtesse. De quels revenus allaient-ils vivre désormais ? Si M. de Chateaubriand n'avait jamais eu la fortune assurée, du moins elle s'était, tout le long de sa vie, offerte à lui. La littérature lui avait apporté, en surcroît de la gloire, d'importants bénéfices ; les fonctions et dignités publiques dont la monarchie l'avait revêtu avaient été largement rétribuées, — les Bourbons avaient par deux fois soldé ses dettes, — l'arriéré de la pension attaché au titre de ministre d'état (dont il avait été privé de 1816 à 1822) lui avait été restitué. Et cependant, en 1830, il se trouvait dans une gêne voisine de l'indigence. C'est que, de tout temps, il avait dépensé sans compter, incapable de régler le train de sa vie ordinaire, de ses voyages ni de ses réceptions, semant l'or dès que sa bourse était pleine, non qu'il eût des besoins personnels, mais pour que le cadre où il se mouvait fût grandiose et digne de lui, employant ainsi le traitement d'un semestre à une fête d'ambassade, consacrant le revenu d'une année de ses œuvres littéraires à quelque galanterie royale. Les conseils de ses amis ne parvenaient pas à l'arrêter dans cette voie de dépenses irréflechies. M<sup>me</sup> de Chateaubriand avait beau arranger, liquider, déployer à ce soin sa remarquable faculté d'action et son entente des affaires, le gouffre se creusait chaque jour plus profond.

La situation à laquelle il se trouva réduit après la révolution de Juillet ne tarda pas à provoquer une crise où le sentiment de l'honneur subit en lui une passagère défaillance et où le cœur de M<sup>me</sup> de Chateaubriand dut souffrir une angoisse mortelle. Il était en Suisse, près de Genève, presque sans ressources, pressuré de dettes. Là, un soir, se trouvant seul avec la vicomtesse, il fit un retour sur lui-même et fut tout d'un coup effrayé de l'avenir qui l'attendait, de la vieillesse qui venait et dont l'idée seule lui avait toujours fait horreur, de la misère qui le saisissait déjà et qui sans doute ne le lâcherait plus jusqu'à la mort : alors, dans un accès de révolte et de désespoir, il écrivit ces lignes :

Oh ! argent que j'ai tant méprisé !.. quand on ne l'a point, on est dans la dépendance de toutes choses et de tout le monde. Deux créatures qui ne se conviennent pas pourraient *aller chacune de son côté* ; eh bien ! faute de quelques pistoles, il faut qu'elles restent là, en face l'une de l'autre, à se boudier, à se maugréer, à s'aigrir l'humeur, à

s'avaler la langue d'ennui, à se manger l'âme et le blanc des yeux, à se faire, en enrageant, le sacrifice mutuel de leurs goûts, de leurs penchans, de leur façon naturelle de vivre ; la misère les serre l'une contre l'autre, et, dans ces liens de gueux, au lieu de s'embrasser, elles se mordent...

Ainsi, à cette heure douloureuse, M. de Chateaubriand déclarait que la misère était le seul lien qui l'unissait désormais à sa femme et « qui les serrât l'un contre l'autre dans des liens de gueux, » que la vie commune dans l'indigence était un supplice, et que, s'ils eussent été libres tous deux, « ils s'en seraient allés chacun de son côté. »

Cette pensée de séparation fut-elle sérieuse de part ou d'autre ? Je ne le crois pas. En ce qui concerne M<sup>me</sup> de Chateaubriand, toute sa vie en serait le démenti : cette marque d'ingratitude n'était pas la première épreuve qui lui vint de son mari ; elle en avait subi, depuis que leurs destinées étaient unies, et de plus cruelles, et de plus intimes ; mais jamais l'idée d'une rupture ne s'était présentée à son esprit. Ce n'était donc pas à l'heure précise où l'avenir apparaissait plus sombre et imposait à son dévouement conjugal de plus lourdes responsabilités qu'elle pouvait songer à rejeter le fardeau de l'existence commune. Quant à lui, je veux croire, en effet, que, dans un accès de colère, le cœur débordant d'amertume, il ait accepté un instant la pensée de reprendre sa liberté, et qu'il s'y soit même assez longtemps arrêté pour la formuler par écrit : l'égoïsme était le trait dominant de son caractère, et tout autre sentiment s'effaçait en lui quand sa personnalité était en jeu. Mais, cette crise de désespoir passée, ses idées, comme il lui arrivait toujours en pareil cas, prirent une tout autre direction. Il eut alors la vision très nette du genre de vie qui lui était réservé désormais, et de la part, sinon de bonheur, du moins de tranquillité et de bien-être, que le dévouement de M<sup>me</sup> de Chateaubriand pouvait lui apporter encore ; la raison lui revint, et cette pensée mauvaise, qu'il n'avait écrite que pour soulager son cerveau, « de même qu'on se fait percer les veines quand le sang afflue au cœur ou monte à la tête, » n'eut aucune suite. D'ailleurs, la publication de l'*Essai sur la littérature anglaise* et de l'*Histoire du Congrès de Vérone*, puis, peu de temps après, la cession à une société financière des *Mémoires d'outre-tombe*, en assurant le ménage contre la misère, y ramenèrent bientôt l'entente.

Ils retournèrent à Paris et reprirent, avec un train plus modeste encore, leur vie des dernières années de la restauration ; mais, pour M. de Chateaubriand, ce n'étaient que les apparences de cette

vie brillante où tout était réglé pour sa gloire comme dans une apothéose. On le rencontrait bien encore, aux mêmes heures, se rendant chez M<sup>me</sup> Récamier; il y allait, toujours vêtu avec élégance et la fleur à la boutonnière, avec les mêmes desirs de conquête, avec la même soif d'adulation; mais il était plus voûté, plus ridé, et, quand il arrivait à l'Abbaye-aux-Bois, on l'entourait de plus de respects que d'admiration. Lamartine, qui y fut reçu à cette époque, et qui n'apportait pas dans ses jugemens sur « René » vieillissant l'indulgence dont lui-même devait tant avoir besoin plus tard, nous l'a montré « avec ses yeux qui semblaient deux charbons mal éteints, » dissimulant derrière un écran ou un fauteuil la disgrâce de son corps fatigué, cherchant à reconnaître les visages, répétant ses phrases, se survivant à lui-même. Bientôt même, il lui fut impossible de se rendre chez M<sup>me</sup> Récamier; alors ce fut elle qui vint le voir. Elle était entrée depuis longtemps en rapports avec M<sup>me</sup> de Chateaubriand, et, par la suite des années, leurs relations étaient devenues, de courtoises confiantes, d'intermittentes presque quotidiennes. Chaque jour donc, M<sup>me</sup> Récamier venait passer plusieurs heures auprès de son fauteuil ou au chevet de son lit, et M<sup>me</sup> de Chateaubriand leur tenait compagnie. Ces deux femmes vivaient ainsi, très unies maintenant, parlant librement du passé, se rappelant leurs amis morts, tandis que lui, silencieux, affaissé, toutes ses facultés oblitérées, les écoutait à peine, « ne pouvant plus suivre une idée deux minutes de suite. » Quand la mort vint, elle frappa d'abord celle que l'âge avait le plus épargnée : M<sup>me</sup> de Chateaubriand mourut, le 9 février 1847, après une courte maladie. M. de Chateaubriand s'éteignit dans le courant de l'année suivante (4 juillet 1848). M<sup>me</sup> Récamier ne lui survécut que quelques mois.

## II.

Considérée dans l'ordre de l'esprit, la femme distinguée dont je viens de rappeler la vie avait pour qualités maitresses la droiture du sens et la sûreté du jugement. Ces qualités ne procédaient, en elle, ni de l'expérience, ni du raisonnement, ni d'une discipline acquise, mais elles faisaient le fond même de son tempérament intellectuel, et j'imagine qu'elle dut arriver, par instinct et tout de suite, au plein exercice de ces facultés. Elle était de ces esprits qui saisissent la réalité des choses et des personnes à leur premier aspect, sans prisme ni verre grossissant. Antipathique à tout ce qui était artifice ou procédé, allant droit au fond et au fait, elle n'aimait que le vrai et voulait qu'on restât toujours soi-même, en parlant sincérité de cœur et de langage. On juge par là de l'éloigne-



ment, du mépris plutôt, que lui inspiraient les grands mots, l'emphase sonore et la fausse exaltation qui était le vice commun de son époque et le défaut capital de Chateaubriand.

Ajoutez à ces qualités le don de l'observation, une curiosité très éveillée, et l'indépendance d'une pensée qui se formait en toute chose de ses propres jugemens.

En revanche (et comme de raison), aucune imagination. Peu d'esprits, je crois, furent moins doués que le sien du côté imaginaire, moins tournés à la rêverie, plus en garde contre l'enthousiasme. Ce fut là, si on voulait comparer ensemble M. et M<sup>me</sup> de Chateaubriand, le point où se marqua le plus nettement la différence de leurs natures morales : chez lui, l'imagination était tout, envahissait tout; chez elle, au contraire, la vie laissait des impressions simples, claires, très nettes, très distinctes, qui ressortaient sur le fond de son esprit comme se détachent, sur la rétine de l'œil, les plans successifs d'un paysage par une matinée limpide de printemps, quand il n'y a dans l'air ni vapeur ni poussière en suspens.

C'est à cette façon de sentir et de réfléchir en elle le monde extérieur qu'elle dut de traverser, sans y rien laisser de soi, les dures épreuves qui formèrent, pour ainsi dire, la trame même de sa vie. Les inquiétudes de toute sorte, les amertumes, les blessures d'amour-propre, les maladies du corps et les souffrances du cœur, les soucis matériels s'étaient succédé sans trêve pour elle depuis les premiers déboires du mariage jusqu'aux angoisses des dernières années; mais, la crise passée, elle retrouvait aussitôt cette humeur facile, cette gaieté légère qui n'était chez elle que le mouvement d'une âme saine, égale et tempérée.

Après la droiture du jugement, le trait le plus saillant du caractère de M<sup>me</sup> de Chateaubriand fut le sens pratique : elle était d'une incroyable activité physique et intellectuelle, toujours en mouvement, aimant passionnément l'action, non pas celle qui cherche à se manifester par l'influence morale, l'exemple et les conseils, mais celle qui ne se satisfait que par des œuvres positives, bien réelles.

Son activité s'exerça dans deux voies très différentes : la politique et la religion.

De tout temps, ainsi que nous l'avons vu, elle s'était intéressée à la politique. Comme Pauline de Meulan, comme tant d'autres femmes de la même famille d'esprits qui étaient entrées dans la vie, — dans la vie intelligente, — aux approches de 1789, — elle avait gardé de cette époque de sa jeunesse le sens et le goût des questions politiques. Bien qu'elle n'apportât pas, dans sa façon de s'y appliquer, la nature impétueuse, l'ardeur impatiente et ambi-

tiense de Chateaubriand, les opinions qu'elle professa ne furent ni moins nombreuses ni moins contradictoires que celles du grand polémiste. On pourrait alléguer pour son excuse, — s'il en était besoin en telle matière, — qu'elle vivait dans un temps où la logique n'était pas ce qui réglait les convictions et où se vérifiait tous les jours ce mot de La Bruyère : « Il ne faut pas vingt années accomplies pour voir changer les hommes d'opinion sur les choses les plus sérieuses comme sur celles qui leur ont paru le plus sûres et le plus vraies. »

Par son tempérament comme par ses traditions de famille et de race, la vicomtesse de Chateaubriand était indépendante et portée secrètement vers l'opposition, sous quelque régime que ce fût. On eût pu lui appliquer ce que les *Mémoires d'outre-tombe* nous apprennent de M. de Chateaubriand le père : « Le sang breton le rendait frondeur en politique, grand opposant des taxes et violent ennemi de la cour. » L'impression que lui avait laissée la révolution était celle d'un affreux spectacle qui éveillait en elle les plus atroces souvenirs, mais l'horreur qu'elle en avait gardée était tournée plutôt contre les hommes qui l'avaient dirigée que contre les institutions qui en étaient sorties et dont la plupart, d'ailleurs, étaient dans le sens même de ses opinions. Aussi, quand le 18 brumaire mit fin à l'ère révolutionnaire, toutes ses sympathies allèrent à l'homme qui personnifiait désormais les destinées de la France. Elle fut d'abord comme éblouie de son génie ; « elle l'admira sans restriction. » Le meurtre du duc d'Enghien, qui fournit à M. de Chateaubriand (alors ministre dans le Valais) l'occasion de se retirer, — par une sortie éclatante et digne de lui, — d'une carrière dont les débuts l'avaient découragé, ne diminua pas l'enthousiasme qu'elle ressentait pour Bonaparte : non qu'elle ne le jugeât, en soi, très sévèrement, mais fascinée qu'elle était par l'éclat de sa gloire. Si jamais sa nature, par ailleurs si maitresse d'elle-même et si pondérée, céda à un entraînement, ce fut pour la personne du premier consul, bientôt empereur. « Les fêtes en se succédant, écrit-elle, achevèrent de tourner les têtes, et ce fut au commencement de l'année 1805 qu'eurent lieu les plus grandes défections. Le saint-père avait posé ses mains sur la tête de l'empereur, et ses victoires achevaient de le rendre irrésistible. » Et elle ajoute avec malice : « Cette année, je pense, ou en 1806, MM. \*\*\* et \*\*\* furent nommés auditeurs ; ils jurèrent de ce moment fidélité à toutes les monarchies présentes et futures. »

La mesure de rigueur qu'attira à M. de Chateaubriand la publication de l'article du *Mercure* commença de la désabuser ; l'exécution sommaire de son cousin, Armand de Chateaubriand, compro-

mis, en 1810, dans une conspiration royaliste, la jeta franchement dans l'opposition. Quand, le 6 avril 1814, le sénat appela les Bourbons au trône, elle eut d'abord un cri de joie. « Ce devait être pour nous, écrit-elle dans ses *Souvenirs*, un jour de délivrance; ce fut celui d'un mécompte complet. Il fut suivi de vexations d'autant plus pénibles qu'elles faisaient autant la joie que l'étonnement des ennemis. Aussitôt qu'on eut la certitude que le lion était enchaîné et que les souverains entraient à Paris, il n'y eut pas assez de cris pour mandire celui qu'on avait encensé. Chacun, en allant au-devant des étrangers, semblait revenir de Coblenz... » La voilà désormais légitimiste, mais frondeuse, mais peu respectueuse, très indépendante dans ses jugemens, très mordante dans ses propos. Il faut l'entendre conter le voyage de la cour à Gand, où, pendant les cent jours, elle accompagna M. de Chateaubriand, à qui le roi venait de confier le portefeuille de l'intérieur. Jamais la vie ne lui offrit spectacle plus amusant ni mieux fait pour exercer sa verve malicieuse que celui de cette cour transfuge, qu'elle voyait de la coulisse même. Les mille incidens qui s'y succédèrent sous ses yeux laissèrent une trace si nette dans son esprit, que lorsqu'elle en fit le récit, dix ans plus tard, elle les raconta avec un aussi vif sentiment que s'ils se fussent passés de la veille. Dans l'affolement général, dans le débordement des colères triomphantes et des haines victorieuses qui se déchaînèrent après Waterloo, elle sut garder la juste mesure. Ainsi, le général comte La Grange ayant été insulté violemment par des officiers de la garde royale, sous le prétexte de sa fidélité à l'empire, la vicomtesse, qui avait été témoin de l'insulte, note l'incident dans ses *Souvenirs*, et elle ajoute cette remarque : « Rien n'était plus plaisant que cette intolérance que nous affichions pour des opinions qui n'avaient au fond rien de déshonorant, lorsque nous nous arrangions si bien des plus honteuses et des plus criminelles, et que nous eussions pressé sur notre cœur Robespierre lui-même, s'il était venu nous baiser les mains. »

Mais quand Louis XVIII se résigna à appeler Fouché aux affaires et que M. de Chateaubriand se vit écarté des conseils du roi, elle fut outrée, accusa les Bourbons de bassesse et d'ingratitude, et leur devint franchement hostile. Pendant la restauration, ses sentimens furent tour à tour ceux de la faction royaliste pure et ceux du groupe libéral; certains jours, elle allait même jusqu'à regretter l'empire. Les retours de faveur royale qui advinrent à M. de Chateaubriand en 1821 et 1829 ne la rallièrent pas, et les brusques disgrâces qui les suivirent ne firent que la mieux confirmer dans son aversion pour Louis XVIII, Charles X, le pavillon de Marsan et

toutes les choses et les gens de la cour. La restauration tombée, quand M. de Chateaubriand, toujours à la recherche des rôles à effet, déclara que la monarchie de Juillet ne devait pas compter sur son dévouement, la vicomtesse conserva aussi sa foi légitimiste; mais elle entretenait soigneusement dans son cœur ses antipathies de personne, ses méfiances et ses rancunes. Le mot des *Mémoires d'outre-tombe* exprime bien ses sentimens à l'égard de la dynastie déchuë : « Nous ne lui devions que notre fidélité; elle l'a. »

Dans les dernières années du règne de Louis-Philippe, nouvelle évolution des opinions politiques de M<sup>me</sup> de Chateaubriand. Ne la voilà-t-il pas prête à accepter la république, dont elle prévoyait l'avènement? « Républicaine, pourquoi non? disait-elle un jour, vers 1844. Je n'ai pas d'antécédens politiques, moi; je puis, dès qu'elle arrivera, accepter la république; et vous autres, hommes d'état du présent et du passé, vous avez tous fait et vous faites trop de bêtises pour qu'elle n'arrive pas. »

Mais ce fut être dans sa façon de comprendre la religion et d'en observer les devoirs qu'apparat le plus nettement la disposition toute pratique et tournée vers l'action du caractère de M<sup>me</sup> de Chateaubriand. Tout d'abord, la religion que professait l'auteur du *Génie du christianisme*, cette religion créée par l'imagination plutôt que sentie par le cœur, n'était pas son fait : sa foi était plus simple, plus sincère, et la magnificence de la pompe sacrée n'y était pour rien. Elle ne faisait point parade de ses sentimens religieux, elle n'en parlait pas, elle aurait cru les profaner en les exploitant comme un sujet de thèse littéraire; les plus belles pages des *Martyrs* devaient, à cet égard, froisser quelque fibre intime de son cœur.

Même dans ses croyances, cet excellent esprit savait trouver la juste mesure, et le caractère même de sa piété lui faisait honneur, — une piété sans tristesse ni âpreté, sans excès mystique ni rigorisme ultramontain, qui ne donnait ni dans les écarts de M<sup>me</sup> Swetchine ni dans ceux des Missions, — une piété comme on la pratiquait au xvi<sup>e</sup> siècle, comme Fénelon voulait qu'elle fût, « sans rien de faible ni de gêné, qui élargit le cœur, qui est simple et aimable, qui se fait toute à tous pour les gagner tous. »

La dévotion pure ne lui eût pas suffi : la charité pouvait seule satisfaire aux exigences de sa nature active et positive. L'Infirmerie de Marie-Thérèse, qu'elle fonda après 1815, était une œuvre originale dans le temps qu'elle la conçut; les institutions charitables de cet ordre étaient loin d'avoir alors, — par le nombre et l'importance, — le développement qu'elles ont reçu depuis. L'idée de M<sup>me</sup> de Chateaubriand était neuve, juste et féconde. Elle consacra

à la réaliser son temps et ses forces, toutes les ressources de sa bourse, qui était rarement pleine, toutes celles de son esprit, qui était ingénieux, entendu, admirablement doué pour l'administration et l'économie. Elle fit plus encore, elle y mit tout son cœur : on peut dire que, pendant près de trente années, son asile et les malheureux qui y trouvaient refuge furent, après M. de Chateaubriand, sa seule pensée. Elle y songeait tout le jour ; elle en entretenait tout venant, avec l'accent d'une sollicitude presque maternelle. Elle y dépensa, à vrai dire, la part de tendresse que toute femme porte en soi, et qu'à défaut d'un enfant sur qui la fixer, elle avait, pour ainsi parler, économisée tout au long de sa vie. Ce fut pour elle une sorte de passion, une de ces passions où la sensibilité longtemps contenue s'abuse et s'applique à un objet auquel elle n'était pas destinée.

Cet amour de la vie pratique explique que M<sup>me</sup> de Chateaubriand, malgré son goût pour l'observation et bien qu'elle ait été à même de l'exercer en tant de circonstances mémorables, ait si peu écrit. Outre sa correspondance, qui n'est guère fournie, pour une époque où les habitudes épistolaires étaient encore très développées, on ne possède d'elle qu'un cahier de *Souvenirs* dont j'examinerai plus loin la valeur et l'importance.

Ce qui fait le grand charme des quelques pages qui sont sorties de sa plume, c'est qu'elle écrivait comme elle pensait, c'est-à-dire d'une façon naturelle, avec netteté, sans affectation ni pédantisme. L'allure de sa prose est alerte, souple, élégante, admirablement propre au commerce de la correspondance ; peu d'images, d'ailleurs, ou les plus familières et les plus soudaines, et, de-ci de-là, quelques traits vigoureux pour décrire à la rencontre les hommes et les choses. Comme spécimen de la narration vive et familière qui était tout à fait sa façon, voici quelques lignes parmi les mieux tournées :

« M<sup>me</sup> de Coëlin était ce qu'on appelle illuminée. Elle croyait à toutes les rêveries de Saint-Martin, et ne trouvait rien au-dessus de ses ouvrages. Il est vrai qu'elle n'en lisait guère d'autres, excepté la Bible qu'elle commentait à sa manière, qui était un peu celle des Juifs. Elle était, du reste, d'une complète ignorance, mais avec tant d'esprit et une si grande habitude du monde que, dans la conversation, on ne pouvait s'en apercevoir ; elle ne savait pas un mot d'orthographe (*sic*), et cependant elle parlait sa langue avec une pureté et un choix d'expressions remarquables. Personne ne racontait comme elle ; on croyait voir toutes les personnes qu'elle mettait en scène.

« Ses commentaires sur la Bible étaient semés de grec et de latin

dont elle ne savait pas un mot; mais comme elle avait à cœur de prendre la traduction de l'écriture en défaut, elle avait appelé à son aide un vieux Juif qui lui expliquait le texte comme un rabbin et la volait de même. Ce Juif, appelé Noë, fut un jour arrêté pour avoir volé des perruques. M<sup>me</sup> de Coëlin, furieuse de l'insulte faite à son maître, alla trouver M. Pasquier, alors préfet de police, et qu'elle détestait de vieille date. Elle lui fit une scène terrible. Elle soutint que Noë n'avait point volé les perruques, mais qu'il les avait achetées; elle le prouva même en les payant; et l'affaire n'eut d'autre suite qu'une rancune qu'elle garda à M. Pasquier, sur lequel, depuis, elle avait toujours quelque histoire à raconter. »

Cette silhouette féminine n'est-elle pas tracée avec une vivacité charmante et toute personnelle?

La correspondance de la vicomtesse est écrite de la même main qui a rédigé cette page des *Souvenirs*, dans le même mouvement de style, avec un même tour d'agrément, avec la même indépendance de pensée et de jugement. Quelques-unes de ses lettres (dans les meilleures pages, il est vrai) font songer à certains billets de M<sup>me</sup> de Sévigné. La comparaison est juste, en effet, à condition d'en bien marquer les limites et de se rappeler qu'une même façon de s'exprimer peut traduire des états d'esprit très différents. Par l'allure de la phrase, par la sincérité de l'expression, par une certaine grâce aimable, il est telle lettre adressée à Joubert qui pourrait être rapprochée de telle autre lettre à Bussy; mais rien que je sache, dans tout ce qu'a écrit M<sup>me</sup> de Chateaubriand, ne porte, au moindre degré, la marque de cette imagination toujours jeune, de cette tendresse large et bienfaisante, et de cette fraîcheur savoureuse du cœur et de l'esprit qui furent le privilège de la délicieuse marquise.

On a dit que M<sup>me</sup> de Chateaubriand avait collaboré aux *Mémoires d'outre-tombe*; on a même prétendu (et c'est l'avis de M. G. Pailhès, éditeur des *Mémoires* de la vicomtesse) que sur les points où cette collaboration se serait exercée, les retouches, additions et suppressions faites de la main de Chateaubriand lui-même, ont gâté l'œuvre première qu'il copiait.

Posées dans ces termes, ni l'une ni l'autre de ces assertions ne sont exactes. A y regarder de près, en effet, et sans parti-pris, que voyons-nous dans les *Mémoires* rédigés par M<sup>me</sup> de Chateaubriand? Et d'abord, par l'étendue et l'ordonnance du récit, par la suite des faits qui y sont rapportés, sont-ce bien des *Mémoires*? Ils se composent, nous dit M. G. Pailhès, de deux cahiers, l'un relié en maroquin rouge, l'autre revêtu de papier vert. Celui-ci (pour l'écarter



tout de suite) ne contient que « des réflexions à l'état de notes, où sont fort malmenés les personnages qui ont occupé la scène à la fin du règne de Charles X. Puis, de 1831 à 1844, date extrême mentionnée dans le cahier vert, silence complet... Pendant cet intervalle de douze à treize ans, le cahier n'avait pas cessé de recevoir les confidences de M<sup>me</sup> de Chateaubriand; mais en 1848, à la mort de Chateaubriand, survenue dix-huit mois après celle de sa femme, une main brutale, exécutant la consigne dictée par une prétendue raison d'état, a déchiré les pages qui concernaient le règne de Louis-Philippe. »

Le cahier rouge, qui est donc le plus important des deux et le seul d'ailleurs qui soit publié, renferme des souvenirs dont le plus ancien date de 1804 et le dernier de 1825. Imprimé, il représente environ soixante-huit pages de texte in-8°. Sur les années 1804, 1805 et 1806, le manuscrit ne relate qu'un très petit nombre d'événemens ou d'impressions personnelles : la mention en est faite d'une façon sommaire, un peu sèche, sans la moindre composition; les notes datées de 1807 et 1808 sont au contraire très détaillées et nous font entrer dans la vie journalière de la Vallée-aux-Loups; rien pour l'année 1809; huit pages seulement de 1810 à 1814; enfin, trente-sept pages du 1<sup>er</sup> janvier 1814 au 8 juillet 1815. On le voit, les proportions restreintes du récit et les lacunes qu'il renferme font paraître bien ambitieux le titre de *Mémoires* qu'on a voulu inscrire en tête de ces *Souvenirs*. N'était la relation du voyage de Gand pendant les cent jours, qui est presque un chapitre d'histoire, ce ne seraient même, à proprement parler, que des « Notes » utilisées plus tard dans la composition des *Mémoires d'outre-tombe*.

Ce point dûment établi, quel parti Chateaubriand a-t-il tiré des documens mis ainsi à sa disposition par sa femme? Y a-t-il eu vraiment collaboration de la vicomtesse? Nullement, si l'on entend par ce mot le travail commun de deux intelligences appliquant leur activité à la conception d'une œuvre, à l'établissement de ses lignes générales et à la composition de toutes ses parties. Or, dans le cas présent, rien de pareil : il y a eu apport de quelques souvenirs, et rien de plus. Les emprunts faits aux notes de M<sup>me</sup> de Chateaubriand sont au nombre de cinq : le très joli récit du voyage à la Grande-Chartreuse (tome iv) et la description de la Vallée-aux-Loups (tome v) sont copiés presque textuellement dans le cahier rouge; par quelques coupures ou de légères corrections, Chateaubriand a mis l'ordre qui manquait dans la narration originale. Pour la période des cent jours, les emprunts sont plus considérables, mais les retouches de style sont plus importantes. Je ne cite-

rai qu'un seul passage; on saisira bien, dans la divergence des textes, la différence des imaginations et des procédés de composition (1).

Le lendemain, 8 juillet (1815), le roi fit dire de nouveau à mon mari de venir lui parler. La première chose qu'il lui dit fut : — Eh bien! monsieur de Chateaubriand? — Eh bien! Sire : Votre Majesté renvoie ses régimens et prend Fouché? — Oui, reprit le roi, il le faut. Voyez, depuis mon frère jusqu'au bailli de Crussol, et celui-là n'est pas suspect, tous disent que nous ne pouvons pas faire autrement. Mais bon pour les deux premières choses : il y a remède. Pour la cocarde, c'est une autre affaire. Je ne céderai jamais sur ce point. Qu'en pensez-vous? — Hélas! Sire, la chose est faite. Permettez-moi de me taire. — Non, non, dites. Vous savez comme j'ai résisté depuis Gand. Dites, qu'en pensez-vous? — Vous le voulez, Sire, je ne sais dire que la vérité; et puisque Votre Majesté la pardonnera à ma fidélité, je crois que la monarchie est finie. Pardon, Sire, vous le pensez comme moi; c'est ce qui m'a donné la hardiesse de vous exprimer ma pensée.

Il tremblait cependant de cette hardiesse, quand le roi reprit : — Eh bien! mon ami, je suis de votre avis.

Le fait est vrai à la lettre.

Tels qu'ils sont, ces *Souvenirs* justifient l'appréciation que Chateaubriand a portée sur celle qui les a rédigés : « Je ne sais, dit-il, s'il a jamais existé une intelligence plus fine que celle de ma femme : elle devine la pensée et la parole à naître sur le front ou sur les lèvres de la personne avec qui elle cause. La tromper en rien est impossible. D'un esprit original et cultivé, écrivant de la manière la plus piquante, elle raconte à merveille. »

Après cet éloge très mérité, on lit ces mots :

« M<sup>me</sup> de Chateaubriand m'admire sans avoir jamais lu deux lignes de mes ouvrages. »

Nous touchons ici à un point des plus délicats. Est-il vrai que la

(1) Voici le texte des *Mémoires d'outre-tombe* (t. iv, p. 28) : — « Avant de quitter Saint-Denis, je fus reçu par le roi et j'eus avec lui cette conversation : — Eh bien! me dit Louis XVIII, ouvrant le dialogue par cette exclamation. — Eh bien! Sire, vous prenez le duc d'Otrante. — Il l'a bien fallu; depuis mon frère jusqu'au bailli de Crussol (et celui-là n'est pas suspect), tous disaient que nous ne pouvions pas faire autrement. Qu'en pensez-vous? — Sire, la chose est faite; je demande à Votre Majesté la permission de me taire. — Non, non, dites; vous savez comme j'ai résisté depuis Gand. — Sire, je ne fais qu'obéir à vos ordres; pardonnez à ma fidélité : je crois la monarchie finie. — Le roi garda le silence; je commençais à trembler de ma hardiesse, quand Sa Majesté reprit : — Eh bien! monsieur de Chateaubriand, je suis de votre avis. — Cette conversation termine mon récit des cent jours. »

vicomtesse de Chateaubriand n'ait rien lu des œuvres de son mari? Et, si cela est, comment expliquer que, de toute la société où elle fréquentait et où on la tenait pour distinguée par l'esprit et le goût, elle ait été la seule à ignorer *Atala*, *René*, *les Martyrs*?

Qu'elle ait toujours été étrangère à la vie littéraire de M. de Chateaubriand, c'est ce qui ressort très clairement, à la première lecture, de sa *Correspondance* et de ses *Souvenirs*. On s'attend à y trouver ces révélations que nous cherchons dans les alentours d'un auteur et que nous demandons à ceux qui l'ont connu dans le privé de sa vie, ces indications précieuses qui expliquent la conception d'une œuvre, en marquant les formes successives, en dévoilent le sens intime et nous font assister, pour ainsi dire, au travail intérieur dont elle est le produit complexe. On n'y relève, au contraire, que des mentions vagues et banales, comme celle-ci : « M. de Chateaubriand s'occupe des *Martyrs*;.. » et celle-ci encore : « Je ne me rappelle plus à quelle époque M. de Chateaubriand imprima son *Itinéraire*... » Cette indifférence semblerait donc justifier à première vue la singulière assertion des *Mémoires d'outre-tombe*. Je ne puis admettre cependant que M<sup>me</sup> de Chateaubriand n'ait jamais lu une ligne des œuvres écloses près d'elle. Tout d'abord, un témoignage très précis et qui peut faire foi, celui de M<sup>me</sup> Lenormant, auteur des *Souvenirs de M<sup>me</sup> Récamier*, affirme qu'on surprit plus d'une fois la vicomtesse lisant à la dérobée quelqu'un de ces volumes dont elle protestait n'avoir jamais tourné les pages. Ensuite, le goût très vif que M<sup>me</sup> de Chateaubriand avait pour la lecture, la curiosité très étendue de son esprit, l'intérêt qu'elle prit toujours à tout ce qui concernait son mari, toutes ces considérations et bien d'autres encore qu'il n'est même pas besoin d'énumérer, contrediraient l'affirmation que nous discutons, si un plus attentif examen n'y découvrait un sens caché dont la révélation éclaire d'un jour tout nouveau la nature morale de M<sup>me</sup> de Chateaubriand.

Cette ignorance où elle prétendait être des œuvres de son mari n'était qu'affectée; c'était une attitude qu'elle s'était imposée à l'égard du monde, pour deux raisons très judicieuses, très sagement délibérées et qui procédaient toutes deux d'un haut sentiment de sa dignité.

La première de ces raisons est qu'elle ne voulait pas critiquer des œuvres que sa conscience et ses goûts désapprouvaient. A bien prendre, en effet, que trouvait-elle au fond de chacun de ces récits qui passionnaient sa génération, d'*Atala*, de *René*, des *Martyrs*, et surtout des *Mémoires d'outre-tombe*? Elle n'y rencontrait rien qui ne froissât violemment sa nature saine et droite, son amour du vrai, son esprit critique si délié, si attentif à n'être dupe ni des

mots ni des apparences. C'est qu'elle le voyait de trop près, le merveilleux enchanteur, pour que le charme pût agir sur elle; il eût fallu plus de recul, le lointain de la scène, la séparation de la rampe. Son sens très fin l'avait percé à jour : elle démêlait très bien ce qu'il entraînait d'éléments divers et contradictoires dans sa personnalité, singulier composé de puissance géniale et de faiblesse humaine, de grandeur et de mesquinerie, de générosité et d'égoïsme; elle savait qu'il y avait en lui deux hommes, celui qui agissait, parlait et écrivait pour le public, et celui qui, le masque tombé, se manifestait dans le déploiement de sa vraie nature, dans le sens de ses penchans, dans la sincérité de son âme. C'était ce dernier qu'elle voyait le plus souvent : il se montrait dans l'abandon familier de la vie quotidienne, et surtout aux jours de déceptions, de débits, d'insuccès, aux heures de soucis matériels et de maladie. Alors apparaissaient ce qu'il y avait de faux et d'artificiel dans le personnage public, les dessous du rôle, le convenu des gestes et des poses, tout ce que recouvrait la pompe des phrases sonores et cadencées, je veux dire les exigences d'une ambition insatiable, de misérables rancunes, d'incroyables préoccupations d'amour-propre et toutes les mesquineries d'une âme en apparence haute et fière.

Quand, par exemple, se posant en croyant, en descendant des croisés, il écrivait dans la préface de *l'Itinéraire* : « Je serai peut-être le dernier des Français sorti de mon pays pour voyager en terre-sainte avec les idées, le but et les sentimens d'un ancien pèlerin ;.. » quand il traçait ces lignes, elle savait de science certaine, et bien avant que les *Mémoires* l'eussent appris au monde, qu'il n'était allé chercher en Orient qu'une plus brillante illustration pour toucher l'âme insensible de M<sup>me</sup> de Mouchy. « Mais ai-je tout dit dans *l'Itinéraire* sur ce voyage commencé au port de Desdémona et d'Othello? Allais-je au tombeau du Christ dans les dispositions du repentir? Une seule pensée m'absorbait; je comptais avec impatience les momens. Du bord de mon navire, les regards attachés à l'étoile du soir, je lui demandais des vents pour cingler plus vite, de la gloire pour me faire aimer. J'espérais en trouver à Sparte, à Sion, à Memphis, à Carthage, et l'apporter à l'Alhambra. Comme le cœur me battait en abordant les côtes d'Espagne! Aurait-on gardé mon souvenir ainsi que j'avais traversé mes épreuves?... »

L'histoire n'est plus à écrire des contradictions éclatantes dont toute l'existence de Chateaubriand a été remplie, et du divorce qu'il y eut toujours en lui entre l'homme public et l'homme privé : Sainte-Beuve s'en est chargé et de telle sorte qu'il n'y a pas à y revenir.

Mais il est un autre ordre de considérations qui faisaient à la

vicomtesse de Chateaubriand une règle de conduite et la plus sûre sauvegarde de sa dignité dans le monde, de déclarer qu'elle n'avait jamais lu une ligne de son mari.

Qu'on veuille bien, en effet, par un simple rapprochement de souvenirs, se rappeler que, toute sa vie durant, M<sup>me</sup> de Chateaubriand a été la plus abandonnée, la plus trompée des femmes, et que l'œuvre entière de *René* n'est que la glorification des infidélités dont elle fut la victime. Tantôt l'allusion aux rivales de l'épouse est voilée et vaporeuse, comme cette « sylphide » qu'il aimait à évoquer, sorte de créature de songe faite de toutes les femmes qu'il avait entrevues ou rêvées : « Il me semble que je vois apparaître ma sylphide des bois de Combourg. Me viens-tu retrouver, charmant fantôme de ma jeunesse ? As-tu pitié de moi ? Tu le vois, je ne suis changé que de visage ; toujours chimérique, dévoré d'un feu sans cause et sans aliment... Viens t'asseoir sur mes genoux ; n'aie pas peur de mes cheveux, caresse-les de tes doigts de fée ou d'ombre ; qu'ils se rembrunissent sous tes baisers !... Viens ! emporte-moi comme autrefois, mais ne me rapporte plus. »

Tantôt, au contraire, la vision se précisait, le fantôme prenait corps, l'aveu se faisait indiscret et troublant, comme dans le passage cité plus haut, à propos du voyage d'Orient, comme dans celui-ci encore, où il est fait allusion à la scène grandiose de la prière du soir en mer, dans le *Génie du christianisme* : « Était-ce Dieu seul que je contemplais sur les flots ?.. Non ; je voyais une femme et les miracles de son sourire ;.. » comme enfin dans le récit de la promenade nocturne où s'attardent, « à la clarté douteuse de la lune, » les deux amans de l'Alhambra, dans le *Dernier Abencérage*. »

On comprend maintenant que M<sup>me</sup> de Chateaubriand ait toujours tenu à paraître ignorer des œuvres qui, par tant de points, avaient ses plus secrètes blessures. C'était aussi le seul moyen qu'elle eût de couper court à toute allusion maligne, de déconcerter toutes les curiosités.

Et cela nous amène à préciser des contours laissés jusqu'ici dans l'ombre sur le portrait que nous essayons de tracer, c'est-à-dire à définir la vicomtesse de Chateaubriand comme femme et dans l'ordre du sentiment.

### III.

M<sup>me</sup> de Chateaubriand portait jusque dans les choses du sentiment la mesure qu'elle mettait dans son jugement et dans la pratique de sa vie. Le mot, d'une franchise hardie et presque brutale,

par lequel M<sup>me</sup> du Deffand s'est dépeinte un jour, aurait pu lui être appliqué : « Ni tempérament ni roman. » Mais si elle n'était pas faite pour ressentir la passion avec les grands mouvemens d'âme et les crises morales qu'elle provoque, son cœur, du moins, n'était pas dépourvu de la puissance d'aimer. Et, de fait, elle aima son mari d'un amour profond et raisonné, d'un amour que les désenchantemens ne pouvaient atteindre et qui survécut à toutes les infidélités, parce que l'imagination n'y avait point de part, parce que l'illusion ne l'avait jamais revêtu de son charme, parce qu'il était naturel, sincère et sans mélange. Toute sa correspondance nous révèle la profondeur de son dévoûment et l'inaltérable constance de ses sentimens : « M. de Chateaubriand est parti hier au soir (pour l'Orient), écrit-elle de Venise à la date du 29 juillet 1806. Je le pleure déjà comme mort ; il ne me reste qu'autant d'espérance qu'il en faut pour me donner une agitation plus insupportable que la douleur. » Quelques années plus tard, en 1814, alors que M. de Chateaubriand écrivait sa fameuse brochure de *Bonaparte et les Bourbons*, elle crut en avoir égaré le manuscrit dans la rue : « Si cette brochure avait été saisie, nous dit-elle, le jugement n'était pas douteux : la sentence était l'échafaud... Je vois déjà le fatal écrit entre les mains de la police et M. de Chateaubriand arrêté ; je tombe sans connaissance au milieu du jardin des Tuileries. De bonnes gens m'assistèrent et ensuite me reconduisirent à la maison, dont j'étais peu éloignée. Quel supplice, lorsqu'en montant l'escalier je flottais entre une crainte qui était presque une certitude et un léger espoir d'avoir oublié de prendre la brochure ! En approchant de la chambre de mon mari, je me sentais de nouveau défaillir. J'entre enfin. Rien sur la table. Je m'avance vers le lit ; je tâte d'abord l'oreiller ; je ne sens rien. Je le soulève et vois le rouleau de papier. Le cœur me bat chaque fois que j'y pense. Je n'ai jamais éprouvé un tel moment de joie dans ma vie. Certes, je puis le dire avec vérité, il n'aurait pas été si grand si je m'étais vue délivrée au pied de l'échafaud, car enfin c'était *quelqu'un qui m'était plus cher que moi-même* que j'en voyais délivré. » Elle écrivait encore, en 1818, en relevant d'une maladie : « M. de Chateaubriand est à la messe ; j'ai peur quelquefois de le voir s'envoler vers le ciel, car, en vérité, il est trop parfait pour habiter cette mauvaise terre et trop pur pour être atteint par la mort. Quels soins il m'a prodigués pendant ma maladie ! Quelle patience ! quelle douceur ! Moi seule je ne suis bonne à rien dans ce monde. Cependant, quand on ne vaut rien du tout, on n'a pas des amis comme ceux que j'ai... » Enfin, dans les dernières années, quand l'époque de la gloire et des succès fut passée, quand la vieillesse fut venue pour celui qui avait tant demandé à la vie et qui en avait



tant reçu, M<sup>me</sup> de Chateaubriand se montra admirable de dévouement et de piété conjugale.

Pourquoi donc, malgré tant de qualités de l'esprit, malgré cette sensibilité qui savait être vive et profonde, malgré cet attachement qui ne se démentit jamais, la vicomtesse de Chateaubriand n'occupait-elle qu'une place si étroite dans le cœur de son mari?

A cette question il n'est qu'une réponse, mais elle est décisive : le charme lui a manqué. Elle n'avait pas le don de la tendresse caressante, de la grâce indulgente et aimable, ni de cette douceur secrète qui s'exhale comme un parfum mystérieux de l'âme et sans laquelle les plus forts sentimens sont vains et stériles. Elle ne pouvait certes donner à son époux la passion exaltée que la froideur de son tempérament imaginatif lui interdisait de ressentir, mais elle aurait pu ménager autour de lui, dans l'intimité du foyer, une atmosphère plus calme, plus tiède, où ce grand génie inquiet se fût détendu, apaisé. Et cette lacune sentimentale était d'autant plus grave chez M<sup>me</sup> de Chateaubriand qu'elle eut précisément pour rivales deux femmes qui, à leur heure, personnifièrent au plus haut degré le charme féminin, M<sup>me</sup> de Beaumont et M<sup>me</sup> Récamier.

Au contraire des admiratrices de « René, » qui le considéraient toutes comme un être exceptionnel, comme un demi-dieu qui eût condescendu à partager les passions humaines, elle s'amusait, par esprit de taquinerie, à le rabaisser au niveau des communs mortels. Elle le plaisantait sur ses « belles dames, » elle lui marquait le ridicule de ses succès mondains : « M. de Chateaubriand, écrit-elle dans une de ses lettres, dîne chez deux femmes d'un rare esprit, qui ne veulent pas qu'il mange autre chose que des feuilles de rose humectées de rosée ; autrement il ne serait pas l'auteur de tant de beaux ouvrages pleins de sentiment et d'imagination, etc. Ces deux femmes sont M<sup>mes</sup> de Damas et de Vogüé. » Toute son attitude envers lui, sa manière d'être journalière, ses reproches plus ou moins voilés, ses allusions plus ou moins ironiques et mordantes, exprimaient trop clairement ce qu'osa écrire, un jour, à Rousseau, dans un accès de dépit, une de ses correspondantes qui avait été parmi les plus éprises : « Allez ! vous êtes fait tout comme les autres hommes ! »

Les *Souvenirs* du comte d'Haussonville nous la dépeignent très finement dans ce jour et sous cet aspect de son caractère, à l'ambassade de Rome.

Elle jouissait, à ce qu'il m'a semblé, mais sans se faire aucune illusion, de la place importante que, pour la première fois, il lui était

donné d'occuper au foyer conjugal. Peut-être faudrait-il ajouter que, par une rancune toute féminine, elle abusait tant soit peu, à l'occasion, dans son intérieur, des avantages de sa situation présente. Afin de venger d'anciens griefs, dont la source était très loin d'être tarie, il ne lui déplaisait pas de faire montre, parfois assez puérilement, malgré toute sa finesse et son goût, de ses privilèges de maîtresse de maison. C'est ainsi qu'elle prenait plaisir à contredire tout doucement, mais péremptoirement, les assertions souvent un peu risquées de l'auteur du *Génie du christianisme*, ou à redresser ses souvenirs personnels trop fantaisistes, en leur opposant des faits positifs, accentués d'une voix basse et indifférente, mais toutefois assez sèche et très nette.

Pour être juste, il faut reconnaître que, toute sa vie durant, la patience de M<sup>me</sup> de Chateaubriand fut soumise à une rude épreuve, et que son dévouement dut être d'essence rare pour survivre à tant d'infidélités. La liste fut longue, en effet, des passions que « René » souleva sur son brillant passage et auxquelles il se donna ou plutôt se prêta tour à tour : M<sup>me</sup> Récamier mise hors de cause, combien de noms à y inscrire, depuis la touchante Charlotte Ives, depuis M<sup>me</sup> de Beaumont, jusqu'à M<sup>me</sup> de Cusine et de Mouchy, jusqu'à la duchesse de Cumberland, jusqu'à « M<sup>me</sup> de Saman, » jusqu'à la jeune fille inconnue qui s'offrit à lui quand l'extrême vieillesse l'avait déjà frappé, et à qui il adressa cette confession déchirante : « Objet charmant, je t'adore, mais je ne t'accepte pas !.. Hier pourtant, quand tu penchas ta tête charmante sur mon épaule, quand des paroles enivrantes sortirent de ta bouche, quand je te vis prête à m'entourer de tes mains comme d'une guirlande de fleurs, il me fallut tout l'orgueil de mes années pour vaincre la tentation de volupté dont tu me vis rougir. Souviens-toi seulement des accens passionnés que je te fis entendre, et quand tu aimeras un jour un beau jeune homme, demande-toi s'il te parle comme je te parlais et si sa puissance d'aimer approcha jamais de la mienne. »

Quelle attitude la vicomtesse de Chateaubriand adopta-t-elle à l'égard de son mari infidèle, quelle figure prit-elle dans le monde sous le feu des regards indiscrets ou malveillans, quel accueil eut-elle pour ses rivales quand elle ne put éviter de les rencontrer ? Le sentiment très vif qu'elle avait de sa dignité lui inspira, dans ces conjonctures délicates, une conduite noble et fière. Elle n'affecta ni les dehors de la jalousie, ni ceux de la résignation, mais elle feignit de ne rien voir, de ne rien comprendre. A quelque profondeur de l'âme que ses douleurs aient pénétré, elle ne les a jamais traduites par une expression violente ni indiscrete, « elle ne se plaignit jamais ; » c'est Chateaubriand lui-même qui le déclare. Eut-elle des révoltes

intérieures, des appels désolés, des tristesses désespérées? On ne sait; ses détresses demeurèrent toujours secrètes et silencieuses. Sauf à Joubert, cet ami délicat qui pouvait tout entendre et savait tout comprendre, elle ne se livra à personne, je pense, par pudeur d'abord, par calcul aussi sans doute, car, sur ce point, elle était femme à penser, avec M<sup>me</sup> du Deffland, « qu'il n'y a pas une seule personne à qui l'on puisse confier ses peines sans lui donner une maligne joie et sans s'avilir à ses yeux. »

Les relations qu'elle entretenait avec M<sup>me</sup> Récamier furent empreintes d'un caractère assez original et marquées d'une nuance bien délicate à définir. C'est en 1818 que M. de Chateaubriand avait commencé de fréquenter chez M<sup>me</sup> Récamier, et, dès ses premières visites, il avait subi le prestige de beauté souveraine de la grande séductrice. Mais bientôt le charme tout-puissant qu'il avait tant de fois exercé lui-même avait agi à son tour, et l'Abbaye-aux-Bois était devenue son sanctuaire, un temple élevé à sa gloire : on l'y encensait, on l'y adorait, il n'y avait pas une pensée, pas une admiration qui ne montât vers lui. Quand l'ivresse du début se fut un peu dissipée (c'était en 1822), il témoigna à M<sup>me</sup> de Chateaubriand le désir de la présenter chez son illustre rivale, et elle y donna son consentement. J'imagine que ce fut une journée célèbre et féconde en observations piquantes, comme on commençait à les aimer alors, que celle où la vicomtesse de Chateaubriand parut chez M<sup>me</sup> Récamier. On voyait en présence les deux types de femmes les plus opposés qu'on pût imaginer, différentes par l'esprit et par le cœur, par les dehors physiques et par la nature morale, antipathiques d'instinct l'une à l'autre, alors qu'il n'y eût pas eu entre elles de motif particulier d'éloignement. Les contemporains ne nous ont rien appris sur cette première entrevue; mais ce qui nous permet d'en deviner la physionomie, c'est qu'elle fut suivie de beaucoup d'autres, et que des relations fréquentes s'établirent entre les deux rivales. Dans cette circonstance mémorable de sa vie, M<sup>me</sup> de Chateaubriand put croire sincèrement n'avoir fait aucune concession, et elle ne dut pas sentir le poids du sacrifice auquel elle se prêtait en se rendant à l'Abbaye : elle céda, elle aussi, à la séduction de celle à qui personne ne résista jamais. Par un singulier privilège, en effet, le charme de M<sup>me</sup> Récamier agissait avec autant d'efficacité sur les femmes que sur les hommes. Malgré les jalousies, malgré les rivalités d'amour-propre et de cœur, malgré les animosités de toute sorte que ses succès soulevaient autour d'elle, ses amitiés féminines furent aussi nombreuses et aussi fidèles que les autres; même dans ses relations avec les femmes, — avec la reine Caroline de Naples et avec la reine Hortense, par exemple, —

elle savait mettre une nuance de coquetterie qui donnait un agrément tout particulier à son accueil. Plus d'une l'aborda avec les préventions les plus défavorables, qui s'en retourna subjuguée. M<sup>me</sup> Swetchine nous apporte sur ce point le témoignage positif que la *Correspondance* et les *Souvenirs* de M<sup>me</sup> de Chateaubriand ne nous donnent pas : M<sup>me</sup> Swetchine avait toujours jugé très sévèrement M<sup>me</sup> Récamier, dont elle n'aimait ni le caractère ni les allures, et en qui elle voyait, d'ailleurs, une redoutable rivale d'influence mondaine, et elle ne lui épargnait, à l'occasion, ni les propos mordans ni les allusions ironiques. Mais quand elle la rencontra à Rome, en 1824, elle fit comme les autres, elle tomba sous le charme et n'essaya jamais de s'y soustraire : « Je me suis sentie liée avant de songer à m'en défendre, écrivait-elle sous le coup de sa première impression. M<sup>me</sup> Récamier me manque comme si nous avions passé beaucoup de temps ensemble, comme si nous avions beaucoup de souvenirs communs. » Ainsi fit également M<sup>me</sup> de Chateaubriand ; et des relations confiantes, bientôt même affectueuses, s'établirent entre elle et M<sup>me</sup> Récamier.

Si c'en était le lieu, si les témoignages écrits étaient plus nombreux et plus précis, il serait curieux de rechercher d'où vint à M<sup>me</sup> Récamier le désir de connaître la vicomtesse de Chateaubriand et quelle fut la source vraie de l'attachement qu'elle lui marqua par la suite. On approcherait de la vérité, je crois (si toutefois la vérité peut être saisie dans une matière aussi complexe et aussi délicate), en essayant d'établir que ce désir naquit chez M<sup>me</sup> Récamier du jour où elle, à son tour, ne régna plus seule sur le cœur de « René, » et que le mouvement de sympathie qui la porta vers M<sup>me</sup> de Chateaubriand eut pour origine la communauté de leurs griefs.

Un dernier point reste à éclaircir pour terminer cette étude : quelle part d'estime et d'affection M<sup>me</sup> de Chateaubriand a-t-elle reçue de son mari ? A la considérer dans l'ensemble de sa vie, il serait paradoxal d'avancer qu'elle a eu la meilleure part de ses sentimens affectueux. Mais, à la comparer avec chacune de ses rivales, on est en droit d'affirmer que, tout compte fait, c'est elle qui a eu la plus forte somme. Chateaubriand était en amour l'inconstance même ; ses passions brûlaient et brillaient, mais ne duraient pas, et, dans l'intervalle, il revenait toujours à la vicomtesse. Il avait parfaitement conscience de ses torts envers elle ; on en trouve l'aveu fréquent dans les lettres qu'il lui a adressées, pendant la seconde moitié de sa vie, et il n'a pas craint de le répéter, en toute franchise, dans les *Mémoires d'outre-tombe*. « Ai-je reporté à ma compagne, se demande-t-il, tous les sentimens qu'elle méritait et

qui lui devaient appartenir ? Quel bonheur a-t-elle goûté pour sa-  
laire d'une affection qui ne s'est jamais démentie ? » Et il se répond  
en ces termes : « Quand l'un et l'autre nous paraîtrons devant Dieu,  
c'est moi qui serai condamné... Je dois donc une tendre et éter-  
nelle reconnaissance à ma femme, dont l'attachement a été aussi  
touchant que profond et sincère. Elle a rendu ma vie plus grave,  
plus noble, plus honorable, en m'inspirant toujours le respect,  
sinon toujours la force des devoirs. »

Telle fut, dans les traits principaux de sa physionomie intellec-  
tuelle et morale, la femme distinguée dont j'ai écrit le nom en tête  
de ces pages ; telle, à peu près, elle s'évoque dans la pénombre où  
il nous est permis d'entrevoir les figures du passé.

Si, sans s'arrêter à ce qu'une telle recherche a de vain, on se de-  
mandait maintenant quelle moralité l'on peut tirer de l'étude qui pré-  
cède, voici celle que j'indiquerais, quelque singulière qu'elle paraisse  
dans le cas présent : c'est que le bonheur ou le malheur d'une vie  
est moins le résultat des circonstances extérieures que l'effet des  
qualités morales, tenues de nature ou acquises par discipline. Les  
circonstances à travers lesquelles s'est déroulée la vie de M<sup>me</sup> de  
Chateaubriand lui furent presque toujours adverses, mais elle avait  
reçu en partage un ensemble de qualités propices qui auraient  
suffi à en neutraliser l'action, si deux dons ne lui avaient été refu-  
sés. Elle apportait, en effet, dans la vie, les élémens les plus effi-  
caces du bonheur, c'est-à-dire un esprit sain et droit, un jugement  
sûr et mesuré, des goûts susceptibles de satisfactions très diverses  
et des exigences très modérées, une sensibilité tendre sans excès,  
une rare puissance d'attachement, un admirable équilibre intel-  
lectuel et moral. Mais, comme le charme lui a manqué, elle n'a pu  
retenir près d'elle son époux inconstant, et elle n'a pas su se créer  
une de ces affections qui consolent de tout et font tout oublier :  
mariée, elle a vécu plus isolée que les veuves ; femme, elle n'a  
pas eu d'amant ; quand les secrets les plus douloureux de la vie  
lui furent révélés, elle souffrit seule, elle cicatrisa seule les plaies  
de son cœur. Et comme l'imagination n'avait point de prise sur  
son esprit net et positif, elle n'a connu ni les enchantemens du  
rêve ni ceux de la piété mystique, ces enchantemens suprêmes  
qui dépassent toutes les réalités, qui apaisent les plus vives dou-  
leurs et qui firent même trouver à quelques âmes privilégiées une  
douceur infinie dans la souffrance.

M. PALÉOLOGUE.

---

LA

# LUTTE POUR LA PRÉSIDENTENCE

AUX ÉTATS-UNIS

---

Les quatorze millions d'électeurs que comptent aujourd'hui les États-Unis étaient appelés, le 6 novembre dernier, à composer le corps électoral dont la mission devait consister, quelques semaines plus tard, à choisir un président de l'Union américaine pour la période du 4 mars 1889 au 4 mars 1893. On sait ce qu'est devenue cette haute mission confiée par les auteurs de la constitution fédérale aux électeurs présidentiels : une simple formalité, l'enregistrement, sans phrase et sans examen, des désignations faites le 6 novembre par le suffrage universel dans chaque état, et qui constituent en effet dans la pratique un verdict définitif.

La formalité s'est accomplie le 14 janvier. Les collèges électoraux se sont réunis ce jour-là dans les capitales des trente-huit états. Ceux de ces collèges qui avaient été élus par des majorités républicaines ont voté pour MM. Harrison (présidence) et Morton (vice-présidence), les autres pour MM. Cleveland et Thurman. Les votes ont été transmis à Washington, où ils seront comptés solennellement au congrès, la publication officielle des résultats de l'élection ayant lieu en février. Ces résultats sont d'ailleurs parfaitement connus et fixés depuis le milieu de novembre. Les 401 voix du



collège électoral présidentiel se trouvent ainsi réparties : 239 pour les candidats républicains, 162 pour les candidats démocrates (1).

De même que les Grecs comptaient par olympiades, les Américains pourraient diviser leurs annales par termes présidentiels, tellement l'opération du renouvellement quadriennal de la première magistrature de leur république, depuis l'adoption de la constitution, s'accomplit avec la ponctualité et la régularité d'un mouvement d'horlogerie. En ce moment s'achève le vingt-cinquième terme présidentiel, et comme dans ce pays, où le congrès ne peut pas plus forcer le président à se retirer que le président ne peut dissoudre la législature, le renouvellement de la représentation nationale, intégral pour la chambre des représentants, partiel pour le sénat, s'effectue tous les deux ans, la fin du vingt-cinquième terme présidentiel marquera également la fin du cinquantième congrès. Les États-Unis ont nommé leur cinquante et unième congrès le jour même où ils ont choisi le successeur de M. Cleveland. Un certain nombre de présidents, on le sait, ont eu l'honneur d'une réélection pour un deuxième terme ; d'autre part, quatre fois pendant le premier siècle d'existence de la république, la présidence, au cours d'un terme quadriennal, a été dévolue au vice-président, par suite de la mort du magistrat en exercice. De là vient que le nombre des présidents ne correspond pas exactement à celui des termes, et que M. Harrison, élu le 6 novembre dernier, sera seulement le vingt-deuxième de la série.

Certes, une histoire qui se présente avec ces dehors d'une précision quasi mathématique, et dont les péripéties se déroulent en compartimens d'une si rigoureuse égalité, manque à la fois de pittoresque et de variété. L'élément dramatique n'y fait pas toujours défaut ; le sombre et grandiose épisode de la guerre civile en est une preuve suffisante ; mais depuis la fin de la guerre, par exemple dans les vingt-trois années qui ont passé sur

(1) On pourrait supposer, d'après l'écart relativement considérable existant entre les deux chiffres, que le parti républicain, dans le vote populaire, a donné une grande majorité au général Harrison. Il n'en est rien, et les relevés définitifs accusent en outre ce curieux résultat que, si le président était élu directement au suffrage universel, c'est M. Cleveland qui l'eût emporté. Il a obtenu 5,526,503 suffrages, soit 98,204 de plus que son concurrent M. Harrison, qui en a réuni 5,428,299. M. Tilden avait également eu, en 1876, dans le vote populaire, une majorité sur M. R. Hayes, qui fut cependant proclamé président, ayant eu une voix de plus que son rival dans le compte des votes du collège électoral présidentiel. Le caractère français s'accommoderait mal d'un système d'élection présentant de si extraordinaires singularités. — Il y a quatre ans, 9,759,351 électeurs sur 12,571,437 citoyens en âge de voter avaient pris part au scrutin et partagé leurs voix entre MM. Cleveland et Blaine. Le nombre des votans pour MM. Cleveland et Harrison, en 1888, a été de 10,934,802, soit une augmentation de 1,200,000 d'une élection à l'autre.

la chute de la confédération sudiste, apaisant les rancunes, amortissant les ressentimens, calmant les douleurs, la vie politique américaine a repris toute son ancienne monotonie, républicains et démocrates se disputant le pouvoir, et les termes présidentiels se succédant et faisant passer tour à tour les uns et les autres de l'administration dans l'opposition. Sous cette teinte grisâtre, il y a toutefois quelque chose de vigoureux et de reconfortant dans le fond même du tableau. Voilà une constitution que les uns ont couverte d'éloges si pompeux et que d'autres ont déclarée si détestable, qui a été faite il y a cent ans pour une population de 4 millions d'habitans, et qui régit aujourd'hui, toujours immuable et plus solide que jamais, une population de 60 millions d'hommes, répartis sur un territoire quinze fois grand comme la France, vaste vingt-trois fois comme la Grande-Bretagne. Elle a résisté aux chocs les plus terribles, elle a permis de noyer dans un océan de sang le fléau de l'esclavage, elle a subi l'épreuve redoutable des interprétations les plus fantaisistes, servi des intérêts aristocratiques et des intérêts démocratiques ; les partis, dans leurs transformations successives, l'ont torturée en cent façons pour l'accommoder à leurs vues particulières du moment. Elle a triomphé de tous ces assauts et continue, après un siècle, à planer sur les destinées de la grande république, à protéger le développement d'une prospérité inouïe et d'une puissance formidable. Nous disons qu'elle est immuable (1), car elle n'a éprouvé aucune déviation essentielle depuis sa création. OEuvre d'une constituante, charte solennelle acceptée par les membres d'une confédération, elle n'a jamais été revisée au sens propre du mot. Un des compromis qui la composaient a été supprimé comme conséquence du fait brutal de la guerre, mais la suppression en a été effectuée par la procédure régulière de l'amendement, établie dès l'origine. Pas un homme politique, depuis cent ans en Amérique, n'a songé à inscrire sur le programme d'un parti national, comme article unique ou principal, le mot : revision. Il n'a jamais été déclaré fièrement par un groupe de politiciens à un président élu pour son terme de quatre ans qu'il devait « se soumettre ou se démettre. » Pas un

(1) Il n'est ici question, bien entendu, que du célèbre instrument fédéral, complément et couronnement du vaste édifice constitutionnel, formé par les constitutions particulières des trente-huit états. Celles-ci ont été souvent amendées ou entièrement refondues, et presque uniformément dans le sens démocratique. On en compte aujourd'hui cent-cinq depuis la déclaration de l'indépendance. Les trente-huit, actuellement en vigueur, sont de dates très diverses, depuis celle que le Massachusetts s'est donnée en 1780 et qui le régit encore aujourd'hui, après avoir, il est vrai, subi d'assez nombreuses modifications, jusqu'à celle de la Floride, adoptée par le peuple de cet état en 1886.

président n'a été contraint de descendre du pouvoir avant le temps fixé, sous l'inculpation de méfaits de l'ordre le plus vulgaire. On peut adresser à la démocratie américaine bien des reproches mérités, railler ses travers et ses ridicules, mettre sa corruption politique en regard de la corruption qui sévit au milieu d'autres démocraties, on ne saurait dénier à ce pays qu'il possède au moins un organisme politique d'une solidité éprouvée, et c'est bien quelque chose : « Guenille si l'on veut, ma guenille m'est chère, » pourrait s'écrier le peuple des États-Unis.

## I.

Un des résultats les plus curieux du mode de fonctionnement des institutions politiques américaines est le retour périodique de certaines situations avec des personnages nouveaux et qui semblent pourtant les mêmes. S'il est un pays où l'histoire aime à se répéter, c'est bien celui-là. Nous venons de voir le suffrage universel déclarer à un président démocrate, M. Cleveland, qu'il avait cessé de plaire, et décider par là que l'an prochain le parti républicain rentrera triomphant au pouvoir avec son candidat, M. Harrison. Avant d'examiner les circonstances et les motifs de cette évolution politique, nous ne pouvons nous empêcher d'établir un rapprochement entre le moment présent et un moment déjà lointain du passé. La situation électorale, telle qu'elle s'est déroulée depuis une année et qu'elle vient de se dénouer, reproduit, en effet, plus d'un incident de l'élection présidentielle de 1840. Il y a quarante-huit ans comme aujourd'hui, un président démocrate était en exercice, et accomplissait la dernière année de son terme. C'est l'état de New-York qui avait donné Van Buren à l'Union, comme il lui a donné Cleveland, après avoir eu l'un comme l'autre pour gouverneur. Tous deux étaient de petite naissance, exerçaient la profession d'avocat et firent leur fortune en s'enrôlant dans les rangs du parti démocratique. Ici, toutefois, s'arrête la ressemblance. M. Cleveland est surtout un honnête bourgeois, dont il est bien difficile d'apprécier encore le rôle et de juger le caractère et les talents, mais qui laissera une réputation de jugement ferme, de sage modération et de parfaite intégrité. Van Buren était un politicien d'une grande finesse. Il fut le premier et l'un des plus intelligents de ces *bosses* (chefs d'un parti dans leur état) qui ont pris une si grande place dans la vie politique américaine depuis une cinquantaine d'années. C'est lui qui a donné au parti démocratique dans le New-York cette organisation puissante qui subsiste encore aujourd'hui, malgré tant de violentes secousses qui l'ont ébranlée. Après avoir été gouverneur

du New-York, il avait été secrétaire d'état, puis ministre à la cour d'Angleterre, et enfin vice-président des États-Unis. Il était arrivé à la présidence en quelque sorte par la voie hiérarchique, et jouissait déjà d'une notoriété nationale lorsqu'il franchit les premiers degrés du pouvoir, tandis que M. Cleveland est passé presque subitement de l'obscurité la plus complète au plus vif éclat, et n'a mis que trois ans pour franchir la distance de la mairie de Buffalo au palais du pouvoir exécutif à Washington.

M. Cleveland a eu cette année pour rival, dans le camp républicain, un ex-sénateur d'un état de l'Ouest, le général Benjamin Harrison. Il y a quarante-huit ans, Van Buren avait pour adversaire, choisi par le parti whig, un ex-sénateur d'un état de l'Ouest, général, lui aussi, et qui s'appelait William-Henry Harrison, grand-père du Benjamin d'aujourd'hui. Les whigs étaient alors ce que sont en 1888 les républicains; leur principale force était dans les états du Nord, et ils se vantaient de compter dans leurs rangs l'élite intellectuelle de la nation. Dans leur convention nationale, ils avaient eu à choisir entre plusieurs candidats, dont l'un était un des plus grands hommes d'état de son temps, Henry Clay, de même qu'aujourd'hui le parti républicain, au lieu de prendre M. Benjamin Harrison, aurait pu choisir M. James Gillespie Blaine, que ses partisans regardent comme le plus grand homme d'état de la génération actuelle, sinon même de beaucoup de générations précédentes. Mais pas plus que les whigs, en 1840, ne voulurent de Henry Clay, les républicains, cette année, n'ont pris M. Blaine, et exactement pour les mêmes motifs, parce que les démocraties sont méfiantes des grandes supériorités intellectuelles, et que mille jalousies se coalisent pour écarter du pouvoir des noms trop éclatans. Clay et Blaine ont passé leur vie à solliciter vainement les suffrages présidentiels; le plus souvent même ils n'ont pas obtenu la nomination de leur propre parti pour la candidature officielle. On sait que M. Blaine a si bien compris cette année que sa candidature, s'il réussissait à la poser, serait, comme il y a quatre ans, une cause de divisions profondes et probablement d'échec pour son parti, qu'il a mieux aimé la récuser d'avance par une série de lettres adressées d'Europe à ses amis, quelque temps avant la réunion de la convention. En 1840, M. Henry Clay éprouvait le même sentiment; il voyait bien que ses chances étaient fort douteuses, en dépit de ses longs services, de son talent oratoire, de sa grande réputation. Il désespérait de pouvoir réunir toutes les fractions de l'opposition sur son nom. L'administration elle-même souhaitait qu'il fût choisi comme candidat par les whigs, car c'eût été pour elle une chance de succès (et qui ne sait que les amis de

M. Cleveland eussent bien préféré que le candidat républicain fût M. Blaine, comme en 1884!). Dans l'été de 1839, au cours d'une excursion sur les bords des grands lacs, Clay fit un discours à Buffalo et dit :

L'opposition constitue la majorité de la nation. Elle ne peut être battue que par suite de ses divisions, et non par les mérites des principes de ses adversaires... Si mon nom crée un obstacle à l'union et à l'harmonie, rejetez-le, concentrez-vous sur une individualité plus acceptable pour toutes les branches du parti. Que vaudrait un homme public qui ne serait point prêt à se sacrifier pour le bien de son pays? J'ai très sincèrement désiré la retraite. Je la désire encore, alors que je puis, sans porter atteinte à mes devoirs et à mes obligations, me retirer honorablement.

On croirait lire une lettre de M. Blaine, datée d'hier, à cette différence près que les lettres de M. Blaine n'ont point ce parfum de modestie et expliquent sur un ton plus fier les raisons qu'il a, lui aussi, d'aimer la retraite.

A quarante-huit ans de distance, le grand-père et le petit-fils ont été victorieux; les généraux ont battu les avocats; l'ancien territoire du Nord-Ouest a battu l'état empire. Il est vrai qu'aux États-Unis la distinction entre les généraux et les avocats n'est pas aussi grande qu'on le pourrait croire; tant de politiciens, à commencer par le vainqueur du 6 novembre 1888, exercent la profession civile tout en portant le titre militaire! Nous ne pousserons pas plus loin le parallèle entre les deux situations. Il y aurait trop de réserves à faire, car les temps sont changés, et les programmes, malgré beaucoup de points de ressemblance, ont subi maintes transformations. Mais ce qui ne s'est guère modifié, ce sont les mœurs électorales. Nous n'en voulons pour preuve qu'une courte description faite, précisément de l'élection de 1840, par un témoin oculaire, observateur très perspicace, bien que juge un peu partial à force de scepticisme dédaigneux et d'ironie spirituelle. M. de Bacourt, diplomate gentilhomme, élégant, très distingué et très raffiné, fut envoyé, en 1840, de Carlsruhe à Washington pour représenter près du peuple yankee le gouvernement français. Il eut pendant quelque temps peine à se convaincre qu'il n'était pas transporté chez des sauvages encore mal dégrossis (1). Il arrive en Amérique en pleine fièvre d'élection présidentielle. Le président en office, M. Van Buren, lui plait : « Fils d'un cabaretier, et ayant lui-même

(1) De Bacourt, *Souvenirs d'un diplomate*, lettres intimes sur l'Amérique.

porté la balle, il a acquis de l'usage d'une manière étonnante; il est poli et il a une certaine aisance qui le rend supérieur, comme homme du monde, à ceux de ses compatriotes que j'ai vus jusqu'ici. » Aussi n'est-ce pas sans regret qu'il le voit battu par M. Harrison.

Le parti opposé à Van Buren, n'osant pas produire les hommes distingués qu'il compte dans son sein, et dont les talens offusquent les démocrates, a tiré le général Harrison de son obscurité pour en faire un candidat à la présidence, et, à dater de ce jour-là, il est devenu un grand personnage, et ses faits et gestes sont regardés comme importants, — *américainement* parlant. — Ainsi il a dit qu'il estimait plus son *log cabin*, — maison construite avec des troncs d'arbres, — que les palais des rois, et le *log cabin* est devenu l'emblème du parti; on en peint sur tous les drapeaux; partout il sert d'enseignes; on a été jusqu'à en construire un au milieu de Washington; c'est là que, depuis six mois, se réunissent les partisans du nouveau président et qu'on braille discours et chansons. Il a dit aussi qu'il ne buvait que du *hard cider* (gros cidre), et non les *foreign wines* de l'aristocratie; depuis lors, il n'est pas convenable de s'enivrer autrement qu'avec du gros cidre, et on a vanté cette boisson en prose et en vers. Il a encore dit que son *log cabin* n'avait pas de serrure... Vous dire ce que toutes les pauvretés que je viens de vous citer ont, depuis un an, inspiré de stupidités, serait impossible. Je n'ai rien vu, rien lu, rien entendu, où le *log cabin*, le *hard cider* ne fussent cités; les modes sont à la Tippecanoe (1), et les Américains tiennent à honneur de placer sur leur dos ou leur tête un objet ayant pour patron l'illustre vainqueur. Enfin, grâce à toutes ces choses extrêmement risibles, ce général oublié hier est élu aujourd'hui, et, précisément à cause de sa médiocrité qu'on juge inoffensive, il va occuper la première position et gouverner le pays pendant quatre ans.

M. de Bacourt est un charmant railleur, qui a vu les hommes d'état américains de très près, de trop près pour les apprécier avec bienveillance; leurs coutumes, leurs façons de vivre choquaient trop ses goûts aristocratiques pour qu'il leur rendit bonne justice. Il les déshabille très irrévérencieusement dans des lettres qui n'étaient point destinées à la publicité, et sa plume fait défiler sous

(1) «... Son grand exploit est une victoire remportée sur les Indiens dans un endroit nommé Tippecanoe; il perdit 150 hommes et en tua 300 aux ennemis. C'est de là que vient à ce vainqueur le brillant surnom de héros de Tippecanoe! C'est le titre de toutes les chansons, de tous les morceaux de prose et de vers qu'on fait à foison, depuis un an, en son honneur. »



nos yeux comme une galerie de grotesques. Le général William-Henry Harrison n'était point le fantoche obscur caricaturé ci-dessus, de même que son petit-fils, le locataire désigné de la Maison-Blanche pour le prochain terme, est un fort estimable et digne personnage. Mais ce qui est resté vrai depuis un demi-siècle, c'est le ridicule des *log cabin* et des *hard cider*, des emblèmes grossiers ou enfantins, depuis les fameux *piquets* de la ferme de Lincoln, promenés en triomphe à travers toute l'Union, en 1860, comme le symbole du « travail libre, » jusqu'au *foulard rouge* du vénérable M. Thurman, qui représentait, il y a quelques mois, le « libre échange britannique, » sans compter les transparens, les adages, les devises, les cortèges carnavalesques, les processions monstres, les charivaris musicaux, et tous ces procédés faits plutôt, ce semble, pour capter les suffrages de pauvres nègres stupides que pour agir sur l'esprit de citoyens intelligens.

## II.

Le nouveau président a des ancêtres, avantage dont ne jouissait pas son concurrent M. Cleveland, vrai plébéien, absolument *self-made*. M. Benjamin Harrison descendrait, dit-on, par son arrière-grand-père, du général Thomas Harrison, exécuté le 13 octobre 1660 à Londres, pour avoir signé la condamnation à mort du roi Charles I<sup>er</sup>, et par son arrière-grand'mère, ajoute la légende, de la princesse indienne Pocahontas, fille du roi Powhatan, que rencontrèrent, sur les bords de la rivière James, les premiers colons de la Virginie. Pocahontas, qui avait épousé un officier anglais, John Rolfe, vint en Angleterre et, sous le nom de lady Rebecca, charma la cour par sa grâce et sa dignité. Elle mourut jeune, tuée par le climat brumeux de Londres. De l'union d'une petite-fille de l'Indienne avec un descendant du régicide serait né Benjamin Harrison, *gentleman* virginien, ami du général Washington. On l'appelait « le gouverneur » parce qu'il fut chef du pouvoir exécutif en Virginie de 1781 à 1784 ; il avait été un des membres les plus distingués et les plus actifs de la chambre des *burgesses* à Richmond et du congrès continental à Philadelphie. En 1788, il fit une assez vive opposition à l'adoption de la constitution fédérale, et mourut en 1791, laissant le souvenir d'un patriote et d'un citoyen utile à son pays.

William-Henry Harrison, le troisième et plus jeune fils du gouverneur Harrison, naquit en Virginie en 1773. Il avait dix-huit ans quand il perdit son père, et fut placé sous la tutelle de Robert Morris de Pensylvanie, le grand financier de la révolution. Il fit ses

premières armes, en 1791, comme enseigne, puis lieutenant sous le général Saint-Clair, qui guerroyait sur la rive droite de l'Ohio contre les Indiens. Sa brillante conduite dans la campagne de 1793, où le général Wayne vengea une défaite que les Peaux-Rouges avaient infligée à Saint-Clair, valut à Benjamin Harrison le grade de capitaine et le commandement du fort Washington (aujourd'hui Cincinnati). En 1797, le président Adams le fit lieutenant-gouverneur du territoire du Nord-Ouest, qui le nomma délégué au congrès en 1799. Lorsque le congrès eut organisé une partie de la région en territoire spécial sous le nom d'Indiana, Harrison en fut nommé gouverneur. Pendant treize ans, il fut maintenu dans ces fonctions par les présidens Adams, Jefferson et Madison. En 1811, il battit quelques centaines d'Indiens réunis sous les ordres d'un chef nommé le Prophète et, depuis ce temps, il fut en effet appelé le héros de Tippecanoe, nom du village où il avait été victorieux. Pendant la guerre contre les Anglais, il eut d'abord quelque peine à défendre l'Ohio; mais, en 1813, après la victoire navale de Perry, sur le lac Érié, il passa sur la rive canadienne, en face de Détroit, et battit sur la Tamise le général Proctor et son allié, l'Indien Tecumseh, frère du vaincu de Tippecanoe. Cette victoire mit fin aux hostilités dans le haut Canada. Le congrès vota au major-général Harrison des remerciemens et le gratifia d'une médaille d'or commémorative de ce beau fait d'armes. Un démêlé avec le général Armstrong, secrétaire de la guerre, lui fit quitter le service au cours de la campagne de 1814. Dès lors il fut successivement membre de la chambre des représentans à Washington, sénateur de l'Ohio, sénateur fédéral, ministre des États-Unis dans la république de Colombie. Au retour de cette mission, en 1829, il vécut retiré dans son domaine de North-Bend, sur l'Ohio, à quelques milles au-dessous de Cincinnati, où naquit quatre ans plus tard son petit-fils, le *president-elect*. William-Henry Harrison n'était pas riche; il n'avait pas profité de sa situation publique pour se constituer une fortune; il dut, pour soutenir sa famille, accepter un emploi de greffier au tribunal du comté de Hamilton, et il l'occupait encore lorsqu'on vint le chercher, en 1840, pour en faire un président de l'Union.

Il mourut le 4 avril 1841, un mois après la cérémonie d'inauguration. Il laissait un fils et quatre filles et d'assez nombreux petits-enfans. L'un de ceux-ci, M. Benjamin Harrison, deuxième du nom, après avoir été élevé à North-Bend, sur la propriété de son grand-père, fit ses études à Oxford (état d'Indiana), à l'université Miami, où il passa avec succès les examens de sortie à dix-huit ans. Pauvre comme l'avait été William-Henry Harrison, il s'adonna à la profes-

sion légale. De même Abraham Lincoln, et bien avant lui Jackson, avaient été avocats avant de songer à gravir les plus hauts sommets, celui-là de l'échelle politique, celui-ci de la carrière militaire. Il est incroyable combien cette profession a fourni aux États-Unis de présidents, de vice-présidents, de sénateurs, de représentants, de fonctionnaires de tous ordres, de politiciens et même de généraux. Il est vrai qu'en France les avocats ne sont pas moins heureux, et qu'il suffit de considérer ce qui se passe sous nos yeux pour ne plus s'étonner de bien des excentricités de la vie politique américaine. Harrison ne plaidait pas encore, n'était même pas en âge d'user de son droit de suffrage, que déjà il était père de famille. Il avait épousé la fille d'un professeur de l'université d'Indiana. Ce mariage ne lui apporta pas la fortune. Il alla s'installer à Indianapolis, où il réside encore aujourd'hui, et vécut très modestement, tout en se formant peu à peu une clientèle. Quand vint la guerre civile, il suivit l'élan général, abandonna ses dossiers et partit avec une compagnie de volontaires.

L'avancement était rapide dans ces armées improvisées par les gouverneurs d'états dans l'Ouest. M. Benjamin Harrison conquit lestement les grades de lieutenant, de capitaine et de colonel. Il ne trouva cependant pas l'occasion de se distinguer dans quelque action d'éclat, et la part qu'il prit aux exploits des armées de l'Union reste malheureusement ignorée de l'histoire. Dans les derniers jours de la lutte, il fut proposé par le général Hooker pour le grade de brigadier-général, qu'il obtint, et c'est pourquoi on continue à l'appeler le général Harrison, comme les concitoyens d'Abraham Lincoln l'appelèrent longtemps le capitaine, parce qu'il avait servi pendant deux mois à la tête d'une compagnie de volontaires contre l'Indien Black-Hawk. On raconte que Benjamin Harrison n'avait pas l'air martial, que les officiers, ses camarades, le plaisantèrent souvent à cet égard, mais qu'en revanche il était adoré de ses soldats, pour le bien-être desquels il se montrait plein de sollicitude. La guerre finie, il déposa les armes, revint à Indianapolis et se remit à plaider. Mais l'avocat, dès lors, se doubla en lui du politicien. Déjà, en 1856 et en 1860, il était monté sur le *stump*, autrement dit, il avait fait de la propagande active par la parole pour Frémont et Lincoln, et avait embrassé avec ardeur les principes du parti républicain récemment formé. Il s'engagea résolument dans les luttes politiques après 1865, et les républicains de l'Indiana le récompensèrent de son zèle en adoptant, en 1876, sa candidature pour le poste de gouverneur. Il échoua, mais fut envoyé, en 1880, au sénat fédéral. Il fit, pendant les six années réglementaires, partie de cette assemblée, où il se montra habile *debater*, sans toutefois y

jouer un rôle bien en vue. Le malheur voulut que la législature de l'Indiana, dont il comptait obtenir sa réélection, redevint en majorité démocrate dans l'automne de 1886, et M. Benjamin Harrison fut rendu, le 4 mars 1887, à la vie privée. La fortune politique vient de lui donner, dix-huit mois plus tard, une belle compensation.

### III.

Quelles raisons ont pu déterminer les électeurs des États-Unis à ne pas réélire l'honnête homme qui occupe actuellement la présidence, et à rendre le pouvoir au parti républicain en donnant la majorité de leurs suffrages au rival de M. Cleveland? Il suffirait peut-être, en ne tenant compte que du partage presque égal des voix, une première fois en 1884 et de nouveau en 1888, d'alléguer, comme unique explication du revirement, le pur caprice de la foule, le goût du changement, ce sentiment qui faisait voter contre Aristide des Athéniens fatigués de l'entendre appeler le Juste. Mais l'explication serait insuffisante. Si un écart insignifiant d'un millier de voix a pu, en 1884, jeter dans la balance de l'élection le poids entier des suffrages électoraux du New-York, et décider par cela même le succès de M. Cleveland, il n'en a pas été de même en 1888; M. Cleveland n'eût pas été élu, alors qu'il eût encore emporté les voix de New-York. D'autres états douteux l'ont abandonné; la Virginie occidentale s'est détachée du faisceau serré, du *solid South*. Il faut chercher ailleurs que dans un pur hasard du scrutin, ailleurs que dans les luttes obscures des fractions démocratiques de la ville de New-York et dans les arcanes du vote irlandais, ailleurs enfin que dans le rôle, considérable il est vrai, joué par l'argent dans la dernière élection, les motifs plausibles de la revanche prise par le parti républicain.

La majorité des électeurs n'avait en réalité rien de grave à reprocher à l'administration de M. Cleveland. C'est un premier point qu'il convient de bien nettement établir. Il y a quatre ans, les *leaders* républicains prétendaient que l'élection d'un président démocrate serait immédiatement suivie de la ruine des grandes industries du Nord, du dérangement des finances fédérales, de la dépréciation de la circulation monétaire, de la destruction du crédit public. Les prophètes du parti ajoutaient que les droits civils et politiques du peuple ne seraient plus en sécurité, que le nombre des membres de la cour suprême fédérale serait porté à vingt et un par l'adjonction d'une fournée de juges démocrates. On rembourserait la dette confédérée, on pensionnerait les soldats de l'armée

du Sud, tandis que l'on dépouillerait les soldats et les marins de l'Union des pensions et gratifications que la reconnaissance nationale leur avait accordées ; les gens de couleur seraient remis en esclavage dans le Sud, la doctrine de la sécession serait réaffirmée et toutes les conditions du règlement qui suivit la guerre civile abrogées.

Ce n'étaient pas là des exagérations de rhétorique. Une partie notable de la population américaine donnait crédit à ces billevesées. Par le seul fait que le parti républicain prétendait et croyait avec sincérité avoir exclusivement droit à la possession du pouvoir pour le bonheur de l'Union, pour la prospérité de ses industries et pour la bonne tenue de son crédit, ce parti devait fatalement tomber dans la corruption, et il y était tombé depuis la double présidence de Grant. Il présentait les mêmes symptômes de décadence que les esprits clairvoyans dénonçaient jadis, en 1856, dans le parti démocratique, maître de l'Union depuis Jackson.

Combien, en effet, ce parti avait dégénéré après les beaux temps de son fondateur, Thomas Jefferson ! Les progrès du pouvoir esclavagiste avaient changé la nature de son organisation. Il avait passé sous le contrôle exclusif d'une association de maîtres d'esclaves, et n'était plus que le gouvernement d'une classe. Avec le temps, le despotisme de cette oligarchie souleva l'intelligence et le sentiment moral de la nation. La formation du parti républicain dans le Nord fut une protestation contre la prétention des barons esclavagistes de perpétuer leur domination par une extension indéfinie de l'esclavage.

Dans ce conflit, toute la force intellectuelle et morale du pays était avec les républicains. Il en fut encore ainsi pendant la guerre civile, et, dans une certaine mesure, au cours de la période de « reconstruction. » Mais, pendant les deux présidences de Grant, l'ivresse du succès, la quiétude de la victoire, avaient accompli leur œuvre de démoralisation. Le parti républicain cessa d'attirer à lui ce qu'il y avait de plus fort, de plus sain, de plus respectable dans l'Union. Déjà des voix s'élevaient dans le parti même, déclarant une réforme nécessaire. L'élection de Garfield, en 1880, inspira l'espoir que la régénération allait se produire, mais la mort tragique du président et la transmission du pouvoir aux mains de M. Chester Arthur, fort aimable *gentleman*, mais politicien de l'école de Conkling et de Grant, prépara la scission des indépendans, qui éclata en 1884, lorsque la convention nationale républicaine eut choisi M. Blaine comme candidat à la présidence.

Que cette nomination dût être un coup fatal pour le parti, les républicains aveuglés seuls purent à cette époque en douter. Les indépendans, ou *mugwumps*, comme les appelèrent bientôt les

*stalwarts*, l'avaient crié sur les toits avant la réunion de la convention. Ils tenaient M. Blaine pour un politicien taré, d'autant plus dangereux qu'il avait porté au plus haut degré l'art de la corruption politique. Choisir un tel homme, c'était, disaient les dissidents, condamner le parti républicain au discrédit, dissiper un glorieux passé de vingt-cinq ans, étaler aux yeux du monde le mal organique dont le parti était frappé dans ses œuvres vives. Ils exagéraient bien un peu ; mais ils n'hésitèrent pas à braver toutes les prédictions sinistres propagées au sujet de l'accession éventuelle des démocrates au pouvoir. Convaincus que le seul moyen de réformer leur parti était de le rejeter dans l'opposition, ils réalisèrent la menace qu'ils avaient faite inutilement pour empêcher le choix de M. Blaine ; leur défection fit entrer les démocrates et leur chef Cleveland à la Maison-Blanche.

On allait donc faire la terrible expérience, voir si réellement cinq millions d'électeurs étaient prêts à ruiner le pays, pour peu qu'on leur en offrît l'occasion. L'épreuve a fait justice de l'épouvantail comode dont avaient tant usé les républicains. Il n'est plus possible aujourd'hui de parler de reconnaissance de la dette confédérée, de suppression des amendemens constitutionnels, de rétablissement de l'esclavage ; plus possible d'agiter devant les électeurs la *bloody shirt* (chemise sanglante), d'évoquer le souvenir des quatre années terribles. Jamais les États-Unis n'ont été si calmes, au point de vue des questions purement politiques, sinon des questions sociales. Jamais leurs finances n'ont été aussi prospères, leur crédit aussi solidement établi, leur dette publique aussi rapidement remboursée. Aucune tentative n'a été faite pour indemniser dans une mesure quelconque les anciens états rebelles, aucune pour enlever aux nègres la possession ou l'usage de leurs droits civils et politiques. Blancs et noirs vivent en bon accord dans les états du Sud, où les plantations, sous le régime du travail libre, ont recouvré et dépassé leur ancienne prospérité, en même temps que l'industrie y prend chaque jour un développement plus remarquable (1). Des lois centralisatrices, comme l'*Interstate Commerce Act* (premier essai de

(1) Quelques chiffres empruntés à de récentes données statistiques permettent de mesurer l'importance du développement industriel dans les états du Sud depuis le dernier recensement. Dans l'espace de huit années, soit depuis 1880 jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1888, le nombre des manufactures de coton s'est élevé de 179 à 300, et la valeur de leurs produits de 21 millions de dollars à 43 millions ; — la production des mines de charbon, de 6 à 16 millions de tonnes ; celle des fonderies de fer, de 397,000 à 929 millions de tonnes ; la production cotonnière, de 5,755,000 balles à 6,800,000 ; des céréales, de 431 millions de *bushels* (36 litres) à 625 millions ; — la valeur du bétail, de 391 millions de dollars à 573 millions ; celle des produits de fermes, de 571 millions de dollars à 744 millions ; — le nombre des milles de chemins de fer (1 mille = 1 kil. 606 m) a été porté de 19,435 à 36,737.



réglementation de l'industrie des chemins de fer par le pouvoir fédéral), ont été votées, étendant l'action du gouvernement commun sur un domaine dont elle était naguère tenue rigoureusement écartée, et, cependant, la doctrine des droits réservés des états est autant que jamais en honneur. Seulement elle est aujourd'hui affirmée et soutenue dans un corps auguste où les républicains auraient pu supposer qu'elle rencontrerait des adversaires résolus, dans la cour suprême fédérale, dont tous les membres, sauf un, ont été nommés par des présidans républicains.

Tels ont été les traits principaux de la première administration démocrate que les États-Unis aient connue depuis les temps de James Buchanan, qui fut le dernier président de l'ancienne Union, brisée par la guerre civile en 1861. Ils n'étaient pas de nature à faire regretter aux indépendans leur mouvement tournant de 1884. Il est un point cependant sur lequel M. Cleveland n'a pas donné toute satisfaction à l'attente des républicains dissidens qui lui avaient fourni l'appoint décisif de leurs suffrages. La question de la réforme administrative avait sans contredit pris le pas sur toutes les autres pendant la campagne présidentielle de 1884. C'est elle qui valut alors au candidat démocrate des dizaines de milliers de voix détachées du parti républicain et le faisait triompher, malgré la sécession en masse des Irlandais, entraînés par M. Kelly dans le camp de M. Blaine. C'est comme réformateur que M. Cleveland avait été élu. On comptait d'autant plus sur lui qu'il avait donné des gages suffisans par son énergique attitude à l'égard de la *civil service reform* lorsqu'il était gouverneur de l'état de New-York. Il devait, selon l'expression consacrée, nettoyer les écuries d'Augias, faire disparaître tous les anciens abus, purifier les mœurs administratives, et imposer partout, d'une main impitoyable, l'application stricte de la loi réformatrice de 1883. Lui-même, le jour de l'inauguration de sa présidence, déclarait du haut du balcon du Capitole, le 4 mars 1885 :

Le peuple demande la réforme dans l'administration du gouvernement et l'application aux affaires publiques des principes en vigueur dans la gestion des affaires privées. Pour arriver à cette fin, il faut que la réforme du service civil soit exécutée de bonne foi. Nos concitoyens ont le droit d'être protégés contre l'incompétence de fonctionnaires publics ayant obtenu leurs places comme la récompense de services rendus à un parti, contre l'influence corruptrice des hommes qui promettent ces récompenses et contre les méthodes coupables de ceux qui cherchent à les obtenir. Quant aux candidats qui postulent honnêtement pour l'entrée dans les fonctions publiques, ils ont le droit

d'exiger que le mérite et la compétence soient les seules conditions requises, et non la fidélité obséquieuse aux intérêts d'un parti ou le sacrifice d'une opinion politique honnêtement professée.

Après de telles paroles, on était en droit d'attendre une transformation complète des procédés de recrutement des grandes administrations. Sans doute, M. Cleveland a résisté avec courage aux sollicitations des démocrates de la vieille école, qui en sont toujours à la doctrine jacksonienne : aux vainqueurs les dépouilles ! et qui réclamaient un immense coup de balai, par lequel tous les fonctionnaires républicains auraient été expulsés de leurs emplois sans autre forme de procès, ce qui eût permis aux affamés du parti triomphant de s'attabler à leur tour au festin.

Le président s'est refusé à cette exécution. Il a laissé crier la meute et s'est appliqué consciencieusement à étudier chaque cas de révocation ou de nomination dans son détail particulier. On eût dit que le chef suprême de l'Union n'avait plus d'autre charge ni d'autre attribution que l'étude minutieuse des dossiers personnels des postulans aux hautes fonctions publiques. Le premier magistrat de la république a présenté longtemps l'image d'un excellent chef de bureau. En fait, la loi sur l'admission aux emplois par concours, votée en 1883, sous la présidence républicaine de M. Arthur, a été exécutée rigoureusement et avec succès partout où son application était prescrite. D'ailleurs, les réformateurs entouraient leur élu, leur président, d'une surveillance farouche, et prétendaient ne pas lui passer une seule concession aux anciennes pratiques, au laisser-aller traditionnel. Puis il a fallu en rabattre. M. Cleveland n'est pas parfait. La pression des influences politiques est peu à peu devenue trop forte. On n'a vu à aucun moment des fonctionnaires républicains révoqués en masse et remplacés par des escouades de démocrates ayant rendu quelque service dans les élections ; mais, à côté de beaucoup de bons choix particuliers, il en a été fait de moins bons et même de franchement mauvais. Le président a commis personnellement quelques graves erreurs. D'autre part, il n'a pas réussi à déraciner les anciens abus. Dans les administrations de la poste, de la douane, des terres publiques, des Indiens, les scandales sont restés aussi fréquents, aussi éclatans ; le sans-gêne des hommes aux mains desquels sont confiés ces grands services s'est accru à mesure que le temps s'écoulait et que se rapprochait l'époque d'une nouvelle campagne présidentielle.

Mais, si M. Cleveland a pu ainsi mécontenter le groupe des indépendans, ce n'est pas assurément de la tiédeur de son zèle pour la réforme que le parti républicain lui a fait grief. On eût été plutôt

disposé de ce côté, surtout dans les premiers temps, à lui reprocher son respect exagéré des prescriptions de la loi. On eût mieux aimé le voir opérer à travers les administrations peuplées d'employés républicains le coup classique de l'épuration en masse, afin de pouvoir s'autoriser de l'exemple le jour où on aurait été ramené au pouvoir par les hasards d'une élection.

Faut-il attribuer l'échec de M. Cleveland au reproche qui lui a été fait, pendant tout le temps de sa présidence, par les républicains, de s'être montré trop conciliant à l'égard de l'Angleterre à propos des pêcheries du Canada? ou de n'avoir pas suffisamment encouragé les Irlandais d'Amérique à mettre leurs frères d'Europe en état d'imposer à la Grande-Bretagne le programme *home-ruler* de MM. Parnell et Gladstone? Ces griefs, apparens ou réels, ont pu avoir quelque influence sur le vote irlandais, si important dans l'état de New-York, et que les deux partis se disputent avec une telle âpreté. D'ailleurs, M. Cleveland, cédant aux conseils de politiciens plus enclins à s'inspirer des circonstances que des principes, a eu la faiblesse, dans les derniers mois, de faire de la politique électorale au lieu de la politique gouvernementale. Lorsque le parti républicain, réfugié dans la petite majorité dont il disposait au sénat comme dans une forteresse inexpugnable, eut fait rejeter le traité conclu par M. Bayard avec la Grande-Bretagne, le président, pour faire pièce à ses adversaires, a lancé son fameux message de représailles contre le Canada. Quelques jours avant l'élection même, il n'a pas hésité à faire une injure grave à l'Angleterre par le renvoi brutal du ministre de ce gouvernement à Washington. Mais M. Cleveland n'a pas tiré plus de bénéfice de l'incident diplomatique dont lord Sackville a été l'imprévoyante victime, que de ses procédés d'intimidation à propos de l'affaire des pêcheries. Ces brusques changemens de front, opérés à la dernière heure, ces velléités de politique d'action où l'absence de conviction était si manifeste, n'ont pas empêché le vote irlandais de rester divisé et M. Blaine de conserver pour son parti le contingent de voix que, sur le terrain des sympathies et des antipathies anglaises, il avait su déjà enlever à son rival en 1884.

Mais ce n'était pas sur de telles questions que le sort de l'élection présidentielle pouvait être sérieusement débattu. Les républicains auraient été mal avisés d'aller surtout dénoncer le président démocrate à l'indignation de ses concitoyens pour l'usage obstiné, courageux que, depuis trois années, il faisait de son droit de *veto* contre des lois extravagantes organisant le gaspillage, par centaine de millions, des deniers publics, sous la forme de pensions scandaleuses, de travaux extraordinaires de défense, de rectifications de

cours d'eau, de subventions du trésor aux états pour le développement de l'instruction populaire.

Les républicains ont trouvé un meilleur terrain d'attaque, et c'est M. Blaine qui a su le leur indiquer. Comprenant bien que toutes les anciennes questions étaient usées, qu'on n'en pouvait plus rien tirer contre les démocrates après l'épreuve concluante des trois années écoulées, M. Blaine décida, dès la fin de 1887, d'attirer son adversaire sur la seule grande question qui pût de nouveau diviser la masse électorale en deux camps distincts, sur la question économique, et il eut la satisfaction de voir M. Cleveland tomber du premier coup dans le piège qu'il lui tendait. Lorsque le président eut, dans son message de décembre 1887, donné décidément le pas sur toutes les autres questions à la question du tarif et arboré le drapeau de la réduction des droits d'importation, le terrain de combat était tout préparé pour les républicains. A la voix de M. Blaine, leur « Henri de Navarre, » ils s'enfoncèrent plus obstinément que jamais dans l'impasse du protectionnisme à outrance. Il s'agissait de sauver le « système américain » menacé par le pouvoir exécutif, de rallier tous les intérêts manufacturiers dans les états du Nord et de l'Est, et d'ameuter les classes ouvrières contre le président qui aspirait à ouvrir l'Amérique au monstre du libre échange, à arracher aux travailleurs leur salaire, à livrer sans défense à la compétition des usiniers anglais les industries américaines, si prospères sous le régime des hauts tarifs. L'entreprise était hardie; elle a réussi.

#### IV.

Les États-Unis ont la bonne fortune de présenter un spectacle vraiment unique en ce qui concerne leur situation budgétaire. Pendant qu'en Europe les gouvernements s'épuisent en efforts pour se procurer des ressources nouvelles et combler un déficit qui reparait toujours d'année en année malgré l'augmentation progressive des recettes, les Américains sont assez heureux pour être tourmentés par la difficulté de résoudre le problème dans le sens inverse. Le budget fédéral est constamment en excédent; chaque année, le surplus des recettes sur les dépenses est considérable. En 1867, dès le lendemain de la guerre civile, l'excédent a été de 675 millions de francs. Il a atteint plus de 500 millions, en moyenne, dans les années suivantes, et s'est élevé jusqu'à 750 millions en 1881-1882. Pendant le dernier exercice fiscal, du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 30 juin 1888, le trésor fédéral a reçu 1,897,650,000 fr. et dépensé 1,345,500,000 fr. Le surplus des recettes a été, par

conséquent, de 552 millions. De tels chiffres révèlent une prospérité financière sans exemple dans les annales du monde entier. Comment les Américains en sont-ils arrivés à un tel encombrement de ressources, que leur gouvernement reçoit chaque année de l'impôt un superflu de plus d'un demi-milliard de francs, dont il ne sait littéralement que faire? Quelle est la cause de ce phénomène que nous ne pouvons qu'admirer, tout espoir raisonnable nous étant interdit de le voir jamais se produire dans notre vieille Europe? La principale et très suffisante raison est que les États-Unis, immédiatement après la fin de la guerre de la sécession, ont supprimé d'un seul coup les énormes dépenses qu'ils venaient de faire pendant quatre ans pour la guerre et la marine, tandis que les impôts extraordinaires qui avaient été établis pour faire face à une situation exceptionnelle n'ont été que graduellement abolis ou diminués. Encore aujourd'hui les droits de douane restent presque aussi élevés que dans ces années d'épreuves où il fallait lever, équiper, nourrir, armer et transporter une armée de près d'un million d'hommes.

Aussi longtemps que le gouvernement fédéral a pu appliquer les surplus annuels à l'extinction de la dette contractée pour la guerre, ce grand excès de richesses a présenté plus d'avantages que d'inconvénients. Mais aujourd'hui cette situation, naguère si enviable, est devenue une source de dangers. A la date du 1<sup>er</sup> juillet de l'année dernière a été achevé le remboursement de toute la partie de la dette américaine qui pouvait être actuellement amortie au pair. Il ne restait plus que 250 millions de dollars à 4 1/2 pour 100 d'intérêt, remboursables au plus tôt en 1891, et 740 millions de dollars à 4 pour 100 d'intérêt, qui ne pourraient être remboursés au pair qu'en 1907. Quelle perturbation ne serait pas jetée sur le marché des capitaux, si les excédens budgétaires devaient désormais s'accumuler au trésor, sans emploi possible, à raison de 50 millions de francs par mois! M. Cleveland et son ministre des finances usèrent d'expédients, payant des coupons par anticipation, rachetant des *bonds* fédéraux avec prime. Mais l'opinion publique persistant à ne pas comprendre la gravité du problème, le président prit la résolution de suivre les républicains sur le terrain de la question du tarif, où ils affectaient de vouloir porter par avance la lutte présidentielle, en exaltant plus opiniâtrément que jamais les vertus du régime de la protection. Rompant avec toutes les habitudes traditionnelles, il présenta, à l'ouverture de la première session du cinquantième congrès, en décembre 1887, un message très court, exclusivement consacré aux difficultés de la situation financière et à la revision des droits à l'importation. Le péril des excédens budgétaires y était dénoncé sur un ton d'emphase propre à forcer l'at-

tention du congrès et des soixante millions d'habitans de l'Union. La représentation nationale était mise en demeure de choisir entre le système de « la protection pour la protection » et le retour à une politique douanière qui n'accepte la protection qu'à titre exceptionnel et transitoire et pour des cas déterminés, et ne maintient des droits à l'importation qu'en vue de constituer un produit fiscal pour le trésor. Le président ne se contentait pas de poser la question; il la résolvait, pour son compte, en engageant le congrès à répudier le premier système pour s'en tenir au second, et à procéder à une revision fondamentale du tarif en vue d'une diminution de revenu assez considérable pour « débarrasser le trésor d'un surplus annuel de recettes qui menace le pays d'embarras sans cesse croissans. »

Ce message causa une vive surprise. L'audace du président parut grande à ses amis comme à ses adversaires. Quelques-uns de ses partisans (le groupe Randall) étaient trop inféodés au protectionnisme pour n'être pas extrêmement gênés par ce coup de fanfare en l'honneur du libre échange. M. Cleveland était-il certain de se voir suivi par toutes les fractions de son parti? Quant aux républicains, ils exultèrent, et l'opinion générale aux États-Unis fut tout d'abord que M. Cleveland venait de compromettre irrémédiablement ses chances de réélection. On revint plus tard sur cette première impression, dont l'événement a fini toutefois par prouver la justesse. Les démocrates, surpris et désorientés pendant quelque temps, se serrèrent autour de leur chef; ils présentèrent au congrès un projet de revision du tarif (le *bill Mills*), qui donnait corps aux suggestions du président, et qui fut d'ailleurs assez mollement soutenu et ne put aboutir. La convention nationale démocratique, réunie le 5 juin à Chicago, non-seulement adopta, sans débat, à l'unanimité des 700 ou 800 membres présens, la candidature du président en exercice, mais inséra dans son programme la déclaration suivante : « Le parti adopte les vues exprimées dans le dernier message du président au congrès, comme une interprétation correcte de la *platform* démocratique sur la question de la réduction du tarif, de même qu'il approuve les efforts des représentans démocrates au congrès pour assurer une réduction de la taxation excessive. » Suivait une énumération de tous les maux qui proviennent de cette taxation : toutes les denrées nécessaires à la vie sont tenues artificiellement à de hauts prix; le tarif élevé favorise les combinaisons et les syndicats (*trusts*) qui, en enrichissant indûment le petit nombre des membres qui les composent, dépouillent la masse des citoyens des bienfaits de la compétition naturelle. » De même, M. Cleveland, dans son message, avait déclaré que permettre l'accumulation indéfinie des excédens de revenu au tré-



sor, c'était enlever des sommes considérables aux transactions et aux besoins de la population, entraver l'énergie nationale, empêcher l'application des capitaux à des entreprises productives, provoquer des projets de dépenses tendant directement au gaspillage des deniers publics.

Il enveloppait d'ailleurs ses propositions de toute sorte de ménagements :

Dans cette œuvre de revision, les intérêts du travail américain engagé dans l'industrie doivent être considérés avec sollicitude, aussi bien que le maintien de nos manufactures. Qu'on appelle ce système protection ou qu'on lui donne un autre nom, il est essentiel de songer à faire disparaître les iniquités et les dangers de notre tarif actuel, mais en prenant des précautions spéciales pour que nos intérêts manufacturiers ne soient pas compromis.

M. Cleveland se gardait bien de se dire libre-échangiste. Il se défendait chaleureusement contre toute imputation tendant à le ranger dans la classe des théoriciens qui veulent opposer doctrine à doctrine, libre échange à protectionnisme. Il n'oubliait pas que, dans la dernière élection présidentielle, les républicains n'avaient pas hésité à accuser ceux de leurs adversaires démocrates qui parlaient de réduction des droits à l'importation d'avoir été corrompus par l'or anglais :

Ce n'est pas une théorie que nous avons à appliquer, c'est une situation périlleuse à laquelle nous avons à remédier. La question du libre échange n'a rien à voir ici, et la persistance que l'on met de certains côtés à prétendre que tous les efforts qui tendent à réduire la taxation sont des projets de *free-traders* est malveillante et inspirée par des considérations qui ne visent que de fort loin le bien public. Le devoir simple et clair que nous avons à remplir à l'égard du peuple est de réduire la taxation au montant nécessaire pour couvrir les dépenses normales d'un gouvernement économique, et de laisser aux affaires et au pays l'argent qui ne s'accumule au trésor que par une véritable perversion des pouvoirs du gouvernement. Ces résultats peuvent et doivent être atteints de telle sorte que tous les intérêts soient sauvegardés.

L'auteur du message prévoyait qu'on allait dans le camp ennemi faire grand tapage des intérêts des classes laborieuses. Le grand argument des républicains avait toujours été qu'un tarif élevé ne sert pas seulement les intérêts d'une classe particulière de manufacturiers, mais qu'il protège encore le travail national et assure des salaires rémunérateurs à des millions d'ouvriers.

## V.

Tel était l'argument dont M. Blaine allait en effet user et abuser dans sa campagne protectionniste contre le président démocrate. Le 17 mai dernier, il écrivait de Paris à ses amis du comité national républicain :

La question de la protection intéresse la prospérité du présent et celle des générations futures. S'il était possible, pour chaque électeur de la république, de voir par lui-même quelle est la condition et la rémunération du travail en Europe, le parti du libre échange aux États-Unis ne recevrait pas l'appui d'un seul ouvrier entre le Pacifique et l'Atlantique. Il peut ne pas être en notre pouvoir, en tant que philanthropes, de relever la condition des travailleurs européens; mais ce serait une honte pour notre caractère d'hommes d'état que de permettre que le travailleur américain fût abaissé au niveau européen.

Voilà un fier langage, et M. Blaine le prend de haut avec les misères sociales de notre pauvre Europe. On peut seulement lui demander s'il est bien assuré que la condition des travailleurs américains soit à un si haut degré supérieure à celle des ouvriers de l'ancien monde, qu'ils aient plus de bien-être, moins de chômage, moins d'irrégularités dans les conditions de rémunération. S'il en était ainsi, que signifieraient toutes ces grèves qui éclatent à chaque instant sur un point ou l'autre du territoire, et non pas de ces grèves modestes, affectant quelques centaines de familles, comme on en voit de ce côté-ci de l'Océan-Atlantique, mais des grèves formidables, arrêtant brusquement le travail d'industries gigantesques, paralysant les transports, privant de salaires des milliers et des milliers d'hommes?

Pour les économistes de l'ancien monde, les démocrates ont cent fois raison de prétendre qu'un tarif douanier, destiné à procurer des ressources considérables à un trésor aux abois en pleine période de crise, de tourmente et de guerre, et qui, à ce point de vue, a magnifiquement rempli sa fin, a perdu toute justification quand il se survit à lui-même après plus de vingt années de paix et de prospérité, alors que toutes les industries américaines ont eu le temps de se relever et de prendre un développement prodigieux, et que le trésor regorge de disponibilités stériles. Ils ont cent fois raison d'arguer que c'est le tarif de guerre, maintenu en pleine paix, qui tient à des prix si élevés toutes les choses nécessaires à la vie et toutes les marchandises fabriquées, et accable ainsi les classes laborieuses de charges qu'en bonne justice elles ne devraient pas avoir à sup-

porter, et que compense mal une élévation plus apparente que réelle des salaires. Ils ont raison de dire que c'est un tel tarif qui permet à un petit nombre d'industries de réaliser, sous le prétexte d'une protection devenue depuis longtemps inutile, des bénéfices énormes au détriment de la masse des consommateurs, que c'est enfin ce tarif qui, en obligeant le trésor à encaisser des recettes dont il n'a pas l'emploi, incite la législature fédérale à s'engager dans une voie de dépenses exagérées et pousse de plus en plus le gouvernement dans la voie de la centralisation.

Quant aux sophismes extraordinaires de M. Blaine dénonçant le libre échange comme la cause inévitable et directe du paupérisme industriel, ils ne sont guère difficiles à réfuter, mais ils répondent en Amérique à une masse énorme de préjugés enracinés dans l'opinion populaire. Rien n'est plus aisé que d'opposer l'Amérique en masse vivant de la protection à l'Europe en masse mourant du libre échange : richesse et protection d'un côté, libre échange et pauvreté de l'autre ! M. Blaine a été un témoin attristé de la misère du travailleur dans cette partie caduque de l'univers où il a séjourné quelques mois, à Paris notamment, et il adjure ses concitoyens de maintenir à un taux élevé la rémunération du travail par le maintien de la protection. Il semble ignorer que la protection fleurit aujourd'hui comme jadis en Europe, et que la pauvreté y est aussi grande, sinon plus, dans les états protectionnistes que dans les pays libres-échangistes, ainsi qu'on peut le voir dans certains districts de l'Allemagne. Il oublie les avantages physiques qui ont aidé à élever si haut le niveau des salaires en Amérique, aussi bien pour l'industrie que pour l'agriculture, qui, du reste, ne réclame, aux États-Unis, aucune protection. Il oublie bien d'autres choses encore. C'est de la pauvre économie politique, très suffisante cependant, semble-t-il, pour la consommation indigène. Après tout, les Américains sont bien libres de s'en tenir au système qui leur paraît le mieux accommodé à leurs goûts comme à leurs intérêts. Le succès du candidat républicain prouve que l'esprit public aux États-Unis n'est pas préparé pour la réforme douanière, en sorte que tout annonce que le tarif actuel sera non-seulement maintenu, mais peut-être encore exagéré.

Rien de plus précis à cet égard que ce paragraphe de la *platform* adoptée en juin dernier par la convention républicaine de Chicago, réunie pour le choix d'un candidat à la présidence :

Nous nous prononçons résolument en faveur du « système américain » de la protection, et nous protestons contre le projet que le président et son parti ont conçu d'opérer sa destruction. Ils servent les intérêts de l'Europe. Nous voulons, nous, défendre les intérêts de l'Amérique.

Nous acceptons que la question soit ainsi posée, et nous faisons avec confiance appel au jugement du peuple. Il faut que le système protectionniste soit maintenu. Son abandon a toujours été suivi d'un désastre général pour tous les intérêts, excepté pour ceux de l'usurier et du shériff. Nous dénonçons le bill Mills (bill fondé sur les propositions de M. Cleveland et qui a été discuté vainement pendant plus de six mois dans la chambre des représentans) comme funeste pour les affaires générales, pour le travail, pour les intérêts agricoles du pays. Nous approuvons résolument l'action ferme et patriotique des représentans républicains au congrès qui s'opposent au passage de ce bill.

Voilà donc qui est entendu. Quoique l'expérience des vingt dernières années ait prouvé à satiété que la protection à outrance ne mettait les États-Unis à l'abri d'aucune des crises qui frappent périodiquement toute grande communauté industrielle et commerciale, que l'élévation des salaires due à cette protection n'est pour l'ouvrier d'Amérique qu'un avantage purement factice ou plutôt un leurre, puisque, grâce à la protection, il paie sa nourriture, ses vêtemens, tout ce dont il a besoin, plus cher que ses frères d'Europe, enfin que la grande prospérité financière du gouvernement des États-Unis est toute de surface, et que les habitans de l'Union ne seraient ni plus ni moins heureux si le trésor n'encaissait que des excédens modestes, le parti républicain n'en persiste pas moins à présenter aux électeurs américains le système protectionniste comme la fin suprême, idéale, le seul système rationnel en matière économique.

Il faudra pourtant bien que les républicains abordent la solution du problème si singulièrement gênant de l'accumulation des excédens. Autorisé par une loi votée au commencement de l'année, le secrétaire des États-Unis a acheté, jusqu'à la fin du mois d'octobre, pour près de 80 millions dollars (400 millions de francs) des *bonds* à 1/2 et 4 pour 100, avec une prime s'élevant à 10 pour 100 sur les premiers et à 25 et 27 pour 100 sur les seconds. Ces ventes se ralentiront forcément à mesure que s'élèveront les exigences des détenteurs. Malgré l'application, sur une si large mesure, d'un système d'amortissement fort coûteux, le trésor fédéral disposait encore d'un surplus disponible de 400 à 500 millions de francs, dont la plus grande partie était en dépôt dans un certain nombre de banques nationales.

Mais les chefs du parti républicain ont un système tout prêt pour se débarrasser de ces centaines de millions. Ils ne touchent pas au tarif, et s'en prennent aux dernières taxes intérieures subsistantes, aux droits sur le tabac et le whisky. S'ils ne vont pas jusqu'à inscrire audacieusement sur leur programme ces deux mots dont

l'accouplement fait bondir d'indignation aux États-Unis les prohibitionnistes (membres du parti de la tempérance) : *free Whisky*, du moins ils veulent abolir les taxes sur les spiritueux employés dans les arts et les industries. Les recettes du trésor seront alors considérablement diminuées. Le programme parle bien de quelques articles sur lesquels les droits d'entrée pourraient être réduits ou supprimés, mais il s'agit uniquement de ceux (les objets de luxe exceptés) qui ne peuvent être produits à l'intérieur du pays. Quant aux autres, dont la production donne du travail aux ouvriers américains, il faut en entraver l'importation par le tarif.

Si les excédens persistent, il faudra voter de larges crédits pour la reconstitution de la marine fédérale, pour la construction de fortifications sur les côtes, pour la fabrication d'armes perfectionnées et l'établissement des moyens de défense les plus conformes aux données de la science moderne, pour les ports et les villes exposés aux attaques par mer. Il faudra encore élever les crédits pour les pensions aux anciens soldats, pour des travaux publics d'importance nationale, pour l'amélioration des rivières et canaux, pour le relèvement de la marine marchande : « Que si enfin il reste encore un revenu plus considérable qu'il n'est utile pour les fonctions du gouvernement, dit le *platform* de Chicago, nous réclame le rappel complet des taxes intérieures plutôt que l'abandon d'aucune partie du système protecteur entre les mains du syndicat du whisky et des agens des manufacturiers étrangers. »

Assurément, si le président et le congrès appartiennent au même parti, comme il arrivera dès cette année, ils n'auront que l'embaras du choix entre les moyens de dépenser tous les surplus que pourra donner le maintien du tarif. M. Blaine, le premier homme d'état, et M. Sherman, le premier financier du parti républicain, ont en réserve nombre de projets dont l'application semblerait en Europe toute naturelle, bien qu'aux États-Unis on les juge avec raison contraires à l'esprit de la constitution. Ainsi M. Blaine, quelque temps avant l'élection présidentielle de 1884, avait proposé que chaque année l'excédent de l'exercice antérieur fût purement et simplement réparti entre les divers états de l'Union proportionnellement à leur population. L'idée fut alors mal accueillie en général. Il y avait sans doute pour les états quelque chose de séduisant dans cette distribution de manne gouvernementale qui eût permis à plusieurs d'entre eux de se dégager de leurs embarras particuliers, mais des objections constitutionnelles se dressèrent de toutes parts contre le projet, et le système de la répartition des excédens fut déclaré incompatible avec les principes fondamentaux sur lesquels reposent les institutions américaines. On y reviendra, selon toute vraisemblance.

La législature nationale, de son côté, a travaillé avec conscience à la déconverte d'autres procédés de dépenses. Un projet de loi ayant pour objet de répartir en dix années une somme de 80 millions de dollars entre les états les plus arriérés au point de vue de l'organisation de l'enseignement primaire faillit passer dans les deux chambres. Il succomba devant l'objection que ce système de subvention aux états équivaldrait à l'établissement d'une prime en faveur de l'indifférence ou de la négligence des pouvoirs publics locaux en matière d'enseignement.

Ces projets et toute sorte de plans de grands travaux publics d'un intérêt général très mêlé de préoccupations d'ordre purement électoral ou d'intérêt privé auraient pu entamer sérieusement le surplus, s'ils n'avaient été arrêtés par la résistance du parti démocratique ou par le *veto* du président. Le parti démocratique, disposant à la fois de la majorité dans la chambre des représentants et de l'influence présidentielle, était lié strictement par son programme de 1884, dont l'article principal est que le fonctionnement gouvernemental doit être établi sur les bases de la plus stricte économie. Avec une majorité républicaine dans les deux chambres du cinquante et unième congrès, ces scrupules seront dissipés. Il sera loisible de dépenser 160 ou 200 millions de francs chaque année, par exemple, pour doter les États-Unis d'une flotte de guerre, puisqu'on consacre déjà une annuité de près de 75 millions pour garder et entretenir quelques cuirassés et croiseurs hors d'usage, sans vitesse, et de types complètement démodés, chiffre fort élevé, on en conviendra, pour une marine purement décorative. Dans la première session du cinquantième congrès, l'élan était tel dans ce sens au sénat (où subsistait une petite majorité républicaine) que plusieurs bills furent votés en quelques semaines, représentant, pour la construction de croiseurs et de canons et pour des fortifications, une dépense supplémentaire de 360 millions de francs en dehors des crédits ordinaires. Ces bills n'ont pas eu à subir le *veto* du président, ayant été enterrés dans la chambre des représentants. Mais le prochain congrès n'a qu'à s'engager dans cette voie, le trésor aura bientôt vu la fin de ses disponibilités.

## VI.

Comment la convention nationale républicaine de Chicago a-t-elle été amenée à substituer la candidature d'un honnête inconnu comme M. Benjamin Harrison à celle de M. Blaine, le grand instigateur de toute cette politique de protectionnisme à outrance et de tendances centralisatrices et dépensières ? C'est M. Blaine qui l'a voulu ainsi. Dès le mois de janvier 1883, il écrivit d'Italie à M. Jones, président



du comité national républicain, le priant d'informer les membres dirigeants du parti qu'il désirait, pour des considérations entièrement personnelles, que sa candidature ne fût pas présentée à la convention convoquée pour le 19 juin à Chicago. Il estimait d'ailleurs que les chances du parti étaient très grandes s'il était uni, et il ajoutait :

... Il faut que le peuple américain choisisse une politique donnant au travail l'espérance et la dignité, au capital la sécurité et toute liberté de développement, à tout citoyen le pouvoir politique, à tout foyer le confort et l'instruction. C'est à ce dessein que je me dévouerai avec non moins d'énergie et de ténacité, comme simple citoyen, que si j'étais candidat à une fonction publique, et avec la ferme confiance que l'exercice du gouvernement sera rendu au parti qui a donné longtemps la preuve de sa capacité pour le faire servir à l'unité et à l'honneur de la république, à la prospérité et au progrès de la nation.

On ne crut pas tout d'abord en Amérique à la sincérité absolue de cette déclaration. Plusieurs journaux estimèrent que la lettre était assez ridicule, publiée en un moment où les clubs républicains étaient déjà en pleine activité dans tout le pays, organisés et contrôlés par des agents dévoués à M. Blaine et préparant le travail pour la convention. M. Blaine étant un politicien extraordinairement subtil, expert en toutes habiletés électorales, on ne pouvait pas supposer que le moindre de ses actes n'eût pas un sens mystérieux. On prêta à sa profession de foi de renoncement toute sorte de significations, excepté celle qu'elle comportait à première vue, c'est-à-dire un refus net et catégorique. Ses partisans les plus obstinés durent se rendre à l'évidence, lorsqu'il renouvela sa déclaration une première fois de Paris en mai, et quelques semaines plus tard d'Écosse, à l'époque même où siégeait la convention. On prétend que, malgré ces refus anticipés et si répétés, M. Blaine eût accepté la candidature si elle lui avait été offerte par l'unanimité des délégués. Cela même n'est pas sûr, car il se peut que cet homme d'état distingué et supérieur se sentit fatigué et dégoûté des déboires passés de sa vie politique. De toute façon, l'unanimité n'était pas possible, le parti étant trop divisé. M. Blaine se savait lui-même un obstacle à l'union. Les indépendans, ces *mugwumps* si importuns, « barboteurs » insupportables, prêts à troubler tous les calculs, à ruiner les plus savantes combinaisons, auraient encore voté contre lui, comme en 1884, et décidé peut-être une seconde fois le succès de M. Cleveland. M. Blaine se serait présenté au combat chargé du poids d'une présomption de défaite.

Battu, son ascendant sur le parti républicain aurait reçu un coup fatal. Par son refus préalable, il restait au contraire le plus puissant des *leaders* du parti; il pouvait lui rendre dans la lutte prochaine de bien plus grands services comme politicien libre que comme candidat.

Lorsque se réunit la convention du 19 juin à Chicago, il n'y avait qu'à s'incliner devant une résolution formelle. La candidature de M. Blaine ne fut donc pas sérieusement posée, en dépit du vacarme que firent ses partisans et du langage lyrique dont usèrent pour le louer quelques-uns de ses admirateurs fanatiques. Il y eut quelque embarras; aucun nom ne semblait assez populaire pour rallier toutes les sections du parti. M. John Sherman, frère du célèbre général William Sherman, sénateur de l'Ohio et ancien secrétaire du trésor sous le président Hayes, était sans contredit, — le grand favori s'effaçant, — le personnage le plus en vue; mais il avait contre lui d'avoir été déjà un compétiteur malheureux pour la *nomination* dans deux ou trois élections précédentes. Le Connecticut présentait le sénateur Hawley; l'Illinois, le juge Gresham; l'Indiana, l'ex-sénateur Harrison; l'Iowa, le sénateur Allison; le Kansas, le sénateur Ingalls; le Michigan, son gouverneur, M. Alger; le New-Jersey, M. Phelps; le New-York, M. Depew, président du chemin de fer du New-York central. Les républicains opposaient volontiers leur richesse en candidats de grande valeur à la pauvreté du parti démocratique incapable de mettre un nom à côté de celui de M. Cleveland. Au premier tour de scrutin qui eut lieu le 21 juin, la lutte se resserra entre MM. Sherman, Gresham, Depew, Alger, Harrison et Allison, M. Sherman en tête de la liste, M. Harrison l'avant-dernier. Au huitième scrutin seulement, un résultat définitif fut obtenu. C'était de nouveau le triomphe du système de l'élection au petit bonheur, qui déjà, en 1880, avait réussi fort heureusement à l'Union, en lui faisant don du général Garfield. M. Harrison avait 544 voix, M. Sherman 118, M. Alger 100, M. Gresham 16. M. Harrison, ayant la majorité absolue, fut aussitôt acclamé et, selon la tradition, nommé à l'unanimité candidat du parti républicain à la présidence. L'opinion publique caractérisa immédiatement le résultat de l'élection en ces quelques mots : « M. Harrison présidera, M. Blaine gouvernera. » Peut-être l'événement corrigera-t-il ce que cette antithèse a de trop absolu.

En tout cas, M. Blaine a dirigé la campagne présidentielle avec une vigueur et une précision qui méritent tous les hommages. Ajoutons que la convention avait été très habile, ayant assuré déjà un des états douteux, l'Indiana, par le choix de M. Harrison, d'aller prendre dans le New-York, tout-puissant par ses trente-six voix électo-

rales un candidat à la vice-présidence, M. Levi Parsons Morton, de la maison Morton Bliss et C<sup>ie</sup>, que nous avons vu à Paris ministre des États-Unis, poste où il fut remplacé, en 1885, par un démocrate, M. Mac Lane.

Les chances de l'élection restèrent indécises jusqu'au dernier moment. Tout dépendait du vote de deux ou trois états douteux. Les démocrates comptaient sur les 153 voix du *solid South*, groupe compact de tous les états du Sud, limité par l'ancienne ligue *Mason and Dixon*. On concédait à M. Harrison 182 voix acquises d'avance dans le Nord. Pour atteindre la majorité absolue de 201 voix (1), il suffisait à M. Harrison d'un appoint de 19 suffrages électoraux, tandis qu'il en fallait encore 48 à M. Cleveland. La force permanente des républicains était supérieure à celle des démocrates, mais il en avait été de même en 1884, ce qui n'avait pas empêché M. Cleveland de l'emporter, ayant obtenu, avec les 153 voix du Sud, toutes celles des états douteux, savoir les 36 du New-York, les 15 de l'Indiana, les 9 du New-Jersey et les 6 du Connecticut.

L'échiquier électoral était disposé cette année de la même façon qu'en 1884. Mais M. Cleveland a perdu le New-York et l'Indiana. Pourquoi le Connecticut et le New-Jersey, états protectionnistes, sont-ils restés fidèles au président partisan de la revision du tarif, et pourquoi le New-York a-t-il abandonné son ancien favori? Ce sont là des mystères qu'il est difficile d'expliquer. Le système électoral aux États-Unis présente cette singularité que, le 6 novembre dernier, l'électeur new-yorkais avait à voter à la fois pour les électeurs présidentiels, pour le gouverneur et pour les membres de la légis-

(1) Le président est élu par un collège électoral de 401 électeurs, chaque état ayant à désigner par le vote populaire autant de membres du collège électoral qu'il y a de sénateurs et de représentants envoyés par cet état au congrès (la chambre des représentants compte 325 membres et le sénat 76). En théorie, chacun des électeurs désignés est libre de voter comme il l'entend, mais, dans la pratique, les électeurs dans chaque état étant nommés au scrutin de liste, le vote de la liste qui l'emporte est déterminé par un mandat impératif. C'est ainsi qu'en 1884 une majorité de 1,047 voix sur près de 1,200,000 suffrages populaires a déterminé en faveur de M. Cleveland le vote des 36 électeurs désignés par l'état de New-York, et le résultat du vote général du collège électoral fut : 219 voix pour ce candidat et 182 pour M. Blaine. Que dans l'état de New-York un déplacement de 600 voix au scrutin populaire eût renversé cette majorité si faible de 1,047 voix, les 36 suffrages de New-York auraient été acquis à M. Blaine, qui se trouvait ainsi élu président. C'est ce qui s'est produit cette année, mais en faveur de M. Harrison. Le New-York est donc le principal facteur de l'élection. Viennent ensuite : la Pensylvanie avec 30 voix, l'Ohio avec 23, l'Illinois avec 22, le Missouri avec 16, etc., le nombre des suffrages par état décroissant jusqu'à ce qu'on arrive aux 4 voix du New-Hampshire, du Vermont, du Rhode-Island, de la Floride, et au minimum de 3 voix (1 représentant et 2 sénateurs) du Delaware, de l'Oregon, du Nevada et du Colorado.

lature de l'état, pour un membre de la chambre des représentants à Washington, pour le maire de la ville, pour d'autres fonctionnaires locaux. Qu'il s'établisse une certaine confusion, sinon entre tous ces votes, du moins dans les motifs sur lesquels ils sont émis, qui pourrait s'en étonner? On affirme que la candidature démocratique, peu recommandable, de M. Hill, pour la réélection au poste de gouverneur, a fait un tort sérieux à la cause de M. Cleveland auprès d'un grand nombre d'électeurs impartiaux. Cependant M. Hill a été réélu gouverneur, tandis que, par l'action d'un ensemble de causes obscures, au milieu desquelles il est impossible de discerner la cause déterminante, M. Cleveland a été battu dans l'état qui avait été le point de départ, l'agent principal et le théâtre de son éclatante et si rapide fortune politique.

Mais les résultats du scrutin vont bien au-delà de ce renversement de la faible majorité démocratique de 1884. M. Cleveland n'a pas seulement perdu le New-York et l'Indiana. Le *solid South* a été entamé. Ce groupe compact des seize états du Sud, les anciens états à esclaves, qui, depuis 1872, unis par la solidarité des souvenirs et des traditions plus que par celle des intérêts, avaient toujours voté pour les candidatures démocratiques, est en voie de désagrégation. L'influence du Nord a réussi à en détacher cette année la Virginie occidentale. En 1876, Tilden, le candidat démocrate, avait obtenu dans cet état une majorité de 11,000 voix sur son concurrent, M. Hayes. En 1884, la majorité de M. Cleveland sur M. Blaine n'y était déjà plus que de 4,000 voix. Aujourd'hui les démocrates y sont en minorité. Dans la Virginie même (*old Virginia*), la suprématie de l'élément démocratique est depuis longtemps battue en brèche et chancelante, et le petit état du Delaware, tout en donnant une majorité à M. Cleveland, a élu une législature républicaine.

S'agit-il de faits accidentels, résultant d'un hasard électoral qu'un autre hasard pourra contredire en 1892? Nullement. C'est le mouvement général de la population aux États-Unis qui menace ainsi d'un amoindrissement progressif l'importance relative du Sud comme facteur dans les futures élections présidentielles. En 1860, la population des états à esclaves s'élevait à 12,240,000 habitants sur une population totale de 31,400,000, soit une proportion de 40 pour 100. Le recensement de 1880 leur attribue 18,500,000 habitants sur une population totale de 50 millions, soit une proportion de 37 pour 100. Il est certain que le prochain recensement de 1890 accusera une proportion moindre encore. La part du Sud dans le nombre des voix du corps électoral présidentiel suit naturellement la même marche descendante. Il lui était attribué 120 voix sur 303 en 1860, et 153 sur 401 en 1880, soit 40 pour

100 à la première date et 38 pour 100 à la seconde. Lors de la répartition qui suivra le recensement, mais précédera le prochain scrutin pour la présidence, le Sud perdra encore, et, dût-il rester compact, ce qui ne sera probablement pas, il ne lui suffira plus pour vaincre de l'appoint du New-York et d'un état douteux comme l'Indiana; son contingent serait encore trop faible.

Le Sud, en effet, n'a reçu qu'une minime partie du grand courant d'immigration qui s'est déversé de l'ancien monde sur le nouveau depuis vingt-cinq ans. C'est dans la région de l'Ouest qu'a été portée toute la masse de ce flot montant de population nouvelle. Tout le pays à l'ouest des monts Alleghany contenait 8,600,000 habitans en 1860, un quart de la population totale. Vingt ans plus tard, il en avait 17,140,000, soit plus du tiers de l'ensemble. Sa part de voix dans le collège électoral s'est élevée de 73 sur 303, un peu moins d'un quart, à 135 sur 401, un peu plus du tiers. Ainsi l'influence de l'Ouest dans une élection générale ne cesse de s'accroître, tandis que celle du Sud diminue, et l'Ouest, on ne doit pas l'oublier, s'il n'a pas de raison pour être exclusivement protectionniste, reste cependant en grande majorité républicain.

D'un autre côté, le nombre des états, entre 1860 et 1888, ne s'est élevé que de 35 à 38 par l'admission du Kansas, du Nebraska et du Colorado. Or il y a en ce moment cinq territoires du Nord-Ouest qui réclament leur admission dans l'Union. Ils n'ont pu l'obtenir des démocrates, maîtres du pouvoir, justement inquiets de l'accroissement de force que cette augmentation du nombre des états doit nécessairement donner à leurs adversaires. Mais on peut prévoir que, sous un président républicain, le cinquante et unième congrès où les républicains ont la majorité dans les deux chambres, et qui commence à siéger en 1889, donnera satisfaction aux vœux des populations qui ont colonisé le Dakota nord et sud, le Washington, le Montana et le Wyoming. Avant deux ans, le nombre des états de l'Union aura été probablement porté de 38 à 43, et cette adjonction assure au parti républicain un contingent supplémentaire de 15 voix pour la présidence. La conséquence rigoureuse à tirer de ces faits pour les démocrates, s'ils veulent se relever de leur défaite de 1888, est qu'ils doivent renoncer à rester ce qu'ils étaient encore jusqu'à présent à bien des points de vue, un parti géographique, pour redevenir un parti national, recrutant ses adhérens dans toutes les régions de la république, constitué sur des principes nouveaux, auxquels les souvenirs de la guerre civile soient plus que jamais étrangers.

A. MOIREAU.

---

LE

PEUPLE D'ISRAËL

ET

SON HISTORIEN

---

*Histoire du peuple d'Israël*, par M. Ernest Renan. Tomes I et II. Paris, 1887-1888;  
Calmann Lévy.

A l'occasion de l'*Histoire du peuple d'Israël*, au lieu de parler de l'*Abbesse de Jouarre*, et de faire ainsi du livre de M. Renan comme si je ne l'avais pas lu, j'ai pensé qu'il ne saurait déplaire à M. Renan lui-même, et encore moins à nos lecteurs, que l'on parlât plutôt de l'*Histoire du peuple d'Israël*. Quand, en effet, un écrivain a mis le meilleur de sa vie dans un livre, et que ce livre, auquel il rapportait, comme à leur but ou à leur centre, les travaux mêmes qu'on y eût crus le plus étrangers, paraît enfin, on ne peut pas, sans quelque impertinence, traiter l'œuvre de quarante ans comme on ferait un caprice ou une fantaisie de son imagination. Par préférence à tant d'autres sujets dont il se fût également rendu maître, s'il a choisi l'histoire du peuple d'Israël, on lui doit de croire qu'il en avait d'autres raisons, moins personnelles, plus générales, que de faire les honneurs de son propre talent, et de nous en donner en spectacle la vigueur ou les grâces. Et lorsque enfin, comme ici, ces raisons ne sont point cachées, mais évidentes, mais « actuelles, » mais vivantes, pour ainsi dire, alors on conviendra qu'il y aurait peu de bravoure à feindre de ne pas les voir, et qu'en refusant de juger au fond, ce serait nous-mêmes que nous jugerions. « Quand



on écrit sur les maîtres de Ninive ou sur les Pharaons d'Égypte, disait Strauss il y a vingt ans, — dans la *Préface* de sa *Nouvelle vie de Jésus*, — on peut n'avoir qu'un intérêt historique, mais le christianisme est une question tellement vivante, et le problème de ses origines implique de telles conséquences pour le présent le plus immédiat, qu'il faudrait plaindre les critiques qui ne porteraient à ces questions qu'un intérêt purement historique. » Mais ceux qu'il faudrait plaindre encore davantage, si par hasard ils existaient, ce serait ceux qui n'y prendraient qu'un intérêt purement littéraire.

## I.

Non pas qu'en un pareil sujet nous affectons d'être insensible aux qualités personnelles ou proprement littéraires. Même, nous savons assez que la manière de dire ou de présenter les choses fait une partie de leur vraisemblance, de leur vérité peut-être, et, en tout cas, du pouvoir qu'elles ont pour nous convaincre ou pour nous persuader. Si, par exemple, dans le temps de Voltaire et de Rousseau, le talent et le génie, au lieu d'être du côté de la « philosophie, » comme on disait alors, se fussent trouvés du côté de « l'autel et du trône, » évidemment la physionomie du XVIII<sup>e</sup> siècle en était changée tout entière, et notre histoire prenait sans doute un autre cours. Aussi n'est-ce point à M. Renan, c'est à son livre que l'on ferait tort, c'est à sa thèse et à sa vérité, si l'on négligeait, avant de l'exposer et de la discuter, de dire les moyens originaux et hardis qu'il a pris pour l'établir. Personnels à M. Renan, ils n'en sont pas moins de la constitution du sujet, si même, en un certain sens, ils ne sont le sujet lui-même. Je veux dire par là que, dans l'*Histoire du peuple d'Israël*, comme autrefois dans celle des *Origines du christianisme*, la méthode présume les conclusions de tout l'ouvrage, qu'elle les enveloppe au moins, et qu'il n'est pas, on va le voir, jusqu'à la tonalité du style où nous ne retrouvions l'intention assez marquée de ramener ce qu'on appelle encore quelquefois « l'histoire sainte » aux proportions et aux conditions de toute histoire humaine.

Avant tout, et avant même que d'être œuvre d'historien, cette *Histoire du peuple d'Israël* est œuvre de philologue, d'érudit, de critique, et, si ce n'en est pas assurément le seul mérite, c'en est du moins la principale ou la première originalité. Des recherches ingrates et ardues, qui jusqu'alors étaient demeurées comme enfermées dans la cellule du théologien ou dans le cabinet de l'hébraïsant ; des recherches dont les gens de lettres eux-mêmes, bien loin d'en soupçonner l'importance, ne voyaient pas l'évidente liaison avec

les objets les plus généraux de leurs propres préoccupations : religion, philosophie, histoire ; des recherches enfin dont « le monde, » non content de faire le dégoûté, se moquait volontiers comme d'un emploi maniaque de l'intelligence, voilà en effet ce que M. Renan, par cette *Histoire du peuple d'Israël*, complétant, achevant et coordonnant son *Histoire générale des langues sémitiques*, ses *Études d'histoire religieuse*, — et tout ce qu'il y a de travaux de lui, moins connus du public, dans la collection du *Journal des savans* ou dans celle des *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, — voilà ce qu'il aura fait entrer, pour n'en plus sortir désormais, dans le domaine de la littérature générale, de la discussion publique, et de la conversation mondaine. Ai-je besoin d'ajouter en passant qu'après l'honneur de faire « concurrence à l'état civil, » et de donner la vie aux créations du roman ou de la poésie, il n'y en a pas de plus grand, qui mette un écrivain plus haut, que de réussir à transposer ainsi, dans la langue de tout le monde, les matières qui, jusqu'à lui, ne se traitaient qu'entre initiés, pour ne pas dire entre pédans ? Ce que d'autres avaient fait avant lui pour la jurisprudence, Montesquieu, par exemple, ou pour l'histoire, comme Voltaire, de les tirer des in-folio poudreux et de l'ombre des bibliothèques, M. Renan l'a donc fait pour cette partie de l'érudition qu'on appelle exégèse. Comme il avait autrefois résumé, dans ses *Origines du christianisme*, et jugé en le résumant, par l'usage même qu'il en faisait, tout ce que la science allemande avait accumulé de travaux sur la vie de Jésus, sur le temps probable de la rédaction des Évangiles, sur la lutte intérieure, au sein du christianisme naissant, de l'apôtre des juifs et de celui des gentils, de même, dans son *Histoire du peuple d'Israël*, avec la même décision et la même netteté, tous ces problèmes, dont l'érudition germanique avait étouffé l'intérêt sous les broussailles de la philologie, si M. Renan ne les trancha pas tous, il en indique au moins les solutions, mais surtout il nous fait sentir à quel point de grandes questions, que l'humanité n'est pas près de cesser de tenir pour vitales, sont engagées dans celle de la formation du *Canon* de l'Ancien Testament ou de la composition des *Livres historiques*. C'est ce qu'aucun philologue de profession n'avait fait avant lui, à l'exception d'Eugène Burnouf, et encore dans des travaux dont on eût dit qu'il mettait une espèce de point d'honneur à interdire l'accès au public ; et c'est ce qu'un grand écrivain ne pouvait faire qu'à la condition de se soumettre d'abord, comme l'historien d'Israël, à toute la rigueur des méthodes philologiques.

Si l'on osait, en effet, se servir d'une expression quelque peu singulière, on dirait assez bien que le récit lui-même, — ce récit qui jadis était presque toute l'histoire, et dont on rejetait les « preuves »

en notes ou en appendices, — n'est dans le livre de M. Renan que le prolongement, l'épanouissement naturel, et la fructification enfin du problème philologique. Étant posé, ou supposé, si l'on veut, que la Bible soit un livre comme un autre, c'est-à-dire auquel on puisse appliquer, pour l'étudier, les mêmes moyens que, par exemple, au *Bhagavata-Pourana*, M. Renan les lui applique et ne fait rien de plus. La Bible est formée d'un certain nombre de livres, — historiques, prophétiques, poétiques, etc., — et ces livres, assignés par la tradition à de certains auteurs, sont classés dans un certain ordre : le seul droit que M. Renan revendique, et qui va lui suffire pour renouveler l'histoire d'Israël, c'est celui d'examiner cette classification traditionnelle, et au besoin de la modifier. En quel temps donc ou dans quelles circonstances a été composé l'*Hexateuque* ? en quel temps le *Livre de Job* ? en quel temps celui d'*Isaïe* ? ou plutôt, — car il ne saurait s'agir ici de dates précises, à quelque cinquante ou cent ans près, — étant donnés *Isaïe*, *Job* et l'*Hexateuque*, M. Renan ne se propose que de chercher quels en sont les rapports, et quelle en est, chronologiquement, la situation respective. Mais, réduit à ces termes, le problème, on le voit, est purement philologique. Si la philologie a en effet un sens, une raison d'être, un intérêt général, qui justifie, en le dépassant, l'objet habituel de ses recherches, n'est-ce pas de résoudre, ou de préparer pour l'avenir, la solution de semblables questions ? Et les conséquences que ces solutions entraînent à leur suite, voilà presque toute l'*Histoire du peuple d'Israël*.

Un exemple plus moderne rendra peut-être tout ceci plus clair, et montrera du même coup que la tentative n'a rien de trop ambitieux, puisque le problème n'a rien d'insoluble. Si, par exemple, de tout ce que le christianisme a suscité dans notre littérature d'apologies ou d'expositions de lui-même, il ne nous restait que l'*Institution chrétienne* de Calvin, les *Pensées* de Pascal, et le *Génie du christianisme*, est-il que/qu'un qui doute que l'on reconnût aisément dans ces trois ouvrages, non-seulement des génies différents, mais aussi et d'abord des états différents de la conscience chrétienne ? Rien qu'en se fondant sur des raisons philologiques, uniquement tirées de la richesse du vocabulaire, des particularités de la syntaxe, de la distinction des styles, et de celle des « moments » de la langue, dont la succession est écrite, pour ainsi parler, dans la diversité de ces styles eux-mêmes, admettra-t-on qu'il vint à l'esprit de personne de croire les *Pensées* antérieures à l'*Institution chrétienne*, et bien moins encore l'*Institution chrétienne* postérieure au *Génie du christianisme* ? Et si de la forme, alors, on passait au fond, et que l'on cherchât de quelle conception de la religion, de quelle manière de comprendre ses rapports avec

la vie, de quel état des âmes chrétiennes, ou de quelle crise de la foi le *Génie du christianisme*, les *Pensées* ou l'*Institution chrétienne* peuvent être contemporains, ne verra-t-on pas bien qu'il fallait, pour que Chateaubriand pût écrire son livre, que Pascal eût écrit le sien, comme aussi que Pascal ne pouvait pas écrire ses *Pensées* au xvi<sup>e</sup> siècle, mais seulement après la révolution religieuse dont l'*Institution chrétienne* demeure l'expression? Je ne dis rien de vingt autres moyens, plus contingens et plus particuliers, qu'il y aurait de dater les œuvres, comme les allusions ou les renvois que fait Chateaubriand lui-même au livre des *Pensées*; ou comme encore cette conciliation dont il semble que les *Pensées*, si Pascal les eût achevées, dussent être le suprême effort, entre la dureté du dogme calviniste et la douceur d'une religion plus appropriée à la faiblesse humaine.

On voit également par là combien d'autres questions se trouvent enveloppées dans les questions de pure philologie. On demande si Moïse est le rédacteur de l'*Hexateuque*. Évidemment, c'est demander si Moïse a existé. On demande si les *Psaumes* qui nous sont parvenus sous le nom de David, et l'*Ecclésiaste* sous celui de Salomon, sont ou ne sont pas effectivement de David et de Salomon. C'est encore une autre question; et l'existence de Salomon, comme celle de David, étant d'ailleurs absolument certaine, il s'agit de savoir si le contenu de l'*Ecclésiaste* et des *Psaumes* répond à ce que nous savons de David et de Salomon, de leur histoire, de leur personne, de leur caractère, du temps où ils vécurent. Mais, à leur tour, si l'*Hexateuque* ou les *Psaumes* représentent manifestement des états différens de la pensée religieuse, ou si les *Livres historiques* et les *Livres prophétiques* en représentent de contradictoires, c'est peu de chose que de le constater ou de les définir, et ce qui importe, c'est de montrer comment, par quelles transitions insensibles ou quelles brusques révolutions, sous l'influence de quelles circonstances du dehors, par quel travail d'elle-même sur elle-même la pensée religieuse a évolué de l'*Hexateuque* aux *Psaumes*, ou des *Livres historiques* aux *Livres prophétiques*. De telle sorte qu'à mesure que le problème philologique se précise, il s'élargit, pour ainsi dire; les questions se transforment, et en se transformant elles s'élèvent; de la solution qu'on en donne sortent des questions nouvelles, qui en engendrent d'autres à leur tour; la discussion s'en mêle au récit, ou plutôt ne fait qu'un avec lui; et ainsi, sans que l'historien paraisse y songer, tandis qu'il n'a l'air que de contrôler des dates et d'interpréter des textes, qu'il semble mettre même une espèce de coquetterie à s'enfermer dans le rôle étroit d'un peseur juré de syllabes, l'histoire entière d'Israël se défait, se refait, se recrée sous nos yeux, se déroule, avec ses

preuves, en un magnifique tableau, dont l'air de vraisemblance n'est peut-être égalé que par son air d'aisance et de souveraine facilité.

Est-il besoin de dire ce que cette méthode, si du moins nous en avons pu donner quelque idée, a de hardi et d'élégant, d'audacieux et de précis à la fois? Pour de nombreuses raisons, que l'on nous pardonnera de ne pas rechercher, l'exégèse biblique était demeurée jusqu'ici négative; elle s'était contentée de faire valoir des motifs de doute; elle n'avait pas essayé de substituer une vue synthétique nouvelle de l'histoire d'Israël à cette « histoire sainte » qu'elle avait renversée. C'est le pire défaut des philologues, et généralement des érudits. Comme si la recherche n'avait d'autre fin qu'elle-même, ou le plaisir qu'elle leur procure, à eux, et qu'il leur importât, — pour le faire durer davantage, — d'éterniser les problèmes, ce qu'ils ont « déchiré, » si l'on peut ainsi dire, nos érudits n'aiment pas qu'on essaie de le « recoudre, » et quiconque s'y risque, ils l'accusent aussitôt d'introduire le roman dans l'histoire. Rappelez-vous de quelle manière, il y a déjà plus d'un quart de siècle, ils accueillirent la *Vie de Jésus*, et vous trouverez, en effet, que, parmi les critiques qu'ils en firent, ils ne reprochèrent rien tant à M. Renan que d'avoir voulu substituer à l'ancienne une nouvelle image de la personne de Jésus. Là cependant était la nouveauté, l'originalité du livre, et c'est par là que, faisant révolution dans l'histoire de l'exégèse, il y faisait époque. Aussi M. Renan n'a-t-il eu garde d'être infidèle à lui-même; et la preuve qu'il a eu raison, c'est qu'on louera dans l'*Histoire du peuple d'Israël* précisément ce que l'on avait critiqué dans la *Vie de Jésus* : une reconstruction, si je puis ainsi dire, de l'histoire des Beni-Israël faite avec les débris de l'histoire du peuple de Dieu, la synthèse de tout ce que la philologie sémitique a produit de travaux depuis Spinoza jusqu'à M. Renan lui-même, et l'œuvre enfin sans laquelle, n'ayant d'autre intérêt que de servir à faire passer le temps, l'exégèse biblique n'aurait pas de raison d'être. Car il faut bien quelquefois rebâtir; nous avons besoin de classer, d'ordonner nos idées, de ne pas attendre pour cela, comme le demande une certaine école, un temps qui ne viendra jamais, et de ne pas laisser la réalité de l'histoire ou de la vie s'écouler, se dissoudre et se volatiliser dans les opérations mêmes qui n'avaient pour objet que de la fixer.

D'assurer maintenant que cette méthode soit infaillible, M. Renan ne l'oserait pas lui-même, et nous encore bien moins, qui manquons pour cela de la science et de la compétence nécessaires. Ceux qui savent l'hébreu lui refuseront donc, s'il y a lieu, telle ou telle de ses conclusions, et, — puisque c'est une plaisanterie qui ne manque jamais son effet en France, — ils prétendront que c'est lui qui ne



le sait pas. Mais ce qu'il faudra qu'ils reconnaissent, et ce qui suffirait à prouver que M. Renan, quand on le convaincrait d'erreur dans le détail, ne s'est pas trompé sur l'ensemble, c'est la liaison, c'est l'enchaînement, c'est la correspondance de toutes les parties de son livre, et, plus encore que tout le reste, — car la contradiction n'est pas toujours marque d'erreur, ni l'incontradiction marque de vérité, — c'est son air de ressemblance avec la réalité et avec la vie. Les choses ont dû se passer comme les rapporte M. Renan, parce que, telles qu'il nous les rapporte, elles sont à la fois plus complexes et plus claires, ou encore moins simples, et par cela même plus vraies.

Je regrette pourtant, — et je ne crois pas être le seul, — que pour nous mieux faire sentir cette ressemblance avec la vie, l'auteur de *l'Histoire du peuple d'Israël* abuse de certains procédés et de certains rapprochemens, dont je dirais volontiers qu'ils sont d'un goût parfois assez douteux, si je n'étais encore plus frappé de ce qu'ils ont d'excessif, et, conséquemment, d'illusoire ou de faux. Non que l'usage en soit illégitime; que, par-dessous les différences locales, il n'y ait toujours un vif intérêt à nous montrer l'humanité foncièrement identique à elle-même; et que, parmi ces rapprochemens, il n'y en ait de tout à fait heureux, qui éclairent d'un mot toute une situation, comme par exemple quand M. Renan compare le prophète Osée « à un prédicateur de la Ligue ou à quelque pamphlétaire puritain du temps de Cromwell, » ou comme encore quand il nous dit que « le premier article de journalisme intransigeant a été écrit 800 ans avant Jésus-Christ, » par le prophète Amos. Mais j'ai déjà quelque répugnance à me figurer Isaïe « sous les traits d'un Girardin, » c'est-à-dire d'un brasseur d'affaires, ou même « sous ceux d'un Carrel, » c'est-à-dire d'un journaliste bonapartiste et libéral du temps de la Restauration; et, quoique n'étant pas ombrageux de nature, je crains que l'on ne se moque de moi quand on me représente les prophètes « parcourant en monome » les campagnes de la Palestine. Était-ce la peine, en vérité, de reprocher si vivement à Voltaire, dans la préface du premier volume de cette même *Histoire du peuple d'Israël*, son « incapacité de comprendre la différence des temps? » Et si l'on observe que M. Renan fait exprès de fausser ou de supprimer les perspectives de l'histoire, en rabattant ainsi le plan de l'histoire d'Israël sur celui de l'histoire contemporaine, alors, n'est-il pas vrai que le ton de sa plaisanterie ressemble étrangement à celui de la *Bible expliquée par les aumôniers du roi de Pologne*? J'en donnerais de trop nombreux exemples.

Hâtons-nous toutefois de dire que ces plaisanteries ou ces comparaisons, si elles font « l'ornement » du livre, n'en sont point la



substance. M. Renan, qui ne se les serait pas autrefois permises, les concède au goût du jour, et s'en sert comme d'un moyen d'intéresser à l'histoire d'Israël ce qu'il y a, ce qu'il croit qu'il y a, parmi ses lecteurs, de plus « moderne » et de plus « parisien. » Je trouve le moyen fâcheux ; et, quant au genre de succès qu'il lui vaut, je crains bien que M. Renan ne se méprenne, et que ce ne soit pas toujours aux dépens de l'ahvé qu'il nous fasse rire. Mais, après cela, quand on en a pris une fois son parti, c'est vraiment en présence d'une grande œuvre que l'on se trouve, et dès aujourd'hui, quoique l'ouvrage ne soit pas encore terminé, c'est en présence de l'une des plus belles généralisations historiques dont notre temps se puisse honorer. Le mérite même de l'actualité ne manque pas à l'*Histoire du peuple d'Israël*, et, comme on va le voir, elle nous apporte la réponse de la science ou de l'érudition à quelques-unes des questions qui agitent non-seulement la France, — qu'elles agitent peu, — mais l'Europe contemporaine.

## II.

Quelle est la part d'Israël dans l'œuvre de la civilisation ? Telle est en effet la question, tel est le point de vue, pour mieux dire, où s'est placé M. Renan ; et voici textuellement sa réponse : « Pour un esprit philosophique, c'est-à-dire pour un esprit préoccupé des origines, il n'y a vraiment dans le passé de l'humanité que trois histoires de premier intérêt : l'histoire grecque, l'histoire d'Israël, l'histoire romaine. Ces trois histoires réunies constituent ce qu'on peut appeler l'histoire de la civilisation, la civilisation étant le résultat de la collaboration alternative de la Grèce, de la Judée et de Rome. » Il ajoute encore plus loin : « Ce que la Grèce, en effet, a été pour la culture intellectuelle, ce que Rome a été pour la politique, les Sémites nomades l'ont été pour la religion... Les promesses faites à Abraham ne sont mythiques que dans la forme. Abraham, l'ancêtre fictif de ces peuples, a été réellement le père religieux de tous les peuples. » Les deux volumes parus de l'*Histoire du peuple d'Israël* ne sont que le développement et la démonstration de cette idée.

N'est-il pas curieux, là-dessus, qu'ayant, depuis tantôt cent cinquante ans, si souvent et si injustement reproché à l'auteur du *Discours sur l'histoire universelle* de n'avoir vu le monde, comme le disait un homme d'esprit, qu'à travers son anneau d'évêque gallican, la dernière démarche de l'érudition contemporaine soit d'en revenir au point de vue de Bossuet ? Car, il savait bien, aussi lui, ce « rhéteur, » comme l'a quelque part appelé M. Renan, il savait bien qu'il existait une Chine et des Indes ; il connaissait l'œuvre des Missions

Étrangères; et il est vrai qu'il n'eût pas pu écrire sur le bouddhisme les éloquentes études que nous devons à M. Renan, mais enfin, pour parler de Confucius ou de Sammanocodom, ce n'est pas les documens ou les « mémoires, » comme on disait alors, qui lui eussent manqué. Seulement, de la Chine et des Indes, il croyait avoir des raisons de se taire, et, quand on essaie de les préciser, il se trouve justement que ce sont les meilleures de celles de M. Renan pour ne reconnaître dans le passé de l'humanité que trois histoires de « premier intérêt. »

Excentriques à l'histoire de la civilisation occidentale ou méditerranéenne, nées d'elles-mêmes et développées sur place, les civilisations de l'Inde et surtout de la Chine, si jamais elles doivent entrer dans le dessein d'une histoire « universelle, » ce ne sera qu'à compter du jour où elles sont entrées en contact avec les civilisations qui tirent leur origine de celles d'Israël, de la Grèce et de Rome. Immobilisées de bonne heure dans des formes rigides, assez semblables à celles, nous dit encore M. Renan, qui maintiennent toujours dans leurs cadres « les républiques des abeilles et celles des fourmis, » c'est d'ailleurs une question de savoir si les civilisations rudimentaires, et cependant achevées en leur genre, de l'Inde et de la Chine, étant hors du mouvement, ne sont pas en dehors de la notion même de civilisation. Et arrêtées enfin, ou nouées, si l'on veut, dans leur développement, par des causes qui, pour être inconnues, n'en sont pas moins certaines, elles ne font jusqu'ici partie de l'histoire même de l'humanité que dans la mesure où l'histoire des royautes nègres de l'Afrique centrale ne lui est pas tout à fait étrangère. C'est ce que prouve au surplus l'exemple de tous ceux qui, de notre temps, ont prétendu les faire entrer dans leurs *Histoires*, je ne dis pas *universelles* ou de *l'antiquité*, mais de *l'Ancien Orient*. Ils les y ont juxtaposées à celles de la Grèce ou de Rome; ils n'ont pas pu les y incorporer; et ceux qui viendront après eux ne le pourront pas plus qu'eux. Car, en réalité, nous ne devons rien à la Chine ou à l'Inde; et l'histoire de la civilisation n'est que l'histoire de Rome et de la Grèce, modifiées l'une par l'autre, et plus profondément encore par l'action du ferment israélite.

Si nous ne devons rien à la Chine ou à l'Inde, rien au *Chi-King* et rien au *Mahabharata*, si l'histoire même du bouddhisme est en quelque sorte extérieure à notre histoire universelle, il est facile, au contraire, de montrer ce que nous devons à la Bible, et que, sans elle, nos civilisations modernes auraient manqué de quelques-unes de leurs parties les plus hautes. Même lorsque nous n'y verrions, comme dans l'*Iliade* ou dans l'*Odyssée*, que ses qualités esthétiques ou littéraires, et, au lieu de « l'esprit de Dieu, » lorsque nous

ne sentirions passer dans la *Genèse*, selon l'expression de M. Renan, que « le souffle du printemps du monde, » ou, dans les livres des Prophètes, que « le clairon des néoménies et la trompette du jugement, » il serait encore vrai qu'avant de lui devoir une manière de penser, nous devons à la Bible une manière de sentir. Dans les autres littératures, et notamment dans la grecque, il y a peut-être des idylles qui égalent celle de *Ruth*, et, dans les autres mythologies, il y a des fables cosmogoniques dont la transparente naïveté charme encore, d'une façon plus sensuelle, après trois mille ans, nos imaginations fatiguées; mais il n'y a rien, dans aucune littérature, qui soit d'une inspiration plus extraordinaire ou plus haute que la *Genèse*, plus clair dans la profondeur, plus humain, et cependant à la fois plus mystérieux et plus saisissant. C'est ce qu'oublie trop volontiers ceux qui croient n'avoir besoin pour composer la civilisation que de l'histoire de la Grèce et de Rome. « L'histoire littéraire du monde est l'histoire d'un double courant qui descend des Homérides à Virgile, des Conteurs bibliques à Jésus, ou, si l'on veut, aux Évangélistes. » Voilà pour l'antiquité; mais, dans une histoire plus moderne, si l'on supposait taries ou desséchées les sources de l'inspiration hébraïque, ni les Allemands n'auraient Luther, ni les Anglais le *Paradis perdu*, ni nous-mêmes Pascal, Bossuet, Hugo, les poètes de l'obscur et de l'inaccessible, si l'on peut ainsi dire, ceux qui nous ont donné le frisson de l'infini, et ceux enfin qui, parmi les hommes, ont entretenu le sentiment et la notion du divin. Les Grecs ont trop aimé la vie, l'ont conçue trop riante, n'ont pas imaginé qu'elle eût d'autre objet qu'elle-même; ils ont manqué du sens de l'*au-delà*.

C'est ici, pour me servir de l'expression de M. Renan, quoique j'en aimasse mieux une autre, ce qui range Israël parmi les *unica* de l'histoire de l'humanité. Car il semble bien qu'il y ait, sinon des religions, tout au moins des civilisations athées, celle de la Chine, par exemple, où la nécessité de maintenir le lien social, comme elle en est l'origine, est la seule raison qui perpétue l'observation des « rites » et les apparences d'un culte. D'autres races, comme la race aryenne, ne paraissent pas s'être élevées au-dessus du polythéisme, à ce point même qu'il a fallu que le christianisme, pour se les inféoder, nous donnât dans ses Saints l'équivalent populaire des anciens dieux domestiques ou municipaux de la Grèce et de Rome. Mais les Sémites seuls ont conçu le Dieu un et universel, transcendant, non pas immanent, et, dans la grande famille sémitique, c'a été le rôle ou la mission d'Israël que de dégager du milieu des idolâtries environnantes, et au besoin de la sienne propre, la notion du monothéisme.

Faute autrefois d'avoir bien compris sur ce point la pensée de

M. Renan, assez clairement énoncée pourtant dans son *Histoire générale des langues sémitiques* ; faute aussi d'avoir senti ce que de semblables affirmations comportent toujours d'atténuations, de restrictions, de corrections ; faute enfin d'avoir sur la question de certaines lumières que lui seul peut-être était capable de nous donner, se rappelle-t-on encore avec quelle véhémence, et quelle éloquence, et quel vain étalage de science, on avait attaqué cette thèse du monothéisme sémitique ? Bien loin de l'abandonner, M. Renan, depuis lors, n'avait rien négligé pour la fortifier. Mais les deux premiers volumes de l'*Histoire du peuple d'Israël* l'auront mise hors d'atteinte ; d'abord, en nous montrant le monothéisme inhérent au caractère le plus caché de la langue hébraïque, impliqué dans l'horreur instinctive du Sémite, ou même du nomade, pour les représentations plastiques, favorisé par la simplicité, la nudité, l'uniformité des horizons du désert ; et surtout en nous faisant voir qu'aussi souvent la notion du Dieu un s'est obscurcie ou dégradée en Israël, aussi souvent on en trouve des causes purement historiques.

Elles sont de diverse nature. Le passage des tribus israélites nomades à l'état fixe en est une première, leur concentration, si l'on peut ainsi dire, à l'état national. Pour qu'Israël conquît le monde, il fallait qu'il fût autre chose lui-même qu'une poussière de peuple perdue parmi les sables. Mais, en devenant une nation, et pour soutenir la concurrence de celles qui lui disputaient le droit d'exister, il ne le pouvait qu'en s'aidant contre elles de leurs propres moyens, dont la protection d'un Dieu national, exclusif et jaloux, — qui supposait les autres, puisqu'il leur était supérieur, — passait alors pour le plus efficace. Une autre cause d'affaiblissement ou d'éclipse de l'idée monothéiste en Israël, ce fut le contact, la fréquentation, l'imitation des nations étrangères, de l'Égypte ou de l'Assyrie. Pendant le séjour d'Israël sur la terre d'Égypte, l'ancien culte, le culte patriarcal, le culte sommaire de la tente se matérialisa, glissa dans les observances, et le Dieu un, figuré sous les apparences de l'homme, borné dans son contour et limité dans ses attributions, se multiplia. « L'Égypte donna le veau d'or, le serpent d'airain, les oracles menteurs, le lévite, la circoncision, qui fut la plus grande erreur d'Israël et faillit un moment contrebuter ses destinées, » toutes les pratiques, en un mot, et toutes les institutions dont on peut dire qu'en particularisant les religions elles leur enlèvent ce qu'elles ont de divin. Enfin, nous pouvons ajouter que lorsque Israël eut des rois, la nécessité politique, en donnant à la tolérance des « faux dieux » une justification ou une excuse, contribua pour sa part à faire évanouir la notion du Dieu universel dans les fumées de l'encens qu'on offrait à Baal. Des alliances, des mariages, l'in-

roduction des mœurs de cour, le luxe du harem, tout cela détacha les princes de l'ancien idéalisme, les détourna de la voie d'Israël, les rendit favorables aux pompes des cultes idolâtriques. Mais le monothéisme n'en continua pas moins de subsister, de s'épurer même dans la lutte qu'il dut soutenir contre les exemples d'en haut et contre la superstition d'en bas, de se ressaisir enfin d'une prise plus énergique et plus tenace, — jusqu'au jour où les prophètes allaient en assurer le triomphe.

Ce sont, en effet, les prophètes qui représentent ce que l'on pourrait appeler la conscience d'Israël dans l'histoire, comme ses artistes, ses poètes, ses philosophes ont en quelque sorte incarné celle de la Grèce, et ses politiques ou ses jurisconsultes celle de Rome. Ces hommes extraordinaires, qui paraissent avoir été de toutes les conditions, — cette remarque est capitale, — un bouvier comme Amos, un petit propriétaire campagnard comme Michée, un citoyen de naissance presque illustre comme Isaïe, sont vraiment, ainsi qu'on l'a dit, les « grands hommes » d'Israël. « C'est par le prophétisme qu'Israël occupe une place à part dans l'histoire du monde. La création de la religion pure a été l'œuvre, non pas des prêtres, mais de libres inspirés. Les *cohanim* de Jérusalem, de Béthel n'ont été en rien supérieurs à ceux du reste du monde; souvent même l'œuvre essentielle d'Israël a été retardée, contrariée par eux. » Si je n'oserais affirmer que cette vue sur le prophétisme appartienne en propre à M. Renan, si même je crois bien savoir où je l'ai déjà rencontrée, je puis et je dois dire en revanche que, par la place qu'il lui a donnée dans son *Histoire du peuple d'Israël*, par la nature, par l'ampleur, par l'éclat des développemens qu'il en a tirés, il l'a faite vraiment et entièrement sienne.

Il n'a pas moins heureusement caractérisé ou précisé le rôle des prophètes en disant qu'il avait consisté « à faire entrer la morale dans la religion; » et nous ne saurions trop admirer la profondeur et la fécondité de cette simple formule. Car jetez seulement les yeux sur les religions de l'antiquité, sur celles de l'Inde, ou de la Grèce, ou de Rome? Dirai-je qu'elles justifient tout ce que les Pères de l'église en ont dit? qu'il n'est pas de vices qu'elles n'aient mis sous l'invocation d'un dieu de leur Olympe? et que le seul moyen qu'elles aient enseigné de résister aux tentations vulgaires, c'est d'y succomber, pour les anéantir dans la satiété? Mais ce qui ne semble pas douteux, c'est qu'à Rome, et surtout en Grèce, la morale et la religion sont demeurées étrangères l'une à l'autre, ne se sont pas com-pénétrées, n'ont pas essayé de se prêter un mutuel appui, se sont même développées plutôt en sens contraire, pour ne pas dire hostile. On a soutenu plus d'une fois que le christianisme était fait quand Jésus apparut, et, comme les dogmes chrétiens ne sont que la mé-



taphysique des Grecs, on a voulu que la morale chrétienne aussi ne fût que celle des philosophes païens, d'Aristote et de Platon, de Cicéron et de Sénèque. La question n'est pas de celles que l'on examine ou que l'on décide en passant. Mais ce qu'en tout cas on eût dû ajouter, c'est que la morale païenne s'était formée en s'opposant à la religion, que ses progrès ont suivi en quelque sorte pas à pas la décadence du culte, et qu'elle n'a finalement établi l'autorité de ses commandemens que sur les ruines de ses Dieux. L'originalité du judaïsme et des religions qui en sont issues, et, au sein du judaïsme, l'originalité des prophètes, ç'a été de mêler, de confondre et de solidariser dans un tout indivisible la morale et la religion.

C'est par les prophètes que la conception du Dieu particulier d'Israël s'est insensiblement transformée en celle du Dieu universel, dont le vrai temple est le cœur du juste :

Que m'importe la multitude de vos sacrifices ! dit Jahvé ;  
Je suis rassasié d'holocaustes de bœufs et de graisses de veaux ;  
Le sang des taureaux, des agneaux et des boucs, je n'en veux plus.

C'est eux qui, débarrassant l'humanité de la rouille des vieilles superstitions, « de son sot et bas empressement à apaiser des dieux chimériques, » ont fondé le vrai culte, sur le respect de la justice et la pratique de la vertu :

Homme, on t'a dit ce qui est le bien,  
Ce que Jahvé demande de toi :  
Tout se réduit à pratiquer la justice,  
A aimer la bonté,  
A marcher humblement avec ton Dieu.

C'est par eux que la justice est entrée dans le monde, et ce monde, c'était l'ancien, si dur aux misérables, le même dont on oublie toujours, quand on en parle, qu'étant fondé sur l'esclavage, il l'était sur la force et sur l'iniquité :

Cessez de faire le mal,  
Apprenez à faire le bien,  
Cherchez la justice,  
Aidez celui qui souffre violence,  
Soyez justes pour l'orphelin,  
Défendez la veuve ;  
Venez alors, et nous verrons, dit Jahvé.

C'est eux encore qui en des temps où « l'idée du droit existait à peine, se portant comme les défenseurs du faible et de l'opprimé, » ont élargi et humanisé les voies de la justice, pour ainsi dire, en y faisant entrer la pitié :



Couchés sur des lits d'ivoire,  
 Étendus sur leurs divans,  
 Nourris d'agneaux pris dans le troupeau [des indigènes],  
 De veaux arrachés à l'étable [du pauvre],  
 Ils boivent le vin aux lèvres des amphores,  
 Ils s'oignent d'huiles de choix,  
 Et ne souffrent rien des maux de Joseph.

C'est eux qui ont remporté la première et peut-être la plus grande victoire « que les hommes de l'esprit aient jamais remportée; » et c'est eux enfin qui, par une transposition hardie des souvenirs de l'âge patriarcal, mettant le passé dans le futur, ont animé les espérances et l'effort de l'humanité vers la réalisation du royaume de Dieu.

« Gloire au génie hébreu ! » s'écrie ici M. Renan, qui ne se dissimule point, qui s'empresse même, — et peut-être un peu trop, — de montrer les dangers de cette étroite alliance ou de cette confusion de la morale et de la religion. Car, sont-ils aussi grands qu'il le croit ? et, de fonder la morale sur la religion, ou de donner la religion pour sanction à la morale, pourquoi veut-il que cela mène inévitablement à la théocratie ? « Mieux vaut, dit-il à ce propos, le soldat que le prêtre, car le soldat n'a aucune prétention métaphysique; » et M. Renan raisonne comme si le gouvernement du prêtre était une conséquence nécessaire de l'alliance de la morale et de la religion. On peut différer d'avis avec lui sur ce point, et au lieu de concevoir la religion comme une politique, il suffit de la concevoir comme une philosophie. Mais la vraie question, c'est celle que M. Renan a jadis posée lui-même, celle de savoir ce qu'il adviendra de la morale quand elle sera privée de son support, et si les dangers de la séparation, pour être d'une autre nature que ceux de la confusion, ne sont pas peut-être aussi grands. Je remarque du moins que toutes les fois que la séparation s'est opérée, et que l'idéal grec l'a emporté sur l'idéal hébreu, dans l'Italie du *xv<sup>e</sup>* siècle, par exemple, ou dans la France du *xviii<sup>e</sup>* siècle, la règle des mœurs a fléchi, les instincts se sont débridés, et l'homme a reparu, pour user encore d'une expression de M. Renan, dans la hideur de sa « férocité » et de sa « lubricité » natives.

Ce n'est pas tout encore, et il faut faire honneur aux Juifs, sinon de l'invention, tout au moins de leur conception très particulière d'une autre grande idée : c'est l'idée de la Providence. « Nos races, dit M. Renan, se contentèrent toujours d'une justice assez boiteuse dans le gouvernement de l'univers. » Et même, si l'on veut bien y regarder d'un peu près, il ne paraît pas, qu'à moins de les atteindre elles-mêmes, l'iniquité les ait jamais profondément émues. Ni l'immoralité de la nature ni l'injustice so-

ciale ne leur ont semblé mériter ces noms d'injustice et d'immoralité, et, généralement, elles les ont acceptées comme inhérentes à la constitution même de l'état ou de l'univers. Douées à un haut degré du sens du relatif, elles conçoivent aisément, trop aisément peut-être, que le mal de l'un fasse le bien de l'autre; elles ne sont pas, comme l'est Israël, plus âpre et plus pressé, « affamées de justice et de justice immédiate. » Mais lui, au contraire, l'iniquité le révolte. Elle l'outrage, en quelque manière, dans l'idée même qu'il se fait de la toute-puissance de son Dieu. De là toute une théologie, ou plutôt encore toute une philosophie de l'histoire et de l'homme. L'homme offense le Dieu qui l'avait créé; l'injustice qui semble gouverner le monde est la punition de cette offense; et nul ne la vaincra qu'en se remettant lui-même aux mains de Dieu. Car ce Dieu n'a point abandonné sa créature; il ne l'a point condamnée sans appel; il continue de veiller sur elle. Il y a donc un point de perspective d'où l'on doit débrouiller ce chaos, et c'est ce point que cherche le prophète, c'est ce point qu'il a trouvé dans la conception de la « réparation finale » et de la « transformation du monde. » — « Isaïe, nous dit M. Renan, est le vrai fondateur de la doctrine messianique et apocalyptique. Jésus et les apôtres n'ont fait que répéter Isaïe. Une histoire des origines du christianisme qui voudrait remonter aux premiers germes devrait commencer à Isaïe. »

En effet, toutes ces idées sont passées dans le christianisme, et nous tenons, dans les livres qu'on appelle *Prophétiques*, l'anneau de la chaîne des temps qui rattache les récits de la *Genèse* aux enseignemens des *Évangiles*. Pour cette seule raison, nous croirions volontiers que M. Renan, s'il se trompe, ne se trompe guère quand il place vingt-cinq ou trente ans avant le temps d'Amos, et cinquante ou cent ans avant celui d'Isaïe, le « premier essai d'histoire sainte, » et non pas la composition, mais la compilation ou la rédaction des livres de Moïse. Il faut lire les cinq ou six chapitres où M. Renan nous fait en quelque sorte assister à ce travail, et, de ce travail même, il faut le voir déduire le caractère, la nature d'esprit, le sentiment religieux des rédacteurs. Je n'y relèverai que cette phrase : « Les récits de la création de la femme, de la tentation, de la pudeur naissant avec la faute, les larges feuilles du figuier indien servant à voiler les premières hontes, sont les mythes les plus philosophiques qu'il y ait dans aucune religion. » M. Renan avait déjà dit, dans son premier volume, en parlant du même récit : « La fausse simplicité du récit biblique, l'horreur exagérée qu'on y remarque pour les grands chiffres et les longues périodes ont masqué le puissant esprit évolutionniste qui en fait le fond, mais le génie des Darwin inconnus que Babylone a possédés il y a quatre mille ans s'y recon-

nait toujours... La grande vérité de l'unité du monde avec la solidarité de ses parties, méconnue par le polythéisme, est au moins clairement aperçue dans ces récits où toutes les parties de la nature éclosent par l'action de la même pensée et l'effet du même verbe. » On a si souvent opposé, de notre temps, l'infécondité métaphysique ou scientifique du Sémite à l'aptitude originelle et maîtresse de l'Aryen pour les grandes généralisations de la science ou les hautes spéculations de la philosophie, que, sur un point de cette importance, et au lieu de les commenter ou de les paraphraser, j'ai tenu à citer les propres paroles de l'historien d'Israël.

À la vérité, M. Renan le fait remarquer ailleurs, il eût peut-être mieux valu, pour l'avenir même de la science et le progrès général de l'esprit, que ces mythes fussent moins « philosophiques, » plus difficiles à recevoir, moins raisonnables en un certain sens, et que les premiers balbutiements de la science babylonienne n'eussent point passé, depuis dix-huit cents ans, pour une révélation d'en haut. Très supérieure, dans ses grandes lignes, à celle des Indous ou des Grecs, quoique non pas pour cela plus voisine de la vérité vraie, la cosmogonie de la Bible, après avoir été, « en nettoyant le ciel, » un merveilleux instrument de progrès religieux, est devenue, dans le christianisme, le principal obstacle à l'avancement de la science. « L'esprit sémitique est apparu comme hostile à la science expérimentale et à la recherche des causes mécaniques du monde... La théologie chrétienne, avec sa Bible, a été, depuis le *xiv<sup>e</sup>* siècle, le pire ennemi de la science. » On pourrait ajouter qu'elle l'était depuis longtemps. Car, si vous y songez, il n'y a pas de raison pour que les grands docteurs de la scolastique, un Duns Scot ou un Thomas d'Aquin, n'aient pas joué dans l'histoire des idées le rôle que la fortune réservait aux Descartes et aux Bacon. Ou du moins il y en a une, et il n'y en a qu'une : c'est que les solutions des problèmes qu'ils agitaient leur étaient comme imposées par avance, et que les principes de la science, tout ainsi que ses conclusions, étaient donnés par la Bible.

Si j'ai donc pu comparer tout à l'heure le dessein de M. Renan à celui de Bossuet dans son *Discours sur l'histoire universelle*, je crois qu'après les rapports on en voit maintenant les différences. Elles se réduisent exactement à celles que les progrès des sciences naturelles, ceux de l'érudition et de la philosophie, ont mises entre le siècle de Bossuet et celui de M. Renan. Sans doute, je ne veux pas dire que, si Bossuet vivait de nos jours, il écrivît cette *Histoire du peuple d'Israël*, ni que M. Renan, s'il eût vécu du temps de Louis XIV, eût composé pour le Dauphin de France l'*Histoire universelle*. Mais comptez les deux ou trois changemens profonds qui

se sont opérés depuis tantôt deux cent cinquante ans dans les sciences de la nature, dans les méthodes de l'érudition, et dans la conception de la philosophie, vous serez étonné qu'en vérité M. Renan semble avoir écrit pour venger « le déclamateur Bossuet » des sarcasmes inconvenans de Voltaire et de son école. Bossuet croyait aux miracles de la Bible, et M. Renan n'y croit plus, d'abord « parce qu'on n'a jamais observé qu'un Être supérieur s'occupât des choses de la nature, » ce qui n'est pas d'ailleurs un bien fort argument, — notre expérience est si courte ! — et en second lieu par ce que d'admettre le surnaturel, ce serait poser en principe l'impossibilité de la science. Bossuet croyait aux enseignemens de la tradition sur l'inspiration de la Bible, et M. Renan ne voit dans la Bible qu'un livre tout humain, plus beau qu'un autre, mais auquel il pense être en droit d'appliquer les mêmes règles de critique et d'interprétation qu'aux poèmes homériques ou aux épopées indoues. Et Bossuet enfin considérait l'histoire du peuple de Dieu comme une histoire « miraculeuse, » tandis que, pour M. Renan, s'il y a des histoires « miraculeuses, » alors, il faut qu'il y en ait au moins trois, la juive n'ayant rien de plus « miraculeux » en soi que la romaine et surtout que la grecque...

Mais, après cela, sur presque tout le reste, et en particulier sur la « vocation religieuse » des Juifs ou sur leur rôle « providentiel, » ce sont les mêmes idées, si ce n'est pas le même esprit ; et la preuve, comme vous le verrez, c'est qu'on leur adressera les mêmes critiques, et du même côté. Comme à Bossuet jadis, on reprochera à M. Renan d'avoir si longuement raconté « l'histoire d'un malheureux peuple, qui fut sanguinaire sans être guerrier, usurier sans être commerçant, brigand sans pouvoir conserver ses rapines. » On lui reprochera d'avoir si consciencieusement étudié « la politique des rois de Juda et de Samarie, qui ne connurent que l'assassinat, à commencer par leur David. » On lui reprochera d'avoir essayé pour sa part « de consacrer l'histoire d'un tel peuple à l'instruction de la jeunesse. » Ces gentillesques, où rien ne manque tant que l'esprit, sont de Voltaire, et je ne doute pas qu'il y ait encore aujourd'hui, parmi nous, des voltairiens pour les trouver plaisantes. Mais les autres, en dépit de Voltaire, continueront de croire que le rôle d'un peuple dans l'histoire ne se mesure pas uniquement au nombre de ses citoyens, que, le christianisme étant inexplicable sans le judaïsme, la connaissance du judaïsme est un élément nécessaire de l'histoire de la civilisation, et que l'on ne saurait, pour conclure, savoir à M. Renan trop de gré de l'avoir démontré avec la triple autorité de sa science, de son talent et de son indépendance d'esprit.

## III.

Nous pourrions en demeurer là, si l'*Histoire du peuple d'Israël*, en même temps que d'un philologue et d'un historien, n'était aussi l'œuvre d'un philosophe, ou, comme on dit, d'un « penseur. » Mais, on le sait assez, très différent en ceci de la plupart des philologues et de beaucoup d'historiens, M. Renan n'a jamais écrit, je ne dis pas une « Histoire, » je dis un simple « Mémoire, » — sur l'*Agriculture nabatéenne*, par exemple, — sans y insinuer quelques-unes de ces idées générales, dont ceux-là seuls affectent le mépris qui ne savent pas les former. Ils en ignorent peut-être l'usage, qui est de faire sentir les rapports d'une monographie avec l'ensemble dont elle fait partie, et de cet ensemble lui-même avec une conception totale de l'histoire et de la vie. C'est ce qui fait le charme et la portée de tout ce qu'écrit M. Renan. De la discussion de l'âge d'un texte ou de la valeur d'une particule, M. Renan ne tire point, comme certains Allemands, des conséquences à l'infini, qui n'élargissent point, qui noieraient plutôt l'objet de la discussion, mais il excelle à les suggérer, ou, mieux encore, il va droit et d'abord à la plus générale, dont l'intérêt réagit sur celui du point particulier de grammaire ou de chronologie qu'il traite. On avance ainsi, en même temps que dans l'*Histoire du peuple d'Israël* ou dans celle des *Origines du christianisme*, non-seulement dans l'histoire de la pensée de l'auteur, mais dans la connaissance même de l'homme et de l'évolution de l'humanité. Comment l'homme s'est dégagé de l'animalité primitive et quelles forces ont jadis aggloméré les premières sociétés; comment les nations se forment et comment les religions se fondent; comment le caractère d'une langue détermine ou conditionne la pensée de ceux qui la parlent, et comment le Dieu d'un clan est devenu celui d'une cité, puis d'un peuple, ou de l'univers même: toutes ces questions, et bien d'autres encore, M. Renan les effleure; du moins il n'a pas l'air de les approfondir; mais il n'en est pas une dont il n'indique la solution d'un trait presque également rapide, sûr et heureux. Ou, en d'autres termes encore, et de même que, dans sa seule manière de poser le problème philologique, on voyait se dessiner une nouvelle histoire d'Israël, ainsi, dans sa manière d'écrire l'histoire, on voit paraître toute une philosophie de l'homme et de la vie. C'est ce qui nous oblige, avant de le quitter, à lui soumettre une ou deux objections.

Tout en admettant donc avec M. Renan qu'il n'y ait, dans le passé de l'humanité, que « trois histoires de premier intérêt, » je suis beaucoup moins sûr qu'il n'y ait qu'une religion, et que cette religion



soit celle d'Israël, de Jésus et de Mahomet. En effet, si le monothéisme sémitique, la philosophie grecque et la politique romaine, suffisent pour nous rendre raison de la formation, de l'ascendant et du développement du christianisme, ces trois élémens sont-ils également simples, je veux dire indécomposables, irréductibles par l'analyse, et la philosophie grecque, par exemple, s'est-elle formée d'elle-même, d'elle seule ? ou, au contraire, des influences venues de l'Orient ne l'ont-elles pas, en différens temps de son histoire, assez profondément modifiée ? C'est une question toujours pendante. Mais quand cette question ne se poserait point, est-ce que peut-être on ne retrouverait pas dans l'histoire des religions de l'Inde, et en particulier dans la métaphysique ou dans la morale du bouddhisme, quelques-unes au moins de ces idées qui rangent Israël, d'après M. Renan, parmi les *unica* de l'humanité ? Vers le même temps qu'en Israël Amos ou Isaïe prêchaient le « culte en esprit, » faisaient entrer la morale dans la religion, prenaient en main la cause du « faible et de l'opprimé, » Çakya Mouni, sur les bords du Gange, et, de l'un à l'autre bout de cette énorme péninsule de l'Inde, ses apôtres après lui ne répandaient-ils pas les mêmes enseignemens ? Ou plutôt encore, cette solidarité de la morale et de la religion, dont M. Renan fait honneur aux prophètes comme de leur plus pure, de leur plus haute et de leur plus noble inspiration, n'est-elle pas en un certain sens le bouddhisme lui-même et le bouddhisme tout entier ?

Je propose la question, je ne la décide point. Mais alors, c'est-à-dire s'il y a question, la vocation religieuse d'Israël, toujours unique dans l'histoire de la civilisation occidentale, ne l'est-elle pas un peu moins, si l'on peut ainsi dire, dans l'histoire de l'humanité ? Si quelque chose de ce qui s'est vu dans Jérusalem ou dans Samarie s'est également vu dans Kapilavastou, quelques parties de la prédication des prophètes, et les plus générales, — sans rien perdre assurément de leur grandeur ou de leur originalité, — ne perdent-elles pas un peu de leur singularité ? Et, en tout cas, si ces ressemblances, moins étroites, plus illusoire peut-être que nous ne les croyons, n'empêchent pas la morale judaïque de différer encore beaucoup de la morale bouddhique, qui pouvait mieux que M. Renan les réduire à leur juste valeur ?

Mais d'autres assertions et d'autres omissions m'étonnent davantage dans cette *Histoire du peuple d'Israël*. « Le vrai Dieu de l'univers, nous dit M. Renan, est établi pour l'éternité... Le progrès de la raison n'a été funeste qu'aux faux dieux... C'est la conviction que mon livre sera utile au progrès religieux qui me l'a fait aimer. » Et je voudrais le croire, ou même je le crois, puisque M. Renan me le dit, mais je ne comprends pas, et j'aurais ici besoin de quelques explications.



Car d'abord, dans ces plaisanteries que j'ai déjà rappelées, et auxquelles rien ne serait si facile que d'en joindre beaucoup d'autres, — sur le *lahvé* des Juifs, « une créature de l'esprit le plus borné, » ou sur le « Dieu pleureur du christianisme, » — je ne vois rien de très « religieux » pour ma part ; ou même, si les Dieux sont faits dans l'histoire de tout ce qu'ils ont inspiré de tendre ou de fort à l'humanité, je trouve cette façon d'en parler assez irréligieuse. M. Renan s'égaie aux dépens du « Dieu à qui on fait de la peine, qu'on afflige en l'offensant ; » mais en s'en égayant, n'oublie-t-il pas ce que cette conception de Dieu a produit de nobles pensées, de bonnes actions, de dévouemens héroïques ? et ne craint-il pas de faire ainsi mettre en doute la sincérité de son « sens religieux » par ceux que justement il lui importerait surtout d'en convaincre ? A moins encore que, sous le nom de religion, M. Renan ne veuille que nous entendions désormais quelque chose d'entièrement différent de ce que nous étions accoutumés d'entendre. Et, au fait, c'est à peu près ainsi que l'on parle aujourd'hui couramment d'une *conscience* inconsciente, ou d'une *mémoire* qui ne se souvient point, ou d'une *volonté* qui ne se connaît plus.

Cependant, et quoi qu'il soit d'un petit esprit, je le sais, de vouloir attacher aux mots des sens précis et déterminés, ce qu'il peut bien rester de la notion de *religion* quand on en a successivement éliminé, comme M. Renan, la notion du Surnaturel, celle de l'Immortalité de l'âme, et celle enfin de la Providence, — on ne le voit point. Ou du moins, je me trompe, et on le voit trop bien : il reste une adoration mystique des énergies de la nature, et, sous le nom d'*idéal*, un sentiment plus vague et plus confus qu'élevé de la destinée future de l'espèce. Or, sur le Surnaturel, c'est-à-dire sur le miracle, qui est dans l'histoire à la base de toutes les religions, sans lequel même une religion n'est plus qu'une métaphysique, l'auteur de l'*Histoire du peuple d'Israël* s'est vingt fois expliqué. « On n'a jamais constaté, répète-t-il, qu'un être supérieur intervienne dans le mécanisme de l'univers. » Quant aux croyances à la spiritualité de l'âme ou à l'immortalité, ses déclarations ne sont pas moins formelles, et : « bien loin d'être un produit de réflexion raffiné, elles ne sont au fond qu'un reste de conceptions enfantines d'hommes incapables d'opérer dans leurs idées une analyse sérieuse. » Et pour la Providence enfin, M. Renan nous dit que « l'idée exagérée de Providence particulière, base du judaïsme et de l'islam, .. a été vaincue par la philosophie moderne, fruit non de spéculations abstraites, mais d'une constante expérience. » Mais, dans ces conditions, j'aurais aimé qu'il nous expliquât ce que c'est alors que sa « religion, » et ce qu'il peut bien entendre,

avec sa « force supérieure, qui continue de vouloir la justice, le vrai, le bien. »

Serait-ce peut-être qu'en renonçant à la chose, on tiendrait à garder le mot, pour des raisons plus ou moins politiques? l'ombre sans le corps, le parfum sans le vase? « Les religions, comme les philosophies, sont toutes vaines, mais la religion, pas plus que la philosophie, n'est vaine. » C'est encore une idée familière à M. Renan, et qui depuis déjà longtemps a passé dans les livres de ses nombreux disciples. Mais qui ne voit qu'en bon français, la religion, c'est « les religions, » et la philosophie, c'est « les philosophies? » La philosophie, c'est ce qui fait l'objet commun des philosophies d'Aristote et de Platon, de Descartes et de Spinoza, de Kant et d'Hegel; et si cet objet commun est démontré chimérique ou inaccessible, ce ne sont pas seulement les « philosophies » qui croulent, c'est la « philosophie » même, en même temps qu'elles, puisqu'elle n'est qu'elles. S'est-on jamais avisé d'opposer « les littératures, » comme vaines, à la « littérature, » comme éternellement subsistante, ou « les arts, » comme illusoire, à « l'art, » comme éternellement vrai? Pareillement « les religions, » c'est le judaïsme, c'est le christianisme, c'est l'islamisme, c'est encore le brahmanisme, le bouddhisme, l'indouïsme, et « la religion, » c'est ce qui fait, par-dessous les différences particulières, la matière commune de toutes les religions; c'est ce que l'analyse trouve d'analogue ou d'identique au fond de son creuset, quand elle a comme évaporé ce que la race, le temps, les lieux, les circonstances, l'histoire, ont introduit d'individuel ou de local dans « les religions; » et si vous n'y voyez rien, comme vous dites, que d'enfantin, c'est bien « la religion » même dont vous le dites, en ne le disant pas, ou même en ayant l'air de dire le contraire. J'aimerais mieux que l'on le dit franchement.

C'est le même manque encore de netteté ou de fermeté que j'ose reprocher aux conclusions de M. Renan, et généralement à sa philosophie de l'histoire. « Le mouvement du monde, nous dit-il, est la résultante du parallélogramme de deux forces : le libéralisme d'une part, le socialisme de l'autre, — le libéralisme d'origine grecque, le socialisme d'origine hébraïque, — le libéralisme poussant au plus grand développement humain, le socialisme tenant compte, avant tout, de la justice entendue d'une façon stricte, et du bonheur du grand nombre, souvent sacrifié dans la réalité aux besoins de la civilisation et de l'état. Le socialiste de notre temps, qui déclame contre les abus inévitables d'un grand État organisé, ressemble fort à Amos présentant comme des monstruosité les nécessités les plus évidentes de la société, le paiement des dettes, le prêt sur gage,

l'impôt. » Et, grâce à l'ordinaire lucidité du style de M. Renan, rien ne paraît sans doute plus clair, mais, au fond et en réalité, je pense que rien ne l'est moins. Qu'est-ce, en effet, que « le plus grand développement humain ; » en quoi consiste-t-il ; et pourquoi, comme il enferme, dans la pensée de M. Renan, l'idée du progrès à l'infini de l'intelligence et de la raison, n'enfermerait-il pas aussi celle de la réalisation de la justice ? De quelle espèce ou de quelle nature sont donc ces prétendus « besoins » qui exigent qu'on leur sacrifie « le bonheur du grand nombre ; » et quelque définition que l'on en donne, en vertu de quel idéal ou de quelle conception théorique les proclame-t-on supérieurs à celui du bonheur ou de la réalisation de la justice ? Qui a dit que le « bonheur du grand nombre » dût consister à ne point payer ses dettes ou à ne pas acquitter l'impôt ; et le choix de pareils exemples ne témoigne-t-il pas assez qu'il y a plus de subtilité que de vérité dans l'antithèse ? Comment les « nécessités les plus évidentes de la société » sont-elles « d'inévitables abus, » et ce mot même d'abus n'enveloppe-t-il pas en lui l'arrêt de sa condamnation ? Rien de tout cela n'est clair qu'en apparence ; toutes ces expressions sont agréablement équivoques, et ces conclusions n'en sont point.

Mais ce qui suit est plus obscur, ou plus flottant encore : « Pour oser dire laquelle de ces deux directions a raison, continue-t-il, il faudrait savoir quel est le but de l'humanité. Est-ce le bien-être des individus qui la composent ? Est-ce l'obtention de certains buts abstraits, objectifs, comme l'on dit, exigeant des hécatombes d'individus sacrifiés ? Chacun répond selon son tempérament moral, et cela suffit. L'univers, qui ne nous dit jamais son dernier mot, atteint son but par la variété infinie des germes. Ce que veut Iahvé arrive toujours. » Je ne demande pas à M. Renan ce que vient faire ici Iahvé, « cette créature d'un esprit si borné, » qui d'ailleurs n'existe point, et dont la volonté, pour avoir un objet, devrait cependant commencer par avoir un support dans sa personne. Mais je crains bien que l'opposition ne soit uniquement dans les mots, pas du tout dans les choses, et je ne sais précisément ni de quels buts « abstraits ou objectifs » il est ici question, ni je ne vois, quand j'essaie de m'en faire une idée, qu'ils exigent de telles « hécatombes d'individus sacrifiés. » La science ou l'art, par exemple, la recherche de la vérité ou la réalisation de la beauté, sont-ils de ces « buts objectifs et abstraits ? » la morale ou la politique ? Si oui, il est trop évident qu'on ne saurait leur offrir des hécatombes d'individus ; qu'il n'y a pas de chef-d'œuvre ou de vérité dont le prix soit tellement au-dessus de celui d'une vie humaine qu'on puisse l'y sacrifier ; et que la morale même ou la politique ne réclament ce

genre de sacrifices qu'au nom de l'intérêt, du bien-être et du « bonheur du grand nombre. »

Mais je craindrais, en insistant, de m'éloigner trop de l'*Histoire du peuple d'Israël*, et en donnant trop de développement à ces objections, j'aurais l'air d'en exagérer l'importance. Revenant donc au livre lui-même de M. Renan, nous espérons que le lecteur en aura vu l'intérêt, et qu'il est considérable. Si quelques historiens persistent encore à nier la part d'Israël dans l'histoire de la civilisation, nous les renvoyons avec confiance au livre de M. Renan, et particulièrement à son second volume, celui qu'il considère comme contenant dès à présent « la partie la plus importante de l'histoire du judaïsme. » Pas de civilisation moderne sans le christianisme reçu ou combattu, pas de christianisme sans le judaïsme, pas de judaïsme sans un petit peuple qui ait sacrifié sa fortune politique à sa vocation religieuse, et pas de conscience enfin, ou de sentiment de cette vocation, sans les prophètes qui l'ont soutenue parmi les défaillances, qui lui ont donné sa forme avec sa voix, et dont on serait tenté de dire qu'ils l'ont créée. Disputer maintenant si cette civilisation n'eût pas pu prendre un autre cours, ou encore, et telle qu'elle est, si celles de la Grèce et de Rome n'eussent pu suffire pour la former, ce serait, je crois, disputer dans le vide, comme on en voit qui se demandent ce qu'il serait advenu de la réforme du xvi<sup>e</sup> siècle sans Luther et Calvin, ou de la révolution française si Louis XVI était mort plein de jours, et que conséquemment elle n'eût pas éclaté. Bon ou mauvais, les Juifs ont joué dans le monde un rôle de première importance; voilà ce que le monde, pendant dix-huit siècles, ne s'était pas avisé de nier, et si nos philosophes, il y a cent ans ou un peu davantage, ont cru faire merveille en le contestant, ce serait faire preuve aujourd'hui d'une singulière étroitesse d'esprit, pour les mieux honorer, que de les imiter dans leurs pires erreurs. Ce serait aussi faire preuve, on l'a vu, d'un rare aveuglement et de beaucoup d'ignorance, puisque ce serait méconnaître ce que l'érudition générale, ce que la philologie sémitique, ce que la science des religions ont accompli de progrès depuis un siècle, et, pour jouer au libre penseur, ce serait reculer de cent ans sur son temps.

FERDINAND BRAUNETIÈRE.

---

# M. GEFFCKEN

ET

## LE JOURNAL DE L'EMPEREUR FRÉDÉRIC

---

M. de Bismarck disait un jour : « Dans ma longue existence politique consacrée au service de mon souverain et de mon pays, j'ai eu l'honneur de me faire beaucoup d'ennemis. Pour commencer par la Gascogne, allez de la Garonne à la Vistule, allez du petit et du grand Belt au Tibre, cherchez sur les bords des fleuves allemands, de l'Oder et du Rhin, vous trouverez que de tous les hommes d'Allemagne je suis le plus cordialement détesté, et j'en fais gloire. » Voilà une fière déclaration, et on pourrait croire qu'heureux d'avoir tant d'ennemis qu'il ne peut les compter, le chancelier de l'empire allemand se donne le plaisir de mépriser leurs brocards et leurs attaques, qu'il les livre pour tout supplice au sentiment amer de leur misérable impuissance, que s'il n'a pas le cœur tendre, il a du moins la générosité de l'orgueil, que ce lion magnanime laisse aboyer la meute et se console de tout en contemplant ses terribles griffes. On fait pourtant qu'il n'en est rien, que le chancelier tient les moindres peccadilles pour des cas pensables, que personne ne l'a bravé ou dénigré impunément, que les imprudens qui jettent un pavé ou un simple caillou dans son jardin doivent s'attendre à payer cher leur audace, qu'il regarde la vengeance comme un morceau de roi.

A vrai dire, il n'a jamais l'air de poursuivre le redressement de ses griefs particuliers, ni de venger ses injures personnelles. Ce ne sont

pas ses intérêts, c'est le bien public qu'il défend contre ses adversaires. Il a pour principe que quiconque lui cause quelque déplaisir « nourrit des desseins préjudiciables au service de Sa Majesté et à l'honneur du gouvernement, » que haïr M. de Bismarck, c'est haïr l'empereur et l'empire. Que de fois n'a-t-il pas répété à MM. Richter et Bamberger qu'ils n'étaient ni de vrais patriotes ni de vrais royalistes ! Les journaux qui reçoivent ses inspirations ne se lassent pas de broder sur ce thème. Jamais ministre ne sut mieux identifier sa fortune avec le salut de l'état. Le conseiller qui rapporta le procès de Cinq-Mars s'appliqua à démontrer qu'en intrigant contre le cardinal de Richelieu et en cherchant à le faire renvoyer, le fils du maréchal d'Effiat s'était rendu coupable du crime de lèse-majesté. « Attenter contre la personne des ministres du prince, disait-il, c'est attenter contre le prince lui-même. Un ministre sert bien son prince et l'état, on l'ôte à tous deux, et l'on prive le premier d'un bras, le second d'une partie de sa puissance. » C'est ainsi que raisonnent tous les jours M. de Bismarck et la *Gazette de Cologne*, sa très humble servante.

Assurément ce n'est pas faire injure au prince de Bismarck que de le comparer à Richelieu. Il ne porte pas la pourpre, mais une université célèbre l'a nommé docteur en théologie ; et s'il est vrai que les haines théologiques soient les plus implacables de toutes, on peut dire que, comme le grand cardinal, il a une façon vraiment théologique de haïr ses ennemis, de les condamner au feu de la géhenne. Comme l'a dit M. le vicomte d'Avenel dans son remarquable et savant livre sur *Richelieu et la monarchie absolue*, ce grand ministre avait un rare talent de procureur royal : « Quand un homme le gêne, qu'il veut faire un exemple, il se met à relever ses fautes les plus légères, accueille toutes les accusations, provoque de tous côtés des mémoires, ne rejette ni ne dédaigne rien, prompt à saisir, à interpréter, comme un chasseur qui guette sa proie, à l'affût, en silence. Il encadre les moindres mots, les coordonne, les rapproche, les commente ; tout lui sert, l'art de faire un coupable n'a pour lui aucun secret. » Est-ce le cardinal ou M. de Bismarck qu'a voulu peindre M. d'Avenel ?

Ajoutons que le prince-chancelier, pour qui l'art de faire un coupable n'a point de secrets, range parmi ses ennemis tous les amis de ses ennemis, même les amis du dixième degré. Ajoutons encore qu'à son grand et légitime orgueil il joint la prudence du serpent. Il se défie de tout le monde, il estime que les plus petites gens peuvent dans l'occasion devenir un danger, que les moindres choses peuvent avoir de graves conséquences, que toute intrigue est grosse d'une cabale. Richelieu ne s'est pas contenté de faire exiler la reine-mère et de frapper les Bouteville, les Chalais, les Marillac, les Cinq-Mars. Il grêla plus d'une fois sur le persil ; il fit arrêter un nommé Foncan, avait



d'une brochure de polémique, « pour lui faire expier une partie des crimes qu'il avait commis. » Il lui reproche dans ses mémoires « de s'être déclaré, plus ouvertement que ne pouvait un homme sage, ennemi du temps présent, d'avoir caressé des espérances imaginaires d'une république qu'il formait selon le dérèglement de ses pensées, de décrier le gouvernement, de rendre la personne du prince contemptible, les conseils odieux, et de chercher de beaux prétextes pour troubler le repos de l'état. » Foncan fut condamné à l'emprisonnement perpétuel. Il n'a pas tenu à M. de Bismarck que M. le professeur Geffcken, qui n'est pas un libelliste comme Foncan, ne mourût en prison; mais la cour de Leipzig, tout en reconnaissant qu'il avait commis le crime dont on l'accusait, n'a pas jugé qu'il eût eu conscience de la culpabilité de ses actes, et, au vif déplaisir du chancelier, elle a rendu un arrêt de non-lieu.

Sans avoir jamais été fort en vue, M. Geffcken a toujours été considéré par ses nombreux amis comme un homme de valeur, d'une grande instruction, d'un mérite sérieux et solide. Ce docteur en droit a passé de longues années dans la diplomatie et dans l'enseignement supérieur. Après avoir séjourné à Berlin comme chargé d'affaires de la ville de Hambourg et comme ministre résident des cités hanséatiques, il exerça les mêmes fonctions à Londres. En 1872, il fut appelé à professer le droit public à l'université de Strasbourg; il prit sa retraite dix ans plus tard et retourna dans sa ville natale. M. Geffcken est à la fois un universitaire et un piétiste, et il joint aux opinions doctrinaires le goût des petites chapelles. Publiciste fécond, il a écrit de nombreux articles dans les revues, dans les journaux, et publié plusieurs ouvrages. Il n'y fait pas mystère de ses préférences ni de ses antipathies; mais il a l'esprit posé, le style grave et mesuré. Il n'appelle jamais un chat un chat ni Rollet un fripon. Il aime à envelopper ses allusions, ses épi-grammes, et sa malice, un peu sournoise, ne mord pas jusqu'au sang, elle épiluche, égratigne et pince. Je connais deux de ses livres, et je puis certifier que ni dans son intéressante histoire diplomatique de la guerre de Crimée, ni dans ses études sur le *Kulturkampf*, on ne peut trouver un seul passage qui dénote une imagination dérégulée ou le secret dessein de rendre la personne du prince contemptible et de troubler le repos de l'état.

Dans son acte d'accusation, le procureur impérial présente M. Geffcken comme un ambitieux infatué de son mérite, rêvant de jouer un grand rôle politique, cruellement trompé dans ses espérances et aigri, exaspéré par ses déceptions. Ceux qui l'ont connu et pratiqué se persuaderont difficilement que, quel que soit son mérite, il ait sérieusement aspiré à remplacer M. de Bismarck, que le chancelier de l'empire ait pu voir dans ce politique d'arrière-plan un rival dangereux,

qu'il fallait à tout prix déconsidérer et faire rentrer dans le néant, sous peine d'être supplanté par lui. Le ministère public était plus fondé à lui reprocher de n'avoir jamais éprouvé pour la personne du chancelier qu'une médiocre affection. Mais était-il nécessaire de révéler à l'univers qu'un soir, à Barmen, il y a dix ans, dans une réunion privée, M. Geffcken avait accusé M. de Bismarck de n'avoir ni amené dans l'humeur ni noblesse dans le caractère, d'être un homme sans générosité et sans miséricorde? Étrange grief, en vérité! C'est la première fois, pensons-nous, que de tels commérages figurent dans un acte d'accusation, et, au surplus, qu'est-il permis d'en conclure? M. de Bismarck n'a jamais eu la prétention d'être un homme aimable et indulgent, d'avoir l'âme tendre, chevaleresque et miséricordieuse. Il ne se pique pas de régner sur les cœurs, de les traîner après lui, comme Hippolyte. Il lui suffit qu'on l'admire et qu'on le craigne.

M. Geffcken, dans son livre sur le *Kulturkampf*, a critiqué, censuré la politique religieuse du chancelier. Il a revendiqué pour l'église évangélique comme pour l'église romaine le droit de se recruter et de s'administrer librement. Il s'est élevé avec force contre les entreprises de César usurpant sur les justes prérogatives des communions chrétiennes, contre les coups d'autorité, contre les volontés superbes qui tyrannisent les consciences, contre les mains violentes qui les meurtrissent. Il a prédit que cette campagne finirait mal, qu'après s'être trop avancé, il faudrait reculer, qu'après avoir prodigué les provocations et les défis, on en serait réduit à s'accommoder, à négocier en hâte une paix plâtrée. En revanche, il a toujours admiré la politique extérieure de M. de Bismarck, à laquelle il a rendu de publics hommages. On a constaté, au cours de l'instruction, qu'en 1885, la santé de l'empereur Guillaume ayant subitement décliné, l'héritier de la couronne, voyant son heure approcher, voulut se mettre en mesure et chargea M. Geffcken de rédiger pour lui une proclamation à son peuple et un rescrit au chancelier. On avait eu une fausse alerte, l'empereur Guillaume se rétablit, et ce rescrit, par lequel Frédéric a inauguré son règne de trois mois, était resté trois ans dans un tiroir. Les premières lignes en sont ainsi conçues : « Mon cher prince, au début de mon règne, j'éprouve le besoin de m'adresser à vous qui avez été pendant tant d'années le premier et le plus fidèle serviteur de mon père. C'est vous, conseiller courageux, qui avez donné une forme aux projets de sa politique et en avez assuré l'accomplissement. A vous sont dus mes chaleureux remerciements et ceux de ma maison. » Ce ne sont pas là des injures, et on doit avouer que M. Geffcken s'était exécuté de bonne grâce, qu'il avait fait les choses en conscience.

Il est vrai qu'on a découvert parmi ses papiers le brouillon d'un mémoire qu'il se proposait de mettre sous les yeux du jeune empereur

Guillaume II et qui n'a jamais été présenté. Le ministère public affirme que ce mémoire renferme des propositions malsonnantes, hérétiques et téméraires. Il y est dit « qu'à l'exception des affaires militaires, tous les fils du gouvernement sont concentrés dans la puissante main de M. de Bismarck, qu'il règle tout et décide de tout, que jamais encore aucun sujet n'avait occupé dans l'état une situation pareille, et qu'à sa mort il faudra s'appliquer à réduire la puissance de son successeur, sous peine de compromettre à la longue l'autorité de la couronne et le caractère fédératif de l'empire. » M. de Bismarck n'est-il pas convenu lui-même que c'était un dur et lourd métier que celui de chancelier, qu'on avait affublé ses épaules « de plusieurs têtes de Janus » et qu'il avait peine à les porter? Quand les forces lui ont manqué, n'a-t-il pas dû recourir à de subtils expédients pour se faire soulager de quelques-unes de ses fonctions en conservant toutes ses dignités? Cherchez dans toute l'Europe, vous ne trouverez aucun ministre qui ait accumulé dans ses mains tant de pouvoirs divers; cherchez dans toute l'Allemagne, vous ne trouverez aucun homme d'état assez fat, assez impertinent pour s'imaginer qu'il pourra succéder à M. de Bismarck sans abandonner une partie considérable de son immense héritage.

M. Geffken n'a jamais aimé beaucoup M. de Bismarck, et il pensait en avoir le droit; mais il faut être prudent et il ne l'a pas été. On le tenait pourtant pour un homme avisé, très circonspect, qui, ayant été diplomate, avait appris à ménager les grands de la terre, à ne pas les heurter de front, à dire des vérités aux dieux sans attirer la foudre sur sa tête. Il savait combien le chancelier est sensible aux moindres offenses, vindicatif, impitoyable dans ses rancunes, qui survient à ses colères. Mais quoi! quand les sages s'oublient, ils sont capables de faire les plus grandes folies, et il était écrit que M. Geffken serait un jour le plus imprudent des hommes. Le prince impérial, qui est devenu l'empereur Frédéric, avait écrit son journal pendant la campagne de France. Il l'avait communiqué à M. Geffken, et M. Geffken en avait fait des extraits, en avait copié quelques passages bien choisis; il n'a pu résister à la tentation de les publier. Il n'a consulté personne, il n'a point demandé l'autorisation de l'impératrice Victoria, qui l'aurait sûrement refusée. Son démon le poussant, il a risqué le paquet. Le procureur impérial l'accuse de n'avoir point agi par étourderie, par entraînement, d'avoir prévu les conséquences de sa témérité, d'avoir été indiscret de propos délibéré; et, pour que tout fût étrange et répugnant dans ce procès, on n'a pas craint d'invoquer contre lui le témoignage de son fils, qui déclare lui avoir entendu dire: « Voilà une affaire qui fera beaucoup de bruit, qui causera un grand scandale. »

Il n'y avait cependant rien de scandaleux dans ces fragmens de journal publiés par la *Rundschau*. Mais les simples et le gros public, qui s'arrêtent à la surface et ne creusent pas, pouvaient s'imaginer en les lisant que le vrai fondateur de l'empire allemand, celui qui avait eu le premier la pensée de le restaurer, celui qui avait pris l'initiative de cette grande entreprise, n'était pas M. de Bismarck, mais le prince Frédéric-Guillaume. Si M. de Bismarck était plus philosophe, il se serait dit que sa gloire est hors d'insulte, que personne ne peut la lui ravir, que toutes les publications du monde n'y feront rien, et, sûr de son soleil, il aurait laissé courir les nuages. Malheureusement si M. de Bismarck est un grand politique, il ne s'est jamais piqué d'être philosophe. Quand sa bile s'émeut, s'échauffe, il se soulage en tonnant, en foudroyant.

Le kronprinz, qui est devenu l'empereur Frédéric, nous apparaît dans son journal comme un homme de cœur, d'un esprit généreux, qui faisait sa part au sentiment dans les choses de ce monde; mais il ne comptait pas assez avec les difficultés, il simplifiait les questions, il était porté à croire qu'il suffit de désirer, que la fortune est complaisante et que tout s'arrange. On l'avait tenu systématiquement à l'écart des affaires, on ne lui parlait jamais politique, on ne le consultait sur rien. Il vivait en solitaire au milieu de la cour et du monde, et, selon les cas, la solitude éteint ou exalte les grands sentimens. Il avait trop de mansuétude naturelle pour protester bruyamment contre la situation qui lui était faite; mais il avait trop de ressort pour se soumettre, pour abdiquer ses droits, pour renoncer à lui-même et aux idées qui lui étaient chères. C'était un exalté aimable et doux. Il avait ses amitiés secrètes, il s'était choisi quelques confidens, avec lesquels il formait des projets, discutait son avenir, et qui se prétaient à ses illusions. Qui pouvait prévoir sa mélancolique destinée? On lui appliquerait volontiers ce qu'un historien allemand a dit de don Juan d'Autriche : « C'est le propre de certaines âmes que de se complaire dans des désirs et des projets vagues. Quand leurs premiers desseins ont échoué, elles se livrent à des plans plus vastes encore, comme si, sentant doublement leur force, elles voulaient défier la fortune. Le monde est ainsi fait. Il excite l'homme à désirer, à vouloir, il éveille en lui toutes les espérances, lui prodigue les encouragemens et les promesses, lui persuade que les destinées l'appellent, après quoi il lui ferme ses barrières et le fait mourir. »

Dès les premiers succès remportés sur les Français, au lendemain de Woerth, dans l'émotion de la victoire, et encore tout chaud de la forge, le prince Frédéric songe aux grandes conséquences que ne peut manquer d'avoir un si glorieux événement. Il voit déjà la confédération allemande du Nord changée en un empire presque unitaire, qui

embrassera toute l'Allemagne. Si les rois de Bavière, de Wurtemberg font des difficultés, s'il leur répugne d'accepter la suzeraineté d'un roi de Prusse, quelques obligations qu'on leur ait, quelque assistance qu'on ait tirée d'eux, on pèsera sur eux pour les décider, et, s'il le faut, on emploiera la menace, la contrainte. Assuré de la parfaite droiture de ses intentions, de la sagesse de ses conseils, et certain de travailler au bien de tous, il ne craindra pas de faire aux hommes et aux choses une douce violence, et il sait d'avance que les peuples applaudiront, car l'empire qu'il entend fonder sera un empire libéral, doté d'un gouvernement à l'anglaise et d'un ministère responsable, qui ne sera jamais en conflit avec le parlement. « Nous aurons aussi une chambre haute, se disait-il, et nous y ferons siéger les rois et les grands-ducs. Pour les consoler des sacrifices que nous leur demandons, nous les ménagerons beaucoup; on peut tout sauver par de bons procédés. Nous n'aurons garde de nous ingérer dans leurs petites affaires domestiques, dans leurs questions de ménage. En Allemagne, ils ne seront que des pairs; dans leurs états, ils resteront souverains, et nous nous appliquerons si bien à transformer notre vieux cœur prussien en un jeune cœur allemand qu'ils ne verront plus en nous des étrangers, des intrus et des maîtres; et ainsi les rois, les peuples, nous-mêmes, tout le monde sera content. » Telle était l'Allemagne nouvelle et aussi glorieuse qu'aimable qu'il apercevait déjà à travers la fumée des champs de bataille.

On ne lui disait rien; il prit sur lui de parler, d'interroger, et il découvrit tout de suite combien l'omnipotent conseiller de son père était peu disposé à entrer dans ses vues. Les explications furent vives, la querelle fut chaude, mais d'avance il avait perdu son procès. Il tenta vainement de faire goûter au chancelier ses généreux projets, de le réconcilier avec cet empire libéral qui devait rendre tout le monde heureux. Si son rêve avait pu s'accomplir, il y aurait eu en Allemagne un homme très malheureux, et cet homme a toujours regardé ses malheurs personnels comme des infortunes publiques. On croira sans peine que le chancelier songeait, lui aussi, à tirer parti de la victoire pour réunir toute l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne, pour imposer à la Bavière, au Wurtemberg comme à Bade, les mêmes conditions qu'avait acceptées la Saxe dès 1866. Mais il entendait que cet empire allemand ne fût que la confédération du Nord agrandie, qu'on ne fit à la constitution que d'insignifiantes retouches. Cette constitution autoritaire était son œuvre, et son œuvre lui était infiniment chère. Il avait dépensé une prodigieuse activité et autant d'industrie que d'éloquence pour la faire accepter par le Reichstag constituant. N'avait-on pas dit dès ce temps que cette constitution avait été faite par un homme et pour un homme?



Dès ce temps aussi, les libéraux-nationaux avaient prétendu que le seul moyen de concilier l'unité avec la liberté parlementaire était d'instituer une chambre haute et un ministère responsable. M. de Bismarck avait combattu énergiquement leurs propositions; en vain étaient-ils revenus à la charge, il avait opposé à toutes leurs instances un opiniâtre et inexorable *veto*. Alléguant qu'il n'oserait jamais demander à un roi de Saxe de se réduire à la condition d'un simple pair, il avait substitué à la chambre haute un conseil fédéral formé des mandataires des gouvernemens confédérés, divisé en commissions présidées par quelque ministre ou quelque haut fonctionnaire prussien, et dont les attributions principales sont de préparer les projets de loi et d'enterrer les projets dangereux émanant de la chambre élue. Quant au ministère responsable, il avait en toute occasion exprimé l'invincible antipathie que lui inspirait cette institution. Il avait affirmé qu'un ministère avec lequel il serait obligé de se concerter et de s'entendre serait pour lui le pire des embarras, qu'il avait éprouvé souvent dans le cabinet prussien combien est misérable la situation d'un président du conseil condamné à raisonner avec ses collègues, à les persuader, à les convaincre, que c'est le plus dur et le plus ingrat des labeurs, que les forces dépensées en frottemens sont des forces sottement gaspillées, que la Prusse se trouverait bien de changer sa constitution et de n'avoir désormais qu'un seul ministre responsable, qu'il fallait profiter de l'expérience pour organiser la confédération allemande plus raisonnablement que le royaume de Prusse. Il citait le proverbe qui dit « que deux pierres dures moulent mal, » et il en concluait que huit pierres dures frottant éternellement les unes contre les autres moulent plus mal encore. Le 16 avril 1869, il déclarait sans détour que le jour même où on lui donnerait un collègue, ce collègue serait son successeur.

Le Reichstag constituant, se rendant moins à ses raisons qu'à son autorité, en avait passé par tout ce qu'il voulait et lui avait attribué toute la responsabilité et du même coup tous les pouvoirs. A la fois président du conseil fédéral et son représentant auprès du Reichstag, le chancelier est aussi le seul mandataire responsable de son souverain. Il y a dans sa situation un mystère qu'il faut renoncer à éclaircir; ce qu'on peut dire de plus net à ce sujet, c'est que le Verbe, qui est la source de la sagesse et qui produit le monde, est engendré par le Père et qu'il unit dans sa personne la nature humaine avec la divine. Ce qu'il y a de plus sûr encore, c'est que M. de Bismarck contrôle tout, dirige tout, et que, sauf le département militaire, qu'il abandonne au roi de Prusse, politique étrangère, politique intérieure, finances, commerce, impôts et le reste, tout est de son ressort. Un jour, il n'a pas craint d'affirmer qu'en ce qui concerne les affaires allemandes,



la vraie souveraineté réside dans le conseil fédéral. Il s'est arrangé ainsi pour avoir deux maîtres, un roi et un conseil, et quand on a deux maîtres, on n'en a point. Un autre jour, il a comparé son roi, en tant que chef d'une confédération, à un stathouder, et il s'est comparé lui-même à un grand-pensionnaire de Hollande. Toutes les fois qu'il s'est plaint de la pesanteur de son fardeau, on l'a obligamment engagé à se donner des collègues, il s'y est toujours refusé. Mais pour ne pas mourir à la peine, il a obtenu du conseil fédéral et du Reichstag le droit de se faire suppléer par des délégués qui ne sont responsables qu'envers lui, et sur lesquels il se réserve un droit absolu de contrôle et de veto. Ce vice-empereur a ses ministres ; ce n'est pas lui qui les nomme, mais c'est lui qui les choisit.

Comment le prince Frédéric avait-il pu s'imaginer qu'il convertirait jamais M. de Bismarck à sa chambre haute et à son ministère impérial responsable ? M. de Bismarck avait décidé depuis longtemps que l'empire ne serait pas, ou qu'il serait autoritaire, et que l'autorité y serait concentrée dans les mains du chancelier. On lui demandait son abdication ; autant valait lui demander sa tête. Après avoir rêvé, le prince s'indigna, se fâcha, et, après s'être fâché, il se contenta de gémir tout bas, de se plaindre à ses amis que les grands politiques sont des hommes bien personnels, qu'ils ne pensent qu'à eux, qu'ils sacrifient tout à leurs convenances, qu'ils dépouillent les plus grands évanescens de ce monde de leur poésie et de leur grâce.

Ce noble et intéressant utopiste eut le chagrin d'entendre dire à son père qu'il n'attachait qu'une médiocre importance à la nouvelle dignité qu'on lui décernait, que ce n'était qu'un changement de titre, que sa situation restait la même, qu'il conservait exactement les pouvoirs qu'il avait exercés comme président de la confédération du Nord : « L'essentiel est que je suis un roi de Prusse comme devant. » Et il disait à son entourage : « Aujourd'hui comme hier, je suis votre roi... Mon fils, ajoutait-il, s'est donné corps et âme au nouvel ordre de choses, tandis que je ne tiens qu'à ma vieille Prusse, *während ich mir nicht ein Haar breit daraus mache und nur zu Preussen halte*. C'est lui et ses descendans qui feront de l'empire qui vient d'être restauré une vérité. » C'est aussi ce que pensait le prince. Sa chimère s'était évanouie comme une fumée ; pour se consoler, il se promettait de reprendre un jour ses projets, de tout faire pour réparer les péchés d'omission qu'il imputait à M. de Bismarck : « Je serai, écrivait-il, le premier empereur d'Allemagne vraiment constitutionnel... S'imaginait-on avoir suffisamment payé tant de sang versé en créant un empire qui ne convient qu'aux hommes par qui et pour qui il a été fait ? » Parmi tous les fragmens du journal publiés dans la *Rundschau*, voilà sans doute le passage qui a le plus vivement offensé M. de Bismarck,

et pourtant il a dû se dire : « Ce rêveur avait quelquefois du bon sens et mettait le doigt sur la chose, *den Nagel auf den Kopf*. »

M. Geffcken est un imprudent, et on ne peut nier qu'il ne soit un indiscret. O inconséquences humaines ! il y a quelques années, il m'avait reproché dans un article de revue d'avoir cité, peu de temps après la mort du baron Nothomb, quelques passages d'une lettre où cet éminent et spirituel diplomate, à qui j'étais fort attaché, caractérisait de la façon la plus heureuse la politique intérieure de M. de Bismarck. M. Geffcken m'accusait d'avoir commis une inexcusable indiscretion. Cependant le passage que j'avais cité ne compromettait personne, et la lettre d'où je l'avais tiré m'était adressée. Le journal de l'empereur Frédéric n'appartenait point à M. Geffcken. On lui avait permis de le lire, on ne lui avait pas permis de le copier ni d'en faire des extraits. Ajoutons qu'il avait jeté la pierre et caché le bras, qu'il s'était avisé d'un ingénieux artifice pour dérouter les soupçons ; ne devait-il pas craindre qu'ils ne se portassent sur des innocents ?

Mais il y a des indiscretions qui sont des péchés et d'autres qui sont des crimes. M. Geffcken n'est qu'un pécheur ; il n'est pas un criminel, comme le dit le procureur impérial, ni un scélérat comme l'affirme la *Gazette de Cologne*. Il est absurde de prétendre qu'il ait divulgué des secrets d'état, trahi les intérêts de son pays, mis l'empire allemand en péril. Si on en croit le ministère public, les souverains confédérés se sont vivement émus de ses révélations ; ils ont appris avec douleur qu'en 1870 l'héritier de la couronne de Prusse songeait à les dépouiller de leurs prérogatives pour en faire hommage à l'empereur d'Allemagne. Ils peuvent s'imaginer que ses projets ne sont pas morts avec lui, que les traités qu'on a signés avec eux sont caducs, que la constitution impériale qui les garantit n'est qu'un arrangement provisoire. Rien n'est plus propre à troubler leurs relations avec la Prusse. Peut-être l'idée leur viendra-t-elle de se parer contre tout danger en s'assurant l'appui secret des puissances étrangères, et ces puissances elles-mêmes seront peut-être tentées d'exploiter ces défiances, ces zizanies. Si M. Geffcken n'était pas un scélérat, il se serait gardé d'apprendre au monde que l'empire allemand n'est qu'un simulacre d'empire, que le colosse repose sur des pieds d'argile.

Les craintes du procureur impérial et de la *Gazette de Cologne* me paraissent fort chimériques, et je doute que la publication de M. Geffcken ait rien appris ni aux puissances étrangères ni aux rois et aux grands-ducs allemands. Personne n'avait jamais pensé que, le cas échéant, la constitution de l'empire, amendée déjà en plusieurs de ses articles, ne pût l'être encore. Elle a été souvent discutée par le Reichstag ; ses ennemis l'ont définie brutalement « un chaos corrigé par une dictature, » et ils sont d'avis que les dictatures n'ont qu'un temps.

M. de Bismarck, il est vrai, a déclaré que les traités lui sont sacrés, qu'il s'est fait une loi de n'exiger des petits souverains que les sacrifices de pouvoir et de fierté rigoureusement nécessaires, que si les petites monarchies allemandes venaient à disparaître, la grande s'en trouverait mal, qu'il n'aurait garde de porter atteinte à ce qui leur reste d'indépendance et de crédit. Mais, en d'autres occasions, il s'est permis d'insinuer que les opinions changent avec les circonstances, que le particularisme est tantôt en hausse, tantôt en baisse, que le jour viendra où l'on sera plus disposé à sacrifier au bien général certains intérêts personnels. « Il y a des choses qui ne se font pas en trois ans, disait-il le 10 mars 1877, ni même en dix ans. Vous êtes trop pressés; laissons à nos enfans quelque chose à faire. » Pouvait-on avertir plus clairement les grands-ducs et les rois que leur avenir était incertain, qu'on ne leur garantissait qu'un répit de quelques années ? De telles déclarations leur ont paru sans doute plus inquiétantes que toutes les publications que pourrait faire M. le docteur Geffcken. Le chancelier n'a jamais dit : Après moi, le déluge ! Mais il a paru dire plus d'une fois ! Après moi, la crise !

M. Geffcken a payé cher sa fatale imprudence. On l'a puni aussi d'avoir mal placé ses affections. Peut-être l'enquête ordonnée contre lui eût-elle été moins sévère et sa prison préventive moins rigoureuse s'il n'avait eu le tort d'entretenir un commerce d'amitié avec des hommes dont M. de Bismarck se défie et qui lui ont toujours donné de l'ombrage. Le chancelier s'applique à voir clair dans le jeu secret de ceux qu'il regarde comme ses adversaires et ses rivaux. Il aime à fouiller dans leur passé ; il a du goût pour les dossiers, pour les mémoires accompagnés de pièces à l'appui. En ordonnant les poursuites contre M. Geffcken, il s'est flatté qu'on ferait peut-être d'intéressantes découvertes dans ses papiers. Il connaissait ses relations avec le général Stosch, en qui il voit un aspirant à sa succession, et avec le baron de Roggenbach, que l'empereur Frédéric tenait pour le plus raisonnable, le plus réfléchi des hommes d'état allemands et pour le plus digne de sa confiance.

Pendant les trois mois qu'a duré le règne de l'empereur Frédéric, M. de Bismarck a éprouvé de grands dégoûts, de grandes inquiétudes, et il ne pardonne jamais à qui l'inquiète. Le baron de Roggenbach avait-il intrigué contre lui ? Rien n'est moins certain. Cet homme distingué, qui joint à une intelligence supérieure de toutes les grandes questions de ce temps beaucoup de charme personnel, les grâces d'un esprit naturel, ingénieux et facile, n'est pas de la race des grands ambitieux et n'a pas le tempérament d'un homme de combat. Il doute que les grands emplois vailent toutes les peines qu'on se donne pour les conquérir, et son exquise finesse, qui lui fait voir les diverses faces

des choses, le rend plus propre à la critique qu'à l'action. Il est assurément de tous les politiques de ce temps celui qui connaît le mieux M. de Bismarck et qui, en rendant justice à son génie, démêle avec le plus de perspicacité ses calculs et ses intérêts secrets, ses arrière-pensées, le machiavélisme de ses combinaisons et, pour trancher le mot, toutes ses mystérieuses diableries. M. de Roggenbach est un juge trop clairvoyant, et les dieux n'admettent pas qu'on pénètre dans le fond de leur âme. Au surplus, en frappant M. Geffcken et en intimidant ses amis, le chancelier a voulu faire un exemple, donner un salutaire avertissement à tous ceux qu'il soupçonne de conspirer contre lui, à tous ceux qui pourraient le discréditer dans l'esprit de son nouveau souverain. « Je rognai les ongles si courts à ceux dont j'ai lieu de me garder, écrivait le cardinal de Richelieu, que leur mauvaise volonté sera inutile. Il vaut mieux faire trop que trop peu. Par trop peu, on se met au hasard de se perdre, et quand même on ferait quelque chose de trop, il n'en peut arriver aucun inconvénient, n'y ayant rien qui dissipe tant les cabales que la terreur et la crainte. » M. de Bismarck a toujours mieux aimé faire trop que trop peu.

Mais jusqu'ici il s'était fait une loi d'observer les formes et de sauver les apparences; il s'est affranchi cette fois de tout scrupule, il s'est donné libre carrière. N'ayant pu obtenir de la cour de Leipzig la condamnation de M. Geffcken, il a publié l'acte d'accusation et pris pour arbitre entre le tribunal et lui tous les gouvernemens allemands et tous les sujets de l'empire; sans aucun respect de l'autorité des juges, il en appelle de leur justice à celle du premier venu, il a déferé au suffrage universel, qu'il méprise, l'examen des pièces et le soin de casser la sentence. Il a fait plus encore: il a communiqué à ses journaux une analyse des lettres saisies au cours de l'instruction, et non-seulement des lettres de l'accusé, mais de celles de M. de Roggenbach, qui n'est accusé de rien. Un tel mépris de toutes les convenances a étonné, affligé tous ceux qui ne sont pas résolus à ne s'étonner de rien, à donner toujours raison à M. le prieur. Ils ont laissé voir qu'ils regrettaient qu'un si grand homme eût de si fâcheuses faiblesses et fût si peu maître de sa passion, qu'un si grand politique eût l'humeur si policière. Mais qu'importe au chancelier? Depuis que l'empereur Guillaume n'est plus de ce monde, il ne se contraint plus, et paraît se plaire à braver l'opinion. Il exige de ses amis un entier abandonnement à ses volontés, et il a pour ses ennemis moins d'égards que jamais. Il dit aux uns et aux autres: Humiliez-vous, *discite humiliari*; vous n'êtes devant moi que grains de sable, cendre et poussière.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

31 janvier.

Quand la raison s'éclipse, toutes les passions entrent en scène et les peuples n'ont plus qu'à se bien tenir, à veiller sur leurs trésors mis en péril : leurs trésors sont leur sécurité et leur liberté qui ne sont jamais plus menacées que dans ces momens de trouble où tout est livré au hasard, où la fortune d'un pays semble dépendre d'un coup de dé, d'une mobilité ou d'un emportement de l'opinion.

Ce serait sans doute une faiblesse singulière que de s'effaroucher trop vite pour une élection ou une manifestation, de céder aux paniques, mauvaises conseillères. La France, dans son orageuse carrière, en a vu bien d'autres et elle a eu la chance de se tirer de bien d'autres épreuves. Il n'est pas moins certain que cette élection qui vient de s'accomplir à Paris, qui marque d'un sceau ineffaçable la journée du 27 janvier, a sa gravité : elle dévoile toute une situation ! Jusqu'ici, le héros du jour, M. le général Boulanger, avait pour ainsi dire rôdé dans les départemens, allant du nord au sud, de l'est à l'ouest : il n'était que l'élu des provinces, de quelques provinces. On semblait même le défier d'affronter la lutte sur un autre terrain, dans des départemens où les républicains croyaient encore être inexpugnables. Il a pris son parti en joueur audacieux. Il a tenté la fortune à Paris même, et c'est en plein Paris qu'il a eu 80,000 voix de majorité. On peut tant qu'on voudra épiloguer, interpréter, atténuer, décomposer le scrutin, le fait est là, et, comme on l'a dit, il est inutile de se fâcher contre les faits parce que cela leur est égal. M. le général Boulanger est l'élu de Paris, les électeurs de Belleville aussi bien que ceux des Champs-Élysées l'ont voulu ainsi ! Comment s'explique cet étrange et dangereux succès ? Quelle est la signification de cette popularité grandissante et certainement toujours peu rassurante ? Quels moyens a-t-on pour détourner ce mouvement d'irréflexion populaire, pour éclairer et apaiser les masses électorales, pour ramener l'opinion abusée et entraînée ? C'est toute la question.

Elle est désormais devant nous, cette redoutable question ; on ne peut plus l'éluder, et on se tirerait encore moins d'affaire avec des illusions, des déclamations, des récriminations ou des subterfuges. Ce qu'il y a de bien clair d'abord, c'est que M. le général Boulanger est un homme heureux, et que, s'il compte un succès retentissant de plus, c'est qu'on l'a bien voulu, c'est qu'on n'a rien négligé pour donner à cette élection du 27 janvier un caractère tout exceptionnel de gravité. On aurait pu sans aucun doute, — rien n'eût été plus prudent, — montrer moins d'impatience, prendre un peu plus son temps pour ouvrir ce scrutin, et surtout éviter de laisser un simple incident électoral devenir une sorte d'événement, une façon de manifestation plébiscitaire de Paris. Il n'y avait qu'à se désintéresser d'avance d'une lutte qui, réduite aux proportions ordinaires, ne décidait rien, — où le succès de M. le général Boulanger pouvait être un ennui sans ressembler à une défaite accablante. C'était le meilleur moyen de diminuer l'importance d'une candidature importune et de l'avantage qu'elle aurait pu obtenir. Au lieu d'agir ainsi, on a voulu évidemment jouer la partie. On a cru le moment et l'occasion favorables pour en finir avec une fortune irritante par une grande manifestation républicaine et radicale de Paris, de ce Paris révolutionnaire dont on croyait avoir gardé les faveurs. On s'est jeté à corps perdu dans cette mêlée où toutes les forces du parti républicain, du gouvernement, de l'administration, du régime se sont trouvées confondues, coalisées contre un seul homme. On a tenu à ne pas laisser ignorer que la République était engagée, qu'elle avait son candidat officiel. On l'a affiché sur tous les murs. La lutte s'est trouvée ainsi forcément agrandie. Il n'est point douteux que si le gouvernement et ses amis des comités radicaux avaient réussi à faire élire leur candidat, M. Jacques, on se serait empressé le lendemain de représenter le vote de Paris comme le plébiscite de la grande ville, comme la sanction souveraine de la politique radicale qui règne aujourd'hui, comme un succès pour M. Floquet. C'est le contraire qui est arrivé, et par cela même la victoire de M. le général Boulanger est la défaite éclatante de M. Floquet, du gouvernement, de la chambre, des comités radicaux, du conseil municipal, de toutes les influences coalisées dans l'élection du 27 janvier. On l'a voulu, on a récolté ce qu'on avait semé ; on s'est réveillé en face de l'humiliation cruelle de ce désaveu qu'on s'est attiré par une fausse tactique.

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que les républicains, étourdis de ce coup imprévu, saisis d'une sorte d'ahurissement, accusent tout le monde hormis eux-mêmes, et prétendent expliquer leur défaite par toute sorte de causes, excepté par celles qu'ils pourraient trouver dans leurs propres fautes. Ils accusent Paris, qu'ils appelaient hier encore la ville-lumière, qui continuerait probablement à être pour eux la ville-lumière s'il avait élu M. Jacques, et qui n'est plus, à ce qu'il pa-



rait, qu'une ville déshonorée. Ils ne cessent de s'escrimer contre les conservateurs, qu'ils accusent de s'être alliés à M. le général Boulanger, de s'être faits les auxiliaires du candidat de la dictature. D'abord les conservateurs n'ont pas eu visiblement un rôle aussi décisif qu'on le dit dans le scrutin du 27 janvier; s'ils avaient pu décider de l'élection, ils auraient probablement choisi un autre candidat. Au lieu de se perdre en récriminations stériles, de faire la confession des autres et d'accuser tout le monde, les républicains feraient beaucoup mieux de s'interroger eux-mêmes et de faire leur propre confession. Ils feraient mieux de reconnaître que, s'ils ont décidé au dernier moment le coup de théâtre du 27 janvier par une fausse manœuvre électorale, ils préparent cet étonnant réveil des idées de dictature depuis dix ans par une série d'excès, par toute une politique. On ne peut se lasser de le redire, parce que c'est une vérité plus criante que jamais. Cette fortune devenue irritante, menaçante, elle est leur œuvre. Ce sont les radicaux qui ont conduit l'élu du 27 janvier au ministère de la guerre, qui l'ont soutenu, même quand sa présence devenait un danger, même quand il n'était plus déjà qu'un soldat indiscipliné. Ils lui ont fait son rôle et ont ouvert la voie à son ambition. S'il y a dans le pays tous ces mécontentemens, ces dégoûts, ces irritations, ces mécomptes qui ont fini par se tourner vers M. le général Boulanger et lui ont fait une armée jusque dans Paris, ce sont les républicains, les radicaux qui seuls, par leur politique, ont créé cet état moral où tout est devenu possible. M. le général Boulanger est leur œuvre, leur création : ils ne peuvent le regarder sans voir en lui l'image vivante et ironique de leurs fautes. C'est le gouvernement avec ses vexations et ses procédés désorganisateur, c'est la chambre avec son impuissance et ses agitations stériles, ce sont tous les complices de la politique de dix ans qui ont été les premiers et grands électeurs du 27 janvier !

Que des conservateurs poussés à bout aient pu aller, comme d'autres, grossir l'armée des mécontents et porter leurs voix à M. le général Boulanger, c'est possible, c'est même vraisemblable. C'est, dans tous les cas, de leur part une dangereuse impatience; mais enfin, de bonne foi, qu'ont fait les républicains pour rassurer et rallier tous ces conservateurs, dont l'alliance ne leur serait peut-être pas inutile aujourd'hui ? Ils n'ont cessé de les traiter en ennemis, de les offenser, de les exclure, sans prendre garde qu'ils offensaient et qu'ils excluaient près de la moitié du pays. Toutes les fois qu'une occasion s'est présentée où les républicains auraient pu, dans un intérêt public, renouer quelque intelligence utile avec les conservateurs, ils se sont refusés aux plus légères concessions. Ils ont prétendu maintenir leurs lois de parti, leurs procédés exclusifs de gouvernement, leur politique de vexations religieuses et de déficit dans les finances, toujours arrogans, toujours également satisfaits. M. Jules Ferry lui-même proclamait récemment

encore la grandeur de ces lois scolaires, qui ne sont pas seulement une atteinte aux croyances d'une partie de la population française, qui seront une charge accablante pour le budget. Il n'y a que quelques jours, M. Floquet faisait afficher dans toutes les communes un discours qui n'était qu'une divagation anti-cléricale, une diatribe de club indigne d'un président du conseil. Au moment où la dernière élection est venue, qu'ont fait les républicains? ils ont choisi un candidat qui, à part son obscurité, — l'obscurité n'est point un crime, — ne représentait manifestement que la mairie centrale, l'autonomie communale, l'impôt sur le revenu, toutes les fantaisies du conseil municipal, — enfin, un candidat auquel des conservateurs ne pouvaient se rallier. Le résultat le voilà : c'est ce mouvement croissant de dégoût public qui fait la fortune de M. le général Boulanger. Et le plus sérieux grief des conservateurs, des libéraux, c'est justement que les républicains, par leur obstination, par leur aveuglement, aient préparé cette situation où se rouvrent les perspectives d'une dictature mêlée d'anarchie. Aujourd'hui, le mal est fait : le scrutin du 27 janvier en a dévoilé toute la gravité!

Et maintenant comment sortir de là? Les médecins sont réunis au Palais-Bourbon comme au Luxembourg, et il faut avouer qu'il y a parmi eux plus de pessimistes que d'optimistes, qu'ils commencent par ne pas trop s'entendre sur ce qu'il y aurait à faire pour remédier à une crise si étrangement compliquée. Les conseils ne manquent pas, et le malheur est que la plupart des propositions qui se pressent ou se croisent ressemblent à une repréaille contre le scrutin de Paris, contre le suffrage universel lui-même. Les uns, dans leur effarement, ne vont à rien moins qu'à réclamer des mesures violentes, des répressions, la guerre aux conspirateurs, des lois d'exception, — comme si la violence n'était pas le meilleur moyen d'irriter les mécontentemens et d'enflammer les instincts d'opposition. Les autres se bornent modestement à proposer de revenir sans plus de retard au scrutin d'arrondissement pour fractionner et atténuer autant que possible le mouvement plébiscitaire qu'ils redoutent. Ceux-ci sont pour la dissolution de la chambre et des élections prochaines; ceux-là, en tacticiens temporisateurs, préfèrent ajourner les élections à l'automne, comptant sur l'influence pacificatrice de l'exposition et du temps. Il en est enfin, et ce sont les plus nombreux, qui avant tout croient que le ministère vaincu, battu, humilié dans l'élection dernière, ne peut plus rester au pouvoir et doit disparaître devant un ministère moins compromis. Depuis quatre jours, les consultations, les conversations se succèdent sans qu'on en soit plus avancé. La question va peut-être s'éclaircir aujourd'hui. M. Floquet paraît vouloir saisir l'occasion d'une interpellation pour exposer ses idées, réclamer un vote de confiance et proposer le scrutin d'arrondissement. Il en

sera ce qui pourra; mais ce serait assurément une puérile illusion de se figurer qu'il peut suffire aujourd'hui de proposer des moyens répressifs, de substituer le scrutin d'arrondissement au scrutin de liste, de mettre à la place de M. Floquet M. Tirard, de varier l'amalgame des opportunistes et des radicaux dans un ministère.

Le temps de ces médiocres expédiens est passé. Quelles que soient les lois qu'on votera, quel que soit le ministère qui sera formé, la première condition désormais est de changer de conduite, d'en revenir résolument à une politique réparatrice, — celle que M. Challemel-Lacour conseillait avec éloquence avant l'élection, celle que M. Bardoux vient d'exposer encore avec une raison persuasive après l'élection. L'entreprise est difficile et tardive, dit-on; elle ne peut réussir, elle ne suffirait plus pour rallier les conservateurs, et elle ne trouverait pas une majorité dans une chambre impénitente jusqu'au bout. C'est possible. Ce qui est bien plus certain encore, c'est que la république compromise, diminuée et suspecte, ne peut plus se relever qu'avec une politique nouvelle, une assemblée animée d'un esprit nouveau et des pouvoirs résolus à rendre au pays la sécurité qu'il n'a plus, les garanties d'un régime d'équité, de tolérance et de modération.

Après cela, à quoi peut servir maintenant cette chambre usée et épuisée, dévorée de divisions intestines et d'anarchie vulgaire qui, au lieu d'être la force d'un régime en péril, n'est qu'une faiblesse de plus dans des circonstances difficiles? Qu'elle aille jusqu'au bout, qu'elle doive mourir d'une mort prématurée par une dissolution plus ou moins prochaine, elle est destinée à finir comme elle a vécu, après avoir tout agité et tout compromis, les finances aussi bien que la paix morale, l'intégrité des institutions aussi bien que la dignité parlementaire. On se plaisait récemment à exposer ce qu'elle a fait durant cette législature, à retracer en termes presque pompeux ce qu'on pourrait appeler son bilan ou son testament. La vérité est que tout ce qu'aura fait cette assemblée se réduit à peu près à des actes de violence ou de désorganisation, et une de ses dernières œuvres est cette loi militaire qu'elle vient de voter, qui, après être allée de la chambre au sénat, du sénat à la chambre, va revenir encore une fois au Luxembourg tout aussi incohérente, toujours marquée du même sceau de l'esprit de parti. Où donc était la nécessité de toucher à une organisation militaire éprouvée, à cette loi de 1872 qui reste la vraie et grande réforme, qui a produit les meilleurs résultats, qui a donné à la France une armée sérieuse, solide et dévouée? Quelle innovation prétend-on réaliser? Il ne s'agit pas d'introduire dans notre organisation militaire le principe du service obligatoire; il y est, il est consacré et universellement accepté. Il ne s'agit pas non plus de s'assurer l'avantage du nombre, comme l'a dit M. le ministre de la guerre; il n'est point douteux qu'avec la loi de 1872 on pourra avoir autant d'hommes qu'on le

voudra, même plus qu'on ne pourra en encadrer utilement. Il ne s'agit pas davantage d'établir le service de trois ans; la loi de 1872 n'a apparemment rien d'incompatible dans la pratique avec le service limité, puisque c'est une expérience qui se fait tous les jours, puisque la plupart de nos soldats ne restent pas plus de trois ans au régiment. Tout ce qu'il y a de sérieux est donc acquis, tout ce qui peut faire la force de l'armée est à la disposition de M. le ministre de la guerre; mais ce n'était pas là ce qu'on voulait. Ce qu'on désirait avant tout, c'était une bonne loi radicale supprimant toute dispense sous prétexte d'égalité, flattant les passions d'une démagogie envieuse, et surtout enrôlant tout ce qui porte une robe de prêtre.

On veut mettre l'égalité dans la loi nouvelle, faire passer indistinctement toute la jeunesse française sous le même niveau, par la caserne et la chambrée. C'est l'idéal démocratique! et cette égalité, réussit-on du moins à l'établir? Ce n'est évidemment qu'une chimère puérile, c'est une impossibilité absolue : il n'y a pas de budget au monde qui pût suffire à cet enrôlement universel, et, de toute façon, il faut bien en revenir à des catégories, à des dispenses temporaires, à des exemptions conditionnelles. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, il y aura des jeunes gens qui feront trois années de service, d'autres un an, quelques-uns même six mois. L'égalité n'existe pas plus avec la loi nouvelle qu'avec la loi de 1872; mais c'est ici que se manifeste dans tout son éclat le génie des entrepreneurs de réformes démocratiques! L'égalité qu'ils rêvent, ils ne peuvent pas l'établir, ils sont bien obligés de subir la nécessité des choses; seulement là où il y avait des dispenses prévues, définies, réglées par la loi de 1872, ils prétendent créer des dispenses discrétionnaires, ils remettent à l'arbitraire la désignation des exemptés ou des dispensés. L'arbitraire dans la loi constitutive de l'armée, la confusion et la mobilité indéfinie dans le service militaire, voilà le grand progrès!

Au fond, qu'il y ait un peu plus ou un peu moins d'arbitraire, c'est ce dont les radicaux ne s'inquiètent guère. Ils ne font pas une loi d'équité, de prévoyance et d'utilité militaire; ils font tout simplement une loi de parti et de secte. L'essentiel pour eux est de satisfaire leurs passions, d'atteindre, par la suppression des dispenses légales, les classes libérales, les fils de bourgeois et les prêtres, même les curés de paroisse, même les évêques, soumis, comme les autres, au service militaire. On n'a jamais pu faire comprendre à ces réformateurs que ces dispenses qu'ils prétendent proscrire, qui ont existé jusqu'ici, n'ont rien de personnel, rien qui ressemble à un privilège pour certaines classes, que, si elles ont existé de tout temps, c'est que dans une société comme la société française, il y a des intérêts de toute sorte, des intérêts de culture intellectuelle, des intérêts d'un ordre moral et religieux, dont on doit tenir compte.

Vainement M. Lefèvre-Pontalis, dans un langage aussi sensé que décisif, a essayé de rappeler ces vérités et a proposé de reprendre un article qui avait été voté par le sénat, qui mettait certaines conditions à l'appel des ministres du culte ou les affectait tout au moins aux services hospitaliers. Ni M. Lefèvre-Pontalis, ni M. Reille, ni M. Keller n'ont été écoutés. La chambre a tenu à aller jusqu'au bout, à tout voter au plus vite, comme si elle sentait le temps et le pouvoir lui échapper. Le résultat est une loi qui ne répond ni à l'intérêt militaire ni aux intérêts moraux du pays, qui ne serait qu'une vaste désorganisation. La compensation, c'est que cette loi est très vraisemblablement destinée à n'être jamais exécutée, à rester le témoignage éphémère des passions, de l'ignorance d'une chambre vouée aux œuvres stériles. La chance encore heureuse, c'est qu'en dehors des vaines agitations et des efforts des partis, notre armée, telle que l'a faite une loi prévoyante, reste ce qu'elle est, solide, discrète, laborieuse, dévouée, — toujours prête à remplir ses devoirs pour la France !

Oui, sans doute, à moins que des événemens imprévus ne viennent confondre tous les calculs, à condition qu'on ne se fie qu'à demi aux apparences et qu'on ait l'œil toujours ouvert, l'Europe est à la paix. Telle est même l'émulation de discours, de déclarations pacifiques, que cet empressement à tranquilliser le monde semble quelquefois être l'effet d'un mot d'ordre concerté entre les gouvernemens.

C'est entendu, si la situation reste à peu près toujours la même sur l'échiquier européen, les intentions ne cessent pas d'être rassurantes, et si l'on reste de toutes parts sous les armes, c'est pour mieux protéger la paix. D'aucun côté, on ne voit pour le moment les signes de conflits si prochains ! L'empereur Guillaume II l'a déclaré il y a quelques semaines à l'ouverture de l'empire allemand ; il l'a répété il n'y a que quelques jours en ouvrant le parlement particulier du royaume de Prusse et en confiant aux députés prussiens ses impressions sur ses voyages d'automne. L'empereur Guillaume paraît satisfait de tout ce qu'il a vu, de tout ce qu'il a recueilli sur les dispositions des alliés de l'Allemagne. Peut-être attendait-on de M. de Bismarck, qui est rentré récemment à Berlin, quelques explications de plus, un de ces discours qui éclairent ou troublent l'Europe, en lui faisant sentir ce que coûte cette paix dans laquelle elle a provisoirement la chance de se reposer. M. de Bismarck n'a rien dit jusqu'ici, au moins sur les affaires générales du continent, sur les rapports des grandes puissances entre lesquelles s'agitent les questions souveraines. A dire vrai, le chancelier paraît depuis quelque temps occupé de bien d'autres choses, de M. Geffcken, de sir Robert Morier, — ou de la politique coloniale. Ce sont ses obsessions du moment. Ce qui paraît surtout occuper aujourd'hui M. de Bismarck, et l'occupation est certes des plus sérieuses, c'est la politique coloniale, qui devient dé-

cidément, qui peut tout au moins devenir une grosse et embarrassante affaire pour l'Allemagne.

Comment l'Allemagne, qui a des ambitions proportionnées à ses succès et à son rang dans le monde, réussira-t-elle à réaliser ce qu'elle désire, à être une grande puissance maritime et colonisatrice, à s'assurer des stations dans toutes les mers? C'est l'œuvre qu'elle poursuit depuis quelques années, et qui n'est point visiblement sans rencontrer des difficultés assez sérieuses. Elle n'en est encore qu'aux débats, et elle se trouve déjà engagée dans deux affaires passablement compliquées, l'une sur les côtes de Zanzibar, l'autre dans l'archipel de Samoa. Attirée par l'esprit aventureux d'une compagnie particulière de colonisation à Zanzibar, elle veut maintenant rester là où ses pionniers ont planté le drapeau allemand, c'est bien clair. Elle a réussi à obtenir le concours du gouvernement anglais, et, de concert avec l'Angleterre, elle a organisé le blocus de la côte orientale d'Afrique. Le prétexte habilement choisi a été la répression du trafic des esclaves; en réalité, l'unique objet des Allemands est la prise de possession d'une partie de ces régions de l'Afrique orientale. Seulement tout s'est compliqué par degrés. Les indigènes ont opposé une résistance acharnée à l'invasion étrangère; des colons allemands ont été massacrés. Ce qui n'était d'abord qu'une affaire privée est devenu rapidement une affaire d'état. Aujourd'hui c'est l'empire lui-même qui se substitue à la compagnie primitive de colonisation, qui se croit obligé d'intervenir pour ses protégés, pour ses nationaux, et se trouve insensiblement engagé dans une campagne dont on ne peut mesurer ni l'étendue ni les conséquences. A Samoa, l'Allemagne se trouve mêlée à une guerre civile qu'elle a excitée, dont elle a espéré profiter pour établir sa domination ou son protectorat, et, ici encore, elle se rencontre avec l'Angleterre d'abord, — surtout avec les États-Unis, surveillans jaloux de tout ce qui se passe dans l'Océan-Pacifique. C'est sur tous ces faits, sur ce travail d'expansion de l'Allemagne, que s'est récemment ouvert devant le Reichstag un débat où M. de Bismarck est intervenu avec son autorité de vieil athlète. Muet sur les affaires de l'Europe, le chancelier s'est jeté dans la mêlée pour Zanzibar, pour la défense d'une politique où il voit aujourd'hui un intérêt supérieur de l'empire.

Deux fois en peu de jours, la discussion s'est engagée au parlement de Berlin, et par deux fois le chancelier, animé au feu de la controverse, émoussillé par les critiques du chef des progressistes, M. Richter, de M. Bamberger, s'est mis à disserter sur cette politique coloniale pour laquelle il demande quelques millions. La discussion a certes son intérêt, et parce qu'elle dit et par ce qu'elle ne dit pas. Chose bizarre! loin de procéder avec la brusquerie de son génie hautain, le chancelier a mis cette fois tout son art à pallier les inconvénients des expéditions lointaines, à atténuer ses responsabilités. Oh!



ce n'est pas lui, on peut l'en croire, qui a inventé la politique coloniale; il n'a fait que suivre l'inspiration de l'Allemagne, le mouvement national favorable à l'expansion allemande. Il est le plus soumis des chanceliers, il ne fera que ce que le parlement voudra, il ne dépassera pas d'une ligne la limite qui lui aura été tracée! Il n'y a que les progressistes, M. Richter en tête, qui, avec leur malignité, puissent l'accuser d'imposer ses volontés, d'entraîner l'Allemagne dans des conquêtes lointaines ou dans une croisade pour l'abolition de l'esclavage. Il n'a pas de ces arrogances ou de ces naïvetés; l'abolition de l'esclavage le laisse bien tranquille: il ne voit que l'intérêt de l'empire, l'ascendant nécessaire de l'Allemagne à côté des puissances qui règnent sur les mers. Deux millions, c'est tout ce qu'il demande aujourd'hui pour maintenir cet ascendant! Le chancelier met surtout son habileté à bien démontrer au Reichstag qu'il est en parfaite intelligence avec l'Angleterre à Zanzibar comme à Samoa. L'Angleterre, mais c'est l'alliée traditionnelle depuis cinquante ans! Il ne veut pas se séparer d'elle, il ne veut rien faire que d'accord avec elle. Le blocus n'est qu'une forme sensible et visible de cet accord. M. de Bismarck s'étudie en un mot à rassurer tout le monde sur ses intentions, aussi bien que sur les conditions et les conséquences des entreprises coloniales qu'il poursuit.

Voilà qui est au mieux. Il reste à savoir si tout est aussi simple et aussi facile que le laisserait croire le langage de M. de Bismarck, si toutes ces déclarations de bonne amitié prodiguées avec un peu d'affectation à l'Angleterre ne sont pas une tactique destinée à déguiser d'intimes froissements. Les Anglais ne s'y méprennent peut-être pas. Ils peuvent avoir l'air de sacrifier leurs ressentiments et leurs griefs pour garder l'apparence d'une entente avec le grand empire continental: ils savent bien qu'au moment même où le chancelier les flatte de ses plus caressantes paroles, un de leurs agens les plus estimés, sir Robert Morier, est publiquement, officiellement l'objet des plus violentes attaques à Berlin; ils ne peuvent pas oublier que, s'ils ont consenti au blocus de Zanzibar, ils ne sont pas intéressés à voir les Allemands prendre position sur la côte orientale d'Afrique, étendre des opérations dont ils souffriront dans leur commerce et dans leurs missions. A Samoa, c'est bien autrement grave. Ici il y a entre Allemands, Anglais et Américains une sorte de traité pour reconnaître la neutralité de l'archipel de Samoa. Les Allemands n'ont pas moins tenté par tous les moyens, par la création d'un petit roi de leur façon, par des excitations de guerre civile, même par des interventions à main armée, d'introduire leur protectorat. L'Angleterre fût-elle résignée à ne rien dire, les États-Unis sont là, et ils ne paraissent pas disposés à laisser les Allemands s'établir à Samoa. Les Américains, toujours pleins de susceptibilités jalouses, n'ont pas caché leur intention d'augmenter

leurs forces navales dans l'archipel de l'Océan-Pacifique, et ils ont déjà réclamé diplomatiquement. De sorte qu'en dépit de ses déclarations rassurantes, M. de Bismarck pourrait bien se créer de grosses difficultés avec cette politique coloniale, qui est certes fort légitime pour un grand empire, qui ne laisse pas aussi quelquefois d'être assez compromettante.

Ce n'est pas tout de tenter les grandes entreprises, de s'engager dans les expéditions lointaines ou dans les alliances continentales. Les politiques à grandes prétentions ne vont pas sans les grands armemens, sans des dépenses toujours croissantes : tout le monde l'éprouve aujourd'hui, et ce n'est pas sans peine que les états les plus puissans suffisent à l'excès de leurs charges, arrivent à se créer les ressources extraordinaires dont ils ont besoin.

Les gouvernemens proposent, les parlemens qui représentent les peuples disposent, et les peuples, qui disent toujours le dernier mot par l'impôt, commencent à trouver que les politiques coloniales, les alliances fondées sur le développement continu, outré des forces militaires, coûtent cher. Ce n'est point peut-être la bonne volonté qui manque à beaucoup d'Italiens pour se mettre à la hauteur du rôle assez chimérique que leurs chefs officiels du moment rêvent pour eux. Il n'est pas moins aisé de distinguer que l'Italie, déjà éprouvée par une crise économique des plus graves, commence à se lasser d'une politique dont elle sent le danger et de dépenses auxquelles ses ressources ne peuvent plus suffire. Sans attacher plus d'importance qu'il ne faut à des *meetings* organisés sous des influences assez confuses, on pourrait dire que ces manifestations qui se succèdent à Milan, à Naples, même à Rome, sont le signe d'un état d'esprit entièrement favorable à la paix, aux économies. Cet état d'esprit, en dehors des excentricités des réunions populaires, il existe visiblement dans la nation ; il se révélera peut-être demain dans le parlement qui vient de se rouvrir, et il peut créer plus d'une difficulté à M. Crispi, si le premier ministre du roi Humbert a, lui aussi, de nouveaux projets militaires et financiers à proposer. L'Italie vraie, celle qui ne suit pas les mots d'ordre ministériels, cette Italie veut bien avoir une belle armée, une belle marine, elle veut bien être l'alliée des grands empires, elle ne paraît plus trop disposée à tout sacrifier, même ses relations avec la France, à une politique qui ne lui a valu jusqu'ici que quelques mécomptes, des visites décevantes et des charges nouvelles.

A voir les choses de près, des armemens et des impôts, c'est toujours le dernier mot de la politique régnante, et l'Autriche, à son tour, a quelque peine aujourd'hui à faire accepter la nouvelle loi militaire qu'elle s'est crue obligée de proposer. Cette loi nouvelle, destinée à augmenter l'armée autrichienne, elle a été assez facilement votée à Vienne, au centre de l'empire ; elle a rencontré une opposition plus

vive à Pesth, où elle a soulevé les susceptibilités magyares, où elle est apparue comme une œuvre de centralisation allemande, et elle ne sortira pas sans blessure des discussions passionnées engagées depuis quelques jours déjà dans le parlement hongrois. Le chef du cabinet de Pesth s'était flatté d'abord d'enlever d'autorité la loi nouvelle, de la faire accepter tout entière par sa majorité, et il comptait si bien sur son ascendant, qu'il avait commencé par se refuser à toute transaction, en déclarant qu'il n'accepterait ni modification ni amendement, que c'était pour le ministère une question de confiance. L'autorité de M. Tisza et ses menaces de démission n'ont pas suffi pour décourager les résistances. La loi nouvelle a rencontré aussitôt une ardente opposition, non-seulement dans l'extrême gauche et dans ce qu'on appelle le parti de l'indépendance, mais encore dans le parti plus modéré dont le comte Albert Apponyi est le chef, et même dans une fraction libérale de la majorité ministérielle dont le principal orateur est M. Horvath. On accuse la loi de manquer à la constitution, d'annuler les prérogatives du parlement en fixant pour dix ans le chiffre du contingent annuel dont le gouvernement peut seul disposer; on lui reproche de faire une part trop large à l'élément allemand, d'imposer aux volontaires d'un an, aux officiers de réserve, des conditions excessives dans leurs examens sur la langue allemande, de méconnaître les droits de la langue hongroise.

C'est sur tous ces points que s'est engagée une discussion passionnée, orageuse, parfois entrecoupée d'incidens violens. M. Tisza, malgré sa raideur, a bien été obligé de faire quelques concessions, sinon sur le fond, du moins dans la forme, par des explications qui ont atténué ses déclarations premières, même par des engagements pris au nom de la couronne. Et en faisant des concessions, le président du conseil hongrois a-t-il du moins réussi à rallier les dissidens, à apaiser quelque peu ses adversaires? Bien au contraire, on dirait que les résistances ne font que s'enhardir et s'aggraver. Les manifestations publiques se succèdent. Les discussions du parlement, à mesure qu'elles se prolongent, semblent s'envenimer et devenir de jour en jour plus passionnées, plus tumultueuses. M. Tisza finira sans doute par triompher de toutes les oppositions; mais il est fort exposé à voir du coup sa popularité compromise, et ce serait au moins curieux de voir un des plus chauds partisans de l'Allemagne et de la triple alliance perdre le pouvoir en défendant une loi proposée par l'Autriche pour faire honneur à la politique de la triple alliance!

Et voilà comment l'imprévu se mêle toujours aux affaires humaines. Au moment même où la loi militaire est si vivement agitée à Pesth, l'empire d'Autriche se trouve atteint par l'événement le plus inopiné, la mort soudaine de l'archiduc Rodolphe, héritier de la couronne, élevé dans l'éclat et la force de la jeunesse. L'archiduc Rodolphe était

populaire à Vienne, aimé dans tout l'empire. Sa mort si brusque, si imprévue, ne change rien sans doute dans un état où les traditions sont si fortes, où la maison des Hapsbourg est si profondément identifiée aux destinées de l'empire; elle n'est pas moins un deuil, une épreuve douloureuse pour l'Autriche, qui voyait dans les qualités du jeune prince les présages heureux du règne de l'avenir.

CH. DE MAZADE.

---

### LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

---

Notre marché financier a fait bonne contenance devant le résultat de l'élection du 27 janvier. La rente française ne s'était guère éloignée, depuis le commencement du mois, du cours de 83 francs. Quelques spéculateurs ont cru pouvoir vendre impunément sur un événement qui, dans leur pensée, devait provoquer, au point de vue de nos affaires intérieures, d'assez sérieuses complications, conduire à des élections générales anticipées, peut-être à des troubles dans la rue. Mais ces imprudens n'ont pas été suivis. Les petits porteurs d'inscriptions n'ont manifesté aucune alarme, et la haute banque, intéressée au maintien des prix, à cause des grandes opérations financières en cours ou en préparation, a enrayé tout mouvement de recul. La rente française reste donc très ferme à 82.90, et la liquidation ne paraît devoir, d'une manière générale, présenter aucune difficulté.

Sur un point cependant, elle donnera lieu à de grosses différences. Il y a quinze jours, nous signalions ici les embarras devant lesquels se trouvait le syndicat du cuivre, à cause de l'accroissement constant des stocks du métal à Londres et à Paris. On a expliqué, il est vrai, cet accroissement par le fait que, depuis la hausse si brusque des prix à la fin de 1887, la consommation a été alimentée en partie par tout ce que le commerce des métaux a pu ramasser de vieux cuivre, non compris dans les stocks connus, et qu'ainsi le syndicat a dû se charger d'une fraction importante de la production nouvelle de cuivre par les compagnies en exploitation dans le monde entier. La consommation n'aurait donc nullement diminué comme on le pensait, et toutes les réserves de vieux cuivre étant aujourd'hui épuisées, c'est au syndicat seul qu'elle devrait désormais adresser ses demandes. Quoi qu'il en soit de cette explication, la spéculation si fortement engagée à la

hausse, tant sur les actions de la Société des Métaux que sur celles de la compagnie de Rio-Tinto, a cherché à se dégager, et il en est résulté une chute violente des deux valeurs. La première a reculé de 730 à 490, en baisse de 240 francs; la seconde, à 510, perd 115 francs.

Ces mouvemens de cours si extraordinaires n'ont exercé sur l'ensemble du marché qu'une influence restreinte et momentanée, la baisse n'affectant, dans ce cas particulier, qu'un groupe de spéculateurs très aventureux. D'ailleurs, la détente qui s'est produite au cours du mois dans la situation monétaire, la grande abondance des capitaux, l'abaissement du taux de l'escompte, ont contre-balancé l'influence fâcheuse que pouvaient exercer les incidens politiques et les agitations de cours de quelques valeurs.

La conversion hongroise a réussi, et les souscriptions en espèces ont considérablement dépassé le montant des titres disponibles. Malgré ce succès, le 4 pour 100 a reculé vivement dans les deux dernières journées, à cause des troubles dont la ville de Pest est le théâtre et de la nouvelle, connue vers la fin de la bourse du 30 janvier, de la mort subite du prince impérial d'Autriche, archiduc Rodolphe. La rente hongroise reste en réaction de deux unités à 83 3/4.

Les fonds russes au contraire ont progressé lentement, et l'emprunt 4 pour 100 émis par la Banque de Paris il y a six semaines à 86.45 est aujourd'hui coté 89.60. Les autres catégories ont vu également leurs cours s'améliorer.

L'Italien est resté à peu près immobile à 95.50. Le roi Humbert a ouvert le 28 la session du parlement par un discours très pacifique. Mais la situation financière du royaume est très embarrassée. Le cabinet va proposer de nouveaux impôts et des remaniemens de taxes qui seront fort mal accueillis, et il faut en même temps recourir à l'emprunt pour couvrir les déficits existans ou à prévoir. Un accord a été conclu entre le ministère des finances de Rome et la maison Bleichröder à Berlin pour le placement en Allemagne d'obligations des chemins de fer italiens, au nombre de 500,000 ou 600,000.

L'extérieure d'Espagne, les fonds turcs, l'Unifiée égyptienne, le 3 pour 100 portugais, les rentes helléniques, les emprunts argentins, ont donné lieu à un courant régulier de transactions, sans modifications de cours bien sensibles.

La tenue des titres des sociétés de crédit a été bonne en général. Cependant il faut noter la baisse importante subie encore par les actions de la Banque de France, conséquence naturelle de la diminution du taux de l'escompte. La Banque de Paris a reculé de 25 francs à 885.

Le Crédit foncier a gagné quelques francs à 1,343.75. Le Crédit lyonnais s'est avancé de 633.75 à 643.75. La Banque parisienne, qui procède en ce moment à l'émission des actions de la Société nouvelle de Panama, a reculé de 427.50 à 410. On craint que cette Banque

n'ait entrepris une tâche supérieure à ses forces. La Société générale, qui ne fait que bien peu parler d'elle, a été portée de 470 à 480 fr.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi sur les actions de nos grandes compagnies de chemins de fer, que la spéculation délaissait depuis si longtemps. Le Lyon a progressé de 1,315 à 1,330, pour revenir à 1,322.50. Le Nord s'est élevé de 1,655 à 1,692.50 et finit à 1,680. Le Midi garde une avance de 20 francs pour la quinzaine, l'Orléans une avance de 12.50. L'Est et l'Ouest, qui ne se négocient qu'au comptant, sont restés aux cours de 800 et 930.

Sur le marché des valeurs autrichiennes, les actions des chemins ont été l'objet de réalisations qui ont ramené la Staatsbahn de 540 à 533.75 et la Sudbahn ou Lombards de 230 à 222.50. La Banque des Pays autrichiens se tient à 595; les actions dites Alpines ont été portées de 100 à 115 francs, sur la probabilité de la répartition d'un dividende de 2 à 2 florins 1/2 pour 1888.

Les Omnibus sont en hausse de 15 francs à 1,240, les Voitures de 50 francs à 835. On escompte pour cette valeur les résultats exceptionnels que pourra donner l'exploitation pendant la période de l'Exposition. Le Gaz a progressé de 20 francs à 1,432.50, la compagnie Transatlantique de 10 francs à 575.

Les actions de Panama ont baissé de 122 à 106 francs, les obligations des diverses catégories ont subi un recul variant de 20 à 40 fr. Samedi dernier a été tenue l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie. Ceux-ci ne se sont pas trouvés en nombre pour délibérer valablement. Mais ils ont été invités, après que lecture leur eut été faite de deux rapports, l'un des administrateurs provisoires, l'autre de M. de Lesseps, à émettre le vœu que la Compagnie fût dissoute et que l'autorité judiciaire en confiât la liquidation à une personne désignée par la compagnie elle-même, M. Brunet. Ce vœu a été émis à l'unanimité. M. de Lesseps a accepté d'être le fondateur d'une société nouvelle, dont le capital est fixé à 30 millions, divisé en 60,000 actions de 500 francs. La Banque parisienne, avec laquelle M. de Lesseps a traité, a ouvert la souscription dont elle supportera les frais et qui sera close samedi. C'est ce même jour que doit être prononcée par le tribunal la mise en liquidation de la compagnie actuelle. Si la souscription réussit, la nouvelle société prendra l'actif de l'ancienne et se chargera de l'achèvement du Canal, abandonnant aux porteurs des anciens titres 80 pour 100 des recettes nettes de l'exploitation, après acquittement de toutes charges, y compris celles des nouveaux capitaux à emprunter. D'après M. de Lesseps, il faudrait encore 450 millions pour achever le Canal. On sait malheureusement ce qu'il est advenu des évaluations de dépenses énoncées au début de l'entreprise.

*Le directeur-gérant : C. BULOZ.*



le,

nos

ait

re-

à

Or-

au

ins

à

des

or-

vi-

de

p-

Ex-

nie

ga-

fr.

de

é-

été

de

ue

ée

na-

été

ac-

eps

qui

le

ou-

se

an-

rén

pi-

il-

ad-

se.